



**BURKINA FASO**  
**Ministère de la justice**

# ANNUAIRE STATISTIQUE 2018 DE LA JUSTICE



**Edition mai 2019**



**BURKINA FASO**

**Ministère de la justice**

Direction générale des études et des statistiques sectorielles



**ANNUAIRE STATISTIQUE  
2018**



**Edition mai 2019**



# Avant-propos



Le renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance au Burkina Faso passe par un meilleur ancrage du système judiciaire dans le paysage institutionnel. En effet, la justice est le garant des libertés individuelles et collectives. C'est à ce titre que le Ministère de la justice joue pleinement sa partition dans la mise en œuvre de la politique gouvernementale à travers ses outils de planification et d'orientation, notamment la Politique sectorielle « justice et droits humains » dont la vision à l'horizon 2027 est « le Burkina Faso dispose d'une justice crédible, accessible à tous et respectueuse des règles d'un Etat de droit qui garantit aux femmes et aux hommes l'effectivité de leurs droits, pour une Nation pacifique et solidaire.»

Cette vision s'inscrit dans l'axe 1 du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) 2016-2020 intitulé « Réformer les institutions et moderniser l'administration » avec pour objectif stratégique de promouvoir la bonne gouvernance politique et administrative à travers le renforcement de l'indépendance et l'efficacité de la justice, l'amélioration de l'accès de tous les citoyens à la justice et la restauration de l'autorité de l'État.

Les juridictions et établissements pénitentiaires mènent des actions concourant à l'atteinte des objectifs fixés par cet axe. C'est pour rendre compte aux populations de ces actions que le Ministère de la justice s'emploie chaque année à élaborer l'annuaire statistique.

Ce document fait le bilan des activités menées par les juridictions et les établissements pénitentiaires et fournit certaines données de l'administration centrale (chancellerie). Il comporte les indicateurs clés qui permettent de faire une appréciation qualitative et quantitative des activités des juridictions et établissements pénitentiaires du Burkina Faso. En cela, il constitue un outil d'information et d'aide à la décision.

Le présent annuaire statistique comporte cinq (5) parties, à savoir la présentation du Ministère, les moyens de travail, les activités des juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif et la situation des établissements pénitentiaires. Il renferme les données des dix (10) dernières années, à savoir celles de 2009 à 2018. Les résultats obtenus, présentés d'année en année, permettent d'apprécier le niveau d'évolution du travail des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Fort de cela, j'invite tous les acteurs judiciaires à plus d'abnégation et de rigueur dans le travail, condition sine qua non pour le renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance.

Le présent annuaire statistique est élaboré pour répondre aux besoins d'information des acteurs de la justice, des citoyens et des partenaires techniques et financiers. Par conséquent, je vous exhorte tous à une réelle appropriation de ce document et à apporter toutes critiques constructives pour l'amélioration des éditions à venir.

Je ne saurai clore mon propos sans remercier tous les partenaires de la Justice et tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent annuaire statistique. Mes remerciements s'adressent particulièrement à l'UNICEF pour son appui financier constant.

# Table des matières

<b>Avant-propos</b> .....	4
<b>Table des matières</b> .....	5
<b>Abréviations</b> .....	6
<b>Démarche méthodologique</b> .....	8
<b>I Organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique</b> .....	9
I.1 Présentation des structures centrales.....	10
I.2 Schéma de l'organigramme.....	22
<b>II Moyens de la justice</b> .....	24
II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires.....	25
II.2 Budget.....	29
II.3 Personnel.....	33
<b>III Activités des juridictions de l'ordre judiciaire</b> .....	58
III.1 Cour de cassation.....	59
III.2 Cours d'appel.....	62
III.3 Tribunaux de grande instance.....	68
III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance.....	68
III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales.....	68
III.3.1.2 Activités civiles des parquets.....	80
III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance.....	87
III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance.....	87
III.3.2.2 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance.....	101
III.3.2.3 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance.....	112
III.3.2.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance.....	126
III.4 Tribunaux de commerce.....	132
III.5 Tribunaux d'instance.....	138
III.6 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants.....	142
III.7 Tribunaux du travail.....	147
<b>IV Activités des juridictions de l'ordre administratif</b> .....	151
IV.1 Cour des comptes.....	152
IV.2 Conseil d'État.....	155
IV.3 Tribunaux administratifs.....	159
<b>V Etablissements pénitentiaires</b> .....	166
V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées.....	167
V.2 Caractéristiques des prévenus.....	172
V.3 Caractéristiques des inculpés.....	179
V.4 Caractéristiques des condamnés.....	186
V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC.....	194
V.6 Activités des centres de réinsertion sociale.....	197
<b>Les chiffres clés de la justice (1/2)</b> .....	200
<b>Les chiffres clés de la justice (2/2)</b> .....	201
<b>Liste des tableaux</b> .....	202

# Abréviations

BE	Bureau d'Etudes
CA	Cour d'Appel
CASEM	Conseil d'Administration du Secteur Ministériel
CC	Cour des Comptes
CCass	Cour de Cassation
CE	Conseil d'État
CEDDH	Centre d'Ecoute et de Documentation sur les Droits Humains
CNC	Commission Nationale de Codification
CNIB	Carte Nationale d'Identité Burkinabè
CONHADA	Commission Nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
CPAB	Centre Pénitentiaire Agricole de Baporo
DAAS	Direction des Affaires Administratives et Sociales
DAD	Direction des Archives et de la Documentation
DACC	Direction des affaires civiles et commerciales
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DAJAV	Direction de l'Accès à la Justice et de l'Aide aux Victimes
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DCPM	Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle
DCPP	Direction de la Coordination des Projets et Programmes
DDII	Direction du Développement Institutionnel et de l'Innovation
DDSO	Direction de la détention, de la sécurité et des opérations
DECC	Direction de l'Education au Civisme et à la Citoyenneté
DEDH	Direction de l'Education aux Droits Humains
DFP	Direction de la Formulation des Politiques
DG-COOP	Direction Générale de la Coopération
DGDDH	Direction Générale de la Défense des Droits Humains
DGEP	Direction des Grâces et de l'Exécution des Peines
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGGSP	Direction Générale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DGJCCAS	Direction Générale de la justice civile, commerciale, administrative et sociale
DGJPS	Direction générale de la justice pénale et du sceau
DGPC	Direction Générale de la Promotion Civique
DGPDH	Direction Générale de la Promotion des Droits Humains
DGREFFE	Direction des Greffes
DH	Droits Humains
DJJ	Direction de la justice juvénile
DLCJ	Direction de la Législation et de la Coopération Judiciaire
DMB	Direction du Matériel et du Budget
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Partenariat
DPCP	Direction de la planification et de la coopération pénitentiaire
DPGSP	Direction du Personnel de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DPPFP	Direction de la production pénitentiaire et de la formation professionnelle
DPPO	Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle
DPTP	Direction de la Promotion de la Tolérance et de la Paix
DPVDH	Direction de la Protection contre les Violations des Droits Humains
DRDHPC	Direction Régionale des Droits Humains et de la Promotion Civique

DRGSP	Direction Régionale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSAI	Direction du Suivi des Accords Internationaux
DSAS	Direction de la santé et de l'action sociale
DSEC	Direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation
DSI	Direction des Services Informatiques
DSLAC	Direction des sports, des loisirs, des arts et de la culture
DSP	Direction de la sécurité pénitentiaire
DSS	Direction des Statistiques Sectorielles
ENGSP	l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
ENP	Ecole Nationale de Police
EP	Établissement Pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance Judiciaire
GSP	Garde de Sécurité Pénitentiaire
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
ITS	Inspection Technique des Services
JE	Juge des Enfants
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MACO	Maison d'Arrêt et de Correction de Ouagadougou
ND	Non disponible (information non disponible à la source)
OMD	Ordre de Mise à Disposition
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PA-PNJ	Programme d'Appui à la Politique Nationale de la Justice
PHS	Prison de Haute Sécurité
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SCC	Service Central du Courrier
SP/CIMDH	Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits humains et du Droit International Humanitaire
TA	Tribunal Administratif
TAR	Tribunal d'Arrondissement
TC	Tribunal de Commerce
TD	Tribunal Départemental
TGI	Tribunal de Grande Instance
TI	Tribunal d'Instance
TPE	Tribunal pour Enfants
TT	Tribunal du Travail
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'Enfance

# Démarche méthodologique

---

Pour la production des statistiques du Ministère de la justice, il est mis en place des cellules statistiques chargées de collecter les données dans les juridictions et établissements pénitentiaires, au moyen de formulaires spécifiques, et une équipe de supervision chargée de contrôler l'exactitude des données. La méthodologie d'élaboration de l'annuaire statistique 2018 est similaire à celle des éditions antérieures. Elle est basée sur l'actualisation des questionnaires, la collecte de données auprès des structures centrales et déconcentrées, le traitement de ces données, l'élaboration et la validation du document.

L'élaboration de l'annuaire statistique 2018 s'inscrit dans la dynamique de mise à disposition des usagers du secteur de la justice, d'un système d'information statistique fiable. Pour ce faire, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), a bénéficié de l'accompagnement de certaines directions techniques du Ministère, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Dans la plupart des structures, le travail a consisté à confronter les questionnaires remplis par les membres de la cellule statistique au contenu des registres utilisés pour les renseigner et à procéder à la correction des incohérences ou à défaut à la collecte proprement dite. Le traitement des informations collectées s'est effectué à travers l'actualisation de la base de données, suivie de la saisie, de l'apurement des données et de l'élaboration du draft de l'annuaire. C'est le résultat de tout ce processus qui a permis à la DGESS de mettre à la disposition du département en charge de la justice, le présent annuaire statistique.

En raison de la situation sécuritaire du pays, l'équipe de supervision n'a pu se rendre à Djibo pour collecter les données du TGI et de la MAC. Mais, dans le souci d'avoir des indicateurs fiables, comparables, les données 2017 du TGI et de la MAC de Djibo ont été reconduites pour 2018.

En plus des problèmes sécuritaires du pays, quelques difficultés ont émaillé l'étape de la collecte. Il s'agit principalement de l'insuffisance de personnel dans certaines structures, de la charge de travail qui ne permet pas aux membres de la cellule de collecter à temps les données et accessoirement du faible intérêt de certains membres des cellules statistiques.

# I Organisation du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique

---

## I.1 Présentation des structures centrales

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est placé sous la responsabilité d'un Ministre qui a reçu pour mission, conformément au décret n° 2016-006/PRES/PM/SGG-CM du 08 février 2016 portant attributions des membres du Gouvernement, d'assurer la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière de justice, de droits humains, de civisme et des Sceaux de l'Etat.

C'est ainsi que le gouvernement a adopté qui permet une mise en cohérence des structures en vue de répondre à un certain nombre de réalités et pour un meilleur fonctionnement des services.

En tout état de cause, il ressort de cet organigramme que le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

### A/ Le Cabinet du Ministre

Le Cabinet du Ministre comprend :

#### ❖ Le Directeur de cabinet

Il est chargé :

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Secrétaire particulier ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels et les Institutions en relation avec le Secrétaire général ;

#### ❖ Les Conseillers techniques

Assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

#### ❖ L'Inspection technique des services

L'Inspection technique des services veille à l'application de la politique du Ministère, assure le suivi conseil et le contrôle du fonctionnement des services ainsi que des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

- de veiller au fonctionnement régulier des juridictions, des établissements pénitentiaires, des services administratifs ainsi que des projets et programmes ;
- de prodiguer aux magistrats, aux greffiers, aux personnels pénitentiaires et des droits humains des conseils et leur apporter toute l'assistance ;
- de contrôler l'application des textes législatifs, réglementaires et des instructions administratives régissant le fonctionnement administratif, financier et comptable des services, projets et programmes ;
- de contrôler la gestion administrative, technique et financière des services, projets et programmes ;
- de l'appui conseil pour l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activités des services ainsi que des projets et programmes ;
- d'étudier les réclamations des administrés et des usagers des services, projets et programmes de la Justice et des droits humains ;
- de lutter contre la corruption au sein du Ministère ;
- d'effectuer des missions particulières confiées par le Ministre ;
- de proposer au Ministre les mesures tendant à améliorer le fonctionnement des juridictions, des établissements pénitentiaires et des services administratifs.

#### ❖ La cellule des Chargés de mission

Les Chargés de mission sont entre autres, des hauts cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques, judiciaires et /ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission ou mandat. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'administration publique ou de la justice qui leur sont confiés par le Ministre.

#### Les Secrétariats techniques

Les Secrétariats techniques sont créés pour exécuter des missions conjoncturelles ou temporaires.

De par leur caractère temporaire, ils ne peuvent excéder cinq (05) ans d'existence. A terme, ils s'intègrent dans les structures permanentes du ministère.

Placé sous l'autorité d'un Secrétaire technique, le secrétariat technique peut être organisé en départements.

### ❖ **Le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire (SP/CIMDH)**

Il assure la mise en œuvre et le suivi des activités du Comité interministériel des droits humains et du droit international humanitaire (CIMDH). À ce titre, il est chargé :

- de préparer les sessions du Comité interministériel ;
- d'assurer la liaison entre les différents départements ministériels ;
- d'animer les activités permanentes du Comité interministériel (formation, sensibilisation, appui-conseil, etc.);
- de collecter les données nécessaires au travail du Comité interministériel ;
- diffuser les compte rendus des sessions aux membres ;
- de veiller à l'archivage des documents finaux examinés par le Comité interministériel ;
- d'élaborer le rapport annuel d'activités et de proposer un programme d'activités.

### ❖ **Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SP/CONAHDA)**

Le Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des affaires (SP/CONAHDA) est chargé de la mise en œuvre des orientations qui concourent à la réalisation des missions de la Commission.

Un arrêté conjoint du Ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique et du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement détermine l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Secrétariat permanent de la Commission nationale de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (CONAHDA).

### ❖ **La Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire (DGGSP)**

Elle est la structure de commandement de la garde de sécurité pénitentiaire. A ce titre, elle est chargée :

- d'administrer, de coordonner, de gérer, de contrôler et de suivre l'ensemble du personnel et des services pénitentiaires du Burkina Faso ;
- de proposer ou de prendre des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires ;
- de participer à l'exécution des peines privatives de liberté ;
- de veiller à la sécurité des établissements pénitentiaires et de contribuer au maintien de la sécurité publique ;
- d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du programme pénitentiaire ;
- de participer au recrutement et à la formation des personnels pénitentiaires ;
- d'étudier, de coordonner, de contrôler et de suivre les mesures d'ordre, de discipline des personnels pénitentiaires ;
- d'assurer la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique ;
- d'apporter de l'assistance aux autorités administratives et judiciaires en matière de sécurité publique ;
- de contribuer à la prévention et à la lutte contre la criminalité nationale et internationale, l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme ;
- de coordonner les activités de collecte, de traitement et d'exploitation du renseignement pénitentiaire ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- de gérer le casernement du personnel, du matériel technique et du matériel spécifique de sécurité ;
- d'organiser, de promouvoir et de coordonner les activités sportives, culturelles et artistiques au sein de l'administration pénitentiaire ;
- d'organiser et de promouvoir la production pénitentiaire et la formation professionnelle des détenus ;
- de mettre en œuvre les solutions tendant à l'humanisation des prisons en liaison avec la DGJPS et la DGDDH ;
- d'assurer la prise en charge sanitaire des détenus ;
- d'œuvrer à la réinsertion sociale des détenus ;
- d'offrir l'assistance morale et psychosociale aux détenus ;
- d'assurer la promotion et la protection des droits des enfants en détention ;

- de coordonner les actions des intervenants pénitentiaires ;
- de participer à l'élaboration de la politique pénale ;
- d'assurer la coopération pénitentiaire et la mise en œuvre des conventions et des normes internationales en matière pénitentiaire ;
- de participer en cas de besoin, aux missions de maintien de la paix au plan national et international ;
- de participer aux activités des corps militaires et paramilitaires ;
- d'établir les statistiques pénitentiaires et de suivre la situation carcérale des détenus.

#### ❖ **Le Secrétariat particulier**

Il assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Directeur de cabinet et le protocole.

#### ❖ **Le Protocole**

Le Protocole du Ministre est chargé, en relation avec le Protocole d'Etat, de l'organisation des audiences, des déplacements et des cérémonies officielles du Ministre.

#### ❖ **Le Comité ministériel de Lutte contre le Sida**

Le Comité ministériel de Lutte contre le SIDA du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique (CMLS/JDHPC) assure la coordination des activités de lutte contre le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles (IST) du secteur.

A ce titre, il est chargé :

- de coordonner les activités de lutte contre le VIH/SIDA et les IST du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- de collaborer avec le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le SIDA et les IST ;
- de collaborer avec les CMLS des autres secteurs ministériels et des comités non ministériels dans le cadre de la lutte multisectorielle contre le VIH/SIDA et les IST.

#### ❖ **Le Service chargé de la sécurité du Ministre**

Il assure la sécurité du Ministre.

## **B/Le Secrétariat général**

Il assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du ministère. Il comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

Le Secrétariat général est chargé de la coordination administrative et technique des structures centrales, rattachées, déconcentrées et de missions placées sous la tutelle du ministère. Pour ce faire, il dispose des services suivants :

### **❖ un Secrétariat particulier**

Le secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. Il est dirigé par un secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

### **❖ un Bureau d'études**

Le Bureau d'études est animé par des chargés d'études, au nombre de cinq au plus, désignés parmi les magistrats et les cadres supérieurs de l'Administration en raison de leurs compétences techniques.

### **❖ Un Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains**

Le Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains est chargé :

- de l'information du public sur les droits humains et le civisme ;
- de la tenue et de la mise à disposition du public de la documentation sur les droits humains et le civisme ;
- de la collecte de l'information sur les droits humains et le civisme en vue de les mettre à la disposition de la direction générale des études et des statistiques sectorielles ;
- de la réception, de l'écoute et de l'orientation des citoyens porteurs de réclamations sur des cas d'atteintes ou de violation des droits humains ;
- de l'organisation de conférences et de causeries débats sur les thèmes relatifs aux droits et au civisme ;
- de l'organisation de toutes activités susceptibles d'améliorer l'accès à l'information, la documentation, l'écoute et l'orientation du public sur les droits humains.

### **❖ un Service central du courrier**

Le Service central du courrier assure la réception et l'expédition du courrier ordinaire. Il enregistre le courrier à l'arrivée et le transmet au secrétariat particulier du Secrétaire général.

Il assure la ventilation de tout le courrier ordinaire à l'extérieur du ministère.

Il est chargé de la reproduction des documents du ministère et de leur reliure.

### **❖ un Service chargé de l'accueil et de l'information des usagers**

Il est chargé d'assurer un accueil et une orientation des usagers et partenaires du ministère.

## **1-Les structures centrales :**

### **❖ La Direction générale de la Justice civile, commerciale, administrative et sociale (DGJCCAS)**

Elle est chargée :

- de suivre l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ainsi que des questions relatives à l'état des personnes et à la nationalité ;
- de proposer les grandes orientations de l'administration de la justice en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière civile, commerciale, administrative et sociale ;
- d'assurer la conception et le suivi de l'organisation, du contrôle et de la discipline des auxiliaires de justice sous réserve de la réglementation spécifique à certaines professions libérales ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires ;
- de contribuer à assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux en matière civile, commerciale, administrative et sociale.

### ❖ La Direction générale de la Justice pénale et du Sceau (DGJPS)

Elle est chargée :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre de la politique pénale ;
- de participer à l'élaboration du programme pénitentiaire ;
- de participer au contrôle de l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de proposer des notes, circulaires ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de participer à la conception et à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- de participer à la formation professionnelle des détenus, à la mise en œuvre et au suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- d'animer l'autorité centrale et de suivre la coopération judiciaire en matière pénale ;
- d'assurer la promotion et la protection des droits de l'enfant ;
- de contribuer à la protection sociale et judiciaire des mineurs en contact avec la justice ;
- de coordonner les actions des services sociaux des juridictions et des différents intervenants dans le domaine de la justice juvénile ;
- de participer à l'humanisation des lieux de détention ;
- de contribuer à assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux en matière pénale ;
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale ;
- de coordonner les actions relatives à la proposition de condamnés détenus à la grâce présidentielle.

### ❖ La Direction générale de la défense des droits humains (DGDDH)

La Direction générale de la défense des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection et de défense des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer des rapports destinés aux instances de suivi des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de mettre en place un fichier des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la mise en conformité de la législation nationale aux accords internationaux relatifs aux droits humains ratifiés ;
- d'évaluer la mise en œuvre d'une stratégie nationale des droits humains ;
- de contribuer et participer aux rencontres régionales et internationales sur les droits humains ;
- de veiller à la prise en compte des droits humains dans l'élaboration de la législation et des procédures nationales ;
- de vulgariser les accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'assurer la formation des acteurs nationaux chargés de la mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de suivre la coopération avec les institutions et mécanismes régionaux et internationaux traitant des questions des droits humains.
- de recevoir, écouter, orienter les citoyens porteurs de réclamations relatives à leurs droits humains ;
- de contribuer au respect des droits humains dans les lieux de détention ;
- de contribuer au renforcement et à la protection des droits des personnes vulnérables ;
- d'assurer la médiation dans les conflits communautaires ;
- de mettre en œuvre toutes mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'élaboration des normes de protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'application effective des normes de protection de droits catégoriels.

### ❖ La Direction générale de la promotion des droits humains (DGPDH)

La Direction générale de la promotion des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de promotion et de vulgarisation des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'informer, de former, et sensibiliser les citoyens sur leurs droits ;
- de vulgariser les textes et documents relatifs aux droits humains ;

- d'introduire l'éducation aux droits humains et à la citoyenneté dans les systèmes d'éducation formelle et non formelle en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de promouvoir une culture de la tolérance, de la paix et des droits humains ;
- de mettre en œuvre des mesures spécifiques tendant à promouvoir et à consolider les droits catégoriels ;
- de suivre la mise en œuvre de la politique nationale genre en relation avec les départements ministériels concernés ;
- de fournir un appui-conseil aux partenaires du Ministère pour les actions concernant la promotion des droits humains ;
- de former les organisations de la société civile en droits humains
- de suivre les activités des institutions et organisations partenaires du Ministère ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes d'état civil aux citoyens.

### ❖ La Direction générale de la promotion civique (DGPC)

La Direction générale de la promotion civique est chargée :

- de la formation et de la sensibilisation des populations et des autres acteurs publics et privés en matière de civisme et de citoyenneté ;
- de l'organisation de fora sur le civisme et la citoyenneté et la mise en œuvre des recommandations ;
- de la vulgarisation de textes et documents relatifs au civisme et à la citoyenneté ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie qui conduit les citoyens, conscients de leurs droits et devoirs, à adopter un comportement civique ;
- de l'introduction de l'éducation à la citoyenneté dans le système d'éducation formelle et non formelle en relation avec les ministères compétents ;
- de la prise de mesures tendant à promouvoir le respect, l'attachement et le dévouement des citoyens pour la patrie, la collectivité, la famille et les individus ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un mécanisme de communication et d'information portant sur le civisme ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes de l'état civil ;
- de la promotion d'une prise de conscience par les opinions publiques des pays membres des organisations sous régionales et régionales d'un besoin commun de civisme, de sécurité et de protection de notre environnement ;
- de la promotion d'une culture de tolérance et de paix ;
- de la mise en œuvre des mesures spécifiques tendant à lutter contre les actes de violences et d'incivisme ;
- de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie nationale de la promotion d'une culture de la tolérance et de la paix ;
- de la prévention des conflits communautaires ;
- de la promotion des mécanismes endogènes de paix et de tolérance.

### ❖ La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS)

La Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) est chargée :

- de réaliser toute étude se rapportant aux projets et programmes de développement, leur coordination, leur suivi-évaluation, l'élaboration des outils de gestion et de suivi de la politique du ministère et de toutes autres initiatives de dynamisation du département ;
- de proposer sur la base des orientations sectorielles la mise en place de projets et programmes ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes du ministre ;
- d'organiser les revues sectorielles à mi-parcours et annuelles de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer le programme d'activités consolidés du ministère assorti de projets de lettres de missions pour les structures du Ministère ;
- d'élaborer les rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- d'organiser les cadres de concertation sectoriels (Conseil d'administration du secteur ministériel, Comité de pilotage, Cadre sectoriel de dialogue, etc.) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de rédiger les rapports trimestriels et annuels d'activités de la Direction ;
- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- d'élaborer les politiques publiques relatives à la mission du ministère ;
- de proposer toute étude nécessaire à la dynamique du ministère ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires ;
- de mobiliser les financements au profit du ministère par l'organisation des tables rondes sectorielles ;
- de participer aux négociations relevant du domaine de la coopération technique ou de financement des projets et programmes de développement ;
- d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, organisation non-gouvernementale, organisations de la société civile, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de veiller à la prise en compte des thématiques transversales dans les politiques du Ministère ;
- de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du budget-programme du ministère ;
- d'élaborer et de diffuser les méthodes et outils de suivi-évaluation ;

- de contribuer à l'élaboration des rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution ;
- de capitaliser les actions de développement réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
- de collecter des données, de traiter et de produire les statistiques sectorielles ;
- de gérer la base de données sectorielles ;
- de produire et de diffuser les annuaires statistiques ;
- de gérer la documentation du secteur ;
- de coordonner la préparation et la tenue des assemblées sectorielles des projets et programmes ;
- de suivre et évaluer les projets et programmes sous tutelle du ministère et élaborer des rapports sectoriels de leur mise en œuvre ;
- d'élaborer les rapports trimestriels de suivi d'exécution des projets prioritaires de développement ;
- d'élaborer le programme d'investissements publics relevant des projets et programmes.
- d'élaborer une stratégie de suivi et d'assistance des utilisateurs de l'outil informatique ;
- d'élaborer une politique de gestion du parc informatique du ministère ;
- d'élaborer et de suivre le schéma directeur informatique du ministère.

#### ❖ **La Direction de l'administration et des finances (DAF)**

La Direction de l'administration et des finances est chargée du budget et de la gestion des moyens financiers du Ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer et d'exécuter le budget du Ministère ;
- d'assurer la sécurité des personnes et des biens ;
- de conduire le processus de mise en place du Budget-programme du ministère en collaboration avec la DGESS ;
- de produire les rapports périodiques sur l'exécution du budget du ministère.

#### ❖ **La Direction des marchés publics (DMP)**

La Direction des marchés publics a pour mission de gérer le processus de la commande publique du département. A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer le plan général annuel de passation des marchés publics du ministère et de produire les rapports périodiques de son exécution ;
- d'élaborer l'avis général de passation des marchés dont le montant prévisionnel toutes taxes comprises est supérieur ou égal au seuil communautaire de publicité défini par la commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine(UEMOA) ;
- d'assurer la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics et des délégations de services publics.

### ❖ **Le Bureau Comptable Matières principal (BCM)**

Il a pour mission le suivi administratif et comptable du patrimoine non financier du Ministère.

A ce titre, il est chargé de :

- tenir la comptabilité des matières ;
- gérer les matières de l'Etat ou des autres organismes publics ;
- participer à la réception de la commande publique ;
- certifier les factures ;
- contrôler et viser les documents justifiant les mouvements des matières ;
- contrôler et conserver les biens meubles et immeubles dont ils ont la garde ;
- faire l'inventaire périodique ;
- participer à la réforme et à la vente aux enchères des matières ;
- centraliser et présenter dans leurs écritures les opérations exécutées par d'autres comptables pour leur compte ;
- conserver les documents et les pièces justificatives des opérations prises en compte.

### ❖ **La Direction des ressources humaines (DRH)**

La Direction des ressources humaines est chargée :

- de veiller à l'application du régime juridique applicable aux emplois et aux agents du ministère ;
- d'assurer une gestion prévisionnelle et rationnelle des ressources humaines du ministère et de participer au recrutement de son personnel ;
- de contribuer au bon fonctionnement des cadres de concertation avec les partenaires sociaux ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des plans et programmes de formation des agents du département ;
- de contribuer à l'élaboration du volet dépenses de personnel du budget du ministère et de suivre son exécution ;
- de proposer l'engagement et la liquidation des dépenses de personnel conformément aux dispositions législatives et réglementaires ;
- de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de la productivité du personnel du ministère ;
- d'assurer le suivi des écoles de formation professionnelle placées sous tutelle du ministère ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique sociale et de coordonner les initiatives en la matière ;
- d'apporter un appui-conseil en gestion des ressources humaines aux structures du ministère.

Elle est en outre chargée d'assurer le secrétariat des commissions d'affectation et des conseils de discipline des personnels du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique sous réserve des textes spécifiques.

### ❖ **La Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM)**

La Direction de la communication et de la presse ministérielle est chargée :

- d'assurer les revues de presse et les synthèses de l'actualité à l'attention du Ministre,
- de réaliser des dossiers de presse de l'actualité ;
- de gérer les relations publiques du ministère avec les institutions ;
- de publier et de gérer les périodiques du département ;
- d'assurer les relations avec les organes de presses nationaux et les correspondants de la presse étrangère ;
- de mettre à jour la documentation et les statistiques de presse ayant un rapport avec les activités du ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du Ministère en collaboration avec la DSI ;
- d'assurer la vulgarisation de la politique du ministère ;
- de contribuer à la production des chroniques du gouvernement et à l'animation des points de presse du gouvernement en collaboration avec les services d'informations du Gouvernement.
- 

### ❖ **La Direction de la Législation et de la Coopération judiciaire(DLCJ)**

Elle est chargée :

- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs à l'organisation judiciaire, au fonctionnement des greffes, à l'administration pénitentiaire et à la procédure devant toutes les juridictions en liaison avec la DDII ;

- d'élaborer les projets de lois, d'ordonnances, de décrets, d'arrêtés et de circulaires relatifs aux emplois spécifiques du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique et d'une manière générale à la législation et à la réglementation en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale en liaison avec la DDII ;
- d'élaborer les projets de textes législatifs et réglementaires demandés par le Gouvernement ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires qui lui sont soumis par les différents départements ministériels ;
- d'assurer la collecte et la publication de la jurisprudence des cours et tribunaux ;
- de procéder aux publications en matière juridique ;
- d'assurer la documentation des juridictions et des services pénitentiaires en ouvrages en liaison avec la DAD ;
- de reproduire les textes législatifs et réglementaires, et le cas échéant de les transmettre aux juridictions, aux établissements pénitentiaires et aux services de la chancellerie ;
- de participer à la préparation et à l'élaboration des conventions judiciaires internationales et proposer les modifications nécessaires à l'intégration et à l'harmonisation de la législation interne avec les normes internationales ;
- d'assurer la notification des actes judiciaires et extrajudiciaires.

#### ❖ **La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes(DAJAV)**

La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes est chargée :

- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de mener toutes autres activités à lui confiées par le Ministre.

#### ❖ **La Direction des greffes (Dgref)**

Elle est chargée :

- de suivre l'activité des greffes au sein des juridictions et de veiller à leur bon fonctionnement ;
- de proposer toutes mesures appropriées pouvant concourir à améliorer l'organisation et le fonctionnement des greffes ;
- de s'assurer de la fiabilité et de la régularité de la production des pièces périodiques et des pièces d'exécution ;
- de proposer en coordination avec la perception spécialisée, toutes mesures appropriées pour optimiser le recouvrement des recettes liées aux activités judiciaires ;
- de suivre avec la Direction des Ressources humaines la carrière du personnel des greffes ;
- de promouvoir la déontologie du personnel des greffes ;
- de suivre la conception des registres et imprimés usuels et de les mettre à la disposition des juridictions en liaison avec la DGJCCAS et la DGJPS.

#### ❖ **La Direction des Archives et de la Documentation (DAD)**

Elle a pour mission le traitement, la gestion et la conservation de la mémoire documentaire du ministère.

A ce titre, elle est chargée :

- de constituer, sauvegarder et gérer le patrimoine archivistique et documentaire du ministère ;
- d'appliquer la politique d'archivage et de documentation du ministère en relation avec le centre national des archives ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils de gestion d'archives en fonction de la réglementation en vigueur et de l'organisation du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- d'optimiser les conditions de stockage et de conservation des documents et les espaces en conséquence, de manière prospective ;
- de veiller au respect des conditions de communication des documents, avec pour objectif général de permettre l'accès rapide aux documents ;

- d'opérer le tri et gérer les versements aux administrations des archives, en tenant compte des contraintes légales et des durées d'utilité administrative ;
- de repérer l'information professionnelle utile à son unité et réaliser les résumés signalétiques ;
- d'assurer le catalogage et l'indexation des documents courants avec le langage archivistique approprié ;
- de rechercher et sélectionner l'information et les prestations documentaires appropriées aux besoins d'informations des utilisateurs ;
- de former et accompagner les utilisateurs dans leurs démarches de recherche d'informations.

#### ❖ La Direction des Services Informatiques (DSI)

Elle est chargée :

- d'assurer l'élaboration et la mise en œuvre du schéma directeur informatique du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;
- d'exécuter les tâches d'informatisation du ministère ;
- d'assurer l'administration des bases de données du ministère ;
- d'assurer la cohérence des systèmes d'information développés conformément au schéma directeur informatique du ministère ;
- d'exploiter les applications fonctionnelles ;
- d'assurer la sécurité du système informatique ;
- d'assurer la maintenance du matériel informatique ;
- d'assurer les actions de formation du personnel et de développement dans le domaine informatique ;
- de mettre à la disposition des services du ministère des modules permettant d'élaborer des statistiques fiables ;
- d'assurer le développement des technologies de l'information et de la communication au sein du ministère

#### ❖ La Direction du Développement Institutionnel et de l'innovation (DDII)

Elle est chargée de :

- de promouvoir la culture du résultat au sein du ministère ;
- de concevoir et mettre en œuvre des outils d'organisation du travail pour l'amélioration du management et des prestations du département en rapport avec les normes et standards internationaux ;
- d'assurer la rationalisation des structures par une veille organisationnelle et institutionnelle ;
- d'assurer le pilotage du processus de la gestion du changement dans le cadre des réformes institutionnelles et organisationnelles ;
- d'établir une catégorie des processus et définir les procédures correspondantes ;
- de contribuer à l'élaboration et à la vérification de la régularité des actes juridiques pris au sein du ministère ;
- de procéder à la déconcentration administrative des structures ;
- de procéder à l'évaluation des performances des structures administratives.

## **2 Les structures déconcentrées**

Constituent des structures déconcentrées du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique :

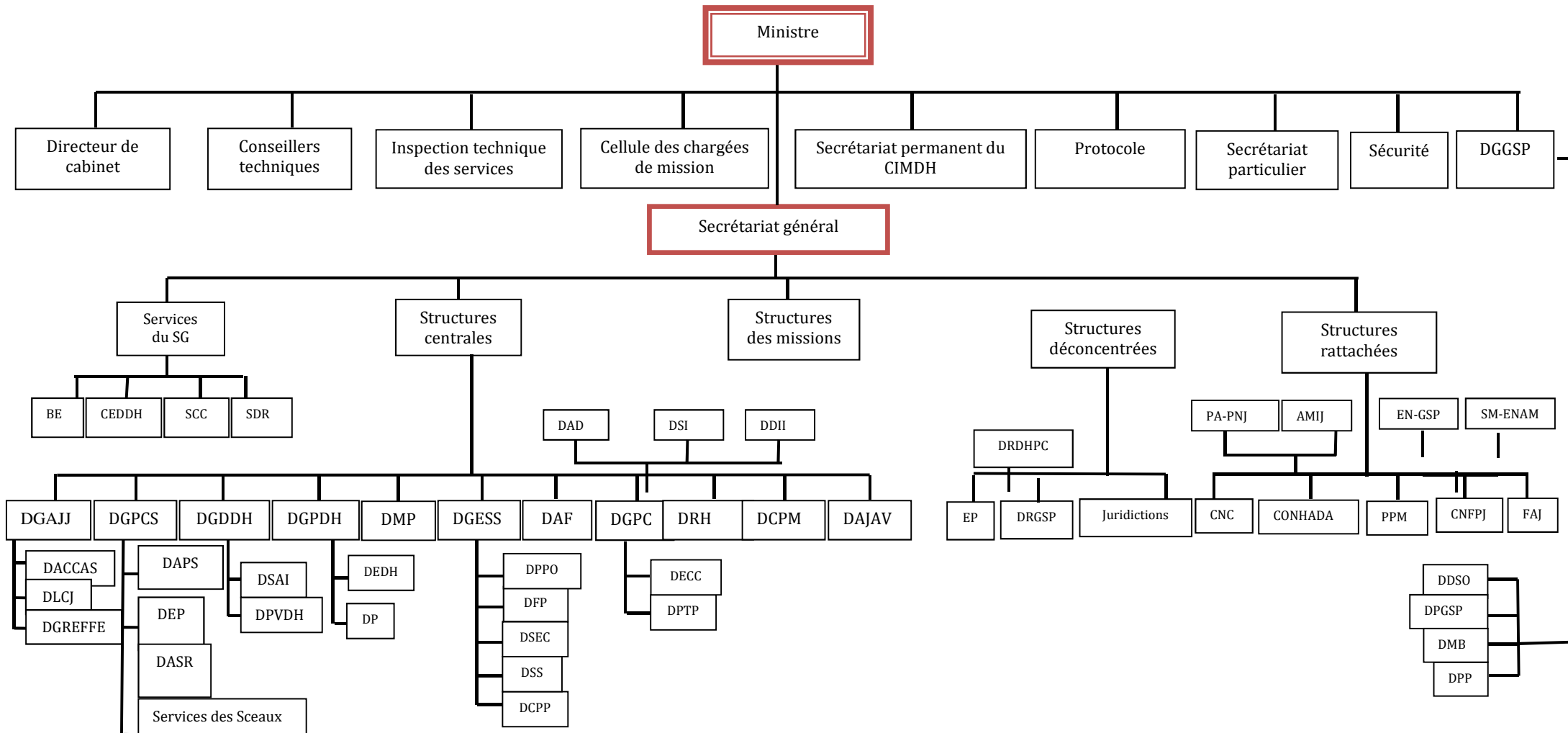
- les juridictions ;
- les Directions Régionales de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (DRGSP) ;
- les Etablissements pénitentiaires (EP) ;
- les Directions Régionales des Droits Humains et de la Promotion Civique (DRDHPC).

## **3 Les structures rattachées**

Sont des structures rattachées :

- la Commission Nationale de Codification (CNC) ;
- l'Ecole Nationale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire (ENGSP) ;
- le Fonds d'Assistance Judiciaire (FAJ) ;
- la Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires (CONHADA)
- les projets et programmes du ministère.

## I.2 Schéma de l'organigramme





## II Moyens de la justice

---

## II.1 Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires

---

### Concepts

#### Juridictions de l'ordre judiciaire

**Cour de cassation** : Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit, non pas en fait. Créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 09 mai 2000 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Cour de Cassation et procédure applicable devant elle, modifiée par la loi organique n°18-2016/AN du 26 mai 2016, la Cour de cassation est fonctionnelle depuis 2003.

**Cour d'appel** : Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, sociale, commerciale, correctionnelle et de simple police par les juridictions de l'ordre judiciaire de droit commun et d'exception ; elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

**Tribunal de grande instance** : Juridiction de droit commun de premier degré, il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

**Tribunal de commerce** : Créé par la loi n°22-2009/AN du 12 mai 2009 dans les ressorts des tribunaux de grande instance, le tribunal de commerce est compétent pour connaître des affaires commerciales. Seuls les tribunaux de commerce des ressorts des tribunaux de grande instance de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso sont fonctionnels. Dans les autres juridictions, la compétence commerciale est dévolue aux chambres commerciales des tribunaux de grande instance.

**Tribunal d'instance** : Juridiction fonctionnelle depuis 2002 et ayant pour but de désengorger les tribunaux de grande instance, le tribunal d'instance est compétent pour juger tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et n'excédant pas 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissements.

**Tribunal du travail** : Juridiction compétente pour juger les litiges en matière de législation sociale prévue par le Code du travail et autres textes en vigueur.

**Tribunal pour enfants** : Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants. Il statue en premier et dernier ressort en matière de crime ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004/ AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel de l'ordre judiciaire.

**Juge des enfants** : le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Il est juge d'instruction en matière criminelle.

**Tribunal départemental ou d'arrondissement** : Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale n'excédant pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

#### Juridictions de l'ordre administratif

**Conseil d'État** : Créé par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif. Aux termes de l'article 127 al 2 de la Constitution, « le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif ».

**Cour des comptes** : La Cour des Comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle est régie par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000 portant composition, attributions, organisation, fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle.

**Tribunal administratif** : Les tribunaux administratifs sont régis par la loi n° 011-2016/AN du 26 avril 2016 modifiant la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995. Conformément aux articles 7 et 8 de la loi de 2016, le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel. Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels

Juridictions	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Les juridictions de l'ordre judiciaire</b>										
Cour de cassation (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Tribunaux d'instance (TI)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	23	24	24	24	24	24	24	25	25	25
Tribunaux de commerce	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	2	2	2	2	7	7	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants (TPE)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissements (TAR)	8	8	8	8	19	19	19	19	19	19
<b>Les juridictions de l'ordre administratif</b>										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	23	24	24	24	24	24	24	25	25	25
<b>Etablissements pénitentiaires</b>										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	23	24	24	24	24	25	25	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2018 par localité

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TPE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17					1			1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	19	7	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		13								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma		1	1		12								1	1
Gaoua			1		15								1	1
Kaya			1		19					1			1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1			1			1	1
Koupéla			1		9								1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	12	1	1	1	1	1	1	1	2
Ouahigouya			1		22					1			1	1
Tenkodogo			1		21					1			1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	3	25	2	349	19	3	2	2	7	1	1	25	27

NB : Les tribunaux départementaux sont décomptés suivant la couverture territoriale du TGI.

## **Etablissements pénitentiaires**

**Maison d'arrêt et de correction** : Établissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

**Centre pénitentiaire agricole** : Établissement pénitentiaire créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

### **Note** :

*Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.*

Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel

2009											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	10	0
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	15	0
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>0</b>
2010											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	15	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>2</b>
2011											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	6	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	14	15	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>2</b>
2012											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>2</b>
2013											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>2</b>
2014											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	3	1	1	1	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	5	2	1	1	15	15	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>2</b>
2015											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	15	1	224	12	2	1	5	15	16	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>24</b>	<b>26</b>	<b>2</b>
2016											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	16	1	224	12	2	1	5	16	17	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>25</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>2</b>
2017											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>25</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>2</b>
2018											
Cour d'appel	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TPE	JE	TA	EP	TC
Bobo-Dioulasso	1	9	1	125	7	1	1	2	9	10	1
Ouagadougou	1	11	1	167	12	2	1	4	11	12	1
Fada N'Gourma	1	5	0	57	0	0	0	1	5	5	0
<b>Ensemble</b>	<b>3</b>	<b>25</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>2</b>

## II.2 Budget

---

### Concepts

**Budget prévisionnel** : Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

**Budget programme** : Le budget programme est un outil de programmation, de budgétisation, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes d'une organisation dont la particularité est de mettre l'accent sur la relation entre les crédits alloués et les résultats attendus

**La loi de finances** (loi initiale) : Loi présentant le budget de l'État.

**La loi de finances rectificative** : Loi intervenant en cours d'année pour modifier les dispositions de la loi de finances initiale.

**Consommations budgétaires** : Utilisations effectives des crédits budgétaires alloués.

**Dépenses de personnel** : Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

**Dépenses d'équipement et d'investissement** : Dépenses d'acquisition, d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage technique, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

**Dépenses en matériel** : Dépenses d'acquisition, d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

**Dotation budgétaire** : Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

**Programme**: Le programme est un ensemble de moyens budgétaires concourant à la mise en œuvre d'une politique publique. C'est un centre de responsabilité qui s'exerce sur un domaine ministériel représentatif d'une politique publique.

**Transferts courants** : Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

**Transferts en capital** : Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

### Sources statistiques :

*Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2007 à 2016 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense du ministère de l'économie et des finances.*

**Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA)**

	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Personnel	2 720,7	4 436,7	4 235,8	6 347,9	7 654,1	6 878,1	8 785,5	12 414	16 937	18 070
Fonctionnement	1 026,7	980,5	1 304,6	1 470,9	2 369,4	3 192,6	4 056,5	3 532	3 477	4 018
Transferts courants	509,7	349,05	546,3	551,8	1 027,3	790,5	1 143,0	932	1 316	1 174
Investissements	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2	4 256,0	3 054,7	3 100,7	2 260	7 384	10 641
Dont										
État	2 273,4	1 968,5	1 497,0	3 130,7	4 256,0	2 758,20	1 748,40	1 013	5 067	7 499
Ressources extérieures	636,8	1 195,8	619,8	32,5	0	0	1352,4	1 247	2 316	3 142
<b>Total</b>	<b>7 167,40</b>	<b>8 930,5</b>	<b>8 203,5</b>	<b>11 533,9</b>	<b>15 306,9</b>	<b>13 915,9</b>	<b>17 085,7</b>	<b>19 138</b>	<b>29 115</b>	<b>33 902</b>

\*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains  
 Source : Lois de finances (rectificative) des années 2008 à 2018

**Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA)**

	2009	2010	2011*	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Personnel	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0	7 175,9	6 640,7	8 679,8	13 847	16 037	10 418
Fonctionnement	945,0	872,5	1 220,2	1 451,6	2 356,8	2 834,3	3 576,8	3 278	3 308	3 805
Transferts courants	445,2	349,0	546,3	551,8	1 027,3	762,8	1 142,4	927	1 140	1 136
Investissements	2219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7	4 255,9	2 757,1	1 748,2	1 766	3 594	5 175
Dont										
État	1 779,8	1 637,2	1 372,2	3 130,7	4 255,9	2734,9	1 748,2	973	3 104	5 015
Ressources extérieures	439,4	195,1	500,1	0,0	0,0	0,0	-	793	489	1 160
<b>Total</b>	<b>5 045,8</b>	<b>6 984,7</b>	<b>7 838,4</b>	<b>8 867,6</b>	<b>11 034,1</b>	<b>14 815,8</b>	<b>12 994,9</b>	<b>15 147,2</b>	<b>19 817</b>	<b>20 533</b>

\*Les chiffres de 2011 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains  
 Source : Circuit de la dépense et rapports du Programme d'investissements publics / Ministère de l'Économie et des Finances ; ICF

**Tableau II.6: Dotation budgétaires par programme**

Programme	2017		2018	
	Dotation en AE	Dotation en CP	Dotation en AE	Dotation en CP
Administration judiciaire	2 780	12 216	6 057	12 988
Administration pénitentiaire	2 042	9 799	3 011	9 904
Droits humains	475	1 494	-	2 504
Civisme et citoyenneté	0	457	-	470
Pilotage et soutien	350	5 149	271	5 410
<b>Total</b>	<b>5 646</b>	<b>29 115</b>	<b>9 338</b>	<b>31 275</b>

**Tableau II.7: Consommations budgétaires par programme**

Programme	2017			2018		
	Dotation en CP	Consommation en CP	Taux de consommation	Dotation en CP	Consommation en CP	Taux de consommation
Administration judiciaire	12 216	9 465	77,48%	12 988	12 146	93,52%
Administration pénitentiaire	9 799	8 110	82,76%	9 904	8 404	84,85%
Droits humains	1 494	321	21,46%	2 504	430	17,18%
Civisme et citoyenneté	457	200	43,70%	470	205	43,73%
Pilotage et soutien	5 149	5 985	116,24%	5 410	6 219	114,95%
<b>Total</b>	<b>29 115</b>	<b>24 080</b>	<b>82,71%</b>	<b>31 275</b>	<b>27 404</b>	<b>87,62%</b>

Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires					Consommations budgétaires				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Cours d'appel</b>										
Bobo-Dioulasso	18 900	19 400	15 450	43 300	52 500	18 735	19 205	13 966	42 843	51 395
Ouagadougou	16 550	15 500	11 350	29 950	44 800	12 639	11 490	9 281	28 686	15 041
Fada N'Gourma	-	-	-	28 500	38 100	-	-	-	28 296	38 087
<b>Ensemble</b>	<b>35 450</b>	<b>34 900</b>	<b>26 800</b>	<b>101 750</b>	<b>135 400</b>	<b>31 374</b>	<b>30 695</b>	<b>23 246</b>	<b>99 825</b>	<b>104 523</b>
<b>Tribunaux pour enfants</b>										
Bobo-Dioulasso	5 450	4 900	3 500	4 250	2 575	5 399	4 684	3 400	4 013	2 451
Ouagadougou	5 900	4 900	3 650	4 050	2 450	5 420	4 645	3 434	2 902	2 450
<b>Ensemble</b>	<b>11 350</b>	<b>9 800</b>	<b>7 150</b>	<b>8 300</b>	<b>5 025</b>	<b>10 819</b>	<b>9 329</b>	<b>6 834</b>	<b>6 915</b>	<b>4 901</b>
<b>Juges des enfants</b>										
Bobo-Dioulasso	3 400	2 800	2 250	2 750	4 450	3 299	2 787	2 147	2 462	3 049
Ouagadougou	3 400	2 800	2 200	2 200	4 450	0	2 345	1 797	2 096	2 900
<b>Ensemble</b>	<b>6 800</b>	<b>5 600</b>	<b>4 450</b>	<b>4 950</b>	<b>8 900</b>	<b>3 299</b>	<b>5 132</b>	<b>3 944</b>	<b>4 558</b>	<b>5 949</b>
<b>Tribunaux du travail</b>										
Bobo-Dioulasso	6 550	5 700	4 250	5 450	4 900	6 343	5 498	4 038	5 444	3 592
Koudougou*	5 900	5 100	4 000	4 200	4 700	5 786	5 062	3 870	3 990	3 599
Ouagadougou	6 700	5 800	4 300	4 600	4 600	6 262	5 682	4 194	4 499	4 600
<b>Ensemble</b>	<b>19 150</b>	<b>16 600</b>	<b>12 550</b>	<b>14 250</b>	<b>14 200</b>	<b>18 392</b>	<b>16 242</b>	<b>12 102</b>	<b>13 933</b>	<b>11 790</b>
<b>Tribunaux d'instance</b>										
Bobo-Dioulasso	5 850	5 550	3 975	4 876	4 450	5 738	5 539	3 773	4 671	4 249
Ouagadougou	6 100	5 300	3 725	4 025	4 025	4 488	4 748	3 496	3 987	4 015
<b>Ensemble</b>	<b>11 950</b>	<b>10 850</b>	<b>7 700</b>	<b>8 901</b>	<b>8 475</b>	<b>10 226</b>	<b>10 287</b>	<b>7 269</b>	<b>8 658</b>	<b>8 264</b>
<b>Tribunaux de commerce</b>										
Bobo-Dioulasso	7 250	9 200	7 350	7 500	9 850	7 037	9 197	7 142	7 392	8 739
Ouagadougou	7 700	10 200	7 775	6 726	8 625	4 682	8 781	6 331	6 511	7 259
<b>Ensemble</b>	<b>14 950</b>	<b>19 400</b>	<b>15 125</b>	<b>14 226</b>	<b>18 475</b>	<b>11 719</b>	<b>17 978</b>	<b>13 473</b>	<b>13 903</b>	<b>15 998</b>
<b>Tribunaux administratifs</b>										
Bobo-Dioulasso	6 500	6 000	6 100	5 600	8 300	6 383	5 894	5 984	5 597	8 039
Ouagadougou	7 400	6 700	5 025	5 426	7 275	7 250	6 569	4 687	4 571	6 048
<b>Ensemble</b>	<b>13 900</b>	<b>12 700</b>	<b>11 125</b>	<b>11 026</b>	<b>15 575</b>	<b>13 634</b>	<b>12 463</b>	<b>10 671</b>	<b>10 168</b>	<b>14 087</b>

Tableau II.9 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>287 524</b>	<b>221 350</b>	<b>220 166</b>	<b>264 675</b>	<b>249 162</b>	<b>199 344</b>	<b>195 309</b>	<b>247 729</b>
Tribunaux de grande instance								
Banfora	11 600	9 350	9 300	10 850	11 398	9 347	9 297	10 850
Bobo-Dioulasso	20 250	15 250	13 050	19 000	20 174	14 029	8 194	18 646
Bogandé	10 400	8 300	8 450	9 150	4 184	7 152	7 731	7 683
Boromo	10 600	8 400	8 450	9 350	8 794	7 664	6 839	9 350
Dédougou	11 950	9 475	8 650	10 180	10 987	8 840	8 043	9 726
Diapaga	10 639	8 600	8 750	9 550	7 279	6 899	6 938	8 065
Diébougou	10 250	8 250	8 250	9 250	9 199	8 049	7 644	8 845
Djibo	10 800	8 250	8 000	8 780	10 341	6 799	7 648	7 478
Dori	12 050	8 150	8 250	9 930	11 765	6 681	7 642	9 703
Fada N'gourma	12 200	9 350	9 500	10 680	9 873	7 662	8 582	10 361
Gaoua	11 650	8 250	8 400	9 530	10 533	8 096	7 686	9 528
Kaya	11 700	8 600	8 750	10 430	10 545	8 240	7 397	9 526
Kongoussi	10 284	8 200	8 600	9 150	9 290	7 323	7 128	7 792
Koudougou	12 350	9 100	8 750	11 380	7 005	8 002	7 391	9 877
Koupéla	-	-	4 150	8 380	-	-	3 757	7 649
Léo	10 750	8 500	8 550	9 400	9 470	7 020	6 992	8 637
Manga	11 750	8 850	8 900	10 600	10 664	7 456	7 833	9 529
Nouna	10 450	7 850	8 000	8 800	9 596	7 648	7 498	7 450
Orodara	10 600	8 400	8 350	9 280	9 644	8 198	7 272	8 378
Ouagadougou	21 011	16 150	14 200	20 650	20 090	14 383	14 192	20 588
Ouahigouya	12 150	9 200	9 290	10 900	11 190	8 952	9 286	10 794
Tenkodogo	11 950	9 100	9 050	11 280	10 642	7 852	7 848	10 929
Tougan	10 690	8 325	8 226	9 125	8 078	7 735	7 515	8 909
Yako	10 500	8 750	8 450	9 350	8 332	7 250	7 712	8 894
Ziniaré	10 950	8 700	7 850	9 700	10 089	8 067	7 244	8 542

Tableau II.10 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA)

	Dotations budgétaires				Consommations budgétaires			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>502 945</b>	<b>459 792</b>	<b>553 486</b>	<b>553 466</b>	<b>479 404</b>	<b>452 058</b>	<b>538 804</b>	<b>547 118</b>
MAC								
Banfora	18 570	18 160	21 700	21 828	18 364	18 078	21 489	21 428
Bobo-Dioulasso	45 180	35 024	44 289	49 535	42 453	35 010	43 967	49 424
Bogandé	20 886	20 840	23 617	20 102	17 866	19 387	22 730	19 703
Boromo	18 320	16 344	18 425	16 542	16 890	16 042	17 511	16 538
Dédougou	17 670	14 317	16 417	15 680	17 192	13 928	15 313	15 675
Diapaga	14 410	13 019	15 952	18 020	14 196	12 734	15 251	17 899
Diébougou	12 720	10 841	12 441	13 254	12 601	10 734	11 983	12 841
Djibo	13 120	11 433	13 696	14 277	13 108	11 432	12 873	13 886
Dori	15 640	15 356	17 162	13 270	15 488	15 176	17 154	13 269
Fada N'gourma	19 300	19 806	23 930	21 102	19 048	19 130	23 924	21 089
Gaoua	13 640	12 967	14 751	16 185	13 425	12 958	14 737	16 170
Kaya	26 002	22 712	25 554	19 168	22 343	22 452	25 424	19 166
Kongoussi	11 440	10 329	11 890	11 917	11 185	10 124	11 435	11 713
Koudougou	20 160	19 396	20 388	22 724	20 159	18 395	19 713	22 724
Koupéla			6 250	6 640			5 846	6 586
Léo	14 340	14 429	16 205	14 002	14 121	14 191	15 551	13 828
Manga	16 280	17 656	21 060	16 390	15 951	17 448	20 501	16 278
Nouna	10 650	9 999	11 599	11 732	10 648	9 804	10 699	11 032
Orodara	12 420	11 404	13 093	13 302	12 218	10 310	12 183	12 394
Ouagadougou (MACO)	82 147	77 592	99 759	113 424	80 416	77 475	98 954	112 561
Ouagadougou (PHS)	22 320	17 057	20 266	21 068	21 700	16 530	20 151	21 048
Ouahigouya	18 840	14 769	17 327	18 954	18 644	14 753	16 735	18 946
Tenkodogo	23 660	26 706	30 582	24 123	20 006	26 692	30 194	24 020
Tougan	11 040	8 944	10 944	12 607	7 218	8 815	8 792	11 535
Yako	11 670	8 830	10 412	11 575	11 645	8 626	10 074	11 323
Ziniaré	12 520	11 862	15 777	16 045	12 519	11 836	15 620	16 042

## II.3 Personnel

---

Le personnel du Ministère de la justice des droits humains et de la promotion civique, volet justice est composé :

- de magistrats ;
- de personnel du corps des greffiers
- de personnel de la garde de sécurité pénitentiaire ;
- de personnel occupant des emplois non spécifiques du département (tels que les secrétaires, les statisticiens, les informaticiens, les financiers, les agents de bureau, etc.) ;
- de personnels d'appui que sont les chauffeurs, les interprètes, les agents de liaison, les reprographes.

### Concepts

Les magistrats sont régis par la loi n° 049-2015/CNT du 25 août 2015 portant organisation composition attribution et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature et la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature. On distingue les magistrats du ministère public (parquet) des magistrats du siège.

**Les magistrats du ministère public** ou assimilés sont :

- au niveau des TGI, TI et JE : le procureur du Faso et son ou ses substituts.
- au niveau du TA : le commissaire du gouvernement et son ou ses adjoints ;
- au niveau du TPE : le procureur général et son ou ses substituts ;
- au niveau de la CA : le procureur général, ses substituts et les avocats généraux ;
- au niveau de la CCass : le procureur général, le premier avocat général et les avocats généraux ;
- au niveau de la CC : le procureur général et les commissaires du gouvernement ;
- au niveau du CE : le commissaire du gouvernement et les commissaires du gouvernement adjoints.

**NB** : En application de l'article 2, alinéa 3 de la loi organique n° 050-2015/CNT du 25 août 2015 portant statut de la magistrature, les commissaires du gouvernement et leurs adjoints sont assimilés aux magistrats du parquet.

Les **magistrats du siège** sont :

- au niveau du tribunal de grande instance : le président, le vice-président et les juges ;
- au niveau du tribunal d'instance : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal du travail : le président et les juges ;
- au niveau du tribunal administratif : le président et les juges ;
- au niveau de la Cour d'appel : le premier président, le vice-président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour de cassation : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau de la Cour des comptes : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Conseil d'État : le premier président, les présidents de chambre et les conseillers ;
- au niveau du Juge des enfants : les juges ;
- au niveau du tribunal pour enfants : le président et les juges ;
- au niveau du Tribunal de commerce : le président, le vice-président et les juges.

### Sources statistiques

*Les effectifs des magistrats des différentes structures de la justice ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir de leurs dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Le classement des différents actes de mobilité professionnelle a permis cette reconstitution.*

Tableau II.11 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps

		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Magistrats</b>	Hommes	300	311	333	360	355	378	396	425	444	444
	Femmes	94	95	95	93	95	99	109	113	115	115
	<b>Total</b>	<b>394</b>	<b>406</b>	<b>428</b>	<b>453</b>	<b>450</b>	<b>477</b>	<b>505</b>	<b>538</b>	<b>559</b>	<b>559</b>
<b>Greffiers</b>	Hommes	223	225	274	297	304	315	335	358	374	413
	Femmes	83	81	94	102	109	110	114	124	119	128
	<b>Total</b>	<b>306</b>	<b>306</b>	<b>368</b>	<b>399</b>	<b>413</b>	<b>425</b>	<b>449</b>	<b>482</b>	<b>493</b>	<b>541</b>
<b>GSP</b>	Hommes	723	1 236	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2039
	Femmes	79	135	161	212	237	255	300	299	324	371
	<b>Total</b>	<b>802</b>	<b>1 371</b>	<b>1 472</b>	<b>1 638</b>	<b>1 730</b>	<b>1 846</b>	<b>2 030</b>	<b>2 032</b>	<b>2 113</b>	<b>2 410</b>
<b>Personnel des DH</b>	Hommes							128	149	167	179
	Femmes							42	56	72	74
	<b>Total</b>							<b>170</b>	<b>205</b>	<b>239</b>	<b>253</b>
<b>Autres Personnels</b>	Hommes				131	140	167	184	175	236	240
	Femmes				45	48	49	68	72	99	99
	<b>Total</b>				<b>176</b>	<b>188</b>	<b>216</b>	<b>252</b>	<b>247</b>	<b>335</b>	<b>339</b>
<b>Ensemble</b>	Hommes	<b>1 246</b>	<b>1 772</b>	<b>1 918</b>	<b>2 214</b>	<b>2 292</b>	<b>2 451</b>	<b>2 773</b>	<b>2 840</b>	<b>3 010</b>	<b>3 315</b>
	Femmes	<b>256</b>	<b>311</b>	<b>350</b>	<b>452</b>	<b>489</b>	<b>513</b>	<b>633</b>	<b>664</b>	<b>729</b>	<b>787</b>
	<b>Total</b>	<b>1 502</b>	<b>2 083</b>	<b>2 268</b>	<b>2 666</b>	<b>2 781</b>	<b>2 964</b>	<b>3 406</b>	<b>3 504</b>	<b>3 739</b>	<b>4 102</b>

Tableau II.12 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>394</b>	<b>406</b>	<b>428</b>	<b>453</b>	<b>450</b>	<b>477</b>	<b>505</b>	<b>538</b>	<b>559</b>	<b>559</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	300	311	333	360	355	378	396	425	444	444
Femmes	94	95	95	93	95	99	109	113	115	115
<b>Ancienneté</b>										
Moins de 5 ans	149	134	127	128	99	109	120	100	132	131
5 à 9 ans	92	122	138	148	148	148	156	129	126	98
10 à 14 ans	62	34	37	45	75	89	90	134	143	145
15 à 20 ans	0	27	38	49	48	61	69	46	53	72
21 à 24 ans	35	21	8	0	0	0	5	27	38	46
25 ans et plus	56	68	80	83	80	70	65	65	67	67
<b>Position</b>										
Chancellerie	27	30	41	43	46	52	55	49	51	55
Juridictions	334	339	350	372	358	376	394	431	457	450
Mission onusienne	0	0	0	0	5	6	8	6	7	7
Détachements	9	9	12	12	10	5	9	11	15	14
Disponibilités	3	2	2	3	4	3	4	2	1	1
Mises à disposition	21	26	23	23	27	35	35	14	28	28

Tableau II.13 : Magistrats par type de juridiction

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cour de cassation	25	24	24	26	30	29	29	32	42	40
Conseil constitutionnel	6	7	7	9	9	7	8	8	7	06
Conseil d'État	14	15	14	14	15	14	15	14	9	09
Cour des comptes	5	5	5	7	7	6	6	06	10	10
Cours d'appel	40	41	43	59	53	55	57	80	98	94
Tribunaux d'instance	6	7	7	6	6	6	6	6	4	06
Tribunaux de grande instance	192	204	208	209	201	218	222	239	239	231
Tribunaux du travail	12	11	12	13	11	14	14	14	16	15
Juges des enfants	2	4*	4*	4*	7*	6*	6	7	7	07
Tribunaux pour enfants	7	7*	7*	9*	9*	8*	9	7	6	06
Tribunaux administratifs	15	15	20	19	17	17	18	18	20	20
Tribunaux de commerce	10	10	10	10	9	10	12	14	12	12

\*Avant l'année 2015 ces magistrats exerçaient cumulativement deux fonctions : ils siégeaient à la fois dans les juridictions pour mineurs et dans le TGI ou la cour d'appel de la même localité. Actuellement, conformément aux prescriptions de la loi 15/2014 AN portant protection de l'enfant en conflit avec la loi ou en danger, il est désormais interdit aux magistrats d'exercer cumulativement les deux fonctions.

Tableau II.14 : Magistrats par juridiction

Cours d'appel	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bobo-Dioulasso	17	19	19	23	22	20	17	29	28	27
Ouagadougou	23	22	24	36	31	35	40	51	55	52
Fada N'Gourma								13	15	15
<b>Ensemble</b>	<b>40</b>	<b>41</b>	<b>43</b>	<b>59</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>57</b>	<b>93</b>	<b>98</b>	<b>94</b>
<b>Tribunaux pour enfants</b>										
Bobo-Dioulasso	3	3 *	3 *	4*	4*	3*	3	1	1	1
Ouagadougou	4	4 *	4 *	5*	5*	5*	6	5	5	5
<b>Ensemble</b>	<b>7</b>	<b>7 *</b>	<b>7 *</b>	<b>9*</b>	<b>9*</b>	<b>8*</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Juges des enfants</b>										
Bobo-Dioulasso	1	2 *	2 *	2*	1*	2*	2	1	1	1
Ouagadougou	1	2 *	2*	2*	2*	4*	4	2	2	2
Kaya					1*	1*	1	1	1	1
Ouahigouya					1*	1*	1	1	1	1
Koudougou					1*	1*	1	1	1	1
Banfora					1*	1*	1	1	0	0
Tenkodogo								1	1	1
<b>Ensemble</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>Tribunaux du travail</b>										
Bobo-Dioulasso	4	4	3	4	3	4	4	3	3	3
Koudougou*	1	1*	1*	1	1	2	2	3	3	3
Ouagadougou	7	7	8	8	7	8	8	8	10	9
<b>Ensemble</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
<b>Tribunaux d'instance</b>										
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	4	5	5	4	4	4	4	4	2	4
<b>Ensemble</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
<b>Tribunaux de commerce</b>										
Bobo-Dioulasso	4	4	4	8	7	4	4	4	4	4
Ouagadougou	6	6	6	11	10	6	8	8	8	8
<b>Ensemble</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<b>Tribunaux administratifs</b>										
Bobo-Dioulasso	6	6	9	4	7	7	5	5	6	6
Ouagadougou	9	9	11	6	6	10	13	13	14	14
<b>Ensemble</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>20</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>20</b>
<b>Tribunaux de grande instance</b>										
Banfora	6	6	6	7	7	7	7	7	8	8
Bobo-Dioulasso	28	28	31	30	27	29	38	35	27	27
Bogandé	5	5	5	5	5	4	5	6	6	6
Boromo	5	5	5	5	5	6	6	6	6	6
Dédougou	7	7	7	7	7	7	7	8	6	6
Diapaga	4	4	4	4	4	5	5	5	4	4
Diébougou	4	4	4	4	4	5	5	4	6	6
Djibo	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Dori	7	7	6	6	5	5	5	7	8	8
Fada N'gourma	6	6	7	7	6	6	7	8	8	8
Gaoua	7	7	7	6	5	6	6	6	6	6
Kaya	9	9	6	7	7	8	8	7	9	9
Kongoussi	5	5	5	7	5	6	5	6	5	5
Koudougou	10	10	10	8	8	9	7	10	11	11
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	5	5	5
Léo	4	4	4	5	5	6	6	6	6	5
Manga	6	6	6	5	5	6	6	7	6	6
Nouna	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5
Orodara	4	4	4	4	4	5	5	5	5	5
Ouagadougou	35	44	49	49	48	50	60	59	61	55
Ouahigouya	7	7	6	7	8	9	7	8	9	8
Tenkodogo	10	11	10	11	11	10	9	10	10	10
Tougan	5	5	5	5	5	6	5	6	5	5
Yako	5	5	5	5	5	6	6	6	6	6
Ziniaré	6	6	6	6	6	7	7	7	6	6
<b>Ensemble</b>	<b>194</b>	<b>204</b>	<b>207</b>	<b>209</b>	<b>201</b>	<b>218</b>	<b>232</b>	<b>239</b>	<b>238</b>	<b>231</b>

## **Concepts**

Les personnels judiciaires des emplois spécifiques du Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique autres que magistrats se subdivisent en deux groupes à savoir :

- les greffiers ;
- les gardes de sécurité pénitentiaire.

Les emplois de greffiers sont régis par la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

Ils sont hiérarchisés comme suit :

- les greffiers en chef qui sont des cadres de conception et/ou de direction ;
- les greffiers qui sont des cadres d'application ;
- les secrétaires de greffes et parquets qui sont des agents d'exécution.

Les emplois de greffier en chef, de greffier et de secrétaire des greffes et parquets comprennent respectivement les attributions définies aux articles 12, 17 et 21 de la loi 054-2012/AN du 18 décembre 2012 portant statut du personnel du corps des greffiers.

### **❖ Le greffier en chef**

Sous l'autorité des chefs de juridictions, le greffier en chef, chef de greffe, dirige le greffe, en assure la responsabilité et la gestion administrative.

- ❖ Il assiste le juge dans les actes de sa juridiction dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- ❖ Il est dépositaire des minutes et archives dont il assure la conservation.
- ❖ Il authentifie les actes et décisions juridictionnels et, à ce titre il en délivre des extraits, des expéditions et des copies.
- ❖ Il assure la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées, à quelque titre que ce soit, au greffe.
- ❖ Il gère les caisses d'avances et de menues dépenses.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du trésor public par la perception et le reversement des droits et taxes requis pour certaines formalités judiciaires.
- ❖ Il assure les fonctions d'auxiliaire du receveur de l'enregistrement par l'établissement des bordereaux relatifs aux actes et décisions de la juridiction soumis à cette formalité et le reversement des sommes requises.

Tableau II.15 : Personnel du corps des greffiers par sexe

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>306</b>	<b>306</b>	<b>368</b>	<b>399</b>	<b>413</b>	<b>425</b>	<b>449</b>	<b>482</b>	<b>493</b>	<b>541</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	223	225	274	297	304	315	335	358	374	412
Femmes	83	81	94	102	109	110	114	124	119	129

Tableau II.16 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
<b>Ensemble</b>	<b>63</b>	<b>64</b>	<b>78</b>	<b>89</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>114</b>	<b>122</b>	<b>122</b>	<b>127</b>	
<b>Sexe</b>											
Hommes		44	47	59	70	79	87	90	98	100	104
Femmes		19	17	19	19	21	22	24	24	22	23
<b>Ancienneté</b>											
Moins de 5 ans		25	33	35	27	22	20	23	19	8	5
5 à 9 ans		13	10	18	27	34	41	42	32	34	27
10 à 14 ans		5	3	7	17	25	24	25	31	36	44
15 à 19 ans		5	5	0	0	0	5	5	21	26	33
20 à 24 ans		12	8	10	7	6	1	1	0	0	0
25 ans et plus		3	5	8	11	13	18	18	18	18	18
<b>Position</b>											
Chancellerie		5	8	12	12	16	19	22	19	34	37
Juridictions (y compris les hautes cours)		57	53	64	73	79	84	88	87	80	83
Disponibilité		1	3	1	1	1	2	2	3	3	3
Mis à disposition		0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Détachement		0	0	1	1	0	1	0	1	1	1
Stage à l'ENAM		-	-	-	2	2	1	0	7	1	1
Mission onusienne		-	-	-	-	2	2	2	3	2	1

Juridictions	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>57</b>	<b>53</b>	<b>64</b>	<b>73</b>	<b>79</b>	<b>84</b>	<b>88</b>	<b>87</b>	<b>80</b>	<b>84</b>
Cour de cassation	2	2	2	2	2	2	2	2	5	5
Conseil constitutionnel	1	1	2	2	2	2	2	2	1	1
Conseil d'État	1	1	1	2	2	2	2	1	2	2
Cour des comptes	1	1	2	3	3	4	4	4	4	4
Cours d'appel	6	4	5	6	8	9	9	9	9	10
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	32	30	38	43	47	50	50	48	41	43
Tribunaux du travail	4	3	4	4	4	4	4	5	4	5
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux administratifs	2	3	2	3	3	3	6	6	4	4
Tribunaux de Commerce	4	4	4	4	4	4	5	6	6	6

Source : DRH

Tableau II.17 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite):

	Greffiers en chef									
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Cours d'appel</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>10</b>
Bobo-Dioulasso	3	1	1	2	3	3	3	2	3	3
Ouagadougou	3	3	4	4	5	6	6	6	4	5
Fada N'Gourma								2	2	2
<b>Tribunaux pour enfants</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Juges des enfants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Tribunaux du travail</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Ouagadougou	2	1	2	2	2	2	2	3	2	2
<b>Tribunaux d'instance</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Tribunaux de commerce</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
Bobo-Dioulasso	2	2	2	2	2	2	2	3	3	2
Ouagadougou	2	2	2	2	2	2	3	3	3	4
<b>Tribunaux administratifs</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2
Ouagadougou	1	1	1	1	1	1	4	4	2	2
<b>Tribunaux de grande instance</b>	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>38</b>	<b>43</b>	<b>47</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>48</b>	<b>40</b>	<b>43</b>
Banfora	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Bobo-Dioulasso	3	4	3	4	5	5	5	5	2	4
Bogandé	1	1	2	3	3	2	2	2	2	1
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dédougou	2	1	2	2	2	2	1	1	1	1
Diébougou	1	0	0	1	1	2	2	2	1	1
Diapaga	0	0	1	0	1	2	1	1	1	1
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	1	2	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	2	1	2	2	2	2	2	2	2	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1
Kaya	2	1	2	3	2	2	3	3	2	2
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2
Koudougou	1	2	3	2	2	2	2	2	3	3
Koupéla								0	1	1
Léo	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2
Manga	1	1	2	2	3	3	3	2	1	2
Nouna	1	1	1	1	2	2	2	1	1	1
Orodara	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou	4	3	3	5	5	7	8	7	6	6
Ouahigouya	2	2	2	2	1	2	2	2	1	2
Tenkodogo	1	1	3	2	2	2	2	2	1	1
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	1	2	2	2	3	2	2	1	1	1
Ziniaré	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2
<b>Ensemble</b>	<b>52</b>	<b>48</b>	<b>57</b>	<b>64</b>	<b>70</b>	<b>74</b>	<b>78</b>	<b>79</b>	<b>67</b>	<b>72</b>

## **Concepts**

### **❖ Le greffier**

L'emploi de greffier comprend les attributions suivantes :

- sous l'autorité des chefs de juridictions, de services et des greffiers en chef, le greffier assiste les greffiers en chef et les magistrats dans leurs missions, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.
- le greffier peut être désigné par l'autorité hiérarchique pour exercer d'autres fonctions du greffe.

Tableau II.18 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

Greffiers										
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	118	125	149	165	169	193	222	251	237	276
<b>Sexe</b>										
Hommes	102	107	126	135	134	156	180	195	192	224
Femmes	16	18	23	30	35	37	42	56	45	52
<b>Ancienneté</b>										
Moins de 5 ans	77	54	51	53	44	47	62	58	47	48
5 à 9 ans	24	34	46	56	49	52	60	52	51	58
10 à 14 ans	2	13	30	29	48	59	63	79	85	87
15 à 19 ans	0	1	1	1	1	10	12	33	34	49
20 à 24 ans	5	12	12	11	12	1	1	1	3	5
25 ans et plus	10	11	9	15	15	24	24	28	17	29
<b>Position</b>										
Chancellerie	3	3	5	6	8	11	9	10	15	17
Juridictions (y compris les hautes cours)	113	121	140	142	146	166	199	206	197	218
Disponibilité	1	1	2	4	3	3	3	5	4	4
Mise à disposition	1	0	0	0	0	1	1	3	2	2
Détachement	0	0	2	0	0	0	0	2	4	4
Stage à l'ENAM	0	0	0	13	12	12	10	32	15	30
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Greffiers en juridictions										
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>113</b>	<b>121</b>	<b>140</b>	<b>142</b>	<b>146</b>	<b>166</b>	<b>199</b>	<b>207</b>	<b>200</b>	<b>218</b>
Cour de cassation	4	8	8	5	5	4	6	7	6	6
Conseil constitutionnel	3	3	3	3	3	3	3	6	2	4
Conseil d'État	2	3	3	4	5	4	6	6	6	6
Cour des comptes	3	3	5	5	6	4	5	5	5	5
Cours d'appel	17	14	19	19	20	24	26	30	32	33
Tribunaux d'instance	6	5	5	5	4	7	9	7	6	5
Tribunaux de grande instance	66	73	84	87	82	98	117	116	115	124
Tribunaux du travail	2	3	3	3	3	4	5	8	8	10
Juges des enfants	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0
Tribunaux pour enfants	1	0	0	1	3	2	3	4	3	3
Tribunaux administratifs	2	2	3	3	5	6	7	5	5	8
Tribunaux de commerce	7	7	7	7	10	10	11	12	11	12

Tableau II.19 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Greffiers									
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Cours d'appel</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>24</b>	<b>26</b>	<b>27</b>	<b>32</b>	<b>33</b>
Bobo-Dioulasso	5	5	6	7	7	10	11	12	14	13
Ouagadougou	12	9	13	12	13	14	15	15	15	16
Fada N'Gourma								3	3	4
<b>Tribunaux pour enfants</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Bobo-Dioulasso	1	0	0	1	2	1	1	2	2	2
Ouagadougou	0	0	0	0	1	1	2	2	1	1
<b>Juges des enfants</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	1	2	1	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0
<b>Tribunaux du travail</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>10</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	0	1	1	1	0	3	3	3
Koudougou*	1	1	1	1	1	1	1	1	0	1
Ouagadougou	1	2	2	1	1	2	4	4	5	6
<b>Tribunaux d'instance</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
Bobo-Dioulasso	3	2	2	2	2	2	3	4	3	3
Ouagadougou	3	3	3	3	2	5	6	3	3	2
<b>Tribunaux de commerce</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>12</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	2	2	2	3	4	4
Ouagadougou	6	6	6	6	8	8	9	9	7	8
<b>Tribunaux administratifs</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>8</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	0	1	1	1	2	2	2	2
Ouagadougou	1	1	2	2	4	5	4	3	3	6
<b>Tribunaux de grande instance</b>	<b>66</b>	<b>73</b>	<b>84</b>	<b>87</b>	<b>82</b>	<b>98</b>	<b>117</b>	<b>116</b>	<b>115</b>	<b>206</b>
Banfora	2	2	2	4	4	3	3	3	3	5
Bobo-Dioulasso	8	8	9	9	9	11	13	15	16	16
Bogandé	3	2	1	0	1	3	3	3	3	4
Boromo	1	2	2	3	3	2	3	3	3	4
Dédougou	2	3	4	3	3	4	5	4	3	5
Diébougou	1	3	3	3	2	3	2	1	1	2
Diapaga	0	2	2	3	3	2	4	5	2	3
Djibo	2	2	2	2	3	4	5	4	3	3
Dori	1	1	2	3	3	3	3	1	2	3
Fada N'gourma	2	2	2	3	3	4	5	1	4	4
Gaoua	1	4	4	3	3	3	1	3	4	4
Kaya	2	2	1	1	1	3	4	3	3	4
Kongoussi	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2
Koudougou	4	2	3	7	4	6	7	7	7	8
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2
Léo	2	2	2	3	3	3	3	4	2	2
Manga	2	2	1	2	0	3	3	3	3	3
Nouna	2	2	2	1	2	2	2	2	2	3
Orodara	2	2	3	3	3	4	3	3	3	3
Ouagadougou	13	16	23	19	19	20	26	31	34	32
Ouahigouya	3	3	2	2	2	3	5	3	2	2
Tenkodogo	2	3	5	4	2	5	6	6	5	5
Tougan	2	2	2	2	3	2	2	1	2	2
Yako	3	2	2	2	1	0	2	2	1	1
Ziniaré	4	2	3	3	3	3	4	4	3	4
<b>Ensemble</b>	<b>101</b>	<b>104</b>	<b>120</b>	<b>125</b>	<b>127</b>	<b>151</b>	<b>179</b>	<b>181</b>	<b>181</b>	<b>276</b>

## Concepts

### ❖ **Le Secrétaire des greffes et parquets.**

L'emploi de secrétaire des greffes et parquets comprend les attributions suivantes :

- réceptionner, transmettre le courrier et tenir les registres y relatifs ;
- transcrire sur les registres des plaintes de simple police, les décisions du procureur et de ses substituts ;
- transcrire sur les registres d'exécution les peines et sur celui des contraintes par corps, les décisions rendues par les juridictions répressives, les réquisitions d'incarcération ainsi que tous les actes de procédure et les ordonnances ;
- dactylographier et saisir tout acte ou document qui sont d'usage dans les juridictions ;
- établir pour signature et délivrer les fiches n°2, n°3 du casier judiciaire et les pièces d'exécution ;
- réceptionner, enregistrer et classer les fiches n°1 du casier judiciaire ou casier origine et central ;
- coter les livres, les registres et carnets et les soumettre au paraphe du juge ;
- etc.

Tableau II.20 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction

Secrétaires des greffes et parquets										
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>125</b>	<b>117</b>	<b>141</b>	<b>145</b>	<b>144</b>	<b>123</b>	<b>113</b>	<b>109</b>	<b>134</b>	<b>138</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	77	71	89	92	91	72	65	65	82	85
Femmes	48	46	52	53	53	51	48	44	52	53
<b>Ancienneté</b>										
Moins de 5 ans	53	27	33	27	26	24	21	20	58	79
5 à 9 ans	43	59	67	74	63	33	30	25	22	11
10 à 14 ans	9	2	8	11	21	33	33	20	23	15
15 à 19 ans	4	1	4	4	5	5	4	7	10	12
20 à 24 ans	6	17	15	12	11	1	1	1	1	1
25 ans et plus	10	11	14	17	18	27	24	30	20	20
<b>Position</b>										
Chancellerie	11	9	15	12	9	13	10	8	5	3
Juridictions (y compris les hautes cours)	112	106	116	98	82	79	86	90	98	102
Disponibilité	0	1	1	0	2	0	0	1	1	1
Mise à disposition	2	1	2	1	1	1	0	6	0	0
Détachement	-	-	1	2	0	0	0	1	1	0
Mission onusienne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stage à l'ENAM	-	-	6	32	50	30	17	20	29	32

Secrétaires des greffes et parquets en juridiction y compris les hautes cours										
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>112</b>	<b>106</b>	<b>116</b>	<b>98</b>	<b>82</b>	<b>79</b>	<b>86</b>	<b>90</b>	<b>98</b>	<b>102</b>
Cour de cassation	2	2	0	2	3	3	3	6	5	5
Conseil constitutionnel	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Conseil d'État	2	2	2	1	1	1	3	5	5	5
Cour des comptes	0	1	2	3	5	5	4	3	3	3
Cours d'appel	17	13	13	12	7	7	6	7	10	12
Tribunaux d'instance	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Tribunaux de grande instance	68	68	78	64	56	53	59	58	63	63
Tribunaux du travail	4	5	5	4	3	3	3	3	2	2
Juges des enfants	2	1	1	1	1	1	0	1	0	0
Tribunaux pour enfants	4	4	4	2	0	1	2	1	2	2
Tribunaux administratifs	7	5	5	6	3	2	3	4	5	5
Tribunaux de commerce	5	4	5	3	3	3	3	2	2	4

Source : DRH

Tableau II.21 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite)

	Secrétaires des greffes et parquets									
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Cours d'appel</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>12</b>
Bobo-Dioulasso	11	8	8	7	4	4	4	4	3	5
Ouagadougou	6	5	5	5	3	3	2	1	3	4
Fada N'Gourma								4	4	3
<b>Tribunaux pour enfants</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Bobo-Dioulasso	2	2	2	1	0	0	1	0	0	0
Ouagadougou	2	2	2	1	0	1	1	1	2	2
<b>Juges des enfants</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Bobo-Dioulasso	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0
Ouagadougou	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0
<b>Tribunaux du travail</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Bobo-Dioulasso	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	2	3	3	3	2	2	2	2	1	1
<b>Tribunaux d'instance</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
<b>Tribunaux de commerce</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>
Bobo-Dioulasso	2	2	2	1	1	0	1	1	1	2
Ouagadougou	3	2	2	2	2	3	2	1	1	2
<b>Tribunaux administratifs</b>	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
Bobo-Dioulasso	2	1	1	1	1	1	2	2	2	2
Ouagadougou	5	4	4	5	2	1	2	2	3	3
<b>Tribunaux de grande instance</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>78</b>	<b>64</b>	<b>56</b>	<b>53</b>	<b>59</b>	<b>56</b>	<b>63</b>	<b>63</b>
Banfora	4	5	5	3	3	4	4	3	1	2
Bobo-Dioulasso	7	7	8	6	5	4	4	4	4	3
Bogandé	3	2	1	1	1	1	1	0	0	0
Boromo	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1
Dédougou	2	0	0	0	0	1	2	3	3	3
Diébougou	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3
Diapaga	2	1	2	2	2	2	0	1	2	2
Djibo	2	2	2	2	2	1	1	1	2	2
Dori	0	1	1	1	1	2	3	3	4	4
Fada N'gourma	2	2	3	2	2	1	2	1	1	2
Gaoua	2	1	2	2	1	1	1	1	1	2
Kaya	4	3	3	2	2	2	2	1	1	2
Kongoussi	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	5	5	5	2	2	2	2	3	2	3
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	2	3	2
Léo	3	4	4	3	2	2	1	1	1	1
Manga	0	0	0	0	0	0	1	1	2	2
Nouna	2	2	2	2	1	1	1	2	2	2
Orodara	2	2	2	2	1	1	2	1	1	1
Ouagadougou	16	16	19	19	18	14	16	13	13	11
Ouahigouya	0	1	2	2	2	2	2	3	3	3
Tenkodogo	3	3	4	3	3	2	2	2	3	3
Tougan	2	2	3	2	1	2	1	1	4	3
Yako	2	2	3	2	2	3	4	3	3	2
Ziniaré	1	3	3	3	2	2	3	3	3	3
<b>Ensemble</b>	<b>107</b>	<b>100</b>	<b>110</b>	<b>92</b>	<b>73</b>	<b>70</b>	<b>77</b>	<b>76</b>	<b>85</b>	<b>89</b>

## **Concepts**

La garde de sécurité pénitentiaire (GSP) a été créée par décret n°84-307/ CNR/ PRES/ MJ du 17 mai 1984. C'est un corps paramilitaire au sein du Ministère en charge de la justice. Il est régi par la loi 16 -2014/AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire. Aux termes de l'article 2 alinéa 2 de la loi suscitée, la Garde de sécurité pénitentiaire est chargée de la sécurité, de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires sur toute l'étendue du territoire, de la sécurité dans les domaines relevant du Ministère de la justice et de la préparation à la réinsertion sociale des personnes privées de liberté.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire est hiérarchisé ainsi qu'il suit :

- les inspecteurs de sécurité pénitentiaire ;
- les contrôleurs de sécurité pénitentiaire ;
- les assistants de sécurité pénitentiaire ;
- les agents de sécurité pénitentiaire.

Les attributions des d'inspecteurs de sécurité pénitentiaire, de contrôleurs de sécurité pénitentiaire, d'assistants de sécurité pénitentiaire et d'agents de sécurité pénitentiaire sont régies respectivement par les articles 13, 17 21,22 et 25 de la loi n° 016 /2014 AN du 15 mai 2014 portant statut du personnel de la garde de sécurité pénitentiaire

Tableau II.22 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>802</b>	<b>1 371</b>	<b>1 472</b>	<b>1 638</b>	<b>1 730</b>	<b>1 846</b>	<b>2 030</b>	<b>2 032</b>	<b>2 113</b>	<b>2404</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	723	1 236	1 311	1 426	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789	2032
Femmes	79	135	161	212	237	255	300	299	324	372

Source : DRH

Tableau II.23 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>622</b>	<b>800</b>	<b>1 006</b>	<b>1 183</b>	<b>1 215</b>	<b>1 324</b>	<b>1 410</b>	<b>1 485</b>	<b>1 444</b>	<b>1 682</b>
CPA de Baporo	16	20	26	33	34	37	28	24	25	26
Centre pour mineurs de Laye	12	12	16	8	9	11	10	12	15	14
CERMICOL								20	18	20
Maisons d'arrêt et de correction	<b>594</b>	<b>768</b>	<b>964</b>	<b>1 142</b>	<b>1 172</b>	<b>1 276</b>	<b>1 372</b>	<b>1 429</b>	<b>1 386</b>	<b>1 622</b>
Banfora	19	28	34	40	37	39	44	46	53	60
Bobo-Dioulasso	69	88	102	126	122	136	140	141	125	163
Bogandé	17	22	26	33	35	37	40	46	45	47
Boromo	21	24	33	31	33	34	38	40	39	43
Dédougou	23	35	38	39	39	42	46	53	49	55
Diapaga	14	21	28	38	37	39	39	34	36	43
Diébougou	13	14	19	26	28	32	34	38	35	39
Djibo	13	19	23	35	29	29	28	57	51	69
Dori	22	31	37	35	35	39	39	39	34	52
Fada N'gourma	18	28	34	35	36	42	45	46	39	54
Gaoua	15	25	31	36	37	35	39	38	41	48
Kaya	27	38	41	38	41	40	46	45	41	46
Kongoussi	19	23	26	30	25	28	28	33	32	34
Koudougou	27	37	44	42	41	50	58	54	54	58
Koupéla								23	32	43
Léo	16	20	25	35	32	33	38	35	36	43
Manga	15	16	19	32	30	36	38	36	34	40
Nouna	14	15	19	32	30	31	36	37	40	43
Orodara	19	20	28	31	30	30	31	35	33	42
Ouagadougou (MACO)	119	154	214	198	290	228	231	226	220	246
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	101	127	122	125	141
Ouahigouya	26	35	40	84	43	56	51	50	43	46
Tenkodogo	23	30	38	41	44	40	51	50	48	50
Tougan	18	18	24	46	29	30	30	32	32	36
Yako	12	12	19	32	29	26	30	32	33	38
Ziniaré	15	15	22	27	40	43	45	41	36	43

❖ Les inspecteurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps de conception, de direction, de prestations intellectuelles et techniques de haut niveau, d'administration et de commandement.

❖ Les contrôleurs de sécurité pénitentiaire

Ils constituent un corps d'application, d'encadrement et de contrôle.

Ils sont chargés de l'encadrement et du contrôle du personnel des corps des assistants et des agents de sécurité pénitentiaire.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire. Cependant, lorsqu'ils sont nommés ou affectés à un poste de fonction, ils sont placés sous le contrôle de l'autorité hiérarchique immédiate.

❖ Les assistants de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire et des contrôleurs de sécurité pénitentiaire.

❖ Les agents de sécurité pénitentiaire

Ils constituent le corps d'exécution.

Ils exercent leurs fonctions sous l'autorité des inspecteurs de sécurité pénitentiaire, des contrôleurs de sécurité pénitentiaire et des assistants de sécurité pénitentiaire.

Tableau II.24 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>41</b>	<b>65</b>	<b>66</b>	<b>66</b>	<b>71</b>	<b>95</b>	<b>98</b>	<b>102</b>	<b>97</b>	<b>101</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	37	59	60	61	66	87	90	94	89	93
Femmes	4	6	6	5	5	8	8	8	8	8
<b>Ancienneté</b>										
Moins de 5 ans	27	20	21	19	15	18	10	1	0	0
5 à 9 ans	7	35	35	38	36	47	44	26	23	17
10 à 14 ans	0	3	3	2	13	22	29	65	59	54
15 à 20 ans	7	7	7	0	0	1	9	10	9	30
20 à 25 ans	-	-	-	7	7	7	6	38	0	0
26 ans et plus									6	6
<b>Position</b>										
Chancellerie	12	15	16	26	23	36	35	37	38	35
DSP-DGGSP	7	10	12	19	13	24	23	24	24	24
DAPRS-DGAP-DGPCS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres au Ministère	5	5	4	7	10	10	9	10	13	9
DR GSP Ouagadougou						1	2	2	1	1
DR GSP Bobo-Dioulasso						1	1	1	1	1
DR GSP Fada N'Gourma								1	1	1
ENP (encadreurs)	0	0	0	0	1	6	7	7	10	14
CPA de Baporo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
CERMICOL								2	2	2
Centre pour mineurs de Laye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Maisons d'arrêt et de correction</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>27</b>	<b>33</b>
Banfora	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Bobo-Dioulasso	1	2	2	3	2	2	3	2	1	1
Bogandé	1	1	0	0	1	1	1	1	1	1
Boromo	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1
Dédougou	1	1	1	1	1	1	0	1	1	1
Diapaga	1	1	1	0	1	1	1	1	1	2
Diébougou	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2
Djibo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Dori	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Fada N'gourma	1	1	1	1	1	1	2	1	1	2
Gaoua	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Kaya	1	1	1	0	1	1	1	1	1	1
Kongoussi	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Koudougou	1	1	1	3	1	1	1	1	1	2
Koupéla								1	1	1
Léo	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Manga	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Nouna	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1
Orodara	1	1	1	0	1	1	1	1	1	1
Ouagadougou (MACO)	1	2	3	3	3	2	3	3	1	2
Ouagadougou (PHS)				1	2	2	2	2	2	1
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tenkodogo	1	1	1	2	1	1	2	2	1	2
Tougan	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Yako	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1
Ziniaré	0	0	1	0	0	0	1	1	1	2
En mission	7	7	7	8	16	9	13	15	17	9
Mise à disposition	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus							0	0	0	0
Disponibilité	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Détachement				1	0	1	1	2	3	2
ENP/ENGSP (1 <sup>è</sup> , 2 <sup>è</sup> , 3 <sup>è</sup> année prof.)	0	19	15	0	0	15	10	9	0	0

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.25 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>123</b>	<b>173</b>	<b>173</b>	<b>173</b>	<b>186</b>	<b>232</b>	<b>242</b>	<b>250</b>	<b>240</b>	<b>270</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	112	160	160	160	172	214	221	226	219	245
Femmes	11	13	13	13	14	18	21	24	21	25
<b>Ancienneté</b>										
Moins de 5 ans	43	40	39	31	15	24	10	115	0	1
5 à 9 ans	40	51	52	66	46	61	73	115	60	58
10 à 14 ans	0	34	34	28	77	89	78	18	101	78
15 à 20 ans	40	48	48	0	0	10	33		33	80
20 à 25 ans	0	0	0	48	48	48	48	2	0	0
26 ans et plus									46	47
<b>Position</b>										
Chancellerie	26	29	25	27	41	63	60	51	71	78
DSP-DGGSP	19	22	21	23	30	44	44	30	49	55
DAPRS-DGAP-DGPCS	5	5	3	3	2	1	1	2	1	1
Autres au Ministère	2	2	1	1	9	3	5	5	3	3
DR GSP Ouagadougou						7	6	7	6	6
DR GSP Bobo-Dioulasso						8	4	7	8	9
DR GSP Fada N'Gourma									4	4
ENP/ENGSP (encadreurs)	2	2	2	3	3	8	9	13	13	13
CPA de Baporo	3	3	3	4	5	5	4	3	4	4
Centre pour mineurs de Laye	1	1	0	0	1	1	1	1	2	2
CERMICOL								3	3	5
<b>Maisons d'arrêt et de correction</b>	<b>71</b>	<b>72</b>	<b>76</b>	<b>93</b>	<b>86</b>	<b>91</b>	<b>119</b>	<b>138</b>	<b>122</b>	<b>125</b>
Banfora	3	3	3	3	3	2	4	6	5	5
Bobo-Dioulasso	4	5	4	6	3	6	9	8	6	7
Bogandé	3	3	4	4	2	3	3	5	4	4
Boromo	3	3	4	4	5	4	4	5	5	5
Dédougou	3	3	3	3	3	3	3	5	5	5
Diapaga	3	3	3	2	3	3	3	3	4	4
Diébougou	3	3	3	3	3	3	4	5	4	4
Djibo	3	3	3	3	3	3	3	4	3	3
Dori	4	4	3	4	3	3	3	3	3	3
Fada N'gourma	2	2	3	4	3	4	5	5	4	6
Gaoua	3	3	3	4	3	3	4	3	4	4
Kaya	3	3	3	3	3	3	4	5	4	4
Kongoussi	2	2	3	3	3	3	3	6	6	4
Koudougou	3	3	3	3	3	4	6	7	6	6
Koupéla								5	4	4
Léo	2	2	2	3	4	4	5	5	4	5
Manga	3	3	3	3	3	3	5	7	6	6
Nouna	2	2	3	3	3	3	4	4	4	4
Orodara	2	2	3	3	3	3	4	4	4	4
Ouagadougou (MACO)	6	6	5	11	11	9	14	12	10	11
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	3	3	5	7	7	5	5
Ouahigouya	1	2	3	4	3	3	4	5	5	5
Tenkodogo	2	2	3	4	3	3	5	5	5	4
Tougan	4	3	3	4	3	3	3	3	4	5
Yako	5	5	3	3	3	4	4	5	3	3
Ziniaré	2	2	3	3	4	4	6	6	5	5
En mission	20	20	32	29	28	11	11	8	10	8
Mise à disposition	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Suspendus					1	1	1	1	1	0
Disponibilité	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Détachement	-	-	-	2	0	2	2	2	1	1
Stage	-	46	35	15	19	50	35	30	13	30

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.26 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>493</b>	<b>1 028</b>	<b>1 130</b>	<b>1 255</b>	<b>1 371</b>	<b>1 509</b>	<b>1 680</b>	<b>1 660</b>	<b>1 773</b>	<b>2030</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	446	924	1 000	1 076	1 165	1 280	1 409	1 392	1 478	1691
Femmes	47	104	130	179	206	229	271	268	295	339
<b>Ancienneté</b>										
Moins de 5 ans	302	599	697	695	790	649	558	544	510	706
5 à 9 ans	135	307	310	435	381	595	778	1073	705	738
10 à 14 ans	2	62	62	67	144	205	237	40	451	412
15 à 20 ans	54	60	61	0	0	5	55		56	123
21 à 25 ans	0	0	0	58	56	55	52	3	00	00
26 ans et plus									51	51
<b>Position</b>										
Chancellerie	66	93	106	137	199	229	281	284	359	446
DSP-DGGSP	46	74	93	116	169	200	228	236	276	366
DAPRS-DGAP-DGPCS	7	7	5	3	4	5	5	07	8	7
Autres au Ministère	13	12	8	18	26	24	29	25	27	33
DR GSP Ouagadougou						7	11	8	09	10
DR GSP Bobo-Dioulasso						1	8	6	22	25
DR GSP Fada N'Gourma									17	5
ENP/ENGSP (encadreurs)	5	6	8	10	11	20	29	31	45	43
CPA de Baporo	9	13	22	27	28	31	23	20	20	20
Centre pour mineurs de Laye	7	7	13	7	8	10	9	11	13	12
CERMICOLE									13	13
<b>Maisons d'arrêt et de correction</b>	<b>387</b>	<b>546</b>	<b>781</b>	<b>1 024</b>	<b>1086</b>	<b>1 152</b>	<b>1 218</b>	<b>1 257</b>	<b>1 237</b>	<b>1 451</b>
Banfora	14	23	27	34	33	36	39	40	47	54
Bobo-Dioulasso	54	71	89	112	117	128	128	130	118	143
Bogandé	8	13	18	28	32	33	36	40	40	42
Boromo	14	17	27	24	27	29	33	34	33	37
Dédougou	15	27	33	35	34	37	43	47	43	49
Diapaga	7	14	23	36	33	35	35	30	31	37
Diébougou	8	9	14	22	24	28	29	32	30	33
Djibo	7	13	18	30	25	25	24	52	47	65
Dori	12	21	31	27	29	33	33	35	30	48
Fada N'gourma	11	21	25	28	32	37	38	40	34	46
Gaoua	9	17	22	30	33	31	34	34	36	43
Kaya	20	31	31	34	37	36	41	39	36	41
Kongoussi	9	13	17	25	21	24	24	26	25	29
Koudougou	19	29	35	35	37	45	51	46	47	50
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	17	27	38
Léo	9	13	22	31	27	28	32	29	31	37
Manga	9	10	12	26	26	32	32	28	27	33
Nouna	6	7	12	27	26	27	31	32	35	37
Orodara	9	10	23	28	26	26	26	30	28	37
Ouagadougou (MACO)	93	128	193	176	189	215	213	211	209	233
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	80	80	94	118	113	118	135
Ouahigouya	17	25	31	35	73	52	46	44	37	40
Tenkodogo	12	8	29	38	40	36	44	42	42	44
Tougan	10	11	18	26	25	26	26	27	27	30
Yako	3	3	14	22	25	21	25	26	29	34
Ziniaré	12	12	17	35	35	38	37	33	30	36
En mission	18	19	21	13	62	6	12	31	27	14
Mise à disposition	0	0	0	0	0	2	2	1	1	1
Disponibilité	1	0	1	1	0	0	1	4	5	5
Détachement	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus					4	7	7	7	7	1
Stage		344	178	40	50	44	98	600	46	45

Source : DRH/DGGSP

Tableau II.27 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>145</b>	<b>105</b>	<b>103</b>	<b>144</b>	<b>102</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Sexe</b>										
Hommes	128	93	91	129	90	10	10	8	3	3
Femmes	17	12	12	15	12	0	0	0	0	0
<b>Ancienneté</b>										
Moins de 5 ans	134	93	90	52	0	0	0	0	0	0
5 à 9 ans	5	5	5	84	93	2	2	1	1	0
10 à 14 ans	1	2	3	3	4	2	2	1	1	2
15 à 20 ans	5	5	5	0	0	1	1	2	1	1
21 à 25 ans	0	0	0	5	5	5	5	4	0	0
26 ans et plus								1	0	0
<b>Position</b>										
Chancellerie	20	20	18	10	2	2	2	3	2	0
DSP-DGGSP	16	16	12	8	1	1	2	3	2	2
DAPRS-DGAP-DGPCS	1	1	1	1	1	1	0	0	0	0
Autres au Ministère	3	3	5	1	0	0		0	0	0
DR GSP Ouagadougou					0	0	0	0	0	0
DR GSP Bobo-Dioulasso					0	0	1	0	0	0
ENP/ENGSP (encadreurs)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CPA de Baporo	3	3	0	1	0	0	0	0	0	0
Centre pour mineurs de Laye	4	4	3	1	0	0	0	0	0	0
<b>Maisons d'arrêt et de correction</b>	<b>116</b>	<b>128</b>	<b>81</b>	<b>39</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
Banfara	1	1	3	2	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	10	10	7	5	0	0	0	1	0	0
Bogandé	5	5	4	1	0	0	0	0	0	0
Boromo	3	3	1	1	0	0	0	0	0	0
Dédougou	4	4	1	0	1	1	0	0	0	0
Diapaga	3	3	1	0	0	0	0	0	0	0
Diébougou	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Djiibo	2	2	1	1	0	0	0	0	0	0
Dori	6	6	2	3	2	2	2	0	0	0
Fada N'gourma	4	4	5	2	0	0	0	0	0	0
Gaoua	2	4	5	1	0	0	0	0	0	0
Kaya	3	3	6	1	0	0	0	0	0	0
Kongoussi	7	7	5	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	4	4	4	1	0	0	0	0	0	0
Léo	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0
Manga	3	3	3	2	0	0	0	0	0	0
Nouna	5	5	3	0	0	0	0	0	0	0
Orodara	7	7	1	0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)	19	18	14	7	2	2	1	1	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	7	7	6	1	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	8	19	5	3	0	0	0	1	0	0
Tougan	3	3	2	1	0	0	0	0	0	0
Yako	4	4	0	2	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	1	1	1	1	1	1	1	1	0	0
En mission	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mise à disposition	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilité	1	1	1	1	0	0	1	0	0	0
Détachement	-	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Suspendus					2	2	2	1	1	1
ENP (1 <sup>è</sup> , 2 <sup>è</sup> , 3 <sup>è</sup> année prof.)	-	-	-	92	92	0	0	0	0	0

Source : Direction des ressources humaines/DGGSP

Tableau II.28 : Personnel des droits humains par sexe et par position

	2017		2018	
	Conseillers en droits humains	Attachés en droits humains	Conseillers en droits humains	Attachés en droits humains
<b>Ensemble</b>	<b>120</b>	<b>102</b>	<b>131</b>	<b>121</b>
<b>Sexe</b>				
Hommes	82	70	91	89
Femmes	38	32	40	32
<b>Ancienneté</b>				
Moins de 5 ans	41	41	40	55
5 à 9 ans	69	58	71	51
10 à 14 ans	1	0	11	12
15 à 19 ans	2	0	2	0
20 à 24 ans	5	1	4	1
25 ans et plus	2	2	3	2
<b>Position</b>				
Chancellerie	56	55	74	58
<b>Directions régionales</b>				
Boucle du Mouhoun	4	3	4	3
Cascades	3	4	4	3
Hauts Bassins	6	4	5	4
Centre-Est	4	4	3	4
Centre-Nord	8	3	7	1
Centre-Ouest	5	4	4	1
Centre-Sud	3	3	3	3
Est	5	4	4	4
Nord	3	5	3	5
Plateau-Central	4	3	4	4
Sud-Ouest	3	3	3	3
Sahel	4	3	4	4
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>43</b>	<b>48</b>	<b>39</b>
Disponibilité	2	3		
Mis à disposition	4	1	2	2
Détachement	4	0	2	1
Stage	18	15	4	0
Mission onusienne	2	0	0	0

Tableau II.29 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Hommes	131	140	167	184	175	211	246
Femmes	45	48	49	68	72	91	102
<b>Total</b>	<b>176</b>	<b>188</b>	<b>216</b>	<b>252</b>	<b>247</b>	<b>302</b>	<b>348</b>

Source : DRH du ministère de la

Tableau II.30 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe

	Femmes					Hommes				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>49</b>	<b>68</b>	<b>72</b>	<b>91</b>	<b>96</b>	<b>167</b>	<b>184</b>	<b>175</b>	<b>211</b>	<b>225</b>
Administrateurs des services financiers	0	0	0	0	0	6	5	6	10	14
Adjoint administratifs	1	2	1	2	2	1	2	2	1	1
Adjoint de secrétariat	4	7	7	8	8	2	3	6	4	4
Adjoint des services financiers	1	1	0	2	2	0	1	0	0	0
Adjoint social	0	0	0	0	0	3	3	0	0	0
Adjoint techniques de la statistique	0	0	0	0	0	1	2	2	2	2
Administrateurs civils	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Administrateurs des Affaires sociales	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
Agent itinérant de santé		0	0	0	0	2	2	0	0	0
Agent spécialisé en GRH	0	1	1	0	0	2	0	0	2	2
Agent technique mécanicien	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Agents de bureau	7	8	9	9	10	3	4	4	6	6
Agents de liaison	8	6	11	17	18	14	14	22	25	25
Agents techniques de la statistique	0	0	0	0	0	1	1	2	2	02
Assistants de police	0	0	0	0	0	1	1	1	0	01
Assistants des Aff. Economiques	0	1	1	1	1	5	3	4	3	03
Assistants en GRH	1	3	3	3	3	0	4	6	8	08
Attaché de direction				4	4				0	00
Attachés administratifs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	00
Attachés des affaires sociales	0	0	0	0	0	1	1	0	0	00
Attachés d'éducation spécialisée	0	0	0	0	1	9	10	1	1	04
attachés d'intendance scolaire et universitaire	0	1	1	2	2	1	4	4	7	07
Chauffeurs	0	1	1	1	1	27	30	40	54	54
Comptables	0	1	1	1	1	0	0	0	1	01
Conseiller en science et technique				0	0				1	00
Conseillers en science et tech.de l'info	0	1	0	0	0	1	1	1	0	01
Conseillers des Aff. économiques	1	1	1	1	1	3	5	4	5	05
Conseillers des affaires étrangères	0	0	0	0	1	0	1	1	1	00
Conseillers en GRH	1	2	1	1	1	4	5	8	13	13
Conseillers en relation publique	0	0	1	1	1	0	0	0	0	00
Conseiller d'administ. scolaire et universit.	0	0	0	0	0	1	2	3	3	03
Conseillers d'intendance scol. et universitaire	0	2	2	2	2	1	2	2	6	06
Contrôleurs des services financiers	0	0	0	0	0	2	2	6	7	07
Contrôleurs du trésor	0	0	0	0	0	1	1	2	2	02
Economistes	0	1	1	1	1	0	1	1	1	01
Educateurs sociaux	5	6	1	1	1	19	18	2	2	02
Infirmier breveté	0	0	0	0	0	16	16	0	0	0
Infirmier d'état	0	0	0	0	0	8	8	0	0	01
Inspecteurs d'éducation spécialisée	0	0	0	0	0	1	0	1	1	1
Ingénieur des travaux informatiques					0					3
Technicien informaticien					0					1
Technicien supérieur en Informatique et Gestion					0					1
Technicien supérieur en réseau Informatique et télécom										1
Inspecteurs du trésor	1	1	0	1	1	0	0	0	2	3
Interprètes	8	1	8	8	8	24	14	27	25	25
Juristes	0	0	1	2	2	0	1	1	1	02
Moniteur d'éducation spécialisé	1	1	0	0	0	4	4	0	0	00
Maitre-assistant en droit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	00
Reprographes	1	1	1	0	0	0	0	0	0	00
Secrétaires	3	8	8	8	9	0	0	0	0	00
Secrétaires dactylo	2	2	0	1	1	0	0	0	0	00
Secrétaires de Direction	1	5	7	11	10	0	0	0	0	00
Secrétaires sténo dactylo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	00
Sociologues	0	1	1	1	1	0	0	0	0	00
Standardistes	1	1	1	1	1	0	0	0	0	00
Archivistes	0	0	0	1	1	0	1	3	7	05
Aide social	0	1	0	0	0	0	0	0	0	00
Gardien	0	0	0	0	0	0	9	9	9	09

## **Concepts**

Le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique travaille également en collaboration avec d'autres auxiliaires de justice que sont : les avocats, les huissiers et les notaires.

**L'avocat**, régis par le règlement N°5/ CM/ UEMOA du 25 Septembre 2014 relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA et la loi 16 – 2000/AN du 23 mai 2000, exerce sa profession de façon libérale et son indépendance est garantie dans les textes

Les avocats au Burkina Faso sont recrutés sur examen (le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat), organisé par le barreau avec l'appui de l'Université de Ouagadougou et du Ministère en charge de la justice. Ils bénéficient depuis 2015 d'une formation au Centre de formation professionnelle des avocats du Burkina.

L'avocat défend une personne devant une juridiction quand elle a un litige. Il a une mission d'assistance et de représentation devant la juridiction.

**L'huissier**, régi par la loi 054/2017 du 05 décembre 2017 portant réglementation de la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est chargé de signifier aux intéressés les actes et exploits, de procéder à l'exécution des décisions de justice ainsi que des actes ou titres en forme exécutoire.

L'huissier de justice exerce, sauf exception, dans le ressort du tribunal de grande instance de sa résidence, et est chargé souvent de faire des constats à la demande des particuliers ou des magistrats. Il peut procéder au recouvrement à l'amiable des créances, à des ventes publiques de meubles et d'effets mobiliers et à des constats matériels.

**Le notaire**, régi également par l'ordonnance 92 – 53 du 21 octobre 1992 est un officier public à qui l'Etat cède une partie de ses prérogatives pour l'exercer en son nom. Il est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale et de l'état civil.

Le notaire a pour mission de conseiller le citoyen, lui donner les informations juridiques nécessaires toutes les fois qu'il est amené à poser un acte. En d'autres termes, le notaire prévient le citoyen sur le comportement à adopter face à un acte de droit.

Le rôle du notaire est d'aider l'Etat en ce sens qu'il intervient à la préparation d'un certain nombre d'actes en matière de reconnaissance d'enfant naturel, d'adoption d'enfant, de succession, de contrat sous toutes ses formes. Le notaire est aussi un auxiliaire de l'administration fiscale. Son rôle est, à l'occasion de certains actes liés à la problématique des recettes fiscales, d'aider l'Etat à mieux percevoir les impôts.

Tableau II.31 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position

	Huissiers de justice							Avocats (Année judiciaire)						
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2018	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2018
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>27</b>	<b>27</b>		<b>157</b>	<b>156</b>	<b>168</b>	<b>164</b>	<b>174</b>	<b>181</b>	<b>178</b>
<b>Sexe</b>														
Hommes	27	27	24	24	22	22		126	125	135	132	139	146	141
Femmes	6	6	5	5	5	5		31	31	33	32	35	35	37
<b>Ancienneté</b>														
Moins de 5 ans	5	5	5	0	0	0		26	28	31	31	38	44	41
5 à 9 ans	0	0	0	5	5	5		29	32	38	38	23	23	12
10 à 14 ans	12	12	0	0	0	0		18	19	16	15	21	20	31
15 à 19 ans	15	15	13	14	13	13		68	61	57	54	31	32	20
20 à 24 ans	0	0	11	10	9	9		7	7	16	16	50	51	58
25 ans et plus	1	1	0	0	0	0		9	9	10	10	11	11	16
<b>Ville de résidence</b>														
Bobo-Dioulasso	7	7	6	6	5	5		13	13	13	13	10	10	9
Dédougou	1	1	1	1	1	1		0	0	0	0	0	0	0
Kaya	1	1	1	1	1	1		0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	1	1	1	1	1		0	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	20	20	18	18	17	17		144	143	155	151	164	171	169
Ouahigouya	1	1	1	1	1	1		0	0	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	1	1	1	1	1		0	0	0	0	0	0	0
Fada	1	1	-	0	0	0		0	0	0	0	0	0	0

Sources : Chambre nationale des Huissiers de justice du Burkina Faso ; Tableaux de l'Ordre des avocats de années judiciaires.

Tableau II.32 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2018
<b>Ensemble</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	
<b>Sexe</b>									
Hommes	5	9	9	9	10	10	10	10	
Femmes	3	4	4	4	7	7	8	8	
<b>Ancienneté</b>									
Moins de 5 ans	0	5	5	5	9	4	5	5	
5 à 9 ans	1	1	1	1	0	5	5	5	
10 à 14 ans	7	7	7	7	1	1	1	1	
15 ans et plus					7	7	7	7	
<b>Lieu de résidence</b>									
Bobo-Dioulasso	2	4	4	4	3	3	3	3	
Ouagadougou	6	9	9	9	14	14	15	15	

Source : Tableaux de l'Ordre des notaires



## **III Activités des juridictions de l'ordre judiciaire**

---

## III.1 Cour de cassation

### Concepts

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour de cassation.

**Annulation et renvoi** : Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt ou le jugement cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

**Arrêt avant dire droit** : Décision prise par la cour, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

**Autre décision** : Décision autre que avant dire droit, cassation, annulation, annulation et renvoi, rejet, irrecevabilité et désistement.

**Cassation** : Anéantissement rétroactif d'une décision de justice par la Cour de cassation pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

**Décision rédigée** : Affaire sur laquelle la Cour a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le président de la formation et du greffier audiencier.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi la Cour de cassation renonce à son instance ou à son action.

**Irrecevabilité** : Décision de la cour sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Juridiction du Premier président** : Procédure d'urgence par laquelle le Premier président de la Cour statue sur certaines questions qui lui sont soumises

**Rejet** : Situation dans laquelle la Cour tranche totalement en défaveur de la partie qui s'est pourvue en cassation.

### Sources statistiques :

*Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.*

### Organisation et compétence de la Cour de cassation

La Cour de cassation, instituée par la loi organique n° 13-2000/ AN du 9 mai 2000, est placée au sommet de la hiérarchie de l'ordre judiciaire. Dotée d'une compétence nationale, elle est chargée de veiller au respect de la règle de droit par les juridictions du fond et de garantir par sa jurisprudence, l'unicité du droit. La Cour de cassation se compose :

- du premier président ;
- des présidents de chambre ;
- des conseillers
- du procureur général ;
- du premier avocat général ;
- d'avocats généraux
- du greffier en chef ;
- des greffiers de chambre.

Elle comprend quatre chambres :

- une chambre civile ;
- une chambre commerciale ;
- une chambre sociale ;
- une chambre criminelle.

Auxquelles, il faut ajouter conformément aux articles 15 et 16 de la loi 013, une chambre mixte et des chambres réunies. En outre, la Cour de cassation comprend un parquet général et un greffe central

Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation

Affaires nouvelles	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>183</b>	<b>158</b>	<b>169</b>	<b>206</b>	<b>236</b>	<b>225</b>	<b>167</b>	<b>231</b>	<b>263</b>	<b>280</b>
Chambre civile	59	56	60	75	82	77	53	64	83	99
Chambre commerciale	23	22	26	37	36	29	29	28	47	50
Chambre sociale	53	46	34	54	57	61	33	49	46	58
Chambre criminelle	27	8	33	15	22	24	30	50	47	47
Chambre mixte et Chambres réunies	0	2	2	1	3	5	0	4	2	0
Juridiction du 1er Président	21	24	14	24	36	29	22	36	38	26

**Nature de la décision rendue**

Ensemble	145	122	102	159	152	138	108	161	184	213
Avant dire droit	11	16	2	2	4	0	1	0	0	1
Cassation	21	14	15	17	13	15	19	14	18	9
<i>dont annulation et renvoi</i>	11	7	10	13	11	8	9	11	17	7
Rejet	21	30	34	46	49	41	17	37	44	55
Incompétence	nd	nd	nd	nd	4	5	10	5	2	4
Irrecevabilité	69	52	27	64	72	58	45	90	81	103
Désistement	3	5	3	14	8	7	5	7	13	12
Autres décisions	20	5	21	16	2	12	21	8	26	29

**Décisions rédigées**

Ensemble	117	100	108	130	125	105	117	106	157	162
----------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation

		moins de 6 mois	6 mois à moins d'un an	1 an à moins 2 ans	2 ans à moins 3 ans	3 ans à moins 4 ans	4 ans à moins 5 ans	5 ans et plus	Total
<b>Ensemble</b>	<b>2016</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>9</b>	<b>108</b>	<b>161</b>
	<b>2017</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>26</b>	<b>45</b>	<b>89</b>	<b>184</b>
	<b>2018</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>29</b>	<b>135</b>	<b>212</b>
Chambre civile	2016	4	0	4	8	3	5	34	58
	2017	2	3	3	4	16	25	47	100
	2018	0	2	1	3	3	16	40	65
Chambre commerciale	2016	0	2	1	2	6	2	18	31
	2017	0	0	1	0	4	3	10	18
	2018	0	0	3	2	2	5	19	31
Chambre sociale	2016	0	0	0	0	3	0	51	54
	2017	0	0	5	2	5	13	22	47
	2018	0	4	4	6	5	4	52	75
Chambre criminelle	2016	7	0	4	0	0	2	4	17
	2017	2	0	2	0	0	4	10	18
	2018	4	1	3	4	1	4	24	41
Chambres mixtes et Chambres réunies	2016	0	0	0	0	0	0	1	1
	2017	0	0	0	0	1	0	0	1
	2018	0	0	0	0	0	0	0	0

Nb : les sources n'ont pas permis de collecter ces données pour l'ensemble des décisions

Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>113</b>	<b>65</b>	<b>133</b>	<b>147</b>	<b>139</b>	<b>115</b>	<b>141</b>	<b>225</b>	<b>347</b>	<b>347</b>
Chambre civile	56	23	57	72	58	61	63	88	131	102
Chambre commerciale	31	13	19	25	29	9	12	32	41	37
Chambre sociale	12	12	38	37	41	38	17	75	119	158
Chambre criminelle	14	16	18	10	10	6	47	29	52	48
Chambres mixtes et Chambres réunies	0	1	1	3	1	1	2	1	4	2

Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>113</b>	<b>76</b>	<b>133</b>	<b>137</b>	<b>128</b>	<b>96</b>	<b>57</b>	<b>179</b>	<b>243</b>	<b>228</b>
Chambre civile	52	28	57	58	43	57	22	87	94	75
Chambre commerciale	19	18	19	19	26	14	12	23	26	33
Chambre sociale	14	11	38	47	47	19	9	57	88	72
Chambre criminelle	23	19	18	10	11	6	13	11	34	44
Chambres mixtes et Chambres réunies	5	0	1	3	1	0	1	1	1	4

## III.2 Cours d'appel

---

### Concepts

**Affaire jugée** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant la Cour d'appel et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée à la Cour d'appel pendant l'année concernée.

**Annulation** : Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction du 1<sup>er</sup> degré par la Cour d'appel pour irrégularité de forme ou de fond, ou d'un recours en révision.

**Arrêt sur le fond** : Décision de la Cour d'appel touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

**Arrêt avant dire droit** : Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour ordonner des mesures d'instruction.

**Arrêt rédigé** : Affaire sur laquelle la Cour d'appel a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

**Autre décision** : Décision autre que : avant dire droit, confirmation, infirmation (reformation, annulation) désistement, irrecevabilité, radiation.

**Confirmation** : Décision par laquelle la Cour d'appel consolide et maintient la décision des premiers juges.

**Contravention** : Infraction à la loi pénale qui est sanctionnée par une amende ou une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 11 jours, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

**Crime** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps supérieur à 5 ans, auxquelles peuvent s'ajouter des peines complémentaires.

**Décisions du Premier Président** : toute décision rendue par le premier président qui relève de sa compétence exclusive. Exemple : ordonnances de référés, ordonnance de contestation d'honoraire et ordonnances rendues en matière de défense à exécution provisoire.

**Délit** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a interjeté appel auprès de la Cour d'appel renonce à son procès.

**Infirmité** : Annulation totale par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

**Irrecevabilité** : Décision de la Cour d'appel sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond soit parce qu'elle ne remplit pas une condition de forme (exemple : appel hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Radiation** : Suspension administrative du cours du procès (de l'instance) à la requête d'une partie ou à l'initiative de la Cour d'Appel pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Réformation** : Infirmation partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort ou d'un arrêt de la même cour ayant fait l'objet de recours en révision.

**Saisine directe** : affaire introduite directement à la Cour d'appel sans être passée par une juridiction de 1<sup>er</sup> degré.

**Sources statistiques** : *Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plunitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.*

Tableau III.5 : Activités des cours d'appel

<b>Affaires nouvelles</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Juridiction d'origine</b>										
TGI/Tribunal de commerce	961	615	542	939	1 190	819	892	862	1 008	1 306
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	-	304	303	295
Tribunal du travail	230	230	281	67	181	319	319	401	522	385
Tribunal d'instance	30	42	37	45	69	31	19	39	21	60
Saisine directe	54	110	30	56	172	38	35	35	361	316
Autres	-	-	-	-	-	-	-	19	30	24
<b>Ensemble</b>	<b>1 275</b>	<b>997</b>	<b>890</b>	<b>1 107</b>	<b>1 612</b>	<b>1 207</b>	<b>1 265</b>	<b>1 660</b>	<b>2 245</b>	<b>2 386</b>
<b>Décisions rendues selon la compétence</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Chambres civile et commerciale	267	365	327	345	398	334	191	389	371	497
Chambre sociale	250	194	178	278	285	339	206	298	433	408
Chambre correctionnelle	128	145	172	273	278	400	207	314	402	634
Autres	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Juridiction du 1 <sup>er</sup> Président	218	240	199	287	272	274	267	353	501	453
<i>Référés</i>	193	221	178	267	244	260	259	333	477	361
<i>Contestations d'honoraire</i>	10	5	7	8	4	6	7	14	24	9
<i>Ordonnances de taxation</i>	14	14	13	6	15	3	0	0	0	0
<i>Sentences arbitrales</i>	1	0	1	6	9	5	1	6	0	0
<i>Contentieux de l'exécution</i>								16	0	69
<i>Autres</i>								2	0	14
<b>Ensemble</b>	<b>863</b>	<b>944</b>	<b>876</b>	<b>1 183</b>	<b>1 233</b>	<b>1 347</b>	<b>871</b>	<b>1 372</b>	<b>1 707</b>	<b>1 992</b>
<b>Nature de la décision rendue</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Avant dire droit	23	22	56	87	115	156	69	46	55	69
Décisions sur le fond	633	744	589	821	826	915	629	1 019	1 123	1 399
<i>Confirmations</i>	444	448	390	554	564	589	401	614	718	829
<i>Infirmations</i>	189	296	199	267	262	326	228	405	405	570
<i>Reformations</i>	121	173	155	175	192	250	177	238	313	423
<i>Annulations</i>	68	45	44	92	70	76	39	167	92	147
<i>Autres</i>	0	78	0	0	0	0	12	0	0	0
Autres décisions	169	174	228	270	273	276	168	285	389	482
<i>Désistement</i>	50	62	83	104	96	64	84	124	157	193
<i>Incompétence</i>	5	0	2	17	10	9	16	14	22	13
<i>Irrecevabilité</i>	42	59	59	89	115	103	53	105	169	139
<i>Autres décisions</i>	77	53	86	77	62	100	31	42	41	137
Radiations	38	4	3	5	19	9	5	22	140	42
<b>Ensemble</b>	<b>863</b>	<b>944</b>	<b>876</b>	<b>1 183</b>	<b>1 233</b>	<b>1 347</b>	<b>871</b>	<b>1 372</b>	<b>1 707</b>	<b>1 992</b>
<b>Décisions rédigées</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>717</b>	<b>588</b>	<b>543</b>	<b>910</b>	<b>983</b>	<b>851</b>	<b>846</b>	<b>1 096</b>	<b>1 153</b>	<b>1 614</b>

## **Organisation et compétence des cours d'appel**

La Cour d'appel est la juridiction de droit commun et de second degré des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux de commerce et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle est compétente en matière criminelle en premier et dernier ressort. Elle comprend six chambres.

**Chambre civile** : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière civile.

**Chambre commerciale** : Chambre compétente pour examiner les appels interjetés contre les décisions rendues en premier ressort par les juridictions de premier degré (tribunaux du commerce, tribunaux de grande instance et tribunaux d'instance) en matière commerciale.

**Chambre sociale** : Chambre compétente pour connaître en appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux du travail.

**Chambre correctionnelle** : Chambre compétente pour statuer en appel sur les affaires jugées en premier ressort par les chambres correctionnelles et par les tribunaux de simple police.

**Chambre d'accusation** : Chambre statuant sur les appels des ordonnances rendues par les juges d'instruction et comme second degré d'instruction en matière criminelle.

**Chambre criminelle** : Chambre ayant la plénitude de juridiction pour juger des individus majeurs renvoyés devant elle par arrêt de mise en accusation.

**Juridiction du Premier Président** : Chambre constituée de mécanismes procéduraux que sont la procédure de référé, la procédure des défenses à exécution provisoire ou ordonnant exécution provisoire, la procédure de contestation d'honoraires, la procédure de conseil d'arbitrage des conflits collectifs de travail.

Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 275</b>	<b>997</b>	<b>890</b>	<b>1 107</b>	<b>1 612</b>	<b>1 207</b>	<b>1 265</b>	<b>1 660</b>	<b>2 245</b>	<b>2 386</b>
Bobo-Dioulasso	425	345	243	349	513	274	414	342	551	664
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	64	122
Ouagadougou	850	652	647	758	1 099	933	851	1 318	1 630	1 600

Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel

	2009	2010*	2011*	2012*	2013*	2014*	2015*	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>961</b>	<b>615</b>	<b>542</b>	<b>939</b>	<b>1 190</b>	<b>819</b>	<b>892</b>	<b>862</b>	<b>1 008</b>	<b>1 306</b>
Bobo-Dioulasso	327	241	158	273	334	200	320	170	353	364
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	64	108
Ouagadougou	634	374	384	666	856	619	572	692	591	834

\*Les données de 2010 à 2015 contiennent les affaires provenant des TC

Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>863</b>	<b>944</b>	<b>876</b>	<b>1 183</b>	<b>1 233</b>	<b>1 235</b>	<b>871</b>	<b>1 372</b>	<b>1 707</b>	<b>1 992</b>
Bobo-Dioulasso	280	292	282	374	282	216	113	290	604	614
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	37	171
Ouagadougou	583	652	594	809	951	1 019	758	1 082	1 066	1 207

Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>633</b>	<b>744</b>	<b>589</b>	<b>821</b>	<b>826</b>	<b>842</b>	<b>629</b>	<b>1 019</b>	<b>1 123</b>	<b>1 399</b>
Bobo-Dioulasso	188	217	188	258	180	169	85	179	382	423
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	20	103
Ouagadougou	445	527	401	563	646	673	544	840	721	873

Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>218</b>	<b>240</b>	<b>199</b>	<b>287</b>	<b>272</b>	<b>274</b>	<b>267</b>	<b>353</b>	<b>501</b>	<b>453</b>
Bobo-Dioulasso	65	97	78	93	70	49	80	106	196	103
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	0	20
Ouagadougou	153	143	121	194	202	225	187	247	305	330

Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>717</b>	<b>588</b>	<b>543</b>	<b>910</b>	<b>983</b>	<b>851</b>	<b>846</b>	<b>1 096</b>	<b>1 153</b>	<b>1 614</b>
Bobo-Dioulasso	221	135	150	202	116	70	169	324	414	527
Fada N'Gourma	-	-	-	-	-	-	-	-	23	148
Ouagadougou	496	453	393	708	867	781	677	772	716	939

Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel

Nature des affaires nouvelles	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Contraventions	2	1	4	4	5	49	2	14	12	11
Délits	181	115	143	226	315	242	392	332	470	772
Crimes	410	255	383	355	314	143	245	146	339	453
<b>Ensemble</b>	<b>593</b>	<b>371</b>	<b>530</b>	<b>585</b>	<b>634</b>	<b>434</b>	<b>639</b>	<b>492</b>	<b>821</b>	<b>1 236</b>

Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>593</b>	<b>371</b>	<b>530</b>	<b>585</b>	<b>634</b>	<b>434</b>	<b>639</b>	<b>492</b>	<b>821</b>	<b>1 236</b>
Tribunal de grande instance	591	370	526	581	629	428	639	491	778	1 196
Tribunal d'instance	2	1	4	4	5	6	0	1	2	0
Tribunal de Commerce									0	0
Autres									41	40

Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>593</b>	<b>371</b>	<b>530</b>	<b>585</b>	<b>634</b>	<b>434</b>	<b>639</b>	<b>719</b>	<b>997</b>	<b>1 236</b>
Bobo-Dioulasso	350	183	228	278	293	79	201	99	184	238
Fada N'Gourma									114	239
Ouagadougou	243	188	302	307	341	355	438	620	699	759

Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>268</b>	<b>83</b>	<b>207</b>	<b>97</b>	<b>233</b>	<b>129</b>	<b>20</b>	<b>161</b>	<b>313</b>	<b>396</b>
Bobo-Dioulasso	47	83	59	59	168	108	0	64	137	114
Fada N'Gourma									20	3
Ouagadougou	221	0	148	38	65	21	20	97	156	279

Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>396</b>	<b>588</b>	<b>642</b>	<b>519</b>	<b>938</b>	<b>434</b>	<b>639</b>	<b>492</b>	<b>759</b>	<b>1 290</b>
Chambres correctionnelles	177	166	240	228	363	293	394	346	445	795
Chambres d'accusation	219	422	402	291	575	141	245	146	314	495

Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>188</b>	<b>260</b>	<b>153</b>	<b>168</b>	<b>205</b>	<b>222</b>	<b>110</b>	<b>399</b>	<b>562</b>	<b>1 274</b>
Avant dire droit	39	50	17	36	35	3	0	2	4	2
Renvoi en chambre criminelle	129	183	126	97	94	129	60	239	270	900
Renvoi en chambre correctionnelle	0	8	6	5	1	1	2	0	113	242
Non-lieu		3	1	3	5	3	3	1	5	44
Autres décisions	20	16	3	27	70	86	45	157	170	86

Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre d'accusation

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>188</b>	<b>260</b>	<b>153</b>	<b>168</b>	<b>205</b>	<b>222</b>	<b>110</b>	<b>399</b>	<b>562</b>	<b>1 274</b>
Bobo-Dioulasso	84	121	72	87	91	175	67	120	269	163
Fada N'Gourma									0	133
Ouagadougou	104	139	81	81	114	47	43	279	293	978

Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>414</b>	<b>201</b>	<b>167</b>	<b>123</b>	<b>99</b>	<b>54</b>	<b>39</b>	<b>52</b>	<b>35</b>	<b>199</b>
Contradictoire	205	72	51	36	37	23	23	17	26	154
Défaut										26
Contumace	184	92	82	82	62	29	16	35	9	0
Autres décisions	25	37	34	5	0	2	0	0	0	19

Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>414</b>	<b>201</b>	<b>167</b>	<b>123</b>	<b>99</b>	<b>54</b>	<b>39</b>	<b>52</b>	<b>35</b>	<b>199</b>
Bobo-Dioulasso	238	120	47	8	99	35	21	52	15	114
Fada N'Gourma									20	25
Ouagadougou	176	81	120	115	0	19	18	0	0	60

Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure

		Moins de 6 mois	6mois à 1 an	1an à moins de 2ans	2ans et plus	Total
<b>Ensemble</b>	<b>2014</b>	<b>237</b>	<b>259</b>	<b>286</b>	<b>109</b>	<b>891</b>
	<b>2015</b>	<b>399</b>	<b>109</b>	<b>55</b>	<b>41</b>	<b>604</b>
	<b>2016</b>	<b>249</b>	<b>288</b>	<b>256</b>	<b>244</b>	<b>1 037</b>
	<b>2017</b>	<b>277</b>	<b>382</b>	<b>417</b>	<b>232</b>	<b>1 308</b>
	<b>2018</b>	<b>382</b>	<b>426</b>	<b>366</b>	<b>186</b>	<b>1360</b>
Civiles	2014	50	67	69	42	228
	2015	114	36	0	3	153
	2016	79	76	77	78	310
	2017	92	63	58	67	280
	2018	102	54	115	50	321
Commerciales	2014	10	26	16	18	70
	2015	28	5	2	3	38
	2016	6	17	34	32	89
	2017	13	45	53	34	145
	2018	19	45	51	43	158
Sociales	2014	12	88	161	17	278
	2015	111	40	36	19	206
	2016	30	83	77	73	263
	2017	54	174	128	61	417
	2018	38	171	155	36	400
Correctionnelles	2014	165	78	40	32	315
	2015	146	28	17	16	207
	2016	134	112	68	61	375
	2017	118	100	178	70	466
	2018	223	156	45	57	481

## III.3 Tribunaux de grande instance

---

### III.3.1 Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

---

#### III.3.1.1 Activités des chambres civiles et commerciales

---

##### **Concepts**

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de grande instance.

**Injonction de payer** : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

**Ordonnance** : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

**Autres ordonnances**: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances suscitées (ordonnances de confiscation douanière, ordonnances d'expulsion, etc.)

**Opposition** : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Référé** : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

##### **Sources statistiques**

*Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.*

Tableau III.22 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance

<b>Affaires nouvelles</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires civiles et commerciales	5153	6494	6747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259
<i>dont divorce</i>	-	-	-	357	125	314	312	400	390	455
Référés	861	1088	693	791	764	795	643	838	727	1004
<b>Ensemble</b>	<b>6014</b>	<b>7582</b>	<b>7440</b>	<b>7629</b>	<b>9 918</b>	<b>10 423</b>	<b>9 857</b>	<b>13 739</b>	<b>14 046</b>	<b>18 718</b>

<b>Nouvelles requêtes d'ordonnances</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Injonctions de payer	491	887	166	261	260	309	463	251	135	193
Saisie des biens	131	858	746	269	520	555	302	113	234	108
Familiales	5 874	7 819	6 210	5 864	8 095	7 528	7 797	7 195	7 707	8015
Etat civil	4 297	6 296	8 521	11 164	10 478	13 974	11 140	13 817	15 982	14341
Autres	1 048	2 293	2 034	3 715	3 524	3 234	2 662	4 442	6 091	3876
<b>Ensemble</b>	<b>11 841</b>	<b>18 153</b>	<b>17 677</b>	<b>21 273</b>	<b>22 877</b>	<b>25 600</b>	<b>22 364</b>	<b>25 818</b>	<b>30 149</b>	<b>26 533</b>

Tableau III.23 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>5 153</b>	<b>6 494</b>	<b>6 747</b>	<b>6 838</b>	<b>9 154</b>	<b>9 628</b>	<b>9 214</b>	<b>12 901</b>	<b>13 319</b>	<b>17 259</b>
Banfora	91	74	141	34	196	212	204	318	174	484
Bobo-Dioulasso	615	1 009	811	904	1 215	1 086	785	1 256	1 266	1313
Bogandé	58	76	64	67	62	68	115	118	93	118
Boromo	0	124	133	134	180	149	177	337	233	308
Dédougou	117	150	151	159	182	208	184	191	206	372
Diapaga	36	117	76	121	79	54	87	76	93	115
Diébougou	-	107	111	215	211	355	299	237	329	625
Djibo	55	113	78	70	88	102	121	191	198	198
Dori	135	175	182	144	158	201	263	223	93	168
Fada N'gourma	95	177	159	220	219	295	503	519	473	550
Gaoua	131	170	134	137	138	203	214	371	305	231
Kaya	205	291	274	260	291	356	309	336	392	632
Kongoussi	95	169	90	81	89	73	98	195	253	407
Koudougou	352	696	523	1 325	1 349	1 091	992	1 072	1 482	2476
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	49	524	608
Léo	116	172	134	153	119	149	99	168	317	550
Manga	222	350	369	315	245	280	323	287	343	684
Nouna	23	74	73	87	87	127	123	127	151	197
Orodara	19	78	66	111	91	72	85	212	135	275
Ouagadougou	2 009	1 082	2 010	1 031	2 735	2 763	2 529	4 160	3 007	3006
Ouahigouya	122	158	172	154	173	205	278	242	405	763
Tenkodogo	261	374	398	493	507	705	634	874	974	1130
Tougan	78	141	145	115	115	154	153	340	729	729
Yako	124	275	215	295	265	345	298	456	504	659
Ziniaré	194	342	238	213	360	375	341	546	640	661

## **Organisation et compétence des tribunaux de grande instance**

Le tribunal de grande instance est la juridiction du premier degré pour les affaires relevant de sa compétence. Il comprend trois chambres.

**Chambre civile** : Chambre qui a compétence générale dans toutes les affaires civiles pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

**Chambre commerciale** : Chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre les commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant du principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

**Chambre correctionnelle** : Formation compétente, en premier ressort, en matière pénale.

Tableau III.24 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>11 837</b>	<b>18 153</b>	<b>17 677</b>	<b>21 273</b>	<b>22 877</b>	<b>25 602</b>	<b>22 364</b>	<b>25 818</b>	<b>30 149</b>	<b>26 533</b>
Banfora	296	516	434	508	733	624	1 079	1 510	845	1674
Bobo-Dioulasso	1 740	2 004	1 911	2 204	2 199	2 381	2 526	3 368	2 922	3209
Bogandé	112	138	212	183	303	215	241	239	215	352
Boromo	262	337	478	390	324	314	311	515	1 174	1151
Dédougou	410	429	462	511	712	672	602	712	1 082	803
Diapaga	172	200	217	145	233	152	155	118	214	348
Diébougou	-	299	230	589	438	239	510	374	809	693
Djibo	44	64	53	145	205	217	266	119	167	167
Dori	140	139	230	183	311	116	95	97	96	191
Fada N'gourma	539	303	479	661	701	807	454	393	547	539
Gaoua	454	330	401	484	238	442	694	407	433	979
Kaya	385	319	500	612	367	316	432	1 293	1 197	905
Kongoussi	182	211	221	256	328	307	378	256	255	382
Koudougou	707	570	1 227	1 845	521	2 145	1340	1 295	1 514	1220
Koupéla								75	577	674
Léo	215	107	96	266	383	570	401	688	965	1273
Manga	246	250	626	285	330	801	943	716	677	616
Nouna	71	140	163	192	191	188	212	194	138	182
Orodara	62	101	202	254	159	204	273	296	524	385
Ouagadougou	3 212	9 225	7 011	8 383	11 902	11 473	8 060	8 951	12 303	7706
Ouahigouya	548	494	472	910	513	867	1 266	1 465	656	949
Tenkodogo	1055	876	794	1 225	325	1 215	847	944	1 156	751
Tougan	376	371	479	250	497	671	517	689	586	415
Yako	193	467	423	508	295	319	449	527	487	490
Ziniaré	416	263	356	284	669	347	313	577	610	479

Tableau III.25 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>491</b>	<b>887</b>	<b>166</b>	<b>261</b>	<b>260</b>	<b>351</b>	<b>463</b>	<b>251</b>	<b>135</b>	<b>193</b>
Banfora	14	5	2	38	4	19	14	5	0	9
Bobo-Dioulasso	141	241	25	33	34	70	19	0	18	8
Bogandé	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0
Boromo	8	1	6	23	33	19	0	10	1	0
Dédougou	2	12	4	5	5	0	2	4	1	1
Diapaga	1	0	0	0	0	0	6	2	0	0
Diébougou	-	1	2	0	0	0	1	3	0	0
Djibo	3	1	2	2	1	15	0	0	11	11
Dori	25	23	0	1	2	9	14	13	0	5
Fada N'gourma	3	2	0	0	0	0	1	0	1	3
Gaoua	1	1	0	1	1	2	0	2	1	1
Kaya	4	29	9	7	9	2	0	0	0	1
Kongoussi	1	2	0	3	8	0	0	2	6	2
Koudougou	11	23	7	3	2	45	18	39	13	23
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	0	6
Léo	1	0	0	0	1	0	4	0	1	5
Manga	0	13	12	2	2	1	11	0	0	0
Nouna	0	3	0	0	0	0	0	1	0	0
Orodara	2	13	1	0	0	3	16	5	8	0
Ouagadougou	248	491	87	125	138	147	344	138	71	106
Ouahigouya	15	10	8	12	15	10	7	17	3	11
Tenkodogo	10	13	0	0	2	3	1	4	0	0
Tougan	0	0	1	1	1	5	2	0	0	0
Yako	0	1	0	2	0	0	2	0	0	0
Ziniaré	1	0	0	3	2	1	0	5	0	1

## Concepts

**Acceptation:** Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche en sa faveur.

**Affaire jugée :** Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Décision rédigée :** Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

**Décision rendue :** Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Décision sur le fond :** Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Désistement :** Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

**Incompétence :** Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

**Irrecevabilité :** Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Jugement avant dire droit :** Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

**Jugement rédigé :** Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

**Jugement sur le fond :** Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Opposition :** Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Rejet :** Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Référé :** Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

**Radiation :** Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Type de décisions :** En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

**Contradictoire :** Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Réputé contradictoire :** Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

**Défaut :** Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

Tableau III.26 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance

Décisions rendues	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires civiles	4179	4968	5715	5 713	7 852	8 287	7 027	10 062	11 448	15 137
<i>dont divorce</i>	-	-	-	312	315	339	248	400	324	416
Affaires commerciales	388	252	26	5	17	6	9	20	22	35
Référés	684	774	609	631	706	622	517	736	718	880
<b>Ensemble</b>	<b>5 251</b>	<b>5 994</b>	<b>6 350</b>	<b>6 349</b>	<b>8 575</b>	<b>8 915</b>	<b>7 553</b>	<b>10 818</b>	<b>12 188</b>	<b>16 052</b>

Ordonnances rendues	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Injonctions de payer	434	573	65	157	232	240	202	65	82	62
Saisie des biens	120	460	338	306	339	261	294	48	46	64
Familiales	5 507	6 376	5 144	6 298	5 218	5 499	5 314	5 592	5 090	5 090
Etat civil	2 682	2 794	3 194	3 664	3 946	6 051	5 161	8 360	9 789	11 911
Autres	1 041	1 914	2 330	1 645	1 019	1 197	2 498	7 012	3 900	2105
<b>Ensemble</b>	<b>9 784</b>	<b>12 117</b>	<b>11 071</b>	<b>12 070</b>	<b>10 754</b>	<b>13 248</b>	<b>13 469</b>	<b>21 077</b>	<b>18 907</b>	19 232

**Nature de la décision rendue (hors injonctions de payer et ordonnances)**

Ensemble	5 314	6 108	6 608	6 351	8 575	8 915	7 553	11 498	12 816	16 690
Avant dire droit	101	96	86	65	75	126	111	97	103	85
Décisions sur le fond	4 751	5 499	5 917	5 618	7 459	8 141	7 029	10 333	11 628	15 498
<i>Acceptation</i>	4 239	5 082	5 620	5 273	6 938	7 724	6 669	9 736	11 050	14 862
<i>Rejet</i>	512	417	297	345	521	418	360	597	578	636
Autres décisions	462	513	605	668	1041	648	302	377	457	469
<i>Incompétence</i>	231	156	179	187	231	166	157	214	187	240
<i>Irrecevabilité</i>	113	138	96	93	76	98	88	84	149	115
<i>Désistement</i>	55	108	72	64	51	79	57	79	121	114
Radiations	63	111	258	324	683	305	111	691	628	638

**Opposition aux décisions rendues**

Affaires civiles	ND	9	14	2	12	13	11	17	4	2
Affaires commerciales	ND	36	0	0	1	0	0	0	1	0
<b>Ensemble</b>	<b>ND</b>	<b>45</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>17</b>	<b>5</b>	<b>2</b>

Type de décisions*	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Contradictoire	5 120	5 725	6 245	5 919	7 692	8 310	7 214	10 634	11 923	15 723
Réputé contradictoire	72	220	39	45	55	80	47	100	106	99
Par défaut	59	49	66	61	145	220	181	84	159	230
<b>Ensemble</b>	<b>5 251</b>	<b>5 994</b>	<b>6 350</b>	<b>6 025</b>	<b>7 892</b>	<b>8 610</b>	<b>7 442</b>	<b>10 818</b>	<b>12 188</b>	<b>16 052</b>

**Décisions rédigées (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)**

<b>Ensemble</b>	<b>3 644</b>	<b>5 328</b>	<b>5 891</b>	<b>5 517</b>	<b>5 540</b>	<b>6 248</b>	<b>6 498</b>	<b>8 345</b>	<b>11 274</b>	<b>15 281</b>
-----------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	---------------	---------------

\* A partir de 2008, les jonctions ont été retirées des décisions et les types de décisions ne prennent pas en compte les radiations.

**Tableau III.27 :** Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>5 213</b>	<b>6 012</b>	<b>6 521</b>	<b>6 286</b>	<b>8 500</b>	<b>8 789</b>	<b>7 442</b>	<b>11 347</b>	<b>12 713</b>	<b>16 605</b>
Banfora	129	140	131	126	205	200	211	279	236	570
Bobo-Dioulasso	697	1 006	812	941	1 072	1 044	540	1 210	1 233	1322
Bogandé	63	79	58	71	60	66	106	120	80	107
Boromo	65	125	117	112	175	149	156	298	223	303
Dédougou	97	131	143	154	176	173	139	200	165	309
Diapaga	30	95	77	110	67	41	72	68	84	98
Diébougou	-	77	115	165	170	205	172	311	347	600
Djibo	34	122	84	64	78	90	116	191	198	198
Dori	107	138	147	128	122	165	145	144	131	134
Fada N'gourma	103	170	142	194	184	233	373	451	400	460
Gaoua	113	179	141	136	145	204	224	354	282	209
Kaya	194	264	265	267	299	352	306	313	366	579
Kongoussi	85	172	83	71	83	74	67	205	236	353
Koudougou	301	466	680	1115	1287	1 140	703	993	1 416	2212
Koupéla								38	445	567
Léo	109	167	126	168	95	124	78	142	305	546
Manga	189	274	247	275	285	258	325	286	328	667
Nouna	15	71	74	68	71	133	88	112	130	167
Orodara	16	58	64	91	99	56	69	160	113	309
Ouagadougou	2109	1264	1976	927	2610	2 567	2098	3 385	3 064	3273
Ouahigouya	119	12	140	162	152	219	264	209	356	658
Tenkodogo	251	319	288	420	470	500	488	599	812	917
Tougan	76	140	122	79	82	119	125	346	748	767
Yako	125	235	231	256	236	322	279	442	427	643
Ziniaré	186	308	258	186	277	355	298	491	588	637

**Tableau III.28 :** Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 751</b>	<b>5 499</b>	<b>5 916</b>	<b>5 618</b>	<b>7 459</b>	<b>8 378</b>	<b>7 014</b>	<b>9 890</b>	<b>12 085</b>	<b>15 967</b>
Banfora	117	134	128	120	198	177	203	260	236	466
Bobo-Dioulasso	620	910	631	826	1 000	1 206	487	1 065	1 103	1175
Bogandé	62	79	57	70	59	65	106	118	80	107
Boromo	59	123	113	102	173	147	153	265	210	291
Dédougou	89	127	135	141	173	171	137	166	165	309
Diapaga	29	92	70	89	67	41	67	66	84	98
Diébougou	-	77	112	158	167	198	166	221	325	598
Djibo	33	121	84	63	78	90	112	183	198	198
Dori	106	131	145	126	117	155	139	139	131	134
Fada N'gourma	102	164	136	190	179	227	352	446	382	460
Gaoua	112	178	122	135	141	200	221	346	259	190
Kaya	188	261	265	252	293	332	297	294	365	578
Kongoussi	80	171	82	67	79	70	64	193	236	353
Koudougou	282	426	511	890	791	869	640	895	1 314	2144
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	38	421	567
Léo	101	155	112	149	89	123	75	125	297	525
Manga	181	260	229	261	282	257	316	283	309	593
Nouna	15	64	67	65	65	127	84	111	130	167
Orodara	15	57	56	85	91	45	63	150	95	309
Ouagadougou	1839	992	1860	822	2314	2 435	1982	2963	2 858	3144
Ouahigouya	111	10	133	154	152	213	240	206	356	637
Tenkodogo	224	288	273	344	382	475	447	590	812	877
Tougan	76	139	122	76	80	107	125	334	748	767
Yako	124	233	219	253	228	316	269	433	427	643
Ziniaré	186	307	254	180	261	332	269	443	544	637

**Tableau III.29 :** Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>3 644</b>	<b>5 416</b>	<b>5 891</b>	<b>5 517</b>	<b>5 304</b>	<b>7 437</b>	<b>6 498</b>	<b>9 217</b>	<b>11 274</b>	<b>15 281</b>
Banfora	136	146	135	84	103	197	171	247	202	571
Bobo-Dioulasso	620	649	702	928	978	956	449	903	955	1246
Bogandé	63	79	54	71	61	65	107	96	80	109
Boromo	0	117	107	88	165	142	151	259	210	292
Dédougou	80	103	143	141	163	157	139	162	153	331
Diapaga	30	81	70	110	67	40	70	66	77	90
Diébougou	-	72	114	165	107	89	150	169	318	588
Djibo	34	115	90	66	71	85	104	186	184	184
Dori	107	123	133	115	0	119	118	122	111	99
Fada N'gourma	91	152	114	171	142	130	303	448	395	417
Gaoua	113	69	138	107	147	202	170	334	236	191
Kaya	134	204	255	231	212	303	234	224	339	539
Kongoussi	76	161	58	62	78	70	63	176	236	351
Koudougou	273	438	531	839	839	833	606	870	1 029	1869
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	38	420	550
Léo	106	163	113	153	94	122	70	132	288	546
Manga	56	242	281	275	248	210	280	282	291	563
Nouna	15	71	74	73	68	133	84	113	128	224
Orodara	16	65	66	90	84	52	65	222	113	312
Ouagadougou	979	1686	1746	770	655	2 262	1811	2147	2 704	2710
Ouahigouya	121	nd	149	145	142	204	267	164	345	650
Tenkodogo	208	213	237	306	300	486	423	604	804	858
Tougan	76	145	122	71	81	71	105	337	743	770
Yako	125	nd	221	272	232	276	260	427	408	644
Ziniaré	185	322	238	184	267	233	298	489	505	577

**Tableau III.30 :** Ordonnances rendues par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>9 784</b>	<b>12 117</b>	<b>11 071</b>	<b>12 070</b>	<b>10 754</b>	<b>13 248</b>	<b>13 469</b>	<b>21 077</b>	<b>18 907</b>	<b>19 232</b>
Banfora	296	467	505	469	626	595	662	884	845	888
Bobo-Dioulasso	1 699	3 276	2 357	1 738	1 420	2 143	841	1 763	2 510	2207
Bogandé	82	180	124	106	204	136	203	175	175	244
Boromo	162	204	397	242	277	235	254	467	723	968
Dédougou	410	369	298	421	0	538	367	638	783	803
Diapaga	165	152	132	116	52	48	77	113	168	200
Diébougou	-	140	189	253	194	239	267	275	324	602
Djibo	23	45	46	74	76	75	104	95	103	103
Dori	180	76	91	121	130	89	95	76	67	117
Fada N'gourma	321	214	300	383	336	367	326	271	370	389
Gaoua	342	305	202	175	226	241	307	401	433	536
Kaya	279	339	217	316	334	292	373	578	800	905
Kongoussi	153	189	194	236	260	299	246	215	246	260
Koudougou	440	502	452	362	400	501	710	659	711	1105
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	43	411	547
Léo	47	113	96	109	285	354	252	543	513	902
Manga	158	195	265	280	344	349	572	715	677	616
Nouna	69	108	136	164	121	94	98	104	138	175
Orodara	47	89	163	90	61	125	159	292	307	385
Ouagadougou	3 212	3 912	3 531	4 967	3 821	4 290	5 252	10 607	6 275	5036
Ouahigouya	454	365	545	571	573	656	567	587	652	510
Tenkodogo	569	414	269	336	325	468	593	266	598	526
Tougan	376	240	279	200	254	518	534	567	420	379
Yako	134	59	124	135	169	185	194	260	324	350
Ziniaré	166	164	159	206	266	411	416	483	334	479

## **Concept**

**Durée de traitement des affaires** : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de grande instance.

## **Sources statistiques**

*Registres des parquets, rôles généraux, plumitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plumitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.*

**Tableau III.31 :** Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins d'1 an	1 à moins de 2 ans	2 à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
Affaires civiles	2013	4 639	1 027	414	469	372	141	29	17	<b>7 108</b>
	2014	3 409	1 119	273	296	284	154	28	56	<b>5 619</b>
	2015	1 833	524	3 531	434	279	160	38	27	<b>6 826</b>
	2016	6 434	1 637	465	611	429	289	70	44	<b>9 979</b>
	2017	8 213	1 474	472	401	442	193	96	54	<b>11 345</b>
	2018	11 778	1 279	696	478	452	242	58	79	<b>15 062</b>
Affaires commerciales	2013	8	3	0	3	1	0	0	1	<b>16</b>
	2014	2	1	0	1	1	1	0	0	<b>6</b>
	2015	0	0	2	2	1	3	1	0	<b>9</b>
	2016	0	1	4	3	3	0	1	0	<b>12</b>
	2017	9	4	1	5	2	0	1	0	<b>22</b>
	2018	8	7	11	2	3	2	0	0	<b>33</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2013</b>	<b>4 647</b>	<b>1 030</b>	<b>414</b>	<b>472</b>	<b>373</b>	<b>141</b>	<b>29</b>	<b>18</b>	<b>7 124</b>
	<b>2014</b>	<b>3 411</b>	<b>1 120</b>	<b>273</b>	<b>297</b>	<b>285</b>	<b>155</b>	<b>28</b>	<b>56</b>	<b>5 625</b>
	<b>2015</b>	<b>1 833</b>	<b>524</b>	<b>3 533</b>	<b>436</b>	<b>280</b>	<b>163</b>	<b>39</b>	<b>27</b>	<b>6 835</b>
	<b>2016</b>	<b>6 434</b>	<b>1 638</b>	<b>469</b>	<b>614</b>	<b>432</b>	<b>289</b>	<b>71</b>	<b>44</b>	<b>9 991</b>
	<b>2017</b>	<b>8 222</b>	<b>1 478</b>	<b>473</b>	<b>406</b>	<b>444</b>	<b>193</b>	<b>97</b>	<b>54</b>	<b>11 367</b>
	<b>2018</b>	<b>11 786</b>	<b>1 286</b>	<b>707</b>	<b>480</b>	<b>455</b>	<b>244</b>	<b>58</b>	<b>79</b>	<b>15 095</b>

**Tableau III.32 :** Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins d' 1 mois			1 à moins de 2 mois			2 à moins de 3 mois			3 à moins de 6 mois		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 434</b>	<b>8 222</b>	<b>11 786</b>	<b>1 637</b>	<b>1 478</b>	<b>1 286</b>	<b>465</b>	<b>473</b>	<b>707</b>	<b>611</b>	<b>406</b>	<b>480</b>
Banfora	202	357	403	14	12	8	1	16	16	12	8	4
Bobo-Dioulasso	260	70	320	335	298	241	95	61	213	175	80	129
Bogandé	93	171	90	9	2	6	5	2	3	6	5	3
Boromo	203	134	257	32	7	15	12	4	6	1	14	1
Dédougou	120	55	253	26	8	12	2	2	0	3	7	10
Diapaga	51	257	76	3	17	5	4	2	1	1	6	5
Diébougou	158	182	573	25	30	6	5	13	2	9	13	4
Djibo	150	79	182	15	6	6	2	5	5	5	2	2
Dori	71	374	57	24	26	28	9	16	6	13	2	15
Fada	273	211	392	80	4	19	28	2	5	32	0	12
Gaoua	300	317	127	24	28	27	8	3	7	4	4	4
Kaya	219	202	481	23	18	49	14	8	12	14	3	9
Kongoussi	195	1 066	324	0	21	12	0	2	4	0	3	1
Koudougou	660	302	1 542	75	84	393	31	41	79	62	30	32
Koupéla	37	236	548	1	98	4	0	0	5	0	8	0
Léo	102	205	487	13	34	1	5	11	0	7	12	1
Manga	235	106	547	18	54	18	8	19	6	8	21	11
Nouna	66	70	102	13	16	14	8	2	2	5	2	6
Orodara	117	1 381	215	11	6	31	11	3	17	3	3	12
Ouagadougou	1 680	337	1 954	336	485	198	137	103	81	197	93	122
Ouahigouya	171	450	609	12	3	0	4	2	1	5	3	0
Tenkodogo	504	665	469	11	116	40	4	116	201	2	44	59
Tougan	0	377	677	319	45	51	0	18	8	0	12	8
Yako	356	462	557	52	20	54	9	7	13	14	18	12
Ziniaré	211	156	544	166	40	48	63	15	14	33	13	18

**Tableau III.33 :** Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite)

	De 6 mois à moins d'un an			De 1 an à moins de 2 ans			De 2 ans à moins de 3 ans			3 ans et plus		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>429</b>	<b>444</b>	<b>455</b>	<b>289</b>	<b>193</b>	<b>244</b>	<b>70</b>	<b>97</b>	<b>58</b>	<b>44</b>	<b>54</b>	<b>79</b>
Banfora	23	19	11	7	8	2	4	1	0	3	0	0
Bobo-Dioulasso	91	108	67	49	47	38	8	8	8	3	8	4
Bogandé	4	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boromo	2	8	4	1	1	2	0	0	2	0	0	0
Dédougou	6	7	7	2	4	8	3	0	0	0	0	1
Diapaga	2	3	2	4	1	4	2	0	1	1	0	3
Diébougou	12	6	4	6	1	1	2	0	0	1	1	0
Djibo	9	2	2	5	0	0	0	0	0	0	1	1
Dori	9	2	16	9	0	5	1	0	2	0	0	0
Fada	30	0	7	4	0	2	1	0	1	0	0	1
Gaoua	10	2	4	0	3	4	0	1	0	0	0	1
Kaya	16	7	5	3	3	4	1	1	1	0	0	0
Kongoussi	0	2	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Koudougou	28	30	31	26	11	15	3	7	0	1	2	9
Koupéla	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Léo	2	1	14	0	1	3	0	0	1	0	0	0
Manga	4	3	2	1	2	4	3	0	0	1	2	0
Nouna	10	2	16	7	0	11	0	0	10	0	0	4
Orodara	5	1	14	2	7	10	0	2	4	3	0	6
Ouagadougou	130	192	131	103	87	112	29	62	26	27	36	48
Ouahigouya	5	0	0	7	0	0	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	1	30	91	45	14	9	7	13	1	0	3	1
Tougan	8	5	10	8	0	5	2	0	1	3	0	0
Yako	10	4	4	0	0	1	0	0	0	1	0	0
Ziniaré	12	7	7	0	3	4	3	1	0	0	1	0

## **Concepts**

**Grosse** : Nom donné à la copie d'une décision de justice ou d'un acte notarié comportant la formule exécutoire. Elle est apposée par le greffier de la juridiction qui a rendu la décision ou par le notaire qui a dressé l'acte contenant une reconnaissance de dette.

## **Sources statistiques**

*Registres des parquets, rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance, minutes des décisions.*

### III.3.1.2 Activités civiles des parquets

---

#### **Concepts**

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

**Conclusion rendue** : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

**Etat d'une personne** : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

**Liquidation** : Décision collective des associés qui s'entendent pour mettre fin à leur entreprise commune. La liquidation peut être judiciaire si, à défaut d'accord de tous les associés, un ou plusieurs d'entre eux saisissent le tribunal de grande instance ou le tribunal de commerce pour que soit ordonnée la liquidation et le partage de l'actif net. La liquidation peut aussi être ordonnée en justice comme conséquence du prononcé de la nullité d'une société.

**Procédure collective** : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

**Rectification matérielle** : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

**Redressement** : Procédure collective qui permet à une entreprise qui ne se trouve plus en mesure de faire face à ses dettes exigibles (on dit qu'elle se trouve en "cessation des paiements") de poursuivre son activité et surtout de maintenir l'emploi et d'apurer son passif.

#### **Sources statistiques**

*Registres du courrier arrivé et du courrier départ des parquets des tribunaux de grande instance.*

**Tableau III.34 :** Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
Rectifications matérielles	4 976	5 273	6 253	6 372	5 657	4 828	5 511	6 396
Etat des personnes	3 656	3 683	2 488	4 774	3 071	3 841	2 294	4 402
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	3 421	3 522	2 229	4 084	2 964	3 716	2 133	3 686
<i>Adoptions</i>	102	104	199	409	98	88	123	469
<i>Naturalisations</i>	133	57	60	281	9	37	38	247
Procédures collectives	0	2	0	5	0	0	0	5
<i>Redressements</i>	0	0	0	3	0	0	0	0
<i>Liquidations</i>	0	2	0	2	0	0	0	5
Autres	345	564	550	1566	323	527	478	1298
<b>Ensemble</b>	<b>8 977</b>	<b>9 522</b>	<b>9 291</b>	<b>12 717</b>	<b>9 051</b>	<b>9 196</b>	<b>8 283</b>	<b>12 101</b>

**Tableau III.35 :** Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>8 977</b>	<b>9 522</b>	<b>9291</b>	<b>12717</b>	<b>9 051</b>	<b>9 196</b>	<b>8 283</b>	<b>12101</b>
Banfora	312	326	15	39	311	326	0	38
Bobo-Dioulasso	617	362	411	901	509	214	409	715
Bogandé	253	272	305	610	248	272	304	610
Boromo	291	726	643	345	280	681	612	477
Dédougou	451	564	343	397	451	563	343	397
Diapaga	70	154	129	208	72	155	148	198
Diébougou	148	95	48	99	111	59	35	82
Djibo	28	68	73	73	28	68	73	73
Dori	100	128	103	43	100	128	103	43
Fada N'gourma	58	65	107	442	56	88	98	442
Gaoua	323	132	151	241	336	132	150	241
Kaya	376	416	854	1351	376	416	852	1351
Kongoussi	209	51	71	46	209	51	67	40
Koudougou	707	250	370	469	509	338	260	452
Koupéla	-	33	80	104	-	33	11	104
Léo	188	218	245	274	188	218	245	274
Manga	938	610	447	1245	847	649	464	1275
Nouna	148	131	214	126	143	131	214	125
Orodara	70	291	263	458	43	331	83	356
Ouagadougou	1 464	1 565	1 832	2 670	1 200	1 270	1 594	2 240
Ouahigouya	948	951	590	106	948	951	464	98
Tenkodogo	0	457	425	531	816	453	304	531
Tougan	833	938	560	793	837	1 004	498	793
Yako	254	412	595	242	236	390	582	242
Ziniaré	191	307	417	904	197	275	370	904

## **Concepts**

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

**Conclusion rendue** : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

**Etat d'une personne** : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

**Procédure collective** : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

**Rectification matérielle** : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III.36 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	5	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>5 273</b>	<b>6 253</b>	<b>6 372</b>	<b>5 273</b>	<b>6 253</b>	<b>4 774</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>564</b>	<b>550</b>	<b>1 566</b>
Banfora	52	15	32	52	15	7	0	0	2	4	0	0
Bobo-Dioulasso	314	381	0	314	381	899	2	0	0	1	0	0
Bogandé	100	169	275	100	169	331	0	0	0	3	2	4
Boromo	445	377	345	445	377	0	0	0	0	6	0	0
Dédougou	224	337	0	224	337	395	0	0	0	0	0	2
Diapaga	153	56	131	153	56	77	0	0	0	0	0	0
Diébougou	38	37	87	38	37	5	0	0	0	2	0	7
Djibo	44	73	73	44	73	0	0	0	0	0	0	0
Dori	61	59	34	61	59	9	0	0	0	1	2	0
Fada N'gourma	56	96	391	56	96	51	0	0	0	0	0	0
Gaoua	99	137	0	99	137	241	0	0	0	1	3	0
Kaya	258	486	732	258	486	615	0	0	0	0	0	4
Kongoussi	51	69	46	51	69	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	132	244	253	132	244	178	0	0	0	0	49	38
Koupéla	18	75	55	18	75	44	0	0	0	0	0	5
Léo	172	162	249	172	162	16	0	0	0	1	6	9
Manga	0	389	851	0	389	385	0	0	0	8	5	9
Nouna	25	16	24	25	16	97	0	0	0	3	3	5
Orodara	88	103	0	88	103	453	0	0	3	0	3	5
Ouagadougou	1 055	1 207	896	1 055	1 207	417	0	0	0	309	334	1 354
Ouahigouya	779	538	86	779	538	13	0	0	0	165	50	7
Tenkodogo	454	420	516	454	420	15	0	0	0	0	0	0
Tougan	386	336	454	386	336	302	0	0	0	7	45	37
Yako	192	191	240	192	191	2	0	0	0	11	7	0
Ziniaré	77	280	602	77	280	222	0	0	5	42	41	80

Tableau III.37 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 828</b>	<b>5 511</b>	<b>6 396</b>	<b>3 841</b>	<b>2 294</b>	<b>4 402</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>527</b>	<b>478</b>	<b>1 298</b>
Banfora	52	0	32	270	0	6	0	0	0	4	0	0
Bobo-Dioulasso	212	379	0	2	30	710	0	0	3	0	0	2
Bogandé	100	168	275	169	134	331	0	0	0	3	2	4
Boromo	435	414	477	242	198	0	0	0	0	4	0	0
Dédougou	224	337	0	339	6	395	0	0	0	0	0	2
Diapaga	154	75	121	1	73	77	0	0	0	0	0	0
Diébougou	19	22	71	39	13	5	0	0	0	1	0	6
Djibo	44	73	73	24	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	61	59	34	66	42	9	0	0	0	1	2	0
Fada	79	93	391	9	5	51	0	0	0	0	0	0
Gaoua	99	137	0	32	11	241	0	0	0	1	2	0
Kaya	258	486	732	158	366	615	0	0	0	0	0	4
Kongoussi	51	65	40	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	93	60	238	241	183	193	0	0	0	4	17	21
Koupéla	18	11	55	15	0	44	0	0	0	0	0	5
Léo	172	162	249	45	77	16	0	0	0	1	6	9
Manga	0	396	896	641	61	371	0	0	0	8	7	8
Nouna	25	16	24	103	195	96	0	0	0	3	3	5
Orodara	94	79	0	237	4	356	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	760	1049	790	201	241	337	0	0	2	309	304	1 111
Ouahigouya	779	415	86	7	0	8	0	0	0	165	49	4
Tenkodogo	450	300	516	3	4	15	0	0	0	0	0	0
Tougan	380	274	454	617	179	302	0	0	0	7	45	37
Yako	192	189	240	193	386	2	0	0	0	5	7	0
Ziniaré	77	252	602	187	84	222	0	0	0	11	34	80

Tableau III.38 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
Rectifications matérielles	4 976	5 273	6 253	6 372	5 657	4 828	5 511	6 396
Etat des personnes	3 656	3 683	2 488	4 774	3 071	3 841	2 294	4 402
<i>Rectifications, modifications et ajouts de nom</i>	<i>3 421</i>	<i>3 522</i>	<i>2 229</i>	<i>4 084</i>	<i>2 964</i>	<i>3 716</i>	<i>2 133</i>	<i>3 686</i>
<i>Adoptions</i>	<i>102</i>	<i>104</i>	<i>199</i>	<i>409</i>	<i>98</i>	<i>88</i>	<i>123</i>	<i>469</i>
<i>Naturalisations</i>	<i>133</i>	<i>57</i>	<i>60</i>	<i>281</i>	<i>9</i>	<i>37</i>	<i>38</i>	<i>247</i>
Procédures collectives	0	2	0	5	0	0	0	5
<i>Redressements</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Liquidations</i>	<i>0</i>	<i>2</i>	<i>0</i>	<i>2</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>5</i>
Autres	345	564	550	1566	323	527	478	1298
<b>Ensemble</b>	<b>8 977</b>	<b>9 522</b>	<b>9 291</b>	<b>12 717</b>	<b>9 051</b>	<b>9 196</b>	<b>8 283</b>	<b>12 101</b>

Tableau III.39 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil

	Affaires nouvelles				Conclusions rendues			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>8 977</b>	<b>9 522</b>	<b>9291</b>	<b>12717</b>	<b>9 051</b>	<b>9 196</b>	<b>8 283</b>	<b>12101</b>
Banfora	312	326	15	39	311	326	0	38
Bobo-Dioulasso	617	362	411	901	509	214	409	715
Bogandé	253	272	305	610	248	272	304	610
Boromo	291	726	643	345	280	681	612	477
Dédougou	451	564	343	397	451	563	343	397
Diapaga	70	154	129	208	72	155	148	198
Diébougou	148	95	48	99	111	59	35	82
Djibo	28	68	73	73	28	68	73	73
Dori	100	128	103	43	100	128	103	43
Fada N'gourma	58	65	107	442	56	88	98	442
Gaoua	323	132	151	241	336	132	150	241
Kaya	376	416	854	1351	376	416	852	1351
Kongoussi	209	51	71	46	209	51	67	40
Koudougou	707	250	370	469	509	338	260	452
Koupéla	-	33	80	104	-	33	11	104
Léo	188	218	245	274	188	218	245	274
Manga	938	610	447	1245	847	649	464	1275
Nouna	148	131	214	126	143	131	214	125
Orodara	70	291	263	458	43	331	83	356
Ouagadougou	1 464	1 565	1 832	2 670	1 200	1 270	1 594	2 240
Ouahigouya	948	951	590	106	948	951	464	98
Tenkodogo	0	457	425	531	816	453	304	531
Tougan	833	938	560	793	837	1 004	498	793
Yako	254	412	595	242	236	390	582	242
Ziniaré	191	307	417	904	197	275	370	904

## **Concepts**

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au parquet.

**Conclusion rendue** : Décision donnée par le parquet pour donner suite à une requête ou une demande. Elle peut être tout simplement un acte délivré.

**Etat d'une personne** : Ensemble des règles qui définissent la personnalité juridique d'une personne physique et qui l'individualisent par rapport à sa famille et aux autres personnes. L'état d'une personne comprend principalement ses prénoms et nom de famille, son lieu et sa date de naissance, sa filiation, sa capacité civile, son domicile, sa situation matrimoniale (célibataire, marié, divorcé).

**Procédure collective** : Procédure communiquée au parquet dans le cas où une entreprise est en état de cessation de paiements. L'entreprise en difficulté fera l'objet d'un redressement judiciaire si le tribunal qui statue sur son sort estime qu'il existe une possibilité de redressement, sinon, elle sera immédiatement mise en liquidation des biens.

**Rectification matérielle** : Mention modifiant, ajoutant ou annulant un élément rédactionnel d'un acte juridique, ou du texte de la minute d'une décision judiciaire entachée d'erreur matérielle.

Tableau III.40 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>5 273</b>	<b>6 253</b>	<b>6 372</b>	<b>5 273</b>	<b>6 253</b>	<b>4 774</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>564</b>	<b>550</b>	<b>1 566</b>
Banfora	52	15	32	52	15	7	0	0	2	4	0	0
Bobo-Dioulasso	314	381	0	314	381	899	2	0	0	1	0	0
Bogandé	100	169	275	100	169	331	0	0	0	3	2	4
Boromo	445	377	345	445	377	0	0	0	0	6	0	0
Dédougou	224	337	0	224	337	395	0	0	0	0	0	2
Diapaga	153	56	131	153	56	77	0	0	0	0	0	0
Diébougou	38	37	87	38	37	5	0	0	0	2	0	7
Djibo	44	73	73	44	73	0	0	0	0	0	0	0
Dori	61	59	34	61	59	9	0	0	0	1	2	0
Fada N'gourma	56	96	391	56	96	51	0	0	0	0	0	0
Gaoua	99	137	0	99	137	241	0	0	0	1	3	0
Kaya	258	486	732	258	486	615	0	0	0	0	0	4
Kongoussi	51	69	46	51	69	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	132	244	253	132	244	178	0	0	0	0	49	38
Koupéla	18	75	55	18	75	44	0	0	0	0	0	5
Léo	172	162	249	172	162	16	0	0	0	1	6	9
Manga	0	389	851	0	389	385	0	0	0	8	5	9
Nouna	25	16	24	25	16	97	0	0	0	3	3	5
Orodara	88	103	0	88	103	453	0	0	3	0	3	5
Ouagadougou	1 055	1 207	896	1 055	1 207	417	0	0	0	309	334	1 354
Ouahigouya	779	538	86	779	538	13	0	0	0	165	50	7
Tenkodogo	454	420	516	454	420	15	0	0	0	0	0	0
Tougan	386	336	454	386	336	302	0	0	0	7	45	37
Yako	192	191	240	192	191	2	0	0	0	11	7	0
Ziniaré	77	280	602	77	280	222	0	0	0	42	41	80

Tableau III.41 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil

	Rectifications matérielles			Etat des personnes			Procédures collectives			Autres		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 828</b>	<b>5 511</b>	<b>6 396</b>	<b>3 841</b>	<b>2 294</b>	<b>4 402</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>527</b>	<b>478</b>	<b>1 298</b>
Banfora	52	0	32	270	0	6	0	0	0	4	0	0
Bobo-Dioulasso	212	379	0	2	30	710	0	0	3	0	0	2
Bogandé	100	168	275	169	134	331	0	0	0	3	2	4
Boromo	435	414	477	242	198	0	0	0	0	4	0	0
Dédougou	224	337	0	339	6	395	0	0	0	0	0	2
Diapaga	154	75	121	1	73	77	0	0	0	0	0	0
Diébougou	19	22	71	39	13	5	0	0	0	1	0	6
Djibo	44	73	73	24	0	0	0	0	0	0	0	0
Dori	61	59	34	66	42	9	0	0	0	1	2	0
Fada	79	93	391	9	5	51	0	0	0	0	0	0
Gaoua	99	137	0	32	11	241	0	0	0	1	2	0
Kaya	258	486	732	158	366	615	0	0	0	0	0	4
Kongoussi	51	65	40	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	93	60	238	241	183	193	0	0	0	4	17	21
Koupéla	18	11	55	15	0	44	0	0	0	0	0	5
Léo	172	162	249	45	77	16	0	0	0	1	6	9
Manga	0	396	896	641	61	371	0	0	0	8	7	8
Nouna	25	16	24	103	195	96	0	0	0	3	3	5
Orodara	94	79	0	237	4	356	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou	760	1049	790	201	241	337	0	0	2	309	304	1 111
Ouahigouya	779	415	86	7	0	8	0	0	0	165	49	4
Tenkodogo	450	300	516	3	4	15	0	0	0	0	0	0
Tougan	380	274	454	617	179	302	0	0	0	7	45	37
Yako	192	189	240	193	386	2	0	0	0	5	7	0
Ziniaré	77	252	602	187	84	222	0	0	0	11	34	80

## III.3.2 Activités pénales des tribunaux de grande instance

### III.3.2.1 Activités des parquets des tribunaux de grande instance

#### **Concepts**

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée au parquet et enregistrée dans le registre des plaintes. La saisine du parquet ou introduction d'une affaire au parquet se fait par une plainte (requête, ou déclaration écrite ou verbale) d'une partie lésée ou par procès-verbal de la Police judiciaire.

**Crime** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

**Délit** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement (sauf la loi sur le grand banditisme), et d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement, aux travaux d'intérêt général, aux mesures éducatives, auxquelles peuvent s'ajouter les peines complémentaires.

#### **Sources statistiques**

*Registre des parquets.*

#### **Note** :

*Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».*

Tableau III.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance

<b>Affaires nouvelles selon l'infraction</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>10 568</b>	<b>10 696</b>	<b>8 771</b>	<b>10 186</b>	<b>10 031</b>	<b>9 704</b>	<b>8 668</b>	<b>9 121</b>	<b>8 690</b>	<b>8815</b>
Crimes et délits contre les particuliers	2 767	2 654	2 237	2 968	2 773	2 509	2 280	2 577	2 831	3 084
dont										
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	623	407	445	700	646	501	343	39	651	681
<i>Coups et blessures volontaires</i>	786	717	761	791	757	738	651	733	699	686
<i>Vols aggravés</i>	180	147	125	153	191	209	229	57	44	37
<i>Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats</i>	135	123	90	115	121	130	117	209*	240*	180
<i>Viols</i>	189	179	115	164	187	181	171	155	313	283
<i>Coups mortels</i>	98	96	81	95	80	69	66	61	81	60
Crimes et délits contre les biens	6 164	5 971	5 135	5 714	5 820	5 598	5 065	5 036	4 394	4 137
dont										
<i>Vols, recels, extorsions, escroqueries</i>	4 888	4 615	3 945	4 273	4 363	4 351	3 817	3 475	3 057	2 765
<i>Abus de confiance</i>	803	833	722	796	798	732	707	685	642	619
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	292	332	328	370	349	268	301	249	248	325
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	693	801	481	598	588	670	589	683	624	646
dont										
<i>Stupéfiants</i>	327	344	155	176	251	275	221	328	263	297
<i>Enlèvements d'enfants</i>	103	139	106	139	121	139	126	141	142	111
<i>Trafic d'enfants</i>	11	19	14	17	13	4	6	4	10	10
<i>Mutilations génitales féminines</i>	32	20	23	28	34	24	29	22	44	14
<i>Attentats aux mœurs</i>	120	123	73	95	65	90	96	68	36	18
Crimes et délits contre la chose publique	578	562	305	525	527	583	478	520	582	554
dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	271	261	93	235	189	249	190	220	224	246
<i>Détournement de biens et deniers publics</i>	37	29	25	33	63	25	31	43	64	43
<i>Association de malfaiteurs</i>	51	13	22	38	39	96	23	25	59	27
Infractions en matière d'armes et munitions	95	81	70	87	111	79	93	93	95	96
Infractions en matière de code de la route	232	568	516	287	211	260	161	203	145	191
Infractions en matière informatique	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	4	3	4
Terrorisme	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	5	16	103

\*les effectifs de « assassinat » de 2016 et 2017 se trouvent dans la rubrique Homicides volontaires, empoisonnement, assassinats

## Concepts

### Crimes et délits contre les particuliers

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Coups et blessures volontaires** : Faire volontairement des blessures, porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions, des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Homicides volontaires, empoisonnements et violences** :

Homicide volontaire : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

Empoisonnement : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

Violences : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Violences et voies de fait** : Actes délibérés ou non, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau III.43 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>10 568</b>	<b>10 696</b>	<b>8 771</b>	<b>10 186</b>	<b>10 031</b>	<b>9 704</b>	<b>8 668</b>	<b>9 121</b>	<b>8 690</b>	<b>8 815</b>
Banfora	488	531	381	519	520	428	527	514	384	383
Bobo-Dioulasso	1 109	1 095	957	844	918	724	674	1 020	723	892
Bogandé	233	241	218	282	270	316	302	157	120	113
Boromo	438	326	383	423	372	342	257	328	373	289
Dédougou	396	364	373	343	336	371	324	335	461	266
Diapaga	173	201	160	189	176	158	198	117	131	101
Diébougou	-	14	143	228	224	279	222	260	204	254
Djibo	245	210	199	184	175	211	222	253	234	234
Dori	396	317	265	315	333	321	288	273	267	233
Fada N'gourma	507	522	363	505	429	355	418	332	291	255
Gaoua	457	480	259	268	220	292	278	238	314	261
Kaya	512	361	335	324	329	405	208	233	244	232
Kongoussi	189	145	101	128	148	108	118	94	74	122
Koudougou	123	638	559	622	775	724	465	732	582	602
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	4	472	213
Léo	261	184	160	288	276	254	252	181	166	235
Manga	386	356	298	352	353	385	230	184	158	208
Nouna	61	139	124	169	177	102	133	162	124	104
Orodara	99	135	147	179	147	148	160	142	168	135
Ouagadougou	2 806	2 787	2 317	2 556	2 418	2 455	2 271	2 325	2 157	2 736
Ouahigouya	277	292	232	230	285	346	343	274	304	228
Tenkodogo	851	789	420	817	758	553	409	454	250	282
Tougan	222	216	171	148	106	117	87	132	171	138
Yako	175	151	63	60	79	106	151	137	110	66
Ziniaré	164	202	143	213	207	204	131	240	208	233

Tableau III.44 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>2 767</b>	<b>2 654</b>	<b>2 237</b>	<b>2 968</b>	<b>2 773</b>	<b>2 509</b>	<b>2 280</b>	<b>2 577</b>	<b>2 831</b>	<b>3 084</b>
Banfora	143	126	129	235	158	111	168	130	110	150
Bobo-Dioulasso	308	237	178	226	249	185	108	275	195	277
Bogandé	55	59	49	70	78	68	134	66	66	61
Boromo	130	69	69	154	145	88	52	96	117	87
Dédougou	106	99	144	105	93	74	95	109	191	84
Diapaga	67	62	55	77	63	43	49	34	53	28
Diébougou	-	5	46	87	93	98	82	95	49	81
Djibo	136	89	80	67	68	80	103	99	79	79
Dori	132	87	83	126	116	121	83	87	110	99
Fada N'gourma	143	133	105	133	146	140	157	81	110	118
Gaoua	133	163	67	87	83	97	86	59	100	67
Kaya	119	62	62	73	71	89	39	66	91	97
Kongoussi	70	47	15	46	47	33	30	34	39	53
Koudougou	28	219	226	242	264	208	82	217	171	165
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	4	304	107
Léo	64	28	43	90	72	49	88	73	73	119
Manga	91	84	61	88	95	116	52	61	69	98
Nouna	29	61	45	56	53	26	42	43	40	40
Orodara	25	38	41	61	45	49	61	52	55	39
Ouagadougou	512	513	452	584	473	485	474	542	451	874
Ouahigouya	81	68	61	55	65	64	86	60	70	46
Tenkodogo	211	208	121	187	180	160	113	152	87	134
Tougan	71	70	34	39	24	24	19	36	64	51
Yako	79	57	10	14	29	43	33	34	48	28
Ziniaré	34	70	61	66	63	58	44	72	89	102

## Concepts

### Crimes et délits contre les biens

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

**Destructions, dégradations, dommages** : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

#### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice, des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Tableau III.45 :** Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 164</b>	<b>5 971</b>	<b>5 135</b>	<b>5 714</b>	<b>5 820</b>	<b>5 598</b>	<b>5 065</b>	<b>5 036</b>	<b>4 394</b>	<b>4 137</b>
Banfora	304	258	206	213	253	247	301	338	239	181
Bobo-Dioulasso	636	663	541	534	578	434	440	606	444	513
Bogandé	130	143	148	164	156	157	141	38	22	18
Boromo	240	174	189	230	193	190	168	156	186	137
Dédougou	214	187	189	199	183	214	179	156	191	151
Diapaga	79	97	77	79	76	76	103	61	50	49
Diébougou	-	8	88	109	118	146	125	125	119	132
Djibo	84	87	103	97	100	110	105	124	123	123
Dori	206	162	134	154	176	172	179	152	116	115
Fada N'gourma	271	259	196	245	211	166	188	173	130	84
Gaoua	243	221	147	151	120	171	149	143	167	152
Kaya	314	234	228	209	229	246	139	127	99	92
Kongoussi	110	72	71	64	75	65	71	54	29	38
Koudougou	78	340	293	329	443	404	310	442	314	317
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	115	71
Léo	170	125	97	161	152	160	133	71	60	57
Manga	239	218	203	220	216	215	143	98	60	73
Nouna	28	61	67	99	98	51	59	90	61	52
Orodara	50	55	76	83	89	68	72	68	80	75
Ouagadougou	1 793	1 674	1 532	1 531	1 531	1 552	1 384	1 343	1 273	1269
Ouahigouya	155	139	134	134	178	231	219	193	207	150
Tenkodogo	544	509	227	491	430	282	239	215	111	118
Tougan	101	113	90	88	68	73	57	84	83	67
Yako	70	67	38	29	40	46	85	77	42	23
Ziniaré	105	105	61	101	107	122	76	102	73	80

**Tableau III.46 :** Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 888</b>	<b>4 615</b>	<b>3 945</b>	<b>4 273</b>	<b>4 363</b>	<b>4 351</b>	<b>3 817</b>	<b>3 475</b>	<b>3 057</b>	<b>2 765</b>
Banfora	217	164	122	115	162	192	157	214	166	123
Bobo-Dioulasso	471	506	414	392	441	337	352	419	276	349
Bogandé	120	121	137	152	144	141	127	20	12	8
Boromo	179	137	146	142	144	147	126	123	154	106
Dédougou	164	146	130	140	142	160	117	122	127	112
Diapaga	62	72	54	54	59	63	69	39	38	33
Diébougou	-	3	78	93	82	121	99	91	116	90
Djibo	64	72	78	68	77	82	94	93	94	94
Dori	159	126	104	112	138	147	155	126	97	96
Fada N'gourma	241	210	159	208	145	112	143	92	62	51
Gaoua	191	175	118	108	89	124	103	106	116	106
Kaya	277	209	178	176	200	225	132	95	60	58
Kongoussi	92	62	61	51	58	56	55	43	25	30
Koudougou	69	274	209	214	277	252	209	238	195	202
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	45	29
Léo	145	109	78	131	129	141	114	43	32	26
Manga	189	173	170	182	155	168	113	62	33	32
Nouna	23	39	45	62	70	40	42	70	45	36
Orodara	23	35	55	49	62	51	49	52	58	45
Ouagadougou	1 418	1 254	1 179	1 154	1 153	1 189	1 023	941	923	830
Ouahigouya	117	116	96	102	142	189	174	156	163	125
Tenkodogo	426	385	175	388	320	219	200	154	74	67
Tougan	79	86	77	68	55	60	43	60	65	55
Yako	60	52	31	24	32	33	53	45	26	14
Ziniaré	102	89	51	88	87	102	68	71	55	48

## Concepts

### Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Les autres crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs sont constitués des infractions en matière de mariage, du proxénétisme, des trafics d'enfants, des enlèvements d'enfants, des outrages et attentats publics à la pudeur, de la prostitution et de tout autre crime ou délit contre les particuliers non cité.

### Crimes et délits contre la chose publique

**Détournement de deniers publics** : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

Les autres crimes et délits contre la chose publique sont les atteintes à l'environnement, la concussion, la corruption et tout autre crime ou délit contre la chose publique non cité.

### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

### Infractions en matière d'armes et munitions :

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

**Tableau III.47 :** Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>693</b>	<b>801</b>	<b>481</b>	<b>598</b>	<b>588</b>	<b>670</b>	<b>589</b>	<b>683</b>	<b>624</b>	<b>646</b>
Banfora	21	19	21	27	20	30	41	26	20	18
Bobo-Dioulasso	56	70	55	57	54	56	66	51	25	43
Bogandé	17	20	9	33	27	26	13	36	26	26
Boromo	24	22	17	16	15	13	23	25	24	18
Dédougou	19	22	23	18	15	21	7	22	21	9
Diapaga	15	25	13	11	15	11	12	11	16	16
Diébougou	-	0	3	12	7	18	9	21	18	15
Djibo	11	8	11	5	4	15	8	11	10	10
Dori	23	32	15	14	17	19	15	10	23	11
Fada N'gourma	38	54	36	48	30	38	37	33	32	21
Gaoua	29	35	16	20	4	6	16	13	28	25
Kaya	25	32	20	18	14	37	20	27	30	22
Kongoussi	5	12	4	13	10	4	8	6	2	7
Koudougou	5	40	21	23	30	30	18	26	36	36
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	23	12
Léo	21	11	5	21	29	21	13	19	18	39
Manga	18	13	1	19	16	23	15	18	17	19
Nouna	0	9	6	8	8	10	9	10	7	6
Orodara	12	5	3	14	6	10	11	9	15	6
Ouagadougou	236	301	149	144	179	199	166	219	140	229
Ouahigouya	25	14	7	18	12	19	21	11	22	16
Tenkodogo	55	37	23	41	51	41	29	44	30	14
Tougan	17	9	16	7	7	11	6	6	17	10
Yako	9	5	2	4	5	6	17	11	5	7
Ziniaré	12	6	5	7	13	6	9	18	19	11

**Tableau III.48 :** Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>578</b>	<b>562</b>	<b>305</b>	<b>525</b>	<b>527</b>	<b>583</b>	<b>478</b>	<b>520</b>	<b>582</b>	<b>554</b>
Banfora	18	42	17	37	47	25	17	20	15	28
Bobo-Dioulasso	66	59	62	18	31	37	27	52	56	52
Bogandé	23	10	5	1	5	64	14	12	4	5
Boromo	16	11	17	11	14	9	10	8	15	8
Dédougou	13	19	13	12	9	24	13	10	30	9
Diapaga	7	8	8	16	19	22	30	10	11	8
Diébougou	-	0	2	9	5	16	5	11	14	10
Djibo	8	10	2	2	1	4	5	10	15	15
Dori	21	18	15	17	16	5	8	14	12	5
Fada	33	21	14	39	16	11	18	36	11	22
Gaoua	26	23	8	5	4	10	14	12	12	12
Kaya	28	15	10	21	14	30	6	12	12	16
Kongoussi	3	11	7	3	5	4	0	0	3	16
Koudougou	7	32	15	23	26	46	30	39	26	35
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	22	11
Léo	2	8	4	12	13	10	4	11	8	15
Manga	25	13	3	18	19	10	9	5	3	10
Nouna	1	5	2	6	11	5	10	5	8	3
Orodara	5	23	6	10	3	11	8	8	15	5
Ouagadougou	201	162	44	214	185	179	208	177	256	224
Ouahigouya	15	15	11	10	15	11	9	5	1	7
Tenkodogo	26	35	23	21	48	35	20	31	15	13
Tougan	20	10	10	6	6	4	2	3	3	8
Yako	10	4	3	7	5	7	9	11	3	5
Ziniaré	4	8	4	7	10	4	2	18	12	12

## Concepts

### Orientations du Parquet

**Chambre correctionnelle** : Affaires dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu, et l'heure de l'audience.

**Renvoi à l'instruction** : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

**Classement sans suite** : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique momentanément ou définitivement.

Tableau III.49 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>10 568</b>	<b>10 696</b>	<b>8 771</b>	<b>10 186</b>	<b>10 031</b>	<b>9 704</b>	<b>8 668</b>	<b>9 121</b>	<b>8 690</b>	<b>8 815</b>
Chambre correctionnelle	7 841	7 567	6 534	7 303	7 288	6 988	6 551	6 658	6 583	5 729
<i>Flagrants délits</i>	6 077	5 653	4 594	5 209	5 541	5 497	5 319	4 877	5 075	4 291
<i>Citations directes</i>	1 764	1 914	1 940	2 094	1 747	1 491	1 232	1 781	1 508	1 438
Renvois à l'instruction	1 112	822	875	914	992	1 076	908	915	901	810
Affaires classées sans suite	1 615	2 307	1 362	1 969	1 751	1 640	1 209	1 548	1 206	2 276

Tableau III.50 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>7 841</b>	<b>7 567</b>	<b>6 534</b>	<b>7 303</b>	<b>7 288</b>	<b>6 988</b>	<b>6 551</b>	<b>6 658</b>	<b>6 583</b>	<b>5 729</b>
Banfora	328	268	239	299	367	280	348	378	261	253
Bobo-Dioulasso	764	805	686	694	828	548	503	765	634	642
Bogandé	173	192	192	259	230	223	218	128	97	82
Boromo	272	194	219	265	248	235	208	225	268	197
Dédougou	308	305	280	247	240	258	166	188	223	188
Diapaga	132	180	120	133	94	114	153	86	101	89
Diébougou	-	12	124	197	192	231	172	206	172	145
Djibo	107	122	142	123	131	135	135	150	147	147
Dori	235	183	188	221	232	280	268	239	203	172
Fada N'gourma	398	365	259	363	294	239	280	237	232	189
Gaoua	320	338	175	178	171	196	205	179	235	199
Kaya	404	304	321	262	270	341	180	199	139	154
Kongoussi	142	117	94	111	93	75	79	79	67	70
Koudougou	93	481	320	269	343	350	281	284	318	317
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	233	102
Léo	218	165	139	214	231	170	166	118	118	137
Manga	268	242	220	256	229	258	208	141	134	153
Nouna	45	96	90	114	116	62	81	106	98	94
Orodara	70	81	105	112	133	96	96	120	138	107
Ouagadougou	2 291	2 074	1 885	1 900	1 826	1 930	1 873	1 985	1 931	1 643
Ouahigouya	227	181	168	168	222	297	293	240	265	203
Tenkodogo	661	541	285	564	492	354	348	280	173	104
Tougan	154	127	124	120	87	106	78	94	154	120
Yako	86	63	40	48	48	45	100	88	77	59
Ziniaré	145	131	119	186	171	165	112	142	165	163

**Tableau III.51 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 077</b>	<b>5 653</b>	<b>4 594</b>	<b>5 209</b>	<b>5 541</b>	<b>5 497</b>	<b>5 319</b>	<b>4 877</b>	<b>5 075</b>	<b>4 291</b>
Banfora	242	170	158	170	211	193	171	228	199	169
Bobo-Dioulasso	611	648	457	498	624	417	502	503	469	488
Bogandé	154	157	168	213	178	185	183	78	65	38
Boromo	244	172	187	201	223	201	200	173	227	181
Dédougou	188	177	152	157	154	171	119	123	164	155
Diapaga	101	111	86	89	80	96	137	74	89	80
Diébougou	-	0	98	113	123	162	133	135	162	128
Djibo	74	88	109	101	108	90	98	103	122	122
Dori	196	152	137	156	167	203	209	154	157	132
Fada N'gourma	313	281	227	280	247	202	248	203	178	139
Gaoua	263	234	132	129	116	141	158	155	200	161
Kaya	326	283	257	231	260	303	174	171	111	116
Kongoussi	113	98	78	92	74	68	70	62	59	50
Koudougou	79	340	199	184	228	257	268	237	289	278
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	98	55
Léo	181	140	94	140	166	148	130	59	83	85
Manga	201	192	184	206	200	226	190	99	76	80
Nouna	33	65	54	70	91	53	63	96	72	71
Orodara	47	59	57	66	93	84	61	89	119	77
Ouagadougou	1 723	1 491	1 219	1 354	1 421	1 517	1 453	1 485	1 507	1 187
Ouahigouya	169	124	114	121	185	242	224	205	237	187
Tenkodogo	516	427	215	404	371	304	299	220	141	95
Tougan	115	105	112	94	79	83	61	65	102	85
Yako	78	44	37	29	34	35	81	63	48	37
Ziniaré	110	95	63	111	108	116	87	96	101	95

**Tableau III.52 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance**

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 764</b>	<b>1 914</b>	<b>1 940</b>	<b>2 094</b>	<b>1 747</b>	<b>1 491</b>	<b>1 232</b>	<b>1 781</b>	<b>1 508</b>	<b>1 438</b>
Banfora	86	98	81	129	156	87	177	150	62	84
Bobo-Dioulasso	153	157	229	196	204	131	1	262	165	154
Bogandé	19	35	24	46	52	38	35	50	32	44
Boromo	28	22	32	64	25	34	8	52	41	16
Dédougou	120	128	128	90	86	87	47	65	59	33
Diapaga	31	69	34	44	14	18	16	12	12	9
Diébougou	-	12	26	84	69	69	39	71	10	17
Djibo	33	34	33	22	23	45	37	47	25	25
Dori	39	31	51	65	65	77	59	85	46	40
Fada N'gourma	85	84	32	83	47	37	32	34	54	50
Gaoua	57	104	43	49	55	55	47	24	35	38
Kaya	78	21	64	31	10	38	6	28	28	38
Kongoussi	29	19	16	19	19	7	9	17	8	20
Koudougou	14	141	121	85	115	93	13	47	29	39
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	135	47
Léo	37	25	45	74	65	22	36	59	35	52
Manga	67	50	36	50	29	32	18	42	58	73
Nouna	12	31	36	44	25	9	18	10	26	23
Orodara	23	22	48	46	40	12	35	31	19	30
Ouagadougou	568	583	666	546	405	413	420	500	424	456
Ouahigouya	58	57	54	47	37	55	69	35	28	16
Tenkodogo	145	114	70	160	121	50	49	60	32	9
Tougan	39	22	12	26	8	23	17	29	52	35
Yako	8	19	3	19	14	10	19	25	29	22
Ziniaré	35	36	56	75	63	49	25	46	64	68

Tableau III.53 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 112</b>	<b>822</b>	<b>875</b>	<b>914</b>	<b>992</b>	<b>1 076</b>	<b>908</b>	<b>915</b>	<b>901</b>	<b>810</b>
Banfora	52	38	26	36	25	40	61	29	11	18
Bobo-Dioulasso	74	71	53	53	57	55	56	62	39	72
Bogandé	49	23	26	23	32	93	58	28	19	11
Boromo	24	21	30	21	32	21	21	15	16	9
Dédougou	28	25	32	33	42	42	26	36	25	9
Diapaga	17	19	15	38	19	26	25	26	17	11
Diébougou	-	2	19	22	21	29	28	23	17	17
Djibo	104	14	15	12	15	19	18	44	43	43
Dori	25	21	27	26	23	17	19	18	50	35
Fada N'gourma	62	60	42	26	43	61	55	44	46	66
Gaoua	42	35	19	21	12	30	29	12	25	23
Kaya	54	22	9	22	31	34	23	4	15	12
Kongoussi	21	17	7	9	20	11	4	11	4	13
Koudougou	18	61	49	61	59	40	27	34	32	29
Koupéla								1	171	40
Léo	24	15	17	42	43	41	23	30	26	26
Manga	37	35	26	38	33	30	22	22	19	10
Nouna	8	10	12	18	15	13	7	6	2	5
Orodara	17	20	18	21	14	25	23	21	25	15
Ouagadougou	323	180	354	280	300	330	285	320	208	291
Ouahigouya	26	32	20	14	22	13	4	21	18	15
Tenkodogo	59	61	20	56	75	63	56	39	34	4
Tougan	10	9	7	8	14	9	9	19	11	13
Yako	20	15	8	7	9	12	10	15	10	7
Ziniaré	18	16	24	27	36	22	19	35	18	16

Tableau III.54 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 615</b>	<b>2 307</b>	<b>1 362</b>	<b>1 969</b>	<b>1 751</b>	<b>1 640</b>	<b>1 209</b>	<b>1 548</b>	<b>1 206</b>	<b>2 276</b>
Banfora	108	225	116	184	128	108	118	107	112	112
Bobo-Dioulasso	271	219	218	97	33	121	115	193	50	178
Bogandé	11	26	0	0	8	0	26	1	4	20
Boromo	142	111	134	137	92	86	28	88	89	83
Dédougou	60	34	61	63	54	71	132	111	213	69
Diapaga	24	2	25	18	63	18	20	5	13	1
Diébougou	-	0	0	9	11	19	22	31	15	92
Djibo	34	74	42	49	29	57	69	59	44	44
Dori	136	113	50	68	78	24	1	16	14	26
Fada N'gourma	47	97	62	116	92	55	83	51	13	0
Gaoua	95	107	65	69	37	66	44	47	54	39
Kaya	54	35	5	40	28	30	5	30	90	66
Kongoussi	26	11	0	8	35	22	35	4	3	39
Koudougou	12	96	190	292	373	334	157	414	232	256
Koupéla								2	68	71
Léo	19	4	4	32	2	43	63	33	22	72
Manga	81	79	52	58	91	97	0	21	5	45
Nouna	8	33	22	37	46	27	45	50	24	5
Orodara	12	34	24	46	0	27	41	1	5	13
Ouagadougou	192	533	78	376	292	195	113	20	18	802
Ouahigouya	24	79	44	48	41	36	46	13	21	10
Tenkodogo	131	187	115	197	191	136	5	135	43	174
Tougan	58	80	40	20	5	2	0	19	6	5
Yako	69	73	15	5	22	49	41	34	23	0
Ziniaré	1	55	0	0	0	17	0	63	25	54

## **Concepts**

**Mineur** : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

**Mineur mis sous ordre de garde provisoire** : Mineur prévenu d'un délit mis en détention provisoire par le magistrat du parquet.

### **Orientations du Parquet**

**Chambre correctionnelle** : Affaire dans lesquelles les peines encourues sont délictuelles

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu de la date, le lieu et l'heure de l'audience.

**Renvoi à l'instruction** : Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet

**Classement sans suite** : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique. Il peut être momentané ou définitif.

Tableau III.55 : Mineurs concernés par les activités des parquets

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Mineurs impliqués</b>	<b>503</b>	<b>331</b>	<b>325</b>	<b>384</b>	<b>366</b>	<b>394</b>	<b>334</b>	<b>326</b>	<b>288</b>	<b>349</b>
Mineurs renvoyés en flagrant délit	357	233	255	268	223	298	284	272	247	299
Mineurs renvoyés en citation directe	54	33	18	38	55	46	21	11	18	11
Mineurs renvoyés à l'instruction	44	27	25	24	40	26	18	26	14	13
Mineurs relaxés après classement sans suite	48	38	27	54	48	24	11	17	9	26
Mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire	315	93	125	248	204	243	270	222	221	201

Tableau III.56 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>502</b>	<b>326</b>	<b>323</b>	<b>384</b>	<b>366</b>	<b>394</b>	<b>334</b>	<b>326</b>	<b>288</b>	<b>349</b>
Banfora	12	6	9	11	12	10	13	20	21	25
Bobo-Dioulasso	29	9	6	33	48	28	50	52	35	57
Bogandé	13	2	2	20	14	20	12	13	11	8
Boromo	19	8	13	10	9	6	9	19	10	14
Dédougou	22	13	0	20	25	10	2	13	2	12
Diapaga	7	14	0	1	1	5	2	5	4	8
Diébougou	-	-	5	6	13	7	10	12	10	15
Djibo	13	10	25	8	8	9	1	10	9	9
Dori	28	12	17	19	18	18	23	11	22	25
Fada N'gourma	33	22	16	13	17	15	26	18	16	12
Gaoua	12	16	14	13	13	14	17	13	9	17
Kaya	41	15	23	20	13	48	25	12	4	4
Kongoussi	12	16	0	12	13	6	5	3	5	7
Koudougou	15	38	17	43	36	37	34	31	39	36
Koupéla								0	8	10
Léo	13	11	8	4	9	6	11	5	8	2
Manga	15	19	40	27	9	16	13	27	2	8
Nouna	2	7	7	8	13	10	1	2	0	2
Orodara	6	10	13	5	0	14	1	6	2	10
Ouagadougou	128	29	48	37	43	58	35	nd	0	0
Ouahigouya	4	15	23	9	8	14	7	19	25	30
Tenkodogo	30	26	18	41	28	21	17	19	18	8
Tougan	9	14	8	16	3	7	2	6	13	5
Yako	13	5	5	2	5	2	9	5	11	8
Ziniaré	26	9	6	6	8	13	9	5	4	17

### III.3.2.2 Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

---

#### **Concepts**

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peut saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

**Jugement rendu** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

**Type de décisions** : En matière correctionnelle, deux types de décisions existent :

**Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

#### **Délits**

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

**Coups et blessures volontaires** : faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voies de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Délits en matière d'armes et munitions** : Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

**Destructions, dégradations, dommages** : Fait de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

**Détournement de deniers publics** : Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles, des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharges, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement la mort ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

Tableau III.57 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

Jugements rendus selon le type de procédure	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 954</b>	<b>6 686</b>	<b>5 755</b>	<b>6 414</b>	<b>6 959</b>	<b>6 719</b>	<b>5 401</b>	<b>5 681</b>	<b>6 732</b>	<b>5 293</b>
Flagrants délits	5 849	5 619	4 686	4 941	5 411	5 625	4 668	4 674	5 567	4 142
Citations directes	1 105	1 067	1 069	1 473	1 548	1 094	733	1 007	1 165	1 151

Jugements rendus selon le type de décision	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 954</b>	<b>6 686</b>	<b>5 755</b>	<b>6 414</b>	<b>6 959</b>	<b>6 719</b>	<b>5 401</b>	<b>5 681</b>	<b>6 732</b>	<b>5 293</b>
Contradictoire	6 727	6 559	5 604	6 242	6 527	6 598	5 300	5 454	6 386	4 956
Réputé contradictoire	10	1	7	16	2	1	0	3	17	7
Défaut	186	112	129	154	425	110	68	203	294	287
Autre	31	14	15	2	5	10	33	21	35	43

Décisions rédigées	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 282</b>	<b>3 150</b>	<b>3 517</b>	<b>3 445</b>	<b>3 749</b>	<b>3 130</b>	<b>3 035</b>	<b>3 089</b>	<b>4 229</b>	<b>3 774</b>

Jugements rendus selon la nature de l'infraction commise	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 954</b>	<b>6 686</b>	<b>5 755</b>	<b>6 414</b>	<b>6 959</b>	<b>6 719</b>	<b>5 401</b>	<b>5 681</b>	<b>6 732</b>	<b>5 293</b>
Délits contre la chose publique	328	300	208	264	370	298	216	245	343	256
dont :										
<i>Faux et usage de faux</i>	130	129	73	108	126	129	91	86	118	117
<i>Détournement de biens et de deniers publics</i>	60	12	3	7	2	4	2	9	14	21
Délits contre les particuliers	1038	963	829	1262	1 404	1 114	1059	1073	1 691	1629
dont :										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	576	548	480	558	599	538	430	488	598	499
<i>Homicides et blessures involontaires</i>	267	206	168	445	472	221	218	276	427	399
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	517	514	370	375	464	486	404	517	617	469
dont :										
<i>Stupéfiants</i>	262	244	132	134	216	237	189	262	343	265
<i>Mutilations génitales féminines</i>	33	18	22	21	32	19	19	21	17	12
Délits contre les biens	4868	4 604	4002	4281	4 415	4 504	3533	3685	3 929	2 805
dont :										
<i>Vols, extorsions, recels, escroqueries</i>	4 109	3 881	3356	3506	3 615	3 771	2975	2897	3 088	2 126
<i>Abus de confiance</i>	527	540	494	533	555	550	415	456	524	370
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	183	127	104	190	186	132	104	148	169	138
Délits en matière d'armes et de munitions	89	69	54	66	90	74	77	89	75	75
Infractions en matière de code de la route	114	236	292	166	216	243	112	72	76	59
Infractions en matière informatique	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0

## **Concepts**

### **Délits :**

#### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol :** Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion :** Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharges.

**Recel :** Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie :** Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

### **Sources statistiques :**

*Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.*

### **Note :**

*Une seule infraction a été comptabilisée par affaire. Dans le cas des affaires avec plusieurs infractions commises, seule l'infraction la plus grave a été retenue. Par ailleurs, pour éviter une liste d'infractions trop longue, les tentatives et les complicités de commission d'infractions sont comptabilisées avec les infractions commises. Ainsi, les tentatives et les complicités de vols sont enregistrées dans la rubrique « Vols, extorsions, recels, escroqueries ».*

Tableau III.58 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 954</b>	<b>6 686</b>	<b>5 755</b>	<b>6 414</b>	<b>6 959</b>	<b>6 719</b>	<b>5 401</b>	<b>5 681</b>	<b>6 732</b>	<b>5 293</b>
Banfora	330	247	270	316	280	335	258	301	349	369
Bobo-Dioulasso	652	695	516	654	939	709	369	485	655	561
Bogandé	170	187	191	238	215	200	246	168	108	94
Boromo	297	251	212	238	256	248	190	269	313	201
Dédougou	285	245	217	252	309	254	152	222	236	227
Diapaga	121	157	112	99	59	81	155	98	92	90
Diébougou	-	0	124	184	182	232	154	201	232	154
Djibo	89	135	128	127	131	122	115	148	144	144
Dori	228	197	142	204	218	231	224	185	220	122
Fada N'gourma	314	282	217	294	305	212	231	185	203	147
Gaoua	288	290	187	172	181	158	182	177	193	144
Kaya	390	289	281	254	294	284	163	151	126	124
Kongoussi	139	108	100	97	87	81	64	90	72	62
Koudougou	463	520	327	407	328	374	275	278	379	340
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	174	168
Léo	173	151	108	190	179	193	161	151	186	157
Manga	256	246	227	241	219	219	199	127	115	132
Nouna	39	79	85	94	126	65	75	108	84	92
Orodara	65	92	96	90	102	89	92	99	131	137
Ouagadougou	1 436	1 686	1 364	1 312	1 602	1 743	1 210	1 407	1 900	1 152
Ouahigouya	197	nd	151	157	195	264	210	224	247	205
Tenkodogo	615	500	423	468	443	334	337	235	194	101
Tougan	143	146	145	120	91	86	75	105	174	149
Yako	75	58	49	47	47	43	91	90	68	69
Ziniaré	189	125	83	159	171	162	173	177	137	152

Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>5 849</b>	<b>5 619</b>	<b>4 686</b>	<b>4 941</b>	<b>5 411</b>	<b>5 625</b>	<b>4 668</b>	<b>4 674</b>	<b>5 567</b>	<b>4 142</b>
Banfora	227	167	155	173	186	205	168	198	218	185
Bobo-Dioulasso	564	622	446	545	601	594	369	464	602	493
Bogandé	150	155	181	224	186	163	190	93	69	47
Boromo	258	208	186	198	225	201	174	173	258	176
Dédougou	192	176	132	161	156	179	118	185	185	151
Diapaga	99	112	81	80	50	79	151	88	84	82
Diébougou	-	0	98	111	113	161	131	143	183	136
Djibo	74	102	98	104	111	94	84	109	130	130
Dori	194	159	113	146	151	194	146	151	158	102
Fada N'gourma	292	258	208	255	253	194	217	169	184	131
Gaoua	248	234	129	121	122	137	152	155	184	134
Kaya	325	272	248	208	251	267	152	140	101	94
Kongoussi	121	98	86	80	73	76	59	72	66	51
Koudougou	358	349	207	203	224	253	220	237	292	268
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	88	57
Léo	160	140	95	150	145	164	141	78	93	103
Manga	193	205	190	195	201	198	178	109	70	77
Nouna	29	57	53	66	94	54	63	94	74	65
Orodara	36	69	60	56	75	75	76	80	115	119
Ouagadougou	1 341	1 552	1 206	1 109	1 424	1 586	1 113	1 271	1 766	1 034
Ouahigouya	179	nd	135	119	171	227	189	186	229	178
Tenkodogo	517	421	355	401	367	303	327	216	168	90
Tougan	112	115	125	100	88	75	62	76	119	95
Yako	69	54	35	33	35	33	81	68	44	45
Ziniaré	111	94	64	103	109	113	107	119	87	99

## **Concepts**

**Flagrant délit** : Crime ou délit qui se commet, ou qui vient de se commettre et constaté par les autorités de police judiciaire, et s'il s'agit d'un délit, peut donner lieu à une comparution immédiate devant la chambre correctionnelle.

**Citation directe** : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience.

**Jugement rendu** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit le tribunal.

**Type de décisions** : En matière correctionnelle, il existe deux types de décisions :

**Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

**Tableau III.60 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 105</b>	<b>1 067</b>	<b>1 069</b>	<b>1 473</b>	<b>1 548</b>	<b>1 094</b>	<b>733</b>	<b>1 007</b>	<b>1 165</b>	<b>1 151</b>
Banfora	103	80	115	143	94	130	90	103	131	184
Bobo-Dioulasso	88	73	70	109	338	115	0	21	53	68
Bogandé	20	32	10	14	29	37	56	75	39	47
Boromo	39	43	26	40	31	47	16	96	55	25
Dédougou	93	69	85	91	153	75	34	37	51	76
Diapaga	22	45	31	19	9	2	4	10	8	8
Diébougou	-	0	26	73	69	71	23	58	49	18
Djibo	15	33	30	23	20	28	31	39	14	14
Dori	34	38	29	58	67	37	78	34	62	20
Fada N'gourma	22	24	9	39	52	18	14	16	19	16
Gaoua	40	56	58	51	59	21	30	22	9	10
Kaya	65	17	33	46	43	17	11	11	25	30
Kongoussi	18	10	14	17	14	5	5	18	6	11
Koudougou	105	171	120	204	104	121	55	41	87	72
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	86	111
Léo	13	11	13	40	34	29	20	73	93	54
Manga	63	41	37	46	18	21	21	18	45	55
Nouna	10	22	32	28	32	11	12	14	10	27
Orodara	29	23	36	34	27	14	16	19	16	18
Ouagadougou	95	134	158	203	178	157	97	136	134	118
Ouahigouya	18	nd	16	38	24	37	21	38	18	27
Tenkodogo	98	79	68	67	76	31	10	19	26	11
Tougan	31	31	20	20	3	11	13	29	55	54
Yako	6	4	14	14	12	10	10	22	24	24
Ziniaré	78	31	19	56	62	49	66	58	50	53

**Tableau III.61 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>6 727</b>	<b>6 559</b>	<b>5 604</b>	<b>6 242</b>	<b>6 527</b>	<b>6 598</b>	<b>5 300</b>	<b>5 454</b>	<b>6 386</b>	<b>4 956</b>
Banfora	323	229	240	277	248	304	230	216	274	274
Bobo-Dioulasso	645	695	516	637	712	696	369	483	619	524
Bogandé	163	186	190	229	214	189	243	141	106	91
Boromo	270	223	210	238	254	244	187	243	302	201
Dédougou	284	244	214	243	253	252	152	222	236	200
Diapaga	114	157	112	99	59	81	155	98	87	90
Diébougou	-	0	120	184	182	232	154	196	199	150
Djibo	89	133	126	127	128	121	114	145	135	135
Dori	227	176	140	195	200	231	224	185	220	122
Fada N'gourma	314	281	216	293	300	212	231	185	203	145
Gaoua	277	284	176	165	177	158	174	177	193	143
Kaya	381	285	280	247	267	279	163	150	126	121
Kongoussi	139	108	99	97	87	81	64	90	71	62
Koudougou	428	503	261	357	283	345	261	269	337	314
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	139	113
Léo	173	151	108	186	179	187	155	114	134	138
Manga	249	243	224	239	217	218	199	127	115	128
Nouna	37	79	83	94	123	61	75	108	84	84
Orodara	65	91	96	90	102	89	79	99	131	135
Ouagadougou	1 412	1 678	1 360	1 309	1 602	1 737	1 207	1 402	1 899	1 145
Ouahigouya	197	nd	148	155	193	264	210	223	247	196
Tenkodogo	562	491	415	463	442	331	337	230	194	100
Tougan	140	144	138	120	91	86	68	98	148	131
Yako	75	58	49	46	46	43	91	89	68	68
Ziniaré	163	120	83	152	168	157	158	164	119	146

Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>186</b>	<b>112</b>	<b>129</b>	<b>154</b>	<b>425</b>	<b>110</b>	<b>68</b>	<b>203</b>	<b>294</b>	<b>287</b>
Banfora	7	15	30	39	32	30	22	71	68	89
Bobo-Dioulasso	6	0	0	5	226	12	0	1	11	8
Bogandé	5	0	1	7	1	11	3	27	2	3
Boromo	27	28	2	0	2	4	3	25	10	0
Dédougou	1	1	0	9	55	2	0	0	0	27
Diapaga	3	0	0	0	0	0	0	0	5	0
Diébougou	-	0	0	0	0	0	0	4	29	2
Djibo	0	2	2	0	3	1	1	3	4	4
Dori	1	20	2	9	18	0	0	0	0	0
Fada N'gourma	0	1	0	1	4	0	0	0	0	2
Gaoua	9	6	8	7	0	0	0	0	0	1
Kaya	8	2	1	7	27	4	0	1	0	2
Kongoussi	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	35	17	65	50	45	25	14	9	42	26
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	27	49
Léo	0	0	0	1	0	6	6	37	52	19
Manga	7	2	3	2	2	1	0	0	0	3
Nouna	0	0	2	0	3	2	0	0	0	8
Orodara	0	1	0	0	0	0	0	0	0	2
Ouagadougou	3	4	4	3	0	5	3	4	1	7
Ouahigouya	0	nd	0	1	2	0	0	1	0	9
Tenkodogo	45	8	7	5	1	2	0	5	0	1
Tougan	3	2	1	0	0	0	1	1	25	18
Yako	0	0	0	1	1	0	0	1	0	1
Ziniaré	26	3	0	7	3	5	15	13	18	6

Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 038</b>	<b>963</b>	<b>829</b>	<b>1 262</b>	<b>1 404</b>	<b>1 114</b>	<b>1 059</b>	<b>1 073</b>	<b>1 691</b>	<b>1 629</b>
Banfora	53	37	45	89	79	85	58	68	87	123
Bobo-Dioulasso	64	53	47	113	205	118	38	57	130	136
Bogandé	24	21	25	32	29	29	70	57	57	63
Boromo	50	41	26	56	79	56	30	86	105	56
Dédougou	69	51	50	63	85	56	32	29	76	79
Diapaga	25	39	34	26	11	10	44	20	38	23
Diébougou	-	0	30	47	53	64	32	51	57	35
Djibo	26	45	51	48	36	31	31	40	34	34
Dori	47	33	23	60	64	53	61	49	76	40
Fada N'gourma	44	46	27	38	50	29	75	24	68	57
Gaoua	45	61	34	41	56	36	43	36	44	37
Kaya	55	28	35	37	52	29	25	20	42	44
Kongoussi	25	20	13	26	23	17	10	26	32	27
Koudougou	94	108	40	132	57	71	47	52	108	108
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	92	94
Léo	26	16	12	13	33	31	34	48	72	73
Manga	50	32	32	38	29	29	51	25	37	60
Nouna	9	15	18	23	23	16	11	23	24	38
Orodara	18	17	20	20	24	23	30	36	38	53
Ouagadougou	95	174	119	185	245	219	168	153	259	215
Ouahigouya	30	nd	23	29	23	38	38	43	40	44
Tenkodogo	95	61	68	63	75	38	70	43	47	27
Tougan	23	32	28	24	12	9	8	19	60	58
Yako	13	8	10	7	10	9	10	21	26	34
Ziniaré	58	25	19	52	51	18	43	47	42	71

**Tableau III.64 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 868</b>	<b>4 604</b>	<b>4 002</b>	<b>4 281</b>	<b>4 415</b>	<b>4 504</b>	<b>3 533</b>	<b>3 685</b>	<b>3 929</b>	<b>2 805</b>
Banfora	227	160	148	165	159	198	159	189	228	194
Bobo-Dioulasso	491	531	388	467	577	475	265	368	459	374
Bogandé	128	145	152	173	154	142	151	62	26	15
Boromo	208	161	154	160	145	154	134	137	167	119
Dédougou	178	159	122	149	179	169	104	174	140	121
Diapaga	72	86	62	64	35	60	89	61	38	39
Diébougou	-	0	85	113	86	140	106	104	137	101
Djibo	53	73	66	71	89	79	74	96	89	89
Dori	149	136	92	124	122	147	125	116	114	72
Fada N'gourma	226	177	153	181	172	146	115	125	87	65
Gaoua	197	179	120	114	108	116	119	118	114	83
Kaya	286	222	208	185	211	210	116	97	68	53
Kongoussi	104	68	77	59	50	60	47	57	32	22
Koudougou	331	315	195	210	193	220	178	190	225	192
Koupéla								0	54	46
Léo	127	119	91	141	116	127	112	71	68	49
Manga	170	179	169	170	160	153	116	72	49	41
Nouna	25	44	50	66	80	37	48	74	47	40
Orodara	35	42	65	52	68	53	49	47	77	70
Ouagadougou	1 046	1 216	1 020	965	1 078	1214	844	994	1 255	698
Ouahigouya	135	nd	107	103	138	185	133	157	178	127
Tenkodogo	436	367	304	353	301	229	224	142	97	49
Tougan	81	95	88	74	72	60	57	79	91	72
Yako	50	48	34	28	28	28	61	49	31	23
Ziniaré	113	82	52	94	94	102	107	106	58	51

**Tableau III.65 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>511</b>	<b>514</b>	<b>370</b>	<b>375</b>	<b>464</b>	<b>486</b>	<b>404</b>	<b>517</b>	<b>617</b>	<b>469</b>
Banfora	16	2	32	20	2	17	18	17	17	14
Bobo-Dioulasso	37	50	29	36	58	51	45	39	36	30
Bogandé	14	16	7	28	19	12	17	35	20	13
Boromo	17	14	11	11	13	10	13	22	28	15
Dédougou	11	9	12	14	10	9	3	11	13	17
Diapaga	14	23	6	6	7	7	8	11	12	18
Diébougou	-	0	3	9	6	13	11	20	16	8
Djibo	3	7	7	3	3	7	5	5	5	5
Dori	17	14	11	6	15	19	20	9	19	8
Fada N'gourma	26	34	23	33	20	20	28	17	23	19
Gaoua	21	21	11	8	4	4	10	10	23	17
Kaya	21	20	21	11	19	22	13	25	12	16
Kongoussi	7	8	3	9	7	2	6	5	5	8
Koudougou	15	31	12	14	20	9	6	9	20	21
Koupéla								0	3	5
Léo	17	6	5	17	18	12	10	20	26	23
Manga	15	9	5	9	11	13	14	20	21	22
Nouna	0	6	6	1	6	3	7	6	6	5
Orodara	6	13	1	8	6	7	8	6	8	6
Ouagadougou	159	184	113	78	167	180	103	162	220	141
Ouahigouya	19	nd	8	14	7	19	18	9	15	16
Tenkodogo	51	35	26	23	30	35	23	31	29	15
Tougan	10	10	15	8	3	8	6	3	17	13
Yako	6	1	0	4	4	1	9	9	5	7
Ziniaré	9	1	3	5	9	6	3	16	18	7

**Tableau III.66 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure

	Moins de 15 jours	15 jours-1 mois	De 1 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2012	1 446	1 515	1 571	255	54	100	<b>4 941</b>
2013	1 622	1 657	1 730	241	80	81	<b>5 411</b>
2014	1 229	1 802	2 080	320	81	114	<b>5 626</b>
2015	991	1 096	1 987	432	103	59	<b>4 668</b>
2016	576	709	1 677	1 178	453	81	<b>4 674</b>
2017	919	1 252	2 502	542	137	215	<b>5 567</b>
2018	1 170	1 215	1 296	213	80	169	<b>4 143</b>

**Tableau III.67 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans et plus	Total
2012	489	250	262	197	137	138	<b>1 473</b>
2013	424	259	278	277	112	198	<b>1 548</b>
2014	371	228	196	134	66	99	<b>1 094</b>
2015	279	145	128	67	51	63	<b>733</b>
2016	351	179	160	124	67	126	<b>1 007</b>
2017	344	161	243	151	82	184	<b>1 165</b>
2018	399	181	181	160	104	125	<b>1 150</b>

**Tableau III.68 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 15 jours				De 15 jours à moins d'un mois				De 1 mois à moins de 3 mois			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>991</b>	<b>576</b>	<b>919</b>	<b>1 170</b>	<b>1 096</b>	<b>709</b>	<b>1 252</b>	<b>1 215</b>	<b>1 987</b>	<b>1 677</b>	<b>2 502</b>	<b>1 296</b>
Banfora	8	5	10	24	65	19	25	72	79	111	122	47
Bobo-Dioulasso	149	22	45	125	39	71	79	131	134	222	322	142
Bogandé	15	6	7	7	48	18	19	16	87	48	27	13
Boromo	54	29	53	58	56	66	109	92	59	58	78	21
Dédougou	52	29	23	29	26	24	37	47	37	107	96	55
Diapaga	15	13	6	7	7	15	12	18	81	24	46	49
Diébougou	44	45	100	88	47	41	46	29	31	37	10	17
Djibo	39	62	68	68	18	37	32	32	24	7	30	30
Dori	93	33	23	12	50	36	70	43	2	47	47	41
Fada N'gourma	32	24	35	44	51	23	55	39	97	57	66	41
Gaoua	57	80	34	14	54	39	54	33	38	27	85	70
Kaya	23	7	9	21	43	10	36	36	69	62	54	31
Kongoussi	9	12	29	8	18	20	15	14	29	23	17	21
Koudougou	65	32	95	148	62	44	83	76	76	87	85	32
Koupéla		0	29	35		0	24	17		0	28	2
Léo	16	7	21	27	41	23	36	25	67	25	19	31
Manga	28	41	39	31	66	30	19	25	75	23	10	18
Nouna	6	5	21	25	17	25	29	21	33	44	21	15
Orodara	16	25	42	26	20	16	28	26	24	27	34	42
Ouagadougou	84	1	123	294	194	13	285	217	611	358	1 028	416
Ouahigouya	51	16	9	0	35	25	58	116	88	109	135	60
Tenkodogo	46	15	23	16	76	47	28	25	168	104	66	33
Tougan	15	21	49	37	16	19	32	34	28	24	23	14
Yako	42	14	3	12	18	24	13	12	20	13	23	17
Ziniaré	32	32	23	14	29	24	28	19	30	33	30	38

**Tableau III.69 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an				1 an et plus			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>432</b>	<b>1 178</b>	<b>542</b>	<b>213</b>	<b>103</b>	<b>453</b>	<b>137</b>	<b>80</b>	<b>59</b>	<b>81</b>	<b>215</b>	<b>169</b>
Banfora	11	46	28	11	4	11	21	11	1	6	12	20
Bobo-Dioulasso	16	128	137	42	29	21	14	17	2	0	5	36
Bogandé	25	11	4	4	8	7	2	2	7	3	10	5
Boromo	2	11	7	1	1	2	3	0	2	7	8	4
Dédougou	3	23	17	7	0	1	3	4	0	1	9	9
Diapaga	21	20	5	6	19	16	3	0	8	0	12	2
Diébougou	6	10	5	1	2	9	6	0	1	1	16	1
Djibo	2	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Dori	1	24	6	5	0	8	0	0	0	3	12	1
Fada N'gourma	26	40	11	4	4	23	9	2	7	2	8	1
Gaoua	1	6	6	14	1	2	2	2	1	1	3	1
Kaya	13	40	1	5	4	21	0	0	0	0	1	1
Kongoussi	2	10	2	2	1	6	0	0	0	1	3	6
Koudougou	14	57	11	4	1	12	2	4	2	5	16	4
Koupéla		0	7	1		0	0	0		0	0	2
Léo	9	6	2	4	2	1	6	0	6	16	9	16
Manga	7	11	2	1	2	1	0	2	0	3	0	0
Nouna	6	20	3	2	1	0	0	2	0	0	0	0
Orodara	10	11	7	6	4	1	2	1	2	0	2	18
Ouagadougou	203	598	230	62	14	285	50	19	7	16	50	26
Ouahigouya	14	28	22	0	1	6	2	2	0	2	3	0
Tenkodogo	25	40	24	7	1	6	7	3	11	4	20	6
Tougan	3	7	2	1	0	4	0	2	0	1	13	7
Yako	1	14	2	4	0	1	1	1	0	2	2	0
Ziniaré	11	14	1	19	3	9	4	6	2	7	1	3

**Tableau III.70 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins de 3 mois				De 3 mois à moins de 6 mois				De 6 mois à moins d'un an			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>279</b>	<b>351</b>	<b>344</b>	<b>399</b>	<b>145</b>	<b>179</b>	<b>161</b>	<b>181</b>	<b>128</b>	<b>160</b>	<b>243</b>	<b>181</b>
Banfora	17	2	2	20	19	4	3	22	25	30	31	23
Bobo-Dioulasso	0	7	10	12	0	2	16	6	0	4	11	10
Bogandé	22	23	18	23	3	13	6	5	9	9	1	8
Boromo	8	27	15	8	3	11	11	3	2	5	17	12
Dédougou	26	6	16	17	6	11	9	7	2	6	11	13
Diapaga	1	4	5	3	0	1	0	1	2	5	2	2
Diébougou	17	45	18	12	3	5	10	4	2	5	9	0
Djibo	16	28	11	11	9	7	3	3	3	4	0	0
Dori	50	15	21	12	25	8	4	1	3	5	11	4
Fada N'gourma	2	3	12	9	4	7	2	3	2	4	3	2
Gaoua	12	9	8	6	8	9	0	1	3	1	1	2
Kaya	3	2	15	17	2	4	5	5	3	5	4	3
Kongoussi	3	2	4	10	1	5	0	1	1	9	1	0
Koudougou	1	5	3	11	2	6	13	10	19	7	14	6
Koupéla		0	24	30		0	10	10		0	52	32
Léo	8	21	22	35	2	13	9	7	2	10	8	5
Manga	17	8	34	44	1	7	4	7	3	3	2	1
Nouna	5	6	2	9	6	4	4	1	1	1	0	11
Orodara	9	8	8	15	5	8	2	3	1	3	3	0
Ouagadougou	26	48	35	25	25	24	21	35	22	23	31	23
Ouahigouya	8	13	6	5	9	6	4	15	2	7	6	0
Tenkodogo	6	16	5	2	4	0	4	4	0	2	1	4
Tougan	6	20	32	34	3	6	4	9	4	1	2	5
Yako	5	10	4	9	1	5	8	3	3	0	8	6
Ziniaré	11	23	14	20	4	13	9	15	14	11	14	9

**Tableau III.71 :** Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans				3 ans et plus			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>67</b>	<b>124</b>	<b>151</b>	<b>160</b>	<b>51</b>	<b>67</b>	<b>82</b>	<b>104</b>	<b>63</b>	<b>126</b>	<b>184</b>	<b>125</b>
Banfora	8	33	55	47	12	19	30	28	9	15	10	44
Bobo-Dioulasso	0	0	5	12	0	1	2	17	0	7	9	11
Bogandé	10	5	4	9	4	16	6	2	8	9	4	0
Boromo	1	7	8	0	0	3	4	2	2	43	0	0
Dédougou	0	4	3	9	0	2	2	17	0	8	10	13
Diapaga	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1
Diébougou	1	3	5	0	0	0	4	0	0	0	3	2
Djibo	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Dori	0	2	4	3	0	0	1	0	0	4	21	0
Fada N'gourma	1	2	2	0	0	0	0	2	5	0	0	0
Gaoua	5	1	0	1	2	1	0	0	0	1	0	0
Kaya	2	0	1	2	1	0	0	1	0	0	0	2
Kongoussi	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koudougou	7	9	9	9	11	4	15	10	15	10	33	26
Koupéla	-	0	0	39	-	0	0	0	-	0	0	0
Léo	4	12	9	2	1	9	1	2	3	8	44	3
Manga	0	0	4	2	0	0	1	1	0	0	0	0
Nouna	0	2	0	2	0	0	0	1	0	1	4	3
Orodara	1	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	6	23	19	10	2	5	7	13	16	13	21	12
Ouahigouya	1	9	1	0	1	0	1	7	0	3	0	0
Tenkodogo	0	1	6	1	0	0	1	0	0	0	9	0
Tougan	0	2	7	1	0	0	2	1	0	0	8	4
Yako	0	4	2	2	0	1	0	0	1	2	2	3
Ziniaré	19	3	4	8	14	6	4	0	4	2	5	1

**Tableau III.72 :** Décisions rédigées par la chambre correctionnelle par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 282</b>	<b>3 150</b>	<b>3 517</b>	<b>3 445</b>	<b>3 749</b>	<b>3 130</b>	<b>3 035</b>	<b>3 089</b>	<b>4 229</b>	<b>3 773</b>
Banfora	273	166	257	81	161	111	192	127	22	150
Bobo-Dioulasso	325	520	319	319	856	0	255	242	602	400
Bogandé	143	142	19	237	182	115	166	108	130	94
Boromo	225	65	147	135	157	308	137	224	295	201
Dédougou	117	174	192	98	154	28	74	91	181	209
Diapaga	110	123	79	73	33	37	81	24	85	47
Diébougou	0	0	34	116	0	54	48	173	168	76
Djibo	88	135	100	127	85	105	117	148	136	136
Dori	153	101	85	62	0	91	176	157	140	52
Fada	156	89	156	97	135	33	64	57	41	66
Gaoua	286	0	183	156	97	115	135	112	151	138
Kaya	169	100	186	138	97	19	14	20	85	102
Kongoussi	118	66	74	68	60	32	50	77	63	35
Koudougou	357	496	249	165	49	423	221	259	218	157
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	94	135
Léo	148	32	154	184	123	65	88	94	124	139
Manga	112	156	211	362	167	131	125	111	88	92
Nouna	39	79	56	108	65	26	46	85	84	96
Orodara	61	92	58	80	26	60	78	98	126	133
Ouagadougou	349	436	270	221	587	687	359	392	733	746
Ouahigouya	169	0	150	97	119	282	189	125	175	193
Tenkodogo	530	0	325	301	333	223	197	103	201	81
Tougan	121	79	147	99	75	60	51	93	170	146
Yako	75	0	45	47	40	0	63	63	39	66
Ziniaré	158	99	21	74	148	125	109	106	78	83

### III.3.2.3 Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

---

#### **Concepts**

**Affaire criminelle** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

**Affaire correctionnelle** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée au cabinet d'instruction et enregistrée dans le registre d'instruction.

**Instruction** : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

#### **Sources statistiques**

*Registres d'instruction des cabinets d'instruction de 1995 à 2018.*

#### **Note** :

Les affaires comptabilisées sont celles ouvertes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995.

**Tableau III.73 :** Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 109</b>	<b>900</b>	<b>754</b>	<b>893</b>	<b>1 000</b>	<b>1 123</b>	<b>936</b>	<b>875</b>	<b>974</b>	<b>805</b>
Affaires criminelles	929	772	562	732	881	882	788	633	810	617
Affaires correctionnelles	180	128	192	161	119	241	148	242	164	188

**Tableau III.74 :** Affaires nouvelles criminelles et correctionnelles en instruction par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 109</b>	<b>900</b>	<b>754</b>	<b>893</b>	<b>1 000</b>	<b>1 123</b>	<b>936</b>	<b>875</b>	<b>974</b>	<b>805</b>
Banfora	43	32	25	33	26	32	54	23	13	17
Bobo-Dioulasso	73	75	59	52	65	103	62	91	63	75
Bogandé	44	23	25	24	34	94	56	28	20	11
Boromo	21	22	32	23	31	16	29	18	15	10
Dédougou	31	22	31	34	39	48	23	39	22	10
Diapaga	15	24	14	32	19	23	25	28	20	11
Diébougou	-	0	19	22	20	41	28	22	18	17
Djibo	94	14	11	14	15	20	21	44	41	41
Dori	26	21	26	24	22	20	17	19	46	34
Fada N'gourma	63	52	41	25	44	63	55	43	44	59
Gaoua	47	34	19	20	11	32	30	13	27	25
Kaya	55	23	12	21	31	31	23	10	18	16
Kongoussi	23	16	6	10	19	10	4	11	4	13
Koudougou	59	71	48	63	64	42	31	34	32	28
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	181	38
Léo	23	15	21	32	41	39	22	31	25	26
Manga	35	37	23	39	30	27	21	20	17	10
Nouna	14	60	23	18	15	14	10	5	4	3
Orodara	16	14	15	20	14	24	24	19	31	17
Ouagadougou	295	197	201	268	308	318	290	253	251	284
Ouahigouya	27	30	21	15	26	11	11	20	19	15
Tenkodogo	60	58	42	57	74	69	55	38	25	10
Tougan	12	10	11	9	15	11	9	19	11	13
Yako	15	13	7	10	6	12	8	11	7	6
Ziniaré	18	37	22	28	31	23	28	35	20	16

## **Procédures d'instruction**

L'instruction est la phase de l'instance pénale, constituant une sorte d'avant procès. Elle permet au juge d'instruction d'établir ou non l'existence d'une infraction et de déterminer si les charges relevées à l'encontre des personnes poursuivies sont suffisantes pour qu'une juridiction de jugement soit saisie. Il instruit à charge et à décharge.

L'instruction est facultative en matière de délit mais obligatoire en matière de crime.

Le juge d'instruction est saisi par un réquisitoire introductif d'instance du procureur ou par une plainte avec constitution de partie civile. Dans ce dernier cas, le juge donne, par procès-verbal, acte de la constitution de partie civile et du versement de la consignation fixée. Il ordonne la communication de la plainte et du procès-verbal au procureur pour que celui-ci prenne ses réquisitions. Le réquisitoire du procureur peut être pris contre une personne dénommée ou contre une personne non dénommée (contre X), notamment lorsque la plainte est insuffisamment motivée ou insuffisamment justifiée par les pièces produites.

Lors de la première comparution, le juge d'instruction constate l'identité de l'inculpé, il lui fait connaître chacun des faits qui lui sont imputés et l'avertit qu'il est libre de ne faire aucune déclaration. Si l'inculpé désire faire des déclarations, celles-ci sont immédiatement reçues par le juge d'instruction. Il doit notifier à l'inculpé, dès l'ouverture de l'information, son droit de se constituer un conseil.

Lorsque le juge décerne un mandat de dépôt, il doit le notifier à l'inculpé. Si ce dernier est laissé en liberté, le juge l'avertit en outre qu'il doit l'informer de tous ses changements d'adresses.

Les ordonnances du juge d'instruction peuvent faire l'objet d'appel.

A l'issue de l'information (après avoir entendu l'inculpé sur le fond, procédé aux auditions de la partie civile et des témoins, aux confrontations et expertises s'il y a lieu), si le juge d'instruction relève des charges suffisantes à l'encontre de l'inculpé pour justifier son renvoi devant une juridiction de jugement, il prendra une ordonnance de renvoi devant la chambre correctionnelle s'il s'agit d'un délit. S'il s'agit d'un crime, il prendra une ordonnance de transmission de pièces au procureur général près la Cour d'appel. Celui-ci saisira la chambre d'accusation de la Cour d'appel qui est la juridiction d'instruction de second degré. La chambre d'accusation procède à un nouvel examen de l'affaire, tant sur la régularité de la procédure qui lui est soumise, que sur l'existence de charges contre l'inculpé.

Lorsque la régularité est acquise et que la chambre d'accusation estime que les faits retenus à la charge de l'inculpé constituent une infraction qualifiée de crime par la loi, elle prononce la mise en accusation de celui-ci par un arrêt de renvoi devant la chambre criminelle de la Cour d'appel. L'arrêt de renvoi est notifié à l'accusé. Dès la notification de cet arrêt, l'accusé est invité à choisir un conseil. A défaut, le président lui en désigne un d'office.

Dans tous les cas, lorsque le juge d'instruction estime que les faits ne constituent ni crime, ni délit, ni contravention, ou si l'auteur est resté inconnu, ou s'il n'existe pas de charges suffisantes contre l'inculpé, il rend une ordonnance de non-lieu.

Il peut également rendre une ordonnance de non-lieu partiel si les motifs ci-dessus évoqués concernent une partie des faits pour lesquels il est saisi ou certaines personnes visées au réquisitoire introductif. Il est assisté dans tous les actes de son ministère par un greffier.

**Tableau III.75 :** Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>801</b>	<b>438</b>	<b>947</b>	<b>690</b>	<b>442</b>	<b>291</b>	<b>363</b>	<b>417</b>	<b>1 298</b>	<b>1 084</b>
Affaires criminelles	637	328	715	584	383	225	304	307	1 079	810
Affaires correctionnelles	164	110	232	106	59	66	59	110	219	274

**Tableau III.76 :** Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>801</b>	<b>438</b>	<b>947</b>	<b>690</b>	<b>442</b>	<b>291</b>	<b>363</b>	<b>417</b>	<b>1 298</b>	<b>1 084</b>
Banfora	9	15	40	16	14	7	0	0	83	136
Bobo-Dioulasso	136	50	133	129	49	19	4	10	59	49
Bogandé	14	14	14	7	3	0	1	30	15	15
Boromo	7	1	23	44	35	2	16	45	44	25
Dédougou	119	11	13	28	13	10	7	4	46	45
Diapaga	0	0	0	4	1	2	0	0	14	12
Diébougou	-	0	0	2	2	2	4	12	24	21
Djibo	2	7	11	7	18	2	0	38	2	2
Dori	0	0	0	29	3	15	14	13	51	22
Fada N'gourma	0	6	22	5	44	2	1	5	37	80
Gaoua	19	3	109	13	4	1	36	22	147	31
Kaya	5	3	38	6	3	0	2	12	45	31
Kongoussi	24	20	15	4	2	3	11	9	26	7
Koudougou	25	39	51	21	24	27	25	23	39	78
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	36	71
Léo	0	8	9	1	23	1	3	1	42	43
Manga	0	0	13	23	17	6	3	0	7	31
Nouna	0	0	20	13	0	7	5	6	18	10
Orodara	0	14	11	3	10	2	0	0	30	47
Ouagadougou	362	233	303	170	88	136	161	127	307	196
Ouahigouya	32	4	29	30	25	17	13	3	8	21
Tenkodogo	12	2	64	100	46	16	42	32	155	26
Tougan	23	1	12	8	9	12	4	4	4	13
Yako	0	6	11	21	9	2	9	9	12	10
Ziniaré	12	1	6	6	0	0	2	12	47	62

## **Concepts**

**Affaire criminelle** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps, voire de peines complémentaires.

**Affaire correctionnelle** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, et d'une amende de plus de 50 000 FCFA, du travail d'intérêt général ou de l'une des trois peines seulement.

**Affaire en cours** : Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

**Affaire terminée** : Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par la transmission des pièces au procureur général de la cour d'appel du ressort, soit par un renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non-lieu, soit par une ordonnance de refus d'informer.

**Détention provisoire** : Mesure ordonnée par le juge d'instruction de placer en prison avant son jugement une personne inculpée pour crime ou délit.

**Durée de détention préventive** : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

**Inculpé** : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves et concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

**Libération** : Mise en liberté d'une personne détenue.

**Tableau III.77 :** Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>7 210</b>	<b>7 586</b>	<b>7 401</b>	<b>7 657</b>	<b>7 830</b>	<b>8 924</b>	<b>8 885</b>	<b>9 172</b>	<b>8 043</b>	<b>8 068</b>
Affaires criminelles	5 938	6 169	5 305	6 217	6 897	6 931	7 255	6 680	6 407	5 596
Affaires correctionnelles	1 272	1 417	2 096	1 440	933	1 993	1 630	2 492	1 636	2 472

**Tableau III.78 :** Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>7 210</b>	<b>7 586</b>	<b>7 401</b>	<b>7 657</b>	<b>7 830</b>	<b>8 924</b>	<b>8 885</b>	<b>9 172</b>	<b>8 043</b>	<b>8 068</b>
Banfora	268	268	286	293	192	366	424	401	338	182
Bobo-Dioulasso	725	677	589	406	404	663	109	235	245	295
Bogandé	142	137	141	151	183	273	324	323	277	297
Boromo	163	141	138	121	116	122	112	90	59	36
Dédougou	263	200	238	257	275	311	323	347	213	153
Diapaga	50	61	75	97	118	141	167	226	181	178
Diébougou	-	2	21	179	197	139	169	124	115	110
Djibo	92	100	92	106	105	122	136	148	187	187
Dori	264	279	298	286	238	330	338	297	285	284
Fada N'gourma	555	609	630	619	625	685	744	783	779	926
Gaoua	466	469	333	365	373	402	349	354	195	144
Kaya	358	320	390	307	339	343	378	385	325	206
Kongoussi	151	56	47	55	74	81	72	72	48	54
Koudougou	145	161	166	210	247	254	252	260	261	202
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	148	119
Léo	36	45	53	92	109	154	164	200	190	161
Manga	141	179	163	220	215	237	267	299	298	285
Nouna	14	60	37	41	56	66	65	67	51	44
Orodara	16	17	29	48	51	68	95	112	100	68
Ouagadougou	2 258	2 772	2 636	2 721	2 767	2 938	3 048	2 914	2 741	3 049
Ouahigouya	145	140	148	125	132	130	126	143	156	139
Tenkodogo	798	719	733	777	789	857	945	1 079	580	731
Tougan	65	73	40	58	58	53	61	71	82	78
Yako	62	56	56	46	44	48	52	51	45	39
Ziniaré	33	45	62	77	123	141	165	190	144	101

### **Dispositif légal de la détention provisoire**

La détention provisoire est une mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire, ou d'un prévenu dans le cadre de la comparution immédiate (flagrant délit).

Dénommée détention préventive en matière d'instruction, elle n'est pas une peine mais un acte d'instruction destiné à la manifestation de la vérité. Elle est une mesure exceptionnelle.

En matière correctionnelle, lorsque le maximum de la peine prévue par la loi est inférieur à un an d'emprisonnement, l'inculpé domicilié au Burkina Faso ne peut être détenu plus de cinq jours après sa première comparution devant le juge d'instruction, s'il n'est détenu pour une autre cause (condamné soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus de trois mois sans sursis pour un délit de droit commun).

Dans les autres cas, la détention préventive ne peut excéder six mois. Passé ce délai, si le maintien en détention apparaît nécessaire, le juge d'instruction peut la prolonger par ordonnance spécialement motivée, rendue sur réquisitions également motivées du procureur du Faso. Chaque prolongation ne peut être prescrite que pour une durée de six mois.

En toutes matières, lorsqu'elle n'est pas de droit, la mise en liberté provisoire peut être ordonnée d'office par le juge d'instruction après avis du procureur du Faso. Le procureur peut également la requérir à tout moment.

La mise en liberté provisoire peut être demandée à tout moment au juge d'instruction par l'inculpé ou son conseil. Le juge doit statuer, par ordonnance motivée, au plus tard cinq jours après la communication du dossier au procureur du Faso. Faute par le juge d'instruction d'avoir statué dans ces délais, l'inculpé peut saisir directement de sa demande la chambre d'accusation qui, sur les réquisitions écrites du procureur général, se prononce dans les quinze jours de l'arrivée de cette demande au greffe de la chambre d'accusation, faute de quoi l'inculpé est d'office mis en liberté provisoire, sauf si des vérifications concernant sa demande ont été ordonnées.

Lorsque la liberté provisoire a été accordée par la chambre d'accusation reformant l'ordonnance du juge d'instruction, celui-ci ne peut décerner un nouveau mandat qu'autant que cette chambre, sur réquisitions écrites du ministère public a retiré à l'inculpé le bénéfice de sa décision.

Dans tous les cas où elle n'est pas de droit, la mise en liberté peut être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Tableau III.79 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 449</b>	<b>587</b>	<b>515</b>	<b>717</b>	<b>635</b>	<b>643</b>	<b>534</b>	<b>530</b>	<b>613</b>	<b>564</b>
Moins de 6 mois	507	167	174	314	236	239	161	134	191	130
De 6 mois à moins de 1 an	399	182	135	199	182	182	129	133	171	135
De 1 an à moins de 2 ans	359	156	154	101	142	159	156	135	119	151
De 2 ans à moins de 3 ans	135	61	36	44	45	35	68	68	84	46
3 ans et plus	49	21	16	59	30	28	20	60	48	102

Tableau III.80 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 449</b>	<b>587</b>	<b>515</b>	<b>717</b>	<b>635</b>	<b>643</b>	<b>534</b>	<b>530</b>	<b>613</b>	<b>564</b>
Banfora	26	32	17	14	38	12	16	16	20	34
Bobo-Dioulasso	52	44	48	25	56	37	59	43	49	44
Bogandé	3	8	7	14	27	17	13	7	2	17
Boromo	15	10	24	38	23	11	17	8	3	5
Dédougou	16	21	26	33	12	35	16	25	36	4
Diapaga	11	13	6	21	22	10	0	2	11	20
Diébougou	-	0	7	15	8	9	10	5	7	2
Djibo	8	12	11	8	5	5	2	25	45	50
Dori	13	17	9	20	9	10	4	22	39	11
Fada N'gourma	64	60	69	67	35	39	41	49	27	31
Gaoua	9	1	13	13	17	14	26	17	18	10
Kaya	37	18	12	24	31	24	11	20	43	24
Kongoussi	12	12	2	11	9	5	7	9	8	0
Koudougou	24	17	32	41	47	75	15	19	40	50
Koupéla								0	12	5
Léo	21	14	18	6	19	14	20	27	18	31
Manga	16	9	20	30	24	28	28	46	18	23
Nouna	2	5	0	30	0	24	13	1	0	1
Orodara	5	0	8	26	11	4	37	14	18	6
Ouagadougou	1007	178	93	198	174	132	102	81	118	106
Ouahigouya	20	28	29	10	13	20	9	10	2	11
Tenkodogo	77	66	29	29	36	96	72	59	55	53
Tougan	3	4	11	12	13	14	3	8	3	9
Yako	6	13	12	12	2	0	6	12	2	2
Ziniaré	2	5	12	20	4	8	7	5	19	15

**Tableau III.81 :** Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>507</b>	<b>167</b>	<b>174</b>	<b>314</b>	<b>236</b>	<b>239</b>	<b>161</b>	<b>134</b>	<b>191</b>	<b>130</b>
Banfora	8	1	5	2	1	1	2	0	0	1
Bobo-Dioulasso	22	11	28	7	27	14	35	6	18	8
Bogandé	0	1	0	7	9	11	0	3	1	0
Boromo	4	2	8	15	6	2	0	0	0	3
Dédougou	16	3	13	8	4	7	0	5	8	0
Diapaga	3	2	1	5	3	2	0	2	0	0
Diébougou	-	0	4	5	4	0	1	0	4	1
Djibo	2	3	1	5	1	0	0	13	21	21
Dori	3	6	0	11	3	4	2	9	19	8
Fada N'gourma	20	26	32	10	11	25	22	26	12	8
Gaoua	0	1	1	2	0	1	4	0	3	6
Kaya	7	4	2	12	13	6	7	5	25	18
Kongoussi	1	6	0	1	0	0	0	0	1	0
Koudougou	15	7	11	23	22	33	1	8	11	7
Koupéla								0	4	4
Léo	15	2	8	1	12	9	6	11	1	6
Manga	9	1	5	12	11	16	7	3	2	5
Nouna	1	0	0	18	0	2	0	0	0	0
Orodara	5	0	2	24	2	1	1	1	2	3
Ouagadougou	344	58	30	115	82	71	46	21	37	23
Ouahigouya	7	8	11	4	1	2	1	1	0	0
Tenkodogo	21	21	5	9	16	21	17	10	14	3
Tougan	2	1	2	6	4	8	1	3	1	3
Yako	2	1	1	5	2	0	6	5	0	2
Ziniaré	0	2	4	7	2	3	2	2	7	0

**Tableau III.82 :** Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>906</b>	<b>349</b>	<b>309</b>	<b>513</b>	<b>418</b>	<b>421</b>	<b>290</b>	<b>267</b>	<b>362</b>	<b>265</b>
Banfora	18	7	15	8	16	4	9	6	0	10
Bobo-Dioulasso	31	25	33	15	50	24	47	31	23	25
Bogandé	0	5	1	9	14	14	5	3	1	0
Boromo	7	6	16	34	10	2	5	3	2	4
Dédougou	16	4	16	24	4	16	1	7	36	3
Diapaga	7	8	6	11	9	4	0	2	6	0
Diébougou	-	0	7	11	4	3	2	2	4	2
Djibo	7	8	2	5	2	0	2	17	27	27
Dori	7	12	3	19	7	4	4	12	22	10
Fada N'gourma	30	44	50	27	18	32	32	36	21	11
Gaoua	3	1	2	6	9	7	17	8	7	7
Kaya	19	7	2	15	30	12	9	9	28	18
Kongoussi	3	8	0	7	1	1	0	1	5	0
Koudougou	21	17	21	31	34	59	4	11	34	38
Koupéla								0	12	4
Léo	21	6	11	4	15	10	12	16	6	13
Manga	12	3	9	19	19	19	13	8	14	8
Nouna	2	2	0	26	0	20	10	0	0	0
Orodara	5	0	8	24	4	2	9	2	6	4
Ouagadougou	617	112	53	153	133	106	72	42	77	53
Ouahigouya	14	17	23	5	3	6	1	4	1	2
Tenkodogo	58	48	19	26	26	59	27	29	16	17
Tougan	2	4	3	6	5	12	1	6	1	5
Yako	6	1	2	10	2	0	6	8	1	2
Ziniaré	0	4	7	18	3	5	2	4	12	2

**Tableau III.83 :** Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>543</b>	<b>238</b>	<b>206</b>	<b>204</b>	<b>217</b>	<b>222</b>	<b>244</b>	<b>263</b>	<b>251</b>	<b>299</b>
Banfora	8	25	2	6	22	8	7	10	20	24
Bobo-Dioulasso	21	19	15	10	6	13	12	12	26	19
Bogandé	3	3	6	5	13	3	8	4	1	17
Boromo	8	4	8	4	13	9	12	5	1	1
Dédougou	0	17	10	9	8	19	15	18	0	1
Diapaga	4	5	0	10	13	6	0	0	5	20
Diébougou	-	0	0	4	4	6	8	3	3	0
Djibo	1	4	9	3	3	5	0	8	18	23
Dori	6	5	6	1	2	6	0	10	17	1
Fada N'gourma	34	16	19	40	17	7	9	13	6	20
Gaoua	6	0	11	7	8	7	9	9	11	3
Kaya	18	11	10	9	1	12	2	11	15	6
Kongoussi	9	4	2	4	8	4	7	8	3	0
Koudougou	3	0	11	10	13	16	11	8	6	12
Koupéla								0	0	1
Léo	0	8	7	2	4	4	8	11	12	18
Manga	4	6	11	11	5	9	15	38	4	15
Nouna	0	3	0	4	0	4	3	1	0	1
Orodara	0	0	0	2	7	2	28	12	12	2
Ouagadougou	390	66	40	45	41	26	30	39	41	53
Ouahigouya	6	11	6	5	10	14	8	6	1	9
Tenkodogo	19	18	10	3	10	37	45	30	39	36
Tougan	1	0	8	6	8	2	2	2	2	4
Yako	0	12	10	2	0	0	0	4	1	0
Ziniaré	2	1	5	2	1	3	5	1	7	13

**Tableau III.84 :** Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>184</b>	<b>82</b>	<b>52</b>	<b>103</b>	<b>75</b>	<b>63</b>	<b>88</b>	<b>128</b>	<b>132</b>	<b>148</b>
Banfora	0	13	0	1	2	4	3	1	20	24
Bobo-Dioulasso	4	6	4	6	3	4	5	2	11	8
Bogandé	0	2	1	1	12	3	0	3	1	17
Boromo	3	0	4	1	3	4	0	4	0	0
Dédougou	0	3	5	4	0	2	1	12	0	0
Diapaga	0	3	0	8	2	1	0	0	2	5
Diébougou	-	0	0	0	0	4	2	2	2	0
Djibo	1	1	3	1	2	3	0	3	5	10
Dori	0	0	2	0	0	0	0	6	15	1
Fada N'gourma	19	5	4	27	12	1	7	6	3	6
Gaoua	1	0	0	5	2	2	2	0	3	2
Kaya	6	7	9	5	1	7	1	7	8	5
Kongoussi	3	0	0	2	4	3	5	6	2	0
Koudougou	1	0	3	5	2	4	3	3	2	2
Koupéla								0	0	1
Léo	0	1	0	2	0	1	4	9	6	9
Manga	1	3	0	5	4	2	4	28	0	3
Nouna	0	2	0	1	0	1	1	0	0	0
Orodara	0	0	0	2	0	1	14	1	1	0
Ouagadougou	138	18	7	23	17	9	3	12	12	25
Ouahigouya	1	2	0	1	3	3	1	4	0	5
Tenkodogo	6	5	2	0	3	1	28	16	36	15
Tougan	0	0	3	1	2	1	2	1	2	1
Yako	0	11	3	1	0	0	0	2	0	0
Ziniaré	0	0	2	1	1	2	2	0	1	9

Tableau III.85 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure

		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2013	34	79	50	39	45	195	442
	2014	24	58	46	26	28	110	291
	2015	19	54	44	39	27	180	363
	2016	22	65	72	61	41	156	417
	2017	85	118	129	146	112	708	1 298
	2018	81	145	71	75	115	597	1 084
Affaires en cours	2013	999	799	639	590	909	3 894	7 830
	2014	1 093	968	768	661	558	4 875	8 924
	2015	931	1 008	807	647	553	4 939	8 885
	2016	858	899	950	716	624	5 125	9 172
	2017	924	742	691	739	593	4 354	8 043
	2018	765	962	645	614	644	4438	8 068
Affaires contre X en cours	2013	78	91	84	77	93	450	873
	2014	158	115	87	98	83	558	1 097
	2015	107	131	87	81	81	600	1 087
	2016	138	95	115	79	90	604	1 121
	2017	83	130	101	108	96	612	1 130
	2018	85	90	119	93	102	595	1 084

Tableau III.86 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>85</b>	<b>81</b>	<b>54</b>	<b>65</b>	<b>118</b>	<b>145</b>	<b>44</b>	<b>72</b>	<b>129</b>	<b>71</b>
Banfora	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0	23	0
Bobo-Dioulasso	4	5	8	5	0	2	27	7	0	1	8	11
Bogandé	0	1	0	1	0	0	2	1	1	2	3	1
Boromo	0	2	13	4	6	10	10	8	4	13	6	2
Dédougou	0	1	5	0	5	1	8	3	0	1	12	7
Diapaga	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0
Diébougou	0	0	0	0	1	4	2	1	0	2	4	6
Djibo	0	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0
Dori	0	1	8	10	0	2	1	11	1	2	3	0
Fada N'gourma	1	0	0	10	0	1	0	17	0	1	2	2
Gaoua	0	0	0	2	0	0	2	5	0	8	10	2
Kaya	0	0	0	0	0	0	3	0	2	1	2	1
Kongoussi	0	0	1	0	0	0	1	0	4	2	2	1
Koudougou	2	3	3	4	12	9	5	13	4	6	2	7
Koupéla	-	0	36	30	-	0	0	41	-	0	0	0
Léo	0	0	2	0	0	1	2	2	3	0	6	4
Manga	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	1	1
Nouna	2	1	2	0	3	3	1	2	0	1	5	1
Orodara	0	0	0	2	0	0	7	9	0	0	3	10
Ouagadougou	7	4	4	5	15	18	6	8	19	22	7	7
Ouahigouya	0	0	1	0	7	3	3	6	2	0	2	0
Tenkodogo	0	1	2	0	2	3	16	1	2	5	13	1
Tougan	0	0	0	3	0	1	2	6	0	1	0	1
Yako	1	1	0	3	3	2	1	1	1	2	7	2
Ziniaré	2	2	0	0	0	5	12	0	0	2	8	4

**Tableau III.87 :** Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>39</b>	<b>61</b>	<b>146</b>	<b>75</b>	<b>27</b>	<b>41</b>	<b>112</b>	<b>115</b>	<b>180</b>	<b>156</b>	<b>708</b>	<b>597</b>
Banfora	0	0	12	3	0	0	6	7	0	0	37	126
Bobo-Dioulasso	0	1	5	4	0	0	2	4	0	1	9	18
Bogandé	0	7	1	1	0	6	1	0	0	14	8	11
Boromo	4	6	2	1	2	1	1	3	0	13	12	7
Dédougou	0	0	5	4	0	1	5	3	2	0	11	28
Diapaga	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0	14	7
Diébougou	1	4	8	0	1	2	5	7	1	0	5	7
Djibo	0	2	0	0	0	6	0	0	0	30	0	0
Dori	3	0	2	0	2	4	6	0	8	4	31	1
Fada N'gourma	0	0	0	1	0	0	0	1	0	3	35	49
Gaoua	6	8	8	2	8	3	0	1	22	3	127	19
Kaya	0	1	2	5	0	4	9	10	0	6	29	15
Kongoussi	4	5	3	2	0	1	6	1	3	1	13	3
Koudougou	3	3	12	5	3	1	6	3	1	1	11	46
Koupéla	-	0	0	0	-	0	0	0	-	1	0	0
Léo	3	0	5	3	0	0	12	7	1	1	15	27
Manga	1	0	3	4	1	0	0	3	0	0	3	22
Nouna	0	0	2	1	0	0	4	2	0	0	4	4
Orodara	0	0	2	11	0	0	4	7	0	0	14	8
Ouagadougou	10	19	41	16	6	10	19	25	104	1	230	135
Ouahigouya	2	0	2	0	1	0	0	8	1	0	0	7
Tenkodogo	1	3	24	4	2	2	16	3	35	54	84	17
Tougan	0	1	0	2	0	0	2	0	0	0	0	1
Yako	1	0	1	0	1	0	2	1	2	18	1	3
Ziniaré	0	1	6	5	0	0	6	17	0	1	15	36

**Tableau III.88 :** Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>931</b>	<b>858</b>	<b>924</b>	<b>765</b>	<b>1 008</b>	<b>899</b>	<b>742</b>	<b>962</b>	<b>807</b>	<b>950</b>	<b>691</b>	<b>645</b>
Banfora	55	23	9	15	36	57	18	11	26	34	30	20
Bobo-Dioulasso	57	81	61	75	19	51	61	70	12	29	32	56
Bogandé	56	27	20	11	91	56	24	19	30	92	43	23
Boromo	28	18	11	6	15	20	7	2	15	11	10	4
Dédougou	24	38	22	10	48	19	27	20	29	50	12	19
Diapaga	25	30	20	8	23	28	27	21	19	24	23	28
Diébougou	28	22	20	17	37	26	20	19	19	27	19	14
Djibo	23	44	41	41	20	22	43	43	12	20	22	22
Dori	16	20	46	24	20	15	11	31	20	17	16	13
Fada N'gourma	56	43	44	54	64	56	43	229	44	62	51	21
Gaoua	28	12	26	23	28	29	9	28	9	23	19	10
Kaya	22	10	18	16	31	24	8	18	30	28	21	7
Kongoussi	4	11	5	13	10	3	11	3	14	8	1	10
Koudougou	30	32	31	25	35	26	28	26	49	23	18	16
Koupéla	-	1	148	34	-	0	0	83	-	0	0	1
Léo	24	33	21	26	39	25	33	21	38	35	22	30
Manga	22	20	17	10	27	22	21	17	31	27	18	19
Nouna	7	5	2	3	12	6	6	1	11	9	4	4
Orodara	24	19	35	14	32	35	25	16	14	6	8	5
Ouagadougou	286	250	245	279	307	274	227	239	252	318	249	238
Ouahigouya	11	21	18	15	7	11	21	12	13	5	7	10
Tenkodogo	55	38	23	11	68	53	22	22	73	65	40	18
Tougan	9	17	11	13	11	10	19	8	14	10	6	12
Yako	8	10	10	6	11	8	10	2	2	8	5	7
Ziniaré	33	33	20	16	17	23	21	1	31	19	15	38

Tableau III.89 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>647</b>	<b>716</b>	<b>739</b>	<b>614</b>	<b>553</b>	<b>624</b>	<b>593</b>	<b>644</b>	<b>4 939</b>	<b>5 125</b>	<b>4 354</b>	<b>4 438</b>
Banfora	33	24	18	27	22	17	21	15	252	246	242	94
Bobo-Dioulasso	5	18	27	31	6	5	12	14	10	51	52	49
Bogandé	24	25	86	43	23	18	25	88	100	105	79	113
Boromo	5	7	6	7	13	4	3	2	36	30	22	15
Dédougou	24	32	33	8	24	21	23	29	174	187	96	67
Diapaga	34	19	21	21	16	33	21	18	50	92	69	82
Diébougou	18	17	25	18	14	11	12	17	53	21	19	25
Djibo	12	12	20	20	9	8	12	12	60	42	49	49
Dori	20	18	13	13	20	17	12	13	242	210	187	190
Fada N'gourma	24	44	62	46	40	24	44	36	516	554	535	540
Gaoua	10	7	15	15	11	7	8	16	263	276	118	52
Kaya	19	29	26	16	12	16	16	15	264	278	236	134
Kongoussi	5	10	4	1	6	5	8	2	33	35	19	25
Koudougou	36	39	23	16	21	37	30	12	81	103	131	107
Koupéla	-	0	0	1	-	0	0	0	-	0	0	0
Léo	31	36	29	18	14	40	26	23	18	31	59	43
Manga	34	31	20	16	28	33	2	18	125	166	220	205
Nouna	11	12	5	2	10	12	16	3	14	23	18	31
Orodara	11	4	5	5	8	30	8	11	6	18	19	17
Ouagadougou	219	211	233	234	164	194	206	234	1 820	1 667	1 581	1 825
Ouahigouya	4	14	3	3	3	1	10	3	88	91	97	96
Tenkodogo	30	63	42	37	63	54	45	40	656	806	408	603
Tougan	5	12	9	4	1	4	9	10	21	18	28	31
Yako	6	1	3	2	3	5	0	5	22	19	17	17
Ziniaré	27	31	11	10	22	28	24	8	35	56	53	28

Tableau III.90 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI

	Moins d'un an				De 1 an à moins de 2 ans				De 2 ans à moins de 3 ans			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>107</b>	<b>138</b>	<b>83</b>	<b>85</b>	<b>131</b>	<b>95</b>	<b>130</b>	<b>90</b>	<b>87</b>	<b>119</b>	<b>101</b>	<b>119</b>
Banfora	6	3	0	2	5	5	1	2	1	1	2	3
Bobo-Dioulasso	1	9	13	3	2	2	8	5	2	2	4	7
Bogandé	5	6	1	0	2	4	6	1	0	3	1	6
Boromo	1	1	2	0	1	1	2	0	0	1	1	1
Dédougou	7	5	3	1	13	8	6	3	9	14	5	6
Diapaga	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1	1	0
Diébougou	4	7	0	3	4	5	2	0	2	2	4	3
Djibo	3	15	8	8	3	3	12	12	2	2	3	3
Dori	2	6	6	9	2	2	5	6	0	2	2	6
Fada N'gourma	2	4	2	5	7	3	4	23	3	7	1	1
Gaoua	3	0	3	0	0	3	0	3	2	0	1	0
Kaya	3	0	1	0	1	3	0	1	0	1	3	0
Kongoussi	1	3	0	3	2	0	1	1	0	0	3	3
Koudougou	0	4	2	1	0	0	4	2	2	0	0	2
Koupéla	-	0	9	2	-	0	0	2	-	14	0	0
Léo	4	3	5	3	11	4	1	2	3	7	11	4
Manga	7	4	3	1	3	0	5	1	2	1	5	4
Nouna	0	1	2	0	0	0	0	0	1	0	0	2
Orodara	0	0	1	6	0	0	0	2	1	44	1	1
Ouagadougou	49	46	18	31	61	47	52	23	37	1	49	54
Ouahigouya	2	6	2	3	1	0	6	1	4	6	2	5
Tenkodogo	1	5	1	0	6	1	3	0	7	0	1	2
Tougan	1	3	0	1	1	1	3	0	1	2	1	3
Yako	0	2	0	0	1	0	3	0	0	4	0	3
Ziniaré	5	5	1	3	4	2	6	0	8	4	0	0

**Tableau III.91** : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite)

	De 3 ans à moins de 4 ans				De 4 ans à moins de 5 ans				5 ans et plus			
	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>81</b>	<b>79</b>	<b>108</b>	<b>93</b>	<b>81</b>	<b>90</b>	<b>96</b>	<b>102</b>	<b>600</b>	<b>604</b>	<b>612</b>	<b>595</b>
Banfora	6	1	2	5	2	3	0	5	44	12	20	21
Bobo-Dioulasso	0	3	3	0	0	0	2	1	1	6	10	5
Bogandé	1	2	2	3	3	0	1	5	19	22	23	26
Boromo	2	0	1	1	0	1	0	1	1	0	1	0
Dédougou	3	6	13	8	1	3	12	1	18	5	15	20
Diapaga	0	0	1	0	1	0	0	2	3	3	3	2
Diébougou	1	0	2	5	0	0	1	3	4	1	0	2
Djibo	0	3	2	2	1	0	3	3	2	1	1	1
Dori	0	0	0	2	2	1	0	0	20	16	14	13
Fada N'gourma	1	3	5	2	1	1	3	6	32	43	27	25
Gaoua	1	2	0	3	1	2	2	0	17	19	13	10
Kaya	0	0	1	3	3	0	0	1	40	44	47	36
Kongoussi	1	2	0	0	0	0	0	1	4	5	1	3
Koudougou	2	2	0	0	2	2	2	0	2	3	5	6
Koupéla	-	0	0	0	-	0	0	0	-	0	0	0
Léo	3	3	3	4	9	14	17	10	3	6	0	16
Manga	2	3	2	7	3	2	0	3	13	2	25	23
Nouna	2	1	1	1	2	1	1	0	3	6	7	10
Orodara	5	0	0	1	2	5	1	0	2	5	2	5
Ouagadougou	41	29	60	43	39	41	35	53	260	257	312	264
Ouahigouya	1	2	1	1	0	0	2	1	7	7	8	10
Tenkodogo	6	7	4	1	7	10	5	5	88	121	55	84
Tougan	0	1	1	1	1	0	1	1	3	2	4	4
Yako	0	0	1	0	0	0	0	0	6	7	4	4
Ziniaré	3	9	3	0	1	4	8	0	8	11	15	5

### III.3.2.4 Activités des greffes des tribunaux de grande instance

---

#### **Concepts**

**Actes notariés du greffe** : Actes posés par le greffier en chef en sa qualité de greffier notaire dans les juridictions où il n'y a pas de notaire titulaire.

**Bulletin de casier judiciaire** : Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré par le greffe des TGI aux demandeurs est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les condamnations les plus graves.

**Cession volontaire de salaires** : Demande auprès d'une institution financière portant octroi de crédit à une partie sur contrat

**Certificat de nationalité** : Attestation délivrée par le président ou un juge du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon laquelle un individu est de nationalité burkinabé. Il peut être demandé dans les cas suivants : établissement d'une carte d'identité burkinabé ou d'un passeport, candidature à un emploi dans la fonction publique, etc.

**Certificat de non faillite** : Attestation du greffier en chef prouvant qu'une personne physique ou morale n'est pas en état de faillite ou de cessation de paiement.

**Immatriculation des personnes** : Enregistrement d'une personne physique ou morale dans le registre du commerce et du crédit mobilier.

**Modification des personnes** : Inscription modificative portant sur un changement soit du capital social, soit de la dénomination, soit de l'objet de la société, etc.

**Radiation des personnes** : Fait de rayer une personne physique ou morale du registre du commerce et du crédit mobilier en état de faillite ou à la suite d'un décès ou encore par suite de cessation volontaire de l'activité.

**Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)** : Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

**Scellés** : Il s'agit des pièces à conviction recueillies au cours d'une procédure. Les "scellés" figurent parmi les mesures conservatoires.

**Sûretés** : Il s'agit de garanties destinées à assurer le règlement des créances pour le cas où le débiteur ne disposerait pas de liquidités ou de biens d'une valeur suffisante pour désintéresser l'ensemble de ses créanciers. Les sûretés peuvent porter sur des biens meubles et sur des créances, comme sur des biens ou des droits immobiliers. Les sûretés comprennent en particulier, le gage, le droit de rétention, le nantissement, le warrant, les privilèges et les hypothèques.

**Sources statistiques** : *Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.*

#### **Note** :

*Le RCCM enregistre tous les actes d'inscription, de modification et de radiation des personnes physiques et morales.*

Tableau III.92 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Bulletins de casier judiciaire n°3	96 208	99 017	118 664	156 350	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026	274 171
Certificats de nationalité des personnes	64 492	85 424	79 670	92 662	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952	178 231
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM)	4 526	6 118	1 432	1 651	2 104	3 204	2 368	4 629	4 809	4 030
<i>Immatriculation des personnes physiques</i>	<i>3 598</i>	<i>3 942</i>	<i>1 157</i>	<i>1 393</i>	<i>1 823</i>	<i>2 782</i>	<i>1 965</i>	<i>3 739</i>	<i>4 190</i>	<i>3 373</i>
<i>Immatriculation des personnes morales</i>	<i>811</i>	<i>1 078</i>	<i>96</i>	<i>53</i>	<i>70</i>	<i>97</i>	<i>112</i>	<i>581</i>	<i>219</i>	<i>240</i>
<i>Modifications</i>	<i>899</i>	<i>950</i>	<i>151</i>	<i>164</i>	<i>159</i>	<i>283</i>	<i>259</i>	<i>290</i>	<i>355</i>	<i>387</i>
<i>Radiations</i>	<i>138</i>	<i>135</i>	<i>26</i>	<i>31</i>	<i>46</i>	<i>36</i>	<i>29</i>	<i>19</i>	<i>45</i>	<i>30</i>
<i>Sûretés mobilières</i>	<i>117</i>	<i>13</i>	<i>2</i>	<i>10</i>	<i>6</i>	<i>6</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Certificats de non faillite	22	9 694	1 007	1 064	1 031	1 197	863	1 187	1 129	1 865
Cessions volontaires de salaires	4 114	4 515	4 668	3 141	4 202	3 873	22 993	31 917	10 158	10 047
Actes notariés du greffe	327	288	769	845	630	685	577	858	692	639
Autres actes de greffe	2 234	2 181	1 890	1 895	2 262	2 190	2 133	2 303	809	1 187

Tableau III.93 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>96 208</b>	<b>99 017</b>	<b>118 664</b>	<b>156 350</b>	<b>169 316</b>	<b>184 880</b>	<b>178 654</b>	<b>237 551</b>	<b>268 026</b>	<b>274 171</b>
Banfora	2 419	2 421	2 918	4 611	5 608	5 552	5 457	6 369	7 464	11 299
Bobo-Dioulasso	15 297	14 835	24 023	24 763	22 191	24 354	16 371	29 935	32 359	32 161
Bogandé	910	779	973	1 502	1 631	1 359	2 257	2 500	3 286	5 360
Boromo	1 821	2 110	2 519	3 460	3 839	3 919	4 145	2 543	6 698	10 097
Dédougou	2 736	2 634	2 913	4 660	5 301	5 320	5 472	7 504	7 830	8 632
Diapaga	893	1 061	1 116	1 644	1 776	1 765	1 818	2 353	2 865	5 811
Diébougou	-	1 005	2 107	2 287	2 901	2 963	2 922	3 709	4 156	4 727
Djibo	198	903	1 235	1 420	1 676	1 917	1 548	2 239	672	672
Dori	1 103	1 330	1 034	1 765	2 182	2 693	2 418	3 800	3 328	3 660
Fada N'gourma	2 451	2 252	2 480	2 557	2 638	3 422	4 731	5 333	6 572	6 777
Gaoua	2 592	2 168	1 662	2 084	2 541	2 654	2 627	3 904	4 282	3 781
Kaya	3 515	3 640	3 913	5 066	6 034	6 023	5 586	8 153	9 096	2 591
Kongoussi	1 251	618	698	1 312	2 252	2 126	2 341	3 247	3 796	3 987
Koudougou	7 544	7 995	7 825	15 689	13 958	14 490	16 091	19 017	20 809	21 221
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	338	5 689	6 076
Léo	951	681	893	1 444	2 132	2 425	2 615	3 756	4 181	4 675
Manga	2 396	2 365	2 769	3 769	4 284	5 008	4 533	4 523	4 129	7 400
Nouna	0	710	986	1 759	1 902	1 945	2 046	3 120	3 152	3 547
Orodara	641	952	509	697	1 018	2 505	2 605	3 587	3 854	3 140
Ouagadougou	27 963	29 442	33 444	42 170	50 040	52 925	53 671	70 300	71 292	73 844
Ouahigouya	5 893	6 113	6 269	8 782	9 458	9 315	10 353	13 897	18 129	14 785
Tenkodogo	8 535	7 351	9 486	14 448	14 268	17 312	15 721	18 462	12 800	14 040
Tougan	3 002	3 125	3 597	3 281	3 207	4 597	3 452	6 214	7 791	9 432
Yako	1 768	2 420	2 801	3 854	4 643	4 689	4 189	6 924	6 816	6 666
Ziniaré	2 329	2 107	2 494	3 326	3 836	5 602	5 685	5 824	16 980	9 790

### **Procédures de demande de certificat de nationalité**

Pour obtenir le certificat de nationalité, l'individu doit adresser une demande timbrée à 200 FCFA (timbre fiscal) au président du TGI saisi et à laquelle est joint :

- Pour le demandeur burkinabé né au Burkina Faso : son extrait d'acte de naissance et celui de l'un des parents né au Burkina ou son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des deux parents.
- Pour le demandeur burkinabé né à l'étranger : son extrait d'acte de naissance et le certificat de nationalité burkinabè de l'un des parents.
- Pour l'étranger qui a acquis la nationalité burkinabé du fait de son mariage avec un(e) burkinabé : son extrait d'acte de naissance et l'acte de mariage et le certificat de nationalité burkinabè du conjoint ou de la conjointe.
- Pour l'apatride son extrait d'acte de naissance et un certificat de résidence sur le territoire burkinabè.
- Pour le naturalisé : l'extrait d'acte de naissance, celui de l'un de ses parents, le décret de naturalisation. Quant à ses enfants, ceux-ci doivent produire, en plus de l'extrait d'acte de naissance, le certificat de nationalité du parent naturalisé et son décret de naturalisation.

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu d'apporter un timbre fiscal de 200 FCFA, au paiement de la somme de cinq cent (500) francs CFA pour l'original et de cent (100) francs CFA pour chaque copie .

Tableau III.94 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>64 492</b>	<b>85 424</b>	<b>79 670</b>	<b>92 662</b>	<b>90 142</b>	<b>106 688</b>	<b>109 492</b>	<b>126 587</b>	<b>146 952</b>	<b>178 231</b>
Banfora	2 032	2 699	2 086	2 585	2 418	3 193	4 739	4 197	6 950	8 345
Bobo-Dioulasso	10 311	13 269	10 178	12 322	10 102	10 050	11 095	17 205	16 023	19 296
Bogandé	290	389	338	548	657	647	1 010	1 110	1 698	2 114
Boromo	623	1 837	1 423	1 574	1 578	2 043	4 606	2 458	3 153	4 911
Dédougou	1 297	1 902	1 442	1 816	1 805	1 424	2 402	3 097	3 394	5 327
Diapaga	399	455	403	578	649	850	812	732	975	2 030
Diébougou	-	696	783	977	1 095	1 208	1 336	1 456	1 831	2 778
Djibo	317	663	710	838	937	922	815	962	963	963
Dori	614	898	809	1 292	1 448	1 279	1 339	1 626	2 433	1 682
Fada N'gourma	1 348	2 283	1 648	1 434	1 405	3 133	3 341	3 826	4 425	4 202
Gaoua	1 068	1 441	712	1 003	1 073	1 125	1 550	1 609	2 008	2 728
Kaya	1 594	3 861	2 723	2 998	2 927	3 130	3 215	4 556	6 423	7 628
Kongoussi	867	985	617	1 167	1 222	1 420	1 391	1 540	1 701	2 256
Koudougou	3 983	7 635	5 016	5 422	6 006	7 078	6 982	7 798	11 498	11 022
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	195	4 149	4 934
Léo	425	1 002	635	985	943	1 223	1 469	1 530	2 606	3 014
Manga	1 555	2 248	2 238	2 110	2 330	3 573	5 985	6 620	5 686	6 875
Nouna	0	432	528	937	986	1 528	1 576	1 574	1 771	2 306
Orodara	132	435	130	136	55	854	1 382	1 269	1 809	3 250
Ouagadougou	24 241	25 436	28 411	31 019	32 724	35 657	31 916	40 757	42 871	48 218
Ouahigouya	2 889	nd	3 309	4 358	4 162	4 680	6 132	5 473	6 717	10 434
Tenkodogo	6 002	7 234	6 786	10 280	8 352	10 874	9 302	8 818	8 188	10 703
Tougan	914	1 914	1 365	1 572	1 593	2 025	1 825	2 504	2 846	3 510
Yako	1 070	2 610	1 687	771	1 700	2 172	1 933	2 485	2 547	3 318
Ziniaré	2 521	5 100	5 693	5 940	3 975	6 600	3 339	3 190	4 287	6 387

Tableau III.95 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4 409</b>	<b>5 020</b>	<b>1 253</b>	<b>1 446</b>	<b>1 893</b>	<b>2 879</b>	<b>2 077</b>	<b>4 320</b>	<b>4 409</b>	<b>3 613</b>
Banfora	76	61	73	67	115	159	167	244	273	200
Bobo-Dioulasso	393	469	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	18	18	27	17	22	44	54	123	80	77
Boromo	22	29	30	31	57	66	102	119	216	120
Dédougou	45	44	49	73	98	139	122	185	218	181
Diapaga	8	10	12	15	38	24	0	35	61	51
Diébougou	-	1	14	36	61	74	44	119	127	67
Djibo	18	21	23	32	54	54	35	91	118	118
Dori	28	56	72	64	91	141	115	172	254	260
Fada N'gourma	38	48	73	80	103	180	127	99	291	255
Gaoua	38	41	89	74	8	105	111	169	265	172
Kaya	83	96	94	101	126	164	109	265	245	171
Kongoussi	23	22	32	57	87	75	58	152	97	79
Koudougou	65	82	104	145	191	309	221	877	431	365
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	208	157
Léo	15	24	14	29	43	106	44	118	101	128
Manga	38	57	23	59	74	241	91	193	196	170
Nouna	0	20	20	22	37	30	14	34	38	37
Orodara	0	18	31	17	45	20	37	86	57	35
Ouagadougou	3071	3 532	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	124	116	181	175	220	288	220	467	507	430
Tenkodogo	177	123	148	185	205	301	234	496	302	276
Tougan	32	25	32	33	51	52	48	88	89	94
Yako	23	27	28	38	69	128	26	31	54	28
Ziniaré	74	80	84	96	98	179	98	157	181	142

L'absence de RCCM à Bobo et Ouagadougou depuis 2011 s'explique par la création des tribunaux de commerce dans lesquelles, le RCCM est désormais traité.

## **Procédures d'immatriculation au RCCM**

Les personnes assujetties à l'immatriculation au registre de commerce et du crédit mobilier sont :

- les commerçants en tant que personnes physiques ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois du début de leurs activités commerciales.

L'immatriculation leur permet de bénéficier de la présomption simple de la qualité de commerçant. Cette immatriculation est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI annexée de :

- un certificat de résidence ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois mois ;
- un contrat de bail ou un titre de propriété en rapport avec le local d'exploitation ;
- un document d'identité CNIB/ Passeport/ extrait d'acte de naissance en copie légalisée ;
- un extrait d'acte de mariage si l'assujetti est légalement marié ;
- une autorisation d'exercer au Burkina Faso la profession de commerçant pour les étrangers.

En plus de ces documents, le demandeur est tenu de payer une somme de sept mille cinq cent (7 500) FCFA.

- les sociétés commerciales et autres personnes morales qui ont l'obligation de s'inscrire au RCCM dans le mois de leur constitution. Cette inscription leur confère la personnalité juridique.

L'immatriculation pour cette catégorie de personnes est faite suite à une déclaration adressée au greffier en chef du TGI, annexée de :

- 2 exemplaires des statuts de la société ;
- 2 exemplaires du procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive ;
- 2 exemplaires de l'acte notarié de souscription et de versement ou une déclaration de conformité ;
- 2 exemplaires d'extrait de casier judiciaire du/des gérant(s).

Outre la production des pièces exigées, le demandeur est tenu au paiement de la somme de douze mille cinq cent (12 500) FCFA.

Tableau III.96 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>3 598</b>	<b>3 942</b>	<b>1 157</b>	<b>1 393</b>	<b>1 823</b>	<b>2 782</b>	<b>1 965</b>	<b>3 739</b>	<b>4 190</b>	<b>3 373</b>
Banfora	70	57	64	65	108	149	149	233	268	193
Bobo-Dioulasso	340	398	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	17	18	27	15	21	44	54	121	77	76
Boromo	22	28	30	31	52	64	96	114	211	114
Dédougou	42	40	43	73	96	138	122	172	203	175
Diapaga	6	8	11	14	36	23	0	0	61	47
Diébougou	-	0	14	36	57	70	41	115	124	65
Djibo	18	21	23	31	53	50	35	91	117	117
Dori	27	52	64	58	88	134	113	165	241	224
Fada N'gourma	33	45	71	75	102	168	113	89	255	220
Gaoua	35	40	81	73	4	99	106	166	259	160
Kaya	81	86	88	94	122	160	96	260	233	154
Kongoussi	23	21	32	56	86	74	56	146	96	71
Koudougou	55	73	88	139	191	298	212	446	394	342
Koupéla								0	194	145
Léo	12	22	13	29	40	105	41	116	96	123
Manga	36	56	23	59	71	239	87	189	186	154
Nouna	0	18	18	21	37	29	14	33	37	37
Orodara	0	18	31	16	42	20	36	83	55	33
Ouagadougou	2 380	2 609	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	115	106	178	170	214	276	208	453	482	407
Tenkodogo	169	119	124	179	194	288	219	485	295	262
Tougan	32	22	26	32	51	51	47	88	86	93
Yako	22	21	28	37	68	128	24	29	52	28
Ziniaré	63	64	80	90	90	175	96	145	168	133

Tableau III.97 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>811</b>	<b>1 078</b>	<b>96</b>	<b>53</b>	<b>70</b>	<b>97</b>	<b>112</b>	<b>581</b>	<b>219</b>	<b>240</b>
Banfora	6	4	9	2	7	10	18	11	5	7
Bobo-Dioulasso	53	71	-	-	-	-	-	-	-	-
Bogandé	1	0	0	2	1	0	0	2	3	1
Boromo	0	1	0	0	5	2	6	5	5	6
Dédougou	3	4	6	0	2	1	0	13	15	6
Diapaga	2	2	1	1	2	1	0	35	0	4
Diébougou	-	1	0	0	4	4	3	4	3	2
Djibo	0	0	0	1	1	4	0	0	1	1
Dori	1	4	8	6	3	7	2	7	13	36
Fada N'gourma	5	3	2	5	1	12	14	10	36	35
Gaoua	3	1	8	1	4	6	5	3	6	12
Kaya	2	10	6	7	4	4	13	5	12	17
Kongoussi	0	1	0	1	1	1	2	6	1	8
Koudougou	10	9	16	6	0	11	9	431	37	23
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	14	12
Léo	3	2	1	0	3	1	3	2	5	5
Manga	2	1	0	0	3	2	4	4	10	16
Nouna	0	2	2	1	0	1	0	1	1	-
Orodara	0	0	0	1	3	0	1	3	2	2
Ouagadougou	691	923	-	-	-	-	-	-	-	-
Ouahigouya	9	10	3	5	6	12	12	14	25	23
Tenkodogo	8	4	24	6	11	13	15	11	7	14
Tougan	0	3	6	1	0	1	1	0	3	1
Yako	1	6	0	1	1	0	2	2	2	-
Ziniaré	11	16	4	6	8	4	2	12	13	9

## III.4 Tribunaux de commerce

---

### **Concepts**

**Chambre commerciale** : chambre compétente pour connaître les contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants, entre commerçants et banquiers dont le montant au principal est supérieur à un million (1 000 000) FCFA, aux actes et effets de commerce entre toutes personnes, aux procédures collectives de règlement du passif et aux contestations entre associés pour raison d'une société de commerce.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal de commerce.

**Injonction de payer** : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

**Ordonnance** : Décision rendue par le Président du tribunal ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

**Autres ordonnances**: Ordonnances ne pouvant être classées dans l'une des catégories d'ordonnances ci-dessus citées

**Opposition** : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Référé** : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

### **Sources statistiques**

*Rôles généraux, plumitif des audiences commerciales, répertoire commercial, registre des injonctions de payer, plumitif des référés des tribunaux de commerce.*

Tableau III.98 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Affaires nouvelles</b>	<b>336</b>	<b>356</b>	<b>426</b>	<b>451</b>	<b>468</b>	<b>499</b>	551
<i>Bobo-Dioulasso</i>	65	96	111	105	98	85	108
<i>Ouagadougou</i>	271	260	315	346	370	414	443
<b>Décisions rendues</b>	<b>282</b>	<b>311</b>	<b>297</b>	<b>372</b>	<b>444</b>	<b>409</b>	453
<i>Bobo-Dioulasso</i>	46	58	77	99	102	64	103
<i>Ouagadougou</i>	236	253	220	273	342	345	350
<b>Décisions rédigées</b>	<b>277</b>	<b>302</b>	<b>283</b>	<b>372</b>	<b>442</b>	<b>423</b>	454
<i>Bobo-Dioulasso</i>	41	49	70	99	99	66	103
<i>Ouagadougou</i>	236	253	213	273	343	357	351
<b>Décisions rendues sur opposition</b>	<b>10</b>	<b>15</b>	<b>30</b>	<b>33</b>	<b>13</b>	<b>1</b>	0
<i>Bobo-Dioulasso</i>	10	15	30	33	13	0	0
<i>Ouagadougou</i>	0	0	0	0	0	1	0

Tableau III.99 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Contradictoire	259	266	263	349	410	371	381
Réputé contradictoire	11	30	21	10	21	15	43
Défaut	12	15	13	13	13	23	26
<b>Total</b>	<b>282</b>	<b>311</b>	<b>297</b>	<b>372</b>	<b>444</b>	<b>409</b>	<b>450</b>

Tableau III.100 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Décisions au fonds</b>							
Acceptation	165	197	175	238	282	262	327
Rejet	55	64	61	73	83	90	58
<b>Autres décisions</b>							
Incompétence		9	11	15	21	12	11
Irrecevabilité		18	14	23	30	15	18
Désistement		12	14	12	12	15	22
<b>Radiations</b>		<b>4</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>5</b>
<b>Avant dire droit</b>		<b>14</b>	<b>11</b>	<b>22</b>	<b>11</b>	<b>16</b>	<b>17</b>
<b>Total</b>							

Tableau III.101 : Référé des tribunaux de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	254	277	343	397	488	493	657
<i>Bobo-Dioulasso</i>	70	104	95	103	121	76	104
<i>Ouagadougou</i>	184	173	248	294	367	417	553
Décisions rendues	230	256	313	341	472	459	563
<i>Bobo-Dioulasso</i>	68	93	70	89	112	70	99
<i>Ouagadougou</i>	162	163	243	252	360	389	464
Décisions rédigées	226	244	313	249	477	459	617
<i>Bobo-Dioulasso</i>	64	81	70	86	112	70	102
<i>Ouagadougou</i>	162	163	243	163	365	389	515
Décisions rendues sur opposition	0	0	0	0	0	0	0
<i>Bobo-Dioulasso</i>	0	0	0	0	0	0	0
<i>Ouagadougou</i>	0	0	0	0	0	0	0

## Concepts

**Acceptation partielle** : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

**Acceptation totale** : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

**Affaire jugée** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Décision rédigée** : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge. Il est tenu compte des référés mais pas des injonctions de payer et ordonnances.

**Décision rendue** : Affaire qui a fait l'objet d'un procès devant le tribunal de grande instance et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Décision sur le fond** : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son instance.

**Incompétence** : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

**Irrecevabilité** : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : plainte hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Jugement avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

**Jugement rédigé** : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

**Jugement sur le fond** : Décision du tribunal (hors référés) touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Opposition** : Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Rejet** : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Référé** : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite y compris les décisions en matière de difficultés d'exécutions.

**Radiation** : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Type de décisions** : En matière civile et commerciale, trois types de décisions existent :

**Contradictoire** : Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Réputé contradictoire** : Le jugement est réputé contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

**Défaut** : Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a été délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

**Durée de traitement des affaires** : Temps écoulé entre l'enrôlement d'une affaire et son jugement définitif au tribunal de commerce.

Tableau III.102 : Ensemble des décisions de référés rendues par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Contradictoire	217	241	298	337	440	432	554
Réputé contradictoire	12	5	12	4	28	26	10
Défaut	1	10	3	0	4	1	50
<b>Total</b>	<b>230</b>	<b>256</b>	<b>313</b>	<b>341</b>	<b>472</b>	459	604

Tableau III.103 : Répartition des décisions de référés rendues des référés par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Acceptation	137	162	162	178	280	263	387
Rejet	46	52	60	72	94	67	71
Incompétence		22	30	26	33	62	51
Irrecevabilité		6	14	29	26	17	17
Désistement		6	31	25	36	34	15
Radiations	8	11	12	2	9	1	4
Avant dire droit	5	8	16	11	8	16	22

Tableau III.104 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 062</b>	<b>1 080</b>	<b>1 257</b>	<b>1 496</b>	<b>1 172</b>	<b>1 290</b>	<b>1 666</b>
Bobo-Dioulasso	252	340	388	536	562	143	442
Ouagadougou	810	740	869	960	776	1147	1224

Tableau III.105 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Injonction de payer	<b>418</b>	<b>353</b>	<b>399</b>	<b>372</b>	<b>306</b>	<b>242</b>	<b>309</b>
<i>Bobo-Dioulasso</i>	118	98	134	134	70	58	90
<i>Ouagadougou</i>	300	255	265	238	236	184	219
Autres ordonnances	<b>644</b>	<b>727</b>	<b>858</b>	<b>1 124</b>	<b>1 102</b>	<b>1 048</b>	<b>1357</b>
<i>Bobo-Dioulasso</i>	134	242	254	402	326	85	352
<i>Ouagadougou</i>	510	485	604	722	776	963	1 005

Tableau III.106 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>819</b>	<b>837</b>	<b>978</b>	<b>1 151</b>	<b>1 035</b>	905	1 369
Bobo-Dioulasso	255	302	335	391	310	100	316
Ouagadougou	564	535	643	760	725	805	1053

Tableau III.107 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Injonction de payer	<b>251</b>	<b>251</b>	<b>281</b>	<b>268</b>	<b>230</b>	157	249
<i>Bobo-Dioulasso</i>	75	81	116	108	54	48	72
<i>Ouagadougou</i>	176	170	165	160	176	109	177
Autres ordonnances	<b>568</b>	<b>586</b>	<b>697</b>	<b>883</b>	<b>805</b>	748	1 120
<i>Bobo-Dioulasso</i>	180	221	219	283	256	52	244
<i>Ouagadougou</i>	388	365	478	600	549	696	876

Tableau III.108 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce

	<i>Immatriculations des personnes physiques</i>	<i>Immatriculations des personnes morales</i>	<i>Modifications du RCCM</i>	<i>Radiations du RCCM</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	<i>Certificats de non faillite et autres</i>
2012	3 829	1 277	896	130	158	16 990
2013	4 577	1 372	1 260	151	63	18 469
2014	5 349	1 506	1 385	149	203	20 349
2015	4 471	1 666	1 286	155	288	12 486
2016	6 735	2 486	1 552	204	288	12 795
2017	6 740	2 929	1 733	218	350	11 970
2018	6 508	3 408	1 600	337	326	25 246

Tableau III.109 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes par tribunal de commerce

	<i>Immatriculations des personnes physiques</i>	<i>Immatriculations des personnes morales</i>	<i>Modifications du RCCM</i>	<i>Radiations du RCCM</i>	<i>Sûretés mobilières</i>	<i>Certificats de non faillite et autres</i>	
Bobo-Dioulasso	2012	505	92	176	4	8	1 240
	2013	622	93	199	18	11	1 236
	2014	941	148	172	12	0	1 299
	2015	893	93	258	9	0	938
	2016	1 566	170	272	27	0	1 247
	2017	1 376	202	239	27	0	1 844
	2018	1 325	201	248	24	0	1 295
Ouagadougou	2012	3 324	1 185	720	126	150	15 750
	2013	3 955	1 279	1 061	133	52	17 233
	2014	4 408	1 358	1 213	137	203	19 050
	2015	3 578	1 573	1 028	146	288	11 548
	2016	5 169	2 316	1 280	177	288	11 548
	2017	5 364	2 727	1 494	191	350	10 126
	2018	5 183	3 207	1 352	313	326	23 951

Tableau III.110 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	<b>Total</b>
2012	59	79	79	43	8	0	268
2013	84	77	102	37	8	2	310
2014	95	80	92	22	3	5	297
2015	110	100	125	20	8	7	370
2016	135	119	134	47	8	1	444
2017	167	96	99	29	10	8	409
2018	166	106	135	18	11	14	450

**Tableau III.111 :** Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
<b>Bobo-Dioulasso</b>	2012	24	8	8	3	0	0	43
	2013	30	12	9	4	2	0	57
	2014	46	15	10	4	1	1	77
	2015	45	22	19	7	3	1	97
	2016	62	27	10	2	0	0	101
	2017	38	14	11	0	1	0	64
	2018	49	17	26	6	1	0	99
Ouagadougou	2012	35	71	71	40	8	0	225
	2013	54	65	93	33	6	2	253
	2014	49	65	82	18	2	4	220
	2015	65	78	106	13	5	6	273
	2016	73	92	124	45	8	1	343
	2017	129	82	88	29	9	8	345
	2018	117	89	109	12	10	14	351

**Tableau III.112 :** Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer)

	Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
2012	22	19	15	3	0	3	62
2013	154	79	41	7	6	15	302
2014	138	47	63	13	16	6	283
2015	130	79	118	25	11	7	370
2016	193	137	65	37	7	3	442
2017	145	103	103	43	13	4	411
2018	209	79	80	57	21	8	454

**Tableau III.113 :** Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) par TC

		Moins de 15 jours	De 15 jours à moins d'1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	4 mois et plus	Total
<b>Bobo-Dioulasso</b>	2012	9	6	8	3	0	3	29
	2013	16	9	3	2	4	15	49
	2014	38	5	10	3	8	6	70
	2015	47	22	15	7	2	4	97
	2016	84	13	2	0	0	0	99
	2017	45	12	5	1	3	0	66
	2018	103	0	0	0	0	0	103
Ouagadougou	2012	13	13	7	0	0	0	33
	2013	138	70	38	5	2	0	253
	2014	100	42	53	10	8	0	213
	2015	83	57	103	18	9	3	273
	2016	109	124	63	37	7	3	343
	2017	100	91	98	42	10	4	345
	2018	106	79	80	57	21	8	351

## III.5 Tribunaux d'instance

---

### Concepts

**Acceptation partielle** : Fait pour le tribunal de trancher une affaire partiellement en faveur du demandeur.

**Acceptation totale** : Fait pour le tribunal de trancher une affaire totalement en faveur du demandeur.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal d'instance pendant l'année concernée.

**Avant-dire-droit** : Décision prise par le tribunal, pour ordonner soit une mesure provisoire soit une instruction complémentaire (voir cour d'appel).

**Contravention** : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

**Décision sur le fond** : Décision (y compris les ordonnances) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action ou à son instance

**Injonction de payer** : Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

**Irrecevabilité** : Décision du tribunal sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner au fond.

**Jugement sur le fond** : Décision (non compris les ordonnances et injonctions de payer) du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Jugement rédigé** : Affaire sur laquelle le tribunal a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier. Il n'est pas tenu compte des référés, injonctions de payer et ordonnances.

**Radiation** : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à l'initiative du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Rejet** : décision par laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Saisine directe** : Affaire introduite directement devant le tribunal d'instance soit par assignation, soit par requête écrite ou verbale.

**Saisine par le tribunal départemental ou d'arrondissement** : Dossier d'appel reçu par le tribunal d'instance provenant du tribunal départemental ou d'arrondissement.

### Sources statistiques :

*Rôles, registre des plaintes, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civiles et commerciaux, répertoires de simple police, registres des appels des tribunaux d'instance.*

Tableau III.114 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions)

<b>Affaires nouvelles selon leur origine</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Saisines directes	466	577	559	511	486	303	404	399	540	747
Saisines par le tribunal départemental ou d'arrondissement	0	0	0	0	0	0	1	4	1	2
<b>Ensemble</b>	<b>466*</b>	<b>577*</b>	<b>559*</b>	<b>511*</b>	<b>486*</b>	<b>303</b>	<b>405</b>	<b>403</b>	<b>541</b>	<b>749</b>

**Affaires nouvelles selon leur nature**

Injonction de payer	280	395	350	245	231	203	213	99	127	177
Affaires civiles	186	172	209	266	245	92	192	242	341	486
Affaires commerciales	0	10	0	0	10	0	0	23	22	11
Autres ordonnances								16	4	13
Référés								23	47	62
Contraventions	55	96	113	170	144	66	34	51	55	42
<b>Ensemble</b>	<b>521</b>	<b>673</b>	<b>672</b>	<b>681</b>	<b>630</b>	<b>361</b>	<b>439</b>	<b>454</b>	<b>596</b>	<b>791</b>

**Décisions rendues selon leur nature** (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

<b>Ensemble</b>	<b>160</b>	<b>158</b>	<b>189</b>	<b>259</b>	<b>311</b>	<b>343</b>	<b>144</b>	<b>348</b>	<b>385</b>	<b>478</b>
Avant dire droit	4	1	0	0	0	2	4	1	4	5
Décisions sur le fond	121	135	116	178	207	197	90	203	258	219
<i>Acceptation totale</i>	66	79	40	77	84	100	52	145	137	105
<i>Acceptation partielle</i>	38	40	62	77	94	66	20	45	88	79
<i>Rejet</i>	17	16	14	24	29	30	18	13	33	35
Autres décisions	23	8	20	29	27	30	18	19	27	33
<i>Irrecevabilité</i>	12	3	6	8	8	4	1	2	10	9
<i>Désistement</i>	5	2	9	7	12	12	5	3	9	13
<i>Incompétence</i>	6	3	5	14	7	14	12	14	8	11
Radiations	9	12	28	32	36	42	6	71	56	200
Conciliations	3	2	25	20	41	72	26	54	40	21

**Jugements rédigés** (hors injonctions de payer et sans les décisions pénales)

<b>Ensemble</b>	<b>112</b>	<b>122</b>	<b>113</b>	<b>163</b>	<b>182</b>	<b>319</b>	<b>129</b>	<b>233</b>	<b>290</b>	<b>261</b>
-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

### **Organisation et compétence des tribunaux d'instance**

Les tribunaux d'instance sont institués au siège de chaque tribunal de grande instance avec le même ressort territorial par la loi n°10-93/ ADP du 17 mai 1993 modifiée par la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004 (articles 38 et suivants). Ils sont composés d'un président, d'un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso près le tribunal de grande instance parmi ses substituts et d'un greffier en chef.

Les tribunaux d'instance fonctionnels sont aujourd'hui au nombre de deux (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou). Les autres tribunaux n'étant pas opérationnels, leurs compétences sont exercées par les tribunaux de grande instance.

Les tribunaux d'instance connaissent à charge d'appel de tous litiges en matière civile et commerciale dont le taux évalué est supérieur à cent mille (100 000) FCFA sans pouvoir excéder un million (1 000 000) FCFA, ainsi que de toutes les contraventions en matière pénale. Ils sont également compétents pour connaître en appel des décisions rendues par les tribunaux départementaux et d'arrondissement.

Tableau III.115 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>186</b>	<b>182</b>	<b>209</b>	<b>266</b>	<b>255</b>	<b>124</b>	<b>192</b>	<b>265</b>	<b>363</b>	<b>497</b>
Bobo-Dioulasso	66	73	53	61	70	43	32	72	81	94
Ouagadougou	120	109	156	205	185	81	160	193	282	403

Tableau III.116 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>280</b>	<b>395</b>	<b>350</b>	<b>245</b>	<b>231</b>	<b>203</b>	<b>213</b>	<b>259</b>	<b>127</b>	<b>177</b>
Bobo-Dioulasso	126	202	214	64	40	24	37	88	72	56
Ouagadougou	154	193	136	181	191	179	176	171	55	121

Tableau III.117 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>121</b>	<b>135</b>	<b>116</b>	<b>178</b>	<b>207</b>	<b>197</b>	<b>90</b>	<b>203</b>	<b>258</b>	<b>219</b>
Bobo-Dioulasso	35	53	41	35	51	87	6	72	81	78
Ouagadougou	86	82	75	143	156	110	84	131	177	141

Sans les décisions pénales

Tableau III.118 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>112</b>	<b>122</b>	<b>113</b>	<b>163</b>	<b>182</b>	<b>319</b>	<b>129</b>	<b>233</b>	<b>290</b>	<b>261</b>
Bobo-Dioulasso	46	56	44	43	60	128	7	76	93	90
Ouagadougou	66	66	69	120	122	191	122	157	197	171

Sans les décisions pénales

Tableau III.119 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance

	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	<b>Total</b>
<b>Ensemble</b>	<b>2013</b>	<b>184</b>	<b>43</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>238</b>
	<b>2014</b>	<b>173</b>	<b>42</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>221</b>
	<b>2015</b>	<b>71</b>	<b>25</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>111</b>
	<b>2016</b>	<b>133</b>	<b>44</b>	<b>21</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>201</b>
	<b>2017</b>	<b>198</b>	<b>37</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>248</b>
	<b>2018</b>	<b>169</b>	<b>25</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>200</b>
Civiles	2013	177	41	10	0	0	228
	2014	153	38	7	0	0	197
	2015	67	22	13	2	0	104
	2016	122	34	15	3	0	174
	2017	180	33	9	4	0	226
	2018	158	25	6	0	0	189
Commerciales	2013	7	2	0	1	0	10
	2014	20	4	0	0	0	24
	2015	4	3	0	0	0	7
	2016	11	10	6	0	0	27
	2017	18	4	0	0	0	22
	2018	11	0	0	0	0	11

Tableau III.120 : Activités des tribunaux de simple police

	Bobo-Dioulasso					Ouagadougou				
	2014	2015	2016	2017	2018	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	62	14	21	18	11	58	20	30	37	31
Décisions rendues	77	4	37	12	11	29	18	53	39	47
Décisions rédigées	122	4	16	12	11	34	16	23	39	46

## III.6 Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

---

### Concepts

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal pour enfants (TPE) ou au cabinet du juge des enfants (JE).

**Appel** : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le juge des enfants devant le tribunal pour enfants pour qu'elle soit rejugée.

**Autres** : Décision autre que : placement, remise aux parents et emprisonnement.

**Contravention** : Infraction à une loi ou un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

**Confirmation** : Décision par laquelle le Tribunal pour enfants consolide et maintient la décision du juge des enfants.

**Crime** : Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives ou infamantes que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps .voire de peines complémentaires.

**Décision rendue** : Affaire sur laquelle le juge des enfants ou le Tribunal pour enfants a statué et rendu son jugement.

**Délit** : Infraction à la loi pénale punie d'une peine correctionnelle, comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement, ou d'une amende de plus de 50 000 FCFA ou de l'une des deux peines seulement.

**Emprisonnement** : Peine privative de liberté, consistant à l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

**Infirmité** : Annulation totale par le Tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

**Mineur** : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité pénale fixée à 18 ans révolus.

**Mineur en danger** : Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

**Mineur impliqué** : Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

**Mineurs concernés** : Mineur impliqué dans une affaire de mineurs en danger.

**Placement** : Mesure éducative, ordonnée par le juge, à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative), qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

**Réformation** : Infirmité partielle par le tribunal pour enfants d'une décision rendue par le juge des enfants.

**Remise aux parents** : Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l' (le) (ré) intégrer dans sa famille.

**Saisine directe** : Toute affaire introduite directement devant le tribunal pour enfants sans passer par la juridiction de 1er degré qu'est le juge des enfants.

### Sources statistiques

*Rôles, plunitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.*

Tableau III.121 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Affaires nouvelles	98	89	72	73	103	202	257	298	324	241
<i>Contraventions</i>	0	0	1	0	0	2	1	2	0	1
<i>Délits</i>	98	89	66	67	98	190	231	263	301	227
<i>Crimes</i>	0	0	5	6	5	10	25	33	23	13
Décisions rendues	99	73	59	47	97	191	263	286	308	211
<i>Placements</i>	25	15	15	19	18	34	48	52	61	46
<i>Remises à parents</i>	13	17	6	6	8	19	34	36	33	47
<i>Emprisonnements</i>	47	41	38	22	26	81	107	95	78	42
<i>Sursis</i>	-	-	-	-	26	26	13	9	16	7
<i>TIG</i>	-	-	-	-	5	12	25	33	45	16
<i>Incompétence</i>	-	-	-	-	5	9	3	0	0	0
<i>Relaxe</i>	-	-	-	-	6	10	21	60	75	51
<i>Remise à personne digne de confiance</i>	-	-	-	-	1	0	1	1	0	2
<i>Amende</i>	-	-	-	-	2	0	11	0	0	0
<i>Autres</i>	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de mineurs impliqués	112	97	79	87	110	272	291	327	382	285
Affaires nouvelles en instruction	-	-	-	-	5	*12	13	33	23	13
Affaires dont l'instruction est terminée	-	-	-	-	3	*2	5	5	9	14
Affaires en cours d'instruction au 31/12	15	21	20	29	27	*37	42	74	58	49

Tableau III.122 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Affaires nouvelles</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>56</b>	<b>24</b>	<b>*16</b>	<b>28</b>	<b>10</b>	<b>39</b>	<b>105</b>
<b>Mineurs concernés</b>	<b>227</b>	<b>32</b>	<b>19</b>	<b>109</b>	<b>24</b>	<b>27</b>	<b>50</b>	<b>13</b>	<b>106</b>	<b>233</b>
<b>Décisions rendues</b>	<b>230</b>	<b>32</b>	<b>19</b>	<b>96</b>	<b>23</b>	<b>*13</b>	<b>31</b>	<b>13</b>	<b>37</b>	<b>184</b>
<i>Placements</i>	230	30	18	93	22	8	31	9	12	103
<i>Remises à parents</i>	0	0	0	1	0	0	0	4	21	78
<i>Autres</i>	0	2	1	2	1	0	0	0	4	3

\*Données définitives après l'atelier de validation

Tableau III.123 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>98</b>	<b>89</b>	<b>72</b>	<b>73</b>	<b>100</b>	<b>202</b>	<b>245</b>	<b>298</b>	<b>324</b>	<b>241</b>
Banfora	-	-	-	-	-	8	14	23	14	23
Bobo-Dioulasso	26	21	33	23	31	32	33	59	51	41
Kaya	-	-	-	-	-	20	27	11	5	8
Koudougou	-	-	-	-	-	21	25	37	28	30
Ouagadougou	72	68	39	50	69	104	131	116	177	104
Ouahigouya	-	-	-	-	-	17	15	23	31	22
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	29	18	13

Tableau III.124 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>99</b>	<b>73</b>	<b>59</b>	<b>47</b>	<b>97</b>	<b>191</b>	<b>252</b>	<b>286</b>	<b>308</b>	<b>211</b>
Banfora	-	-	-	-	-	8	11	18	22	21
Bobo-Dioulasso	28	22	27	17	35	38	42	37	42	40
Kaya	-	-	-	-	-	19	27	15	5	5
Koudougou	-	-	-	-	-	24	17	38	38	32
Ouagadougou	71	51	32	30	62	87	139	139	152	78
Ouahigouya	-	-	-	-	-	15	16	24	30	21
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	15	19	14

Tableau III.125 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>56</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>28</b>	<b>10</b>	<b>39</b>	<b>105</b>
Banfora	-	-	-	-	-	0	0	1	1	1
Bobo-Dioulasso	0	5	4	3	6	6	1	0	2	19
Kaya	-	-	-	-	-	1	3	0	22	51
Koudougou	-	-	-	-	-	0	0	0	0	2
Ouagadougou	7	6	7	53	18	7	24	9	14	19
Ouahigouya	-	-	-	-	-	2	0	0	0	13
Tenkodogo								0	0	0

Tableau III.126 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>230</b>	<b>32</b>	<b>18</b>	<b>96</b>	<b>23</b>	<b>13</b>	<b>31</b>	<b>13</b>	<b>37</b>	<b>184</b>
Banfora	-	-	-	-	-	0	0	1	1	3
Bobo-Dioulasso	3	6	3	3	5	5	4	0	2	82
Kaya	-	-	-	-	-	1	3	0	22	20
Koudougou	-	-	-	-	-	0	0	0	0	2
Ouagadougou	227	26	15	93	18	7	24	12	12	64
Ouahigouya	-	-	-	-	-	0	0	0	0	13
Tenkodogo	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0

## **Organisation et compétence des juridictions pour mineurs**

Il existe deux types de juridictions pour mineurs:

**Le tribunal pour enfants** : Il est créé conformément à l'article 67 de la loi n° 028-2004/ AN du 8 septembre 2004, au siège de chaque cour d'appel. Ils sont donc au nombre de deux actuellement (Bobo-Dioulasso et Ouagadougou).

Les tribunaux pour enfants sont composés d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers.

Les tribunaux pour enfants ont compétence pour :

- juger des crimes imputés aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans ;
- connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants.

Les tribunaux pour enfants, en matière criminelle, statuent en premier et dernier ressort.

**Le juge des enfants** : Il est créé par l'article 63 de la loi n°028-2004/ AN du 8 septembre 2004 qui stipule qu' « il est institué au siège de chaque tribunal de grande instance un ou plusieurs juges des enfants ». Ils sont au nombre de sept (07) actuellement à être opérationnels.

La juridiction du juge des enfants est composée d'un président, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers. Elle est compétente pour :

- connaître des contraventions et délits commis par les mineurs de moins de 18 ans ;
- ordonner toute mesure utile lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger.

Le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle. Il statue en chambre de conseil, à charge d'appel devant le tribunal pour enfants.

Tableau III.127 : Activités des tribunaux pour enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Affaires nouvelles</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>13</b>
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	1	0	2	1	2	0	1	4	8	5
Crimes	0	15	7	4	6	1	0	13	10	8
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Décisions des juges des enfants frappées d'appel (affaires nouvelles de délits)</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>5</b>
<i>Placements</i>	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0
<i>Remise à parents</i>	3	0	1	0	0	0	0	0	3	2
<i>Emprisonnements</i>	1	0	2	1	0	1	0	0	2	2
<i>Remise à personne digne de confiance</i>								0	0	0
<i>TIG</i>								0	1	0
<i>Relaxe</i>								0	1	0
<i>Sursis</i>								3	1	1
<i>Autres</i>	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0
<b>Décisions des tribunaux pour enfants</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
<i>Confirmation</i>	2	0	0	1	0	0	0	1	2	2
<i>Réformation</i>	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0
<i>Infirmité</i>	0	0	0	0	0	1	0	2	2	1
<i>Autres</i>	1	0	12	0	14	1	0	1	0	0

Tableau III.128 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>13</b>
Bobo-Dioulasso	1	3	4	1	3	-	0	15	15	9
Ouagadougou	0	12	5	4	5	1	1	2	3	4

Tableau III.129 : Décisions rendues par tribunal pour enfants

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
Bobo-Dioulasso	5	0	0	1	3	2	2	2	2	2
Ouagadougou	0	0	12	0	11	0	2	2	3	1

## III.7 Tribunaux du travail

---

### Concepts

**Acceptation partielle** : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

**Acceptation totale** : Fait que le tribunal qui a été saisi par un tiers ou une personne morale pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal du travail.

**Autres** : Toute affaire qui met en conflit un employé et son employeur et qui n'est pas liée : à la rupture du contrat de travail, au non-paiement de salaire, à la formation ou à l'insertion professionnelle, à la reconstitution de carrière et à la protection sociale.

**Avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser l'instruction.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

**Décision sur le fond** : Décision du tribunal touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure. Il s'agit ici des décisions d'acceptation totale, d'acceptation partielle et de rejet.

**Incompétence** : Défaut d'aptitude du tribunal à connaître d'une demande. Elle peut être absolue, quand elle peut être invoquée par l'un et l'autre des plaideurs, mais pas d'office par le juge. Elle peut être d'ordre public, quand du fait de son caractère d'ordre public, elle peut être soulevée par le Ministère public ou d'office par le juge. Elle peut être relative, quand elle ne peut être invoquée que par le plaideur en faveur de qui elle a été édictée.

**Non-paiement de salaire** : Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

**Radiation** : Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence du tribunal pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Reconstitution de carrière** : Validation des périodes d'activités durant lesquelles l'intéressé a exercé des fonctions relevant d'un autre régime.

**Recours** : Toute voie prévue par la loi permettant à une partie de faire rejurer une affaire soit devant le tribunal du travail, soit devant la chambre sociale de la Cour d'Appel.

**Appel** : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal de travail devant la chambre sociale de la Cour d'Appel pour qu'elle soit rejugée.

**Opposition** : Recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Rejet** : Situation dans laquelle le tribunal tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Référé** : Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un magistrat unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contradiction sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend ou encore une décision de remise en état, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

**Rupture de contrat de travail** : Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

**Sécurité sociale** : Ensemble des mesures législatives et administratives qui ont pour objet de garantir les individus et les familles contre certains risques appelés risques sociaux.

Tableau III.130 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail

<b>Affaires nouvelles selon leur nature</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>710</b>	<b>739</b>	<b>756</b>	<b>1 104</b>	<b>996</b>	<b>977</b>	<b>1 225</b>	<b>1 241</b>	<b>786</b>	<b>1 460</b>
Rupture de contrat de travail	424	364	390	545	547	510	632	747	352	647
Non-paiement de salaire	109	143	163	234	234	241	224	182	162	370
Reconstitution de carrière	15	10	16	65	28	26	31	53	25	88
Référés	89	70	79	104	111	118	142	138	124	115
Sécurité sociale	8	5	11	33	18	24	50	32	23	47
Autres	65	147	97	123	58	58	146	89	100	193

<b>Décisions rendues selon leur nature (y compris référés)</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>496</b>	<b>681</b>	<b>618</b>	<b>742</b>	<b>975</b>	<b>817</b>	<b>874</b>	<b>1 080</b>	<b>1 189</b>	<b>1 097</b>
Décisions sur le fond	408	519	425	492	729	667	577	715	704	712
<i>Acceptation</i>	79	101	117	138	224	204	183	608	587	595
<i>Rejet</i>	74	103	70	91	79	76	60	107	117	117
Autres décisions	51	71	59	115	146	137	127	152	320	182
<i>Incompétence</i>	21	25	25	36	38	32	23	56	31	28
<i>Désistement</i>	12	29	30	40	46	16	32	18	23	40
<i>Irrecevabilité</i>	8	7	0	30	38	41	27	28	52	37
<i>Avant dire droit</i>	10	10	4	9	24	48	45	50	49	77
<i>Radiation</i>	37	91	134	135	100	13	170	213	165	203

<b>Décisions rendues par type (y compris référés)</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>454</b>	<b>590</b>	<b>484</b>	<b>607</b>	<b>875</b>	<b>804</b>	<b>704</b>	<b>866</b>	<b>859</b>	<b>894</b>
Contradictoire	382	469	363	506	706	633	518	682	659	771
Réputé contradictoire	19	36	43	45	51	51	59	57	63	30
Par défaut	53	85	78	56	118	120	127	127	137	93

NB : Hors radiations

<b>Recours</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Opposition	21	22	25	12	14	7	29	37	17	33
Appel	318	296	241	274	338	260	281	341	519	366
<b>Ensemble</b>	<b>339</b>	<b>318</b>	<b>266</b>	<b>286</b>	<b>352</b>	<b>267</b>	<b>310</b>	<b>378</b>	<b>536</b>	<b>399</b>

<b>Décisions rédigées</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>470</b>	<b>527</b>	<b>472</b>	<b>554</b>	<b>852</b>	<b>796</b>	<b>629</b>	<b>805</b>	<b>905</b>	<b>878</b>

\*Hors radiations

<b>Décisions rendues selon la durée de la procédure</b>	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	<b>Total</b>
2012	21	63	158	190	43	25	<b>500</b>
2013	58	105	164	162	24	20	<b>533</b>
2014	85	116	212	184	49	45	<b>691</b>
2015	41	119	226	127	39	9	<b>559</b>
2016	34	144	269	228	42	9	<b>726</b>
2017	17	84	284	254	58	18	<b>715</b>
2018	74	81	205	256	67	47	<b>730</b>

### **Organisation et compétence des tribunaux du travail**

Le tribunal du travail est une juridiction d'exception, relevant toutefois de l'ordre judiciaire, dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par la loi n°28-2008/ AN du 13 mai 2008 portant code de travail au Burkina Faso (.promulguée par le décret 2008-331 du 19 Juin 2009).

Actuellement au nombre de trois (Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), les tribunaux du travail sont composés d'un président, de juges, d'assesseurs employeurs, d'assesseurs travailleurs, d'un greffier en chef, de greffiers de secrétaires de greffe et parquet.

Le tribunal du travail est compétent pour connaître :

- des différends individuels pouvant s'élever entre travailleurs et employeurs à l'occasion du contrat de travail, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des différends individuels nés entre maître et apprenti à l'occasion d'un contrat d'apprentissage ;
- des différends individuels relatifs aux conventions collectives ou aux arrêtés en tenant lieu ;
- des différends individuels nés entre travailleurs à l'occasion du travail ;
- des différends collectifs concernant les travailleurs, exclusion faite de ceux des services, entreprises et établissements publics.

Le tribunal du travail est saisi par une déclaration écrite ou verbale faite au greffe du tribunal, à laquelle est jointe une copie conforme du procès-verbal de non conciliation et/ou de conciliation partielle émanant de l'inspection de travail. La procédure est gratuite.

Tableau III.131 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>710</b>	<b>739</b>	<b>756</b>	<b>1 104</b>	<b>996</b>	<b>977</b>	<b>1 225</b>	<b>1 241</b>	<b>786</b>	<b>1 460</b>
Bobo-Dioulasso	110	130	127	220	224	184	277	247	198	363
Koudougou	27	53	49	156	71	68	83	43	61	149
Ouagadougou	573	556	580	728	701	725	865	951	527	948

Tableau III.132 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>424</b>	<b>424</b>	<b>390</b>	<b>545</b>	<b>547</b>	<b>510</b>	<b>632</b>	<b>747</b>	<b>352</b>	<b>647</b>
Bobo-Dioulasso	14	83	17	149	153	118	202	138	111	242
Koudougou	2	34	30	61	35	30	30	16	38	66
Ouagadougou	408	307	343	335	359	362	400	593	203	339

Tableau III.133 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>109</b>	<b>143</b>	<b>163</b>	<b>234</b>	<b>234</b>	<b>241</b>	<b>224</b>	<b>182</b>	<b>162</b>	<b>370</b>
Bobo-Dioulasso	77	83	78	25	38	41	37	48	46	62
Koudougou	12	16	11	33	23	26	22	14	12	55
Ouagadougou	20	44	74	176	173	174	165	120	104	253

Tableau III.134 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés, hors radiations)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>488</b>	<b>674</b>	<b>618</b>	<b>607</b>	<b>875</b>	<b>804</b>	<b>704</b>	<b>866</b>	<b>859</b>	<b>894</b>
Bobo-Dioulasso	100	102	85	112	240	151	136	224	221	240
Koudougou	56	50	29	60	128	66	50	54	42	64
Ouagadougou	332	522	504	435	507	587	518	588	596	590

Tableau III.135 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>408</b>	<b>519</b>	<b>425</b>	<b>492</b>	<b>729</b>	<b>667</b>	<b>579</b>	<b>714</b>	<b>704</b>	<b>712</b>
Bobo-Dioulasso	91	84	56	89	187	116	98	178	161	166
Koudougou	29	31	22	44	98	36	40	30	26	47
Ouagadougou	288	404	347	359	444	515	441	506	517	499

Tableau III.136 : Décisions rédigées par tribunal du travail

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>470</b>	<b>527</b>	<b>472</b>	<b>554</b>	<b>852</b>	<b>796</b>	<b>629</b>	<b>805</b>	<b>905</b>	<b>878</b>
Bobo-Dioulasso	102	83	47	80	217	143	74	171	294	250
Koudougou	37	34	29	60	128	66	50	54	42	64
Ouagadougou	331	410	396	414	507	587	505	580	569	564

## **IV Activités des juridictions de l'ordre administratif**

## IV.1 Cour des comptes

---

### Concepts

**Amende** : Condamnation pécuniaire infligée à un agent comptable par la Cour des comptes pour retard dans la production des comptes ou dans les réponses aux injonctions qui ont été formulées.

**Arrêt provisoire** : Jugement de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

**Arrêt définitif** : Jugement de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

**Avance** : arrêt de la Cour constatant un excédent de recettes par rapport aux émissions. Cet arrêt produit les mêmes effets que le quitus et la décharge envers le comptable.

**Avis** : Opinion émise par la Cour des comptes, par exemple sur la régularité et la sincérité des comptes d'une entreprise publique.

**Compte de gestion** : Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

**Contrôle juridictionnel** : Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics.

**Contrôle de la gestion** : Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

**Décharge** : Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, toutefois, sous réserve de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

**Débet** : Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

**Faute de gestion** : Irrégularité commise à l'occasion de l'engagement, de la liquidation ou de l'ordonnancement d'une dépense publique, par les comptables publics, les ordonnateurs ou les contrôleurs financiers. Poursuites engagées par la Cour des comptes contre les ordonnateurs pour non-respect de la réglementation en matière de recettes et de dépenses.

**Lettre du Président** : Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

**Quitus** : Acte par lequel la gestion d'une personne est reconnue exacte et régulière et qui décharge cette personne de responsabilité.

**Rapport sur l'exécution des lois de finances** : Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

**Rapport public** : Tous les ans, la Cour des comptes examine les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées et forme, avec celles qu'elle retient, un rapport.

**Référé** : Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

### Abréviations :

**CCOE** : Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat.

**CCOCT** : Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales.

**CCEP** : Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques.

### Sources statistiques

*Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des 'audiences de la Cour des comptes.*

Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes

<b>Affaires nouvelles par chambre</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Comptes de gestion reçus	<b>247</b>	<b>234</b>	<b>399</b>	<b>344</b>	<b>318</b>	<b>235</b>	<b>202</b>	<b>294</b>	<b>290</b>	<b>240</b>
<i>CCOE</i>	76	74	73	71	72	86	83	81	79	88
<i>CCOCT</i>	158	144	304	255	180	134	100	131	162	127
<i>CCEP*</i>	13	16	22	18	66	15	19	82	49	25
Comptes de gestion attendus	<b>354</b>	<b>234</b>	<b>468</b>	<b>469</b>	<b>611</b>	<b>208</b>	<b>224</b>	<b>411</b>	<b>650</b>	<b>483</b>
<i>CCOE</i>	66	74	71	72	73	74	75	77	85	94
<i>CCOCT</i>	267	144	364	364	364	116	116	116	116	364
<i>CCEP*</i>	21	16	33	33	174	18	33	218	449	25
<b>Décisions rendues</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Arrêts provisoires	<b>94</b>	<b>36</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>60</b>	<b>36</b>	<b>0</b>	<b>43</b>	<b>8</b>	<b>0</b>
<i>CCOE</i>	3	1	3	0	3	0	0	3	0	0
<i>CCOCT</i>	91	35	19	0	57	36	0	40	8	0
Arrêts définitifs	<b>61</b>	<b>18</b>	<b>117</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>59</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
<i>Quitus</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
<i>Débet</i>	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
<i>Décharge et amendes</i>	61	18	116	0	2	59	1	3	0	1

\* La CCEP reçoit les comptes mais n'est pas compétente en matière juridictionnelle.

Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes

<b>Affaires nouvelles par chambre</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Contrôles effectués	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>39</b>	<b>27</b>	<b>17</b>
<i>CCOE</i>	4	2	3	0	5	6	5	2	2	3
<i>CCEP</i>	4	1	4	2	1	3	4	3	3	9
<i>CCOCT</i>	3	0	1	3	1	2	2	34	22	5
<b>Décisions rendues par chambre</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Référés	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7</b>
<i>CCOE</i>	4	0	2	0	0	4	2	0	0	0
<i>CCEP</i>	1	0	1	0	3	1	4	0	0	4
<i>CCOCT</i>	1	0	1	4	0	0	0	0	0	3
Lettres du président	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>17</b>
<i>CCOCT</i>	0	0	0	0	0	1	1	3	0	5
<i>CCEP</i>	1	0	1	0	1	0	0	0	0	9
<i>CCOE</i>	1	0	0	0	3	0	0	2	2	3

Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Avis rendus	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2
Rapports	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
<i>Public</i>	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<i>Exécution de la LDF</i>	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
<i>Autres</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2

## **Organisation et compétence de la Cour des comptes**

Créée par la loi organique n°14-2000/AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle est composée d'un premier président, de présidents de chambres, de conseillers, d'un procureur général, de commissaire du gouvernement d'un greffier en chef et de greffiers.

La Cour des comptes est chargée du contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics, vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques. Elle participe au contrôle de l'exécution des lois de finances, assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics à caractère industriel et commercial. Sur demande du gouvernement, elle examine pour avis, les projets de loi, d'ordonnance et de décret réglementaire portant sur l'organisation et le fonctionnement des services financiers de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics.

La Cour des comptes comprend trois chambres :

- la chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat ;
- la chambre chargée du contrôle des opérations des collectivités locales ;
- la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques, des institutions de sécurité sociale, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour.

## IV.2 Conseil d'État

---

### Concepts

**Acceptation** : Fait que le Conseil d'Etat, saisi par une partie pour une affaire, tranche en sa faveur.

**Affaire jugée** : Affaire qui a fait l'objet des débats au Conseil d'Etat et pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au Conseil d'Etat.

**Annulation** : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un recours en annulation.

**Appel** : Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par le tribunal administratif devant le Conseil d'Etat pour qu'elle soit rejugée.

**Cassation** : Anéantissement rétroactif d'une décision par le Conseil d'Etat pour irrégularité de forme ou de fond (violation de la loi), à la suite d'un pourvoi en cassation.

**Confirmation** : Décision par laquelle le Conseil d'Etat consolide et maintient la décision des premiers juges.

**Décision sur le fond** : Décision du Conseil d'Etat touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

**Incompétence** : Défaut d'aptitude du Conseil d'Etat à connaître d'une demande.

**Irrecevabilité** : Décision du Conseil d'Etat sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Rejet** : Situation dans laquelle le Conseil d'Etat tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

**Saisine directe** : Toute affaire introduite directement devant le Conseil d'Etat sans passer par la juridiction de 1<sup>er</sup> degré qu'est le tribunal administratif.

### **Type de contentieux :**

**Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

**Marché public** : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

**Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

**Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

**Electoral** : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

**Sentence arbitrale** : Décision rendue par un arbitre ou un tribunal arbitral.

**Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

### Sources statistiques

*Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plumitifs des audiences du Conseil d'Etat.*

Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat

<b>Affaires nouvelles selon le type de contentieux</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>79</b>	<b>87</b>	<b>94</b>	<b>172</b>	<b>103</b>	<b>120</b>	<b>149</b>	<b>277</b>	<b>137</b>	<b>299</b>
Fonction publique	24	24	13	25	10	31	25	26	30	61
Marchés publics	4	10	12	13	10	24	21	23	15	42
Foncier	29	26	30	37	36	30	53	54	45	85
Fiscal	0	5	0	2	1	0	3	2	6	2
Électoral	0	0	0	62	14	2	1	134	1	0
Contrat administratif								3	0	0
Sentences arbitrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	22	22	39	33	32	33	46	35	40	109

<b>Affaires jugées selon la nature de la saisine</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>64</b>	<b>27</b>	<b>57</b>	<b>126</b>	<b>45</b>	<b>42</b>	<b>36</b>	<b>175</b>	<b>66</b>	<b>88</b>
Saisines directes	13	6	10	36	6	8	2	27	1	22
Appel	42	18	41	87	37	33	33	146	62	66
Cassation	9	3	6	3	2	1	1	2	3	0

<b>Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en saisine directe</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>27</b>	<b>1</b>	<b>22</b>
Acceptation	2	2	3	0	2	0	0	6	0	7
Rejet	4	2	1	14	0	4	1	13	1	4
Incompétence	4	1	1	7	3	3	1	7	0	5
Irrecevabilité	3	1	5	15	1	1	0	1	0	6

<b>Décisions rendues selon leur nature pour les jugements en appel</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>42</b>	<b>18</b>	<b>41</b>	<b>87</b>	<b>37</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>146</b>	<b>62</b>	<b>66</b>
Confirmation (totale ou partielle)	25	11	26	48	27	22	22	106	40	39
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
Incompétence	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Irrecevabilité	4	3	4	13	1	4	3	6	0	9
Annulation	13	4	11	25	9	6	8	33	22	17

<b>Décisions rendues selon leur nature pour les arrêts en cassation</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
Cassation	2	1	2	0	0	0	0	1	0	0
Rejet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Incompétence	7	1	4	2	2	1	0	1	3	0
Irrecevabilité	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0

<b>Décisions rédigées</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>57</b>	<b>25</b>	<b>47</b>	<b>80</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>39</b>	<b>89</b>	<b>55</b>	<b>139</b>

## **Organisation et compétence du Conseil d'Etat**

Institué par la loi organique n° 15-2000/ AN du 23 mai 2000, le Conseil d'Etat est la juridiction supérieure de l'ordre administratif.

Il se compose d'un premier président, des présidents des chambres, des conseillers, d'un commissaire du gouvernement, des commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef et de greffiers.

Outre les magistrats, le Conseil d'Etat est composé de fonctionnaires ou de personnalités ayant une expérience professionnelle d'au moins quinze ans, désignés en raison de leur compétence ou de leur expérience en matière juridique ou administrative, pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Ils ont la qualité de magistrats pendant la durée de leur mandat. Ils jouissent des mêmes avantages et sont soumis aux mêmes obligations que les magistrats de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'Etat est le juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs.

Il statue sur les pourvois formés contre les décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

Il connaît en premier et dernier ressorts des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Il connaît également des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève de sa compétence.

**Tableau IV.5 :** Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2018

Décisions rendues	Moins de 15 jours	De 15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 an et plus	Total
Ensemble	0	3	4	4	5	72	88
Fonction publique	0	1	1	0	0	27	29
Marchés publics	0	0	0	0	0	8	8
Foncier	0	0	0	0	1	15	16
Fiscal	0	0	0	0	0	2	2
Électoral	0	0	0	0	0	0	0
Contrat administratif	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	2	3	4	4	20	33

**Tableau IV.6 :** Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>67</b>	<b>68</b>	<b>108</b>	<b>58</b>	<b>83</b>	<b>105</b>	<b>218</b>	<b>142</b>	<b>184</b>
Fonction publique	25	16	9	6	19	21	27	25	37
Marchés publics	4	9	6	9	9	13	12	19	21
Foncier	24	21	17	10	31	29	17	40	55
Fiscal	3	2	0	1	2	2	2	2	5
Électoral	1	0	62	14	2	1	134	7	5
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	0	1	0
Autres	10	20	14	18	20	39	26	48	61

**Tableau IV.7 :** Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat

Type de contentieux	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>42</b>	<b>65</b>	<b>96</b>	<b>50</b>	<b>30</b>	<b>12</b>	<b>152</b>	<b>45</b>	<b>122</b>
Fonction publique	20	16	6	4	4	1	5	13	27
Marchés publics	3	8	4	7	4	4	4	3	19
Foncier	12	20	15	7	12	0	3	12	26
Fiscal	3	2	0	1	0	0	1	1	1
Électoral	0	0	62	14	0	1	134	7	7
Contrat administratif	-	-	0	0	0	0	0	0	0
Autres	4	19	9	17	10	6	5	9	42

## IV.3 Tribunaux administratifs

---

### Concepts

**Acceptation partielle** : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

**Acceptation totale** : Fait que le tribunal administratif, saisi par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

**Affaire nouvelle** : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée au tribunal administratif.

**Avant dire droit** : Décision prise par le juge, soit pour aménager une situation provisoire, soit pour organiser une instruction.

**Décision sur le fond** : Décision du tribunal administratif touchant dans une affaire, la (les) question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

**Décision rédigée** : Affaire sur laquelle le tribunal administratif a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge.

**Désistement** : Acte par lequel la partie qui a saisi le tribunal renonce à son action.

**Incompétence** : Défaut d'aptitude du tribunal administratif à connaître d'une demande.

**Irrecevabilité** : Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à repousser une demande sans l'examiner soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme (exemple : pourvoi en cassation hors délai) ou une condition de fond (exemple : défaut de qualité).

**Rejet** : Situation dans laquelle le tribunal administratif tranche totalement en défaveur de la partie qui l'a saisi.

### **Type de contentieux :**

**Fonction publique** : Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

**Marché public** : Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

**Foncier** : Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

**Fiscal** : Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

**Electoral** : Litige concernant les élections, il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

**Autre** : Toute affaire de nature administrative non citée précédemment.

### Sources statistiques

*Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.*

Tableau IV.8 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs

Affaires nouvelles selon le type de contentieux	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>216</b>	<b>184</b>	<b>194</b>	<b>434</b>	<b>314</b>	<b>309</b>	<b>330</b>	<b>874</b>	<b>584</b>	<b>742</b>
Fonction publique	72	59	50	71	65	46	83	73	108	132
Marchés publics	17	23	42	61	60	30	39	77	72	95
Foncier	68	64	81	119	100	124	124	195	230	253
Fiscal	16	2	0	5	4	15	3	11	6	9
Électoral	5	1	0	127	32	5	8	423	21	2
Contrat administratif	-	-	-	5	6	64	43	5	43	92
Référé	-	-	-	-	-	-	-	-	65	133
Autres	38	35	21	46	47	25	30	90	39	26

Décisions rendues selon leur nature	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>126</b>	<b>193</b>	<b>128</b>	<b>317</b>	<b>258</b>	<b>188</b>	<b>253</b>	<b>687</b>	<b>428</b>	<b>615</b>
Décisions sur le fond	69	105	73	179	135	109	140	413	228	338
<i>Acceptation totale</i>	37	62	31	63	41	29	51	167	93	129
<i>Acceptation partielle</i>	18	19	17	41	40	33	17	29	35	53
<i>Rejet</i>	14	24	25	75	54	47	72	217	100	156
Autres décisions	57	88	55	138	123	79	113	274	200	277
<i>Incompétence</i>	8	16	10	40	16	11	14	69	45	37
<i>Irrecevabilité</i>	31	43	19	56	62	34	45	108	71	84
<i>Désistement</i>	10	9	14	20	17	14	16	38	32	49
<i>Avant dire droit</i>	8	20	12	22	28	20	38	59	52	107

Décisions rédigées	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>124</b>	<b>146</b>	<b>87</b>	<b>246</b>	<b>156</b>	<b>108</b>	<b>156</b>	<b>494</b>	<b>382</b>	<b>524</b>

Décisions rendues selon la durée de la procédure	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Total
2012	23	4	36	95	34	1	<b>193</b>
2013	20	9	33	97	22	24	<b>205</b>
2014	19	1	30	86	21	9	<b>166</b>
2015	35	6	29	86	39	25	<b>220</b>
2016	23	12	45	83	65	44	<b>272</b>
2017	19	10	79	96	60	43	<b>307</b>
2018	14	30	100	108	76	38	<b>366</b>

### **Organisation et compétence des tribunaux administratifs**

Les tribunaux administratifs sont créés par la loi N°011-2016/AN du 26 avril 2016 portant, attributions, fonctionnement des tribunaux administratifs et procédure applicable devant eux.

Le tribunal administratif comprend : un président, un vice-président, de juges, un commissaire du gouvernement, un premier commissaire du gouvernement adjoint, de commissaires du gouvernement adjoints, d'un greffier en chef, de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires des greffes et parquets

Le tribunal administratif est juge de droit commun du contentieux administratif. Sauf dans les cas déterminés par la loi, il statue en premier ressort à charge d'appel devant la Cour administrative d'appel

Le tribunal administratif connaît en outre des recours en interprétation ou en appréciation de la légalité des actes administratifs dont le contentieux relève de sa compétence.

Le tribunal administratif compétent pour connaître d'une demande principale, l'est également pour connaître de toute demande accessoire, incidente ou reconventionnelle ressortissant à la compétence des tribunaux administratifs.

Il est également compétent pour connaître des exceptions de la compétence de la juridiction administrative.

Tableau IV.9 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>216</b>	<b>184</b>	<b>194</b>	<b>434</b>	<b>314</b>	<b>309</b>	<b>330</b>	<b>874</b>	<b>584</b>	<b>742</b>
Banfora	2	1	0	7	0	4	7	18	11	20
Bobo-Dioulasso	25	23	30	43	51	49	56	191	136	135
Bogandé	1	1	1	3	4	1	0	8	2	2
Boromo	0	0	3	3	5	2	1	8	2	8
Dédougou	2	2	4	6	4	3	3	18	4	7
Diapaga	0	0	2	2	0	2	0	6	0	2
Diébougou			0	7	1	2	0	12	3	5
Djibo	1	1	0	3	1	2	0	13	1	1
Dori	0	1	4	9	3	3	1	16	5	6
Fada N'gourma	3	2	0	1	0	3	4	24	5	9
Gaoua	6	0	5	4	3	6	1	12	15	5
Kaya	1	2	7	9	6	3	5	12	4	4
Kongoussi	3	0	0	1	4	1	2	20	0	5
Koudougou	18	5	3	15	15	3	4	45	9	12
Koupéla								0	9	3
Léo	2	2	0	15	1	1	1	7	0	7
Manga	1	4	0	9	0	3	1	11	4	10
Nouna	1	0	0	2	5	1	2	8	1	3
Orodara	0	0	0	6	0	3	1	6	2	2
Ouagadougou	121	127	126	262	193	206	221	304	343	455
Ouahigouya	2	4	2	10	6	3	7	31	6	2
Tenkodogo	21	5	5	4	4	5	8	51	15	20
Tougan	0	1	1	9	0	1	1	22	2	4
Yako	4	0	0	2	1	1	1	4	2	2
Ziniaré	2	3	1	2	7	1	3	27	3	13

Tableau IV.10 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>68</b>	<b>64</b>	<b>81</b>	<b>119</b>	<b>100</b>	<b>124</b>	<b>124</b>	<b>195</b>	<b>230</b>	<b>253</b>
Banfora	0	0	0	3	0	1	6	0	8	11
Bobo-Dioulasso	17	17	21	15	25	29	41	70	97	80
Bogandé	1	0	1	0	0	1	0	0	2	0
Boromo	0	0	3	0	2	1	1	0	0	3
Dédougou	1	1	3	4	2	1	1	6	3	3
Diapaga	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0
Diébougou			0	1	1	0	0	0	1	2
Djibo	1	0	0	1	1	2	0	0	0	0
Dori	0	0	2	3	0	2	1	0	2	1
Fada N'gourma	3	0	0	0	0	0	4	1	2	1
Gaoua	2	0	2	0	0	3	1	1	7	3
Kaya	1	2	5	4	2	2	2	6	3	2
Kongoussi	2	0	0	0	2	0	0	2	0	2
Koudougou	8	5	2	12	12	1	1	7	3	7
Koupéla								0	1	1
Léo	0	0	0	1	0	0	0	0	0	6
Manga	0	0	0	1	0	3	0	2	2	5
Nouna	0	0	0	0	1	1	2	0	0	1
Orodara	0	0	0	0	0	1	1	1	0	1
Ouagadougou	25	35	35	69	49	67	52	87	90	100
Ouahigouya	1	2	0	2	1	2	4	1	2	1
Tenkodogo	4	1	3	0	0	5	7	7	6	12
Tougan	0	0	1	2	0	1	0	1	0	3
Yako	2	0	0	0	0	1	0	0	1	1
Ziniaré	0	1	1	0	2	0	0	3	0	7

Tableau IV.11 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>122</b>	<b>193</b>	<b>127</b>	<b>317</b>	<b>258</b>	<b>188</b>	<b>253</b>	<b>687</b>	<b>428</b>	<b>615</b>
Banfora	1	1	0	4	0	2	0	13	0	2
Bobo-Dioulasso	26	21	22	44	51	29	80	137	143	240
Bogandé	0	1	1	3	3	2	1	7	1	0
Boromo	0	0	1	3	6	2	4	7	0	4
Dédougou	0	2	4	0	0	0	0	14	2	8
Diapaga	0	0	0	2	0	1	0	5	0	0
Diébougou	-	0	0	5	1	1	0	12	0	1
Djibo	0	0	0	3	0	0	0	13	1	1
Dori	0	0	2	5	2	0	0	16	3	0
Fada N'gourma	0	2	1	3	1	1	0	19	1	10
Gaoua	2	5	0	7	6	0	1	9	7	12
Kaya	1	1	3	2	5	1	0	3	8	2
Kongoussi	0	0	0	1	3	0	0	15	0	5
Koudougou	3	10	12	1	8	0	0	43	5	0
Koupéla								0	3	2
Léo	0	2	0	3	0	0	0	5	0	1
Manga	2	2	3	6	1	1	2	8	2	5
Nouna	0	0	0	2	2	0	0	7	0	0
Orodara	0	0	0	6	0	0	0	5	0	0
Ouagadougou	86	135	70	190	160	142	157	244	224	304
Ouahigouya	0	0	4	12	2	2	4	26	1	2
Tenkodogo	1	6	1	5	2	0	4	37	19	8
Tougan	0	3	0	8	0	2	0	23	0	2
Yako	0	0	0	1	1		0	3	3	4
Ziniaré	0	2	3	1	4	2	0	16	5	2

Tableau IV.12 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>67</b>	<b>105</b>	<b>73</b>	<b>179</b>	<b>135</b>	<b>109</b>	<b>140</b>	<b>413</b>	<b>228</b>	<b>338</b>
Banfora	1	1	0	2	0	1	0	13	0	1
Bobo-Dioulasso	17	8	15	20	15	11	40	46	79	102
Bogandé	0	0	1	0	3	0	0	4	0	0
Boromo	0	0	0	1	5	1	3	1	0	2
Dédougou	0	1	3	0	0	0	0	12	0	4
Diapaga	0	0	0	0	0	1	0	5	0	0
Diébougou		0	0	3	1	1	0	5	0	0
Djibo	0	0	0	1	0	0	0	8	1	1
Dori	0	0	2	4	2	0	0	15	3	0
Fada N'gourma	0	1	0	2	1	1	0	13	1	4
Gaoua	1	1	0	4	3	0	1	5	2	4
Kaya	1	1	2	0	3	0	0	3	2	1
Kongoussi	0	0	0	0	1	0	0	13	0	2
Koudougou	2	5	4	0	4	0	0	31	4	0
Koupéla								0	2	2
Léo	0	0	0	1	0	0	0	1	0	1
Manga	1	2	2	6	1	1	0	5	1	3
Nouna	0	0	0	2	1	0	0	4	0	0
Orodara	0	0	0	6	0	0	0	3	0	0
Ouagadougou	43	78	40	107	90	88	92	155	128	204
Ouahigouya	0	0	2	8	1	2	3	17	0	2
Tenkodogo	1	4	1	3	2	0	1	21	2	0
Tougan	0	2	0	7	0	1	0	23	0	2
Yako	0	0	0	1	0	0	0	0	1	1
Ziniaré	0	1	1	1	2	1	0	10	2	2

Tableau IV.13 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>114</b>	<b>185</b>	<b>123</b>	<b>305</b>	<b>248</b>	<b>183</b>	<b>251</b>	<b>672</b>	<b>377</b>	<b>483</b>
Banfora	1	1	0	4	0	2	0	13	0	2
Bobo-Dioulasso	25	21	22	44	50	28	79	157	118	155
Bogandé	0	1	1	0	3	2	1	6	1	0
Boromo	0	0	1	3	6	0	4	7	0	4
Dédougou	0	2	4	0	0	0	0	14	3	7
Diapaga	0	0	0	2	0	1	0	5	0	0
Diébougou	-	0	0	5	1	1	0	12	0	1
Djibo	0	0	0	3	0	0	0	13	1	1
Dori	0	0	2	5	2	0	0	17	3	0
Fada N'gourma	0	2	1	3	1	1	0	19	1	8
Gaoua	2	5	0	7	6	0	1	9	14	11
Kaya	1	1	3	2	5	1	0	3	6	1
Kongoussi	0	0	0	1	3	0	0	16	0	3
Koudougou	3	8	12	1	8	0	0	42	5	0
Koupéla								0	2	2
Léo	0	2	0	3	0	0	0	4	2	1
Manga	1	2	3	5	1	1	1	8	2	5
Nouna	0	0	0	2	2	0	0	7	0	0
Orodara	0	0	0	6	0	0	0	5	0	0
Ouagadougou	80	129	67	184	151	140	157	218	198	266
Ouahigouya	0	0	4	10	2	2	4	25	1	2
Tenkodogo	1	6	0	5	2	0	4	34	15	7
Tougan	0	3	0	8	0	2	0	22	0	2
Yako	0	0	0	1	1	0	0	2	0	3
Ziniaré	0	2	3	1	4	2	0	14	5	2

Tableau IV.14 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs

<b>Affaires nouvelles selon le type de contentieux</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>147</b>	<b>158</b>	<b>151</b>	<b>295</b>	<b>336</b>	<b>205</b>	<b>271</b>	<b>735</b>	<b>424</b>	<b>547</b>
Fonction publique	38	51	37	60	58	51	80	59	86	151
Marchés publics	12	18	25	26	65	44	35	49	56	117
Foncier	43	54	64	71	109	55	89	148	195	220
Fiscal	9	5	1	1	4	7	3	4	6	5
Électoral	2	1	0	106	27	3	7	401	20	5
Contrat administratif	-	-	-	0	0		0	12	13	17
Autres	43	29	24	31	73	45	57	62	48	32

<b>Conclusions rendues selon le type de contentieux</b>	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>177</b>	<b>185</b>	<b>134</b>	<b>278</b>	<b>282</b>	<b>213</b>	<b>241</b>	<b>694</b>	<b>406</b>	<b>391</b>
Fonction publique	51	50	42	43	56	45	68	68	82	90
Marchés publics	15	23	19	32	44	43	30	45	59	44
Foncier	44	60	51	70	104	70	95	136	175	208
Fiscal	19	14	1	2	3	6	2	8	0	3
Électoral	2	1	0	91	24	4	7	386	19	3
Contrat administratif				0	0	0	0	18	10	11
Autres	46	37	21	40	51	45	39	33	61	32

Tableau IV.15 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>147</b>	<b>158</b>	<b>151</b>	<b>295</b>	<b>336</b>	<b>205</b>	<b>271</b>	<b>735</b>	<b>424</b>	<b>547</b>
Banfora	0	1	0	8	0	2	0	13	6	4
Bobo-Dioulasso	26	20	20	44	41	19	47	161	167	140
Bogandé	0	1	0	3	3	0	0	6	1	0
Boromo	0	0	5	3	6	1	0	8	0	1
Dédougou	7	3	0	2	7	1	0	15	0	7
Diapaga	0	0	2	1	0	0	0	5	0	0
Diébougou	-	0	0	5	1	1	0	12	3	1
Djibo	0	0	0	3	0	0	0	13	4	4
Dori	0	1	0	10	2	0	0	16	5	0
Fada N'gourma	2	0	0	2	0	1	0	19	0	4
Gaoua	6	0	4	3	6	0	0	9	15	5
Kaya	1	1	0	5	8	1	0	17	0	4
Kongoussi	0	0	0	1	2	1	0	19	0	5
Koudougou	7	17	0	3	17	0	0	43	5	0
Koupéla								0	5	0
Léo	1	1	0	5	0	0	0	7	0	3
Manga	3	4	4	6	1	0	1	10	3	3
Nouna	0	0	0	2	2	1	0	8	1	3
Orodara	0	0	0	6	0	3	0	6	2	0
Ouagadougou	86	101	109	163	226	166	221	236	177	328
Ouahigouya	0	0	3	12	4	4	1	26	5	5
Tenkodogo	3	5	0	5	4	0	1	34	19	20
Tougan	0	3	1	0	0	2	0	21	1	2
Yako	3	0	0	2	1	0	0	4	0	2
Ziniaré	2	0	3	1	5	2	0	27	5	6

Tableau IV.16 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>177</b>	<b>185</b>	<b>134</b>	<b>278</b>	<b>282</b>	<b>213</b>	<b>241</b>	<b>694</b>	<b>406</b>	<b>391</b>
Banfora	0	1	0	4	0	2	0	13	3	4
Bobo-Dioulasso	24	21	19	42	51	37	73	151	158	179
Bogandé	0	1	0	3	3	0	1	6	0	0
Boromo	0	0	2	0	6	0	0	7	0	1
Dédougou	7	3	1	0	2	1	0	16	0	10
Diapaga	0	0	2	2	0	0	0	5	0	0
Diébougou	-	0	0	5	1	1	0	12	3	1
Djibo	0	0	0	3	0	0	0	13	1	1
Dori	0	0	0	6	2	0	0	16	5	0
Fada N'gourma	0	0	2	2	0	0	0	19	2	6
Gaoua	2	1	0	3	6	0	0	9	7	0
Kaya	0	1	3	5	0	1	0	17	0	3
Kongoussi	0	0	0	1	2	1	0	11	0	2
Koudougou	7	17	0	2	25	0	0	43	5	0
Koupéla								0	3	3
Léo	0	1	0	3	0	0	0	10	0	1
Manga	2	4	6	6	1	0	1	9	4	2
Nouna	0	0	0	2	2	0	0	8	0	0
Orodara	0	0	0	6	0	0	0	5	0	0
Ouagadougou	130	128	91	163	172	163	163	224	195	159
Ouahigouya	0	0	4	12	2	4	2	26	0	5
Tenkodogo	3	5	1	5	2	0	0	34	14	8
Tougan	0	2	0	0	0	2	1	22	0	2
Yako	0	0	0	2	1	0	0	4	0	4
Ziniaré	2	0	3	1	4	1	0	14	6	0

## V Etablissements pénitentiaires

---

## V.1 Population carcérale, occupation des établissements pénitentiaires et caractéristiques des entrées

---

### Concepts

**Condamné** : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

**Détenu** : Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou de toute autre décision de justice.

**Evasion** : Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, s'échappe ou tente de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

**Entrée, incarcération** : Mise en détention, emprisonnement.

**Inculpé** : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

**Libération** : Mise en liberté d'une personne détenue.

**Majeur** : Personne âgée d'au moins 18 ans.

**Mineur** : Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité légale fixée à 18 ans révolus.

**OMD** : Ordre donné par le procureur au Directeur d'un établissement pénitentiaire de mettre à sa disposition un détenu.

**Prévenu** : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

**Taux d'occupation** : Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil) exprimé en pourcentage.

### Sources statistiques

*Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels, registres de décès, d'évasion, d'hospitalisation, de la main courante, d'application des peines.*

### Note :

*Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, les données des maisons d'arrêt de Ziniaré et de Yako sont intégrées dans celles des maisons d'arrêt de Ouagadougou et de Ouahigouya respectivement. En effet, les premières maisons d'arrêt et de correction, bien qu'ayant une existence officielle et effective, n'avaient pas encore intégré leurs locaux propres en 2006 et 2010.*

*Dans les tableaux par établissement pénitentiaire, Baporo désigne le Centre pénitentiaire agricole de Baporo.*

Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble des détenus</b>	<b>5 400</b>	<b>5 198</b>	<b>5 039</b>	<b>5 035</b>	<b>5 976</b>	<b>6 827</b>	<b>7 544</b>	<b>7 670</b>	<b>7 840</b>	<b>7 812</b>
Détenus en attente de jugement	2 328	1 849	1 618	1 684	2 185	2 578	3 242	3 201	2 681	2 866
<i>Inculpés (en instruction)</i>	<i>1 328</i>	<i>1 160</i>	<i>1 096</i>	<i>1 069</i>	<i>1 408</i>	<i>1 609</i>	<i>1 787</i>	<i>1 883</i>	<i>1 893</i>	<i>1 872</i>
<i>Prévenus</i>	<i>1 000</i>	<i>689</i>	<i>522</i>	<i>615</i>	<i>777</i>	<i>969</i>	<i>1 455</i>	<i>1 318</i>	<i>788</i>	<i>994</i>
OMD	82	170	262	67	47	75	109	17	11	0
Condamnés	2 990	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946

Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Capacité d'accueil	3 140	3 260	3 380	3 500	3 500	4 000	4 000	4 120	4 120	4 120
Nombre de détenus au 31 décembre	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812
<b>Taux d'occupation (en %)</b>	<b>172,0</b>	<b>159,4</b>	<b>149,1</b>	<b>143,9</b>	<b>170,7</b>	<b>170,7</b>	<b>188,6</b>	<b>186,2</b>	<b>190,3</b>	<b>189,6</b>

Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>11 077</b>	<b>10 122</b>	<b>8 257</b>	<b>8 876</b>	<b>10 008</b>	<b>10 335</b>	<b>9 601</b>	<b>7 998</b>	<b>8 653</b>	<b>7 025</b>
Hommes	10 672	9 813	8 032	8 653	9 666	9 970	9 284	7 762	8 342	6 776
Femmes	405	309	225	223	342	365	317	236	311	249

<b>Répartition des entrées selon l'âge</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Mineurs</b>	<b>716</b>	<b>540</b>	<b>483</b>	<b>501</b>	<b>545</b>	<b>673</b>	<b>536</b>	<b>529</b>	<b>563</b>	<b>446</b>
<i>13 ans à moins de 15 ans</i>	<i>117</i>	<i>93</i>	<i>75</i>	<i>70</i>	<i>96</i>	<i>152</i>	<i>83</i>	<i>74</i>	<i>67</i>	<i>57</i>
<i>15 ans à moins de 18 ans</i>	<i>599</i>	<i>447</i>	<i>408</i>	<i>431</i>	<i>449</i>	<i>521</i>	<i>453</i>	<i>455</i>	<i>496</i>	<i>389</i>
<b>Majeurs</b>	<b>10 361</b>	<b>9 582</b>	<b>7 774</b>	<b>8 375</b>	<b>9 463</b>	<b>9 662</b>	<b>9 065</b>	<b>7 469</b>	<b>8 090</b>	<b>6 579</b>
<i>18 ans à moins de 21 ans</i>	<i>1 318</i>	<i>1 227</i>	<i>966</i>	<i>1 086</i>	<i>1 118</i>	<i>1 216</i>	<i>1 275</i>	<i>810</i>	<i>934</i>	<i>752</i>
<i>21 ans à moins de 25 ans</i>	<i>1 731</i>	<i>1 615</i>	<i>1 446</i>	<i>1 365</i>	<i>1 542</i>	<i>1 632</i>	<i>1 653</i>	<i>1 147</i>	<i>1 236</i>	<i>980</i>
<i>25 ans à moins de 30 ans</i>	<i>2 891</i>	<i>2 251</i>	<i>1 888</i>	<i>1 870</i>	<i>2 117</i>	<i>2 211</i>	<i>2 111</i>	<i>1 788</i>	<i>1 727</i>	<i>1 393</i>
<i>30 ans à moins de 40 ans</i>	<i>2 757</i>	<i>2 728</i>	<i>2 119</i>	<i>2 427</i>	<i>2 747</i>	<i>2 815</i>	<i>2 441</i>	<i>2 262</i>	<i>2 314</i>	<i>1 899</i>
<i>40 ans à moins de 60 ans</i>	<i>1 481</i>	<i>1 601</i>	<i>1 219</i>	<i>1 427</i>	<i>1 657</i>	<i>1 594</i>	<i>1 360</i>	<i>1 299</i>	<i>1 581</i>	<i>1 349</i>
<i>60 ans et plus</i>	<i>183</i>	<i>160</i>	<i>136</i>	<i>200</i>	<i>282</i>	<i>194</i>	<i>225</i>	<i>163</i>	<i>298</i>	<i>206</i>

Tableau V.4 : Autres mouvements, évènements

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Évasions	48	88	41	30	44	42	19	21	93	82
Décès	62	119	79	47	68	73	76	54	38	47
Hospitalisations	292	301	287	220	221	295	267	244	305	266
Sorties autorisées	588	722	688	693	617	516	655	636	578	415

Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>5 400</b>	<b>5 198</b>	<b>5 039</b>	<b>5 035</b>	<b>5 976</b>	<b>6 827</b>	<b>7 544</b>	<b>7 670</b>	<b>7 840</b>	<b>7 812</b>
Banfora	180	195	185	211	250	248	306	329	301	245
Baporo	24	43	48	39	34	16	32	28	17	15
Bobo-Dioulasso	513	552	487	477	571	604	656	746	712	720
Bogandé	183	136	125	128	176	333	342	288	275	254
Boromo	148	148	144	145	200	254	235	253	253	238
Dédougou	211	180	157	176	171	189	174	194	183	222
Diapaga	91	105	98	120	158	194	194	219	265	227
Diébougou	0	0	72	79	100	131	129	144	195	194
Djibo	83	97	105	115	110	102	119	171	156	147
Dori	161	144	141	132	161	194	212	161	118	138
Fada N'gourma	325	333	328	315	248	268	335	343	356	307
Gaoua	231	185	115	135	118	126	149	176	228	240
Kaya	282	245	224	212	309	353	365	267	202	161
Kongoussi	90	86	74	67	69	84	94	111	66	68
Koudougou	206	239	202	192	223	224	288	298	278	258
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	2	84	106
Léo	136	126	125	125	145	169	165	154	124	102
Manga	187	176	159	234	236	241	265	202	162	116
Nouna	33	57	54	41	71	94	72	109	105	116
Orodara	49	36	46	72	71	163	91	133	143	136
Ouagadougou (MACO)*	1 594	1 540	1 536	1 439	1 621	1 738	2 178	2 154	2 329	2 364
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	231	198	232	353	667
Ouahigouya*	274	170	109	111	189	206	218	222	248	237
Tenkodogo	315	292	293	243	521	435	381	368	300	217
Tougan	84	113	82	77	68	55	88	105	127	114
Yako	-	-	48	45	57	61	123	102	91	64
Ziniaré	-	-	82	105	99	114	135	159	169	139

Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>2 339</b>	<b>1 868</b>	<b>1 622</b>	<b>1 684</b>	<b>2 187</b>	<b>2 578</b>	<b>3 242</b>	<b>3 201</b>	<b>2 681</b>	<b>2 863</b>
Banfora	49	48	41	64	73	79	140	173	125	227
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	154
Bobo-Dioulasso	217	209	150	146	150	257	336	388	233	63
Bogandé	95	62	59	88	104	238	230	196	181	64
Boromo	53	62	76	51	56	57	69	83	53	108
Dédougou	56	47	52	49	71	56	58	82	56	60
Diapaga	41	39	39	70	114	115	106	121	139	37
Diébougou	-	0	41	25	35	46	47	52	53	81
Djibo	26	25	26	43	40	45	51	70	37	127
Dori	44	28	43	24	50	74	88	60	38	96
Fada N'gourma	159	195	175	122	89	95	117	150	136	38
Gaoua	87	80	50	45	37	46	71	52	73	13
Kaya	107	90	63	51	86	106	132	91	55	61
Kongoussi	32	31	17	23	26	35	41	43	13	28
Koudougou	99	97	81	71	98	71	126	71	78	28
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	2	20	26
Léo	39	29	40	41	78	91	62	61	54	22
Manga	52	51	44	83	95	88	84	33	44	72
Nouna	14	30	27	17	38	45	38	33	33	742
Orodara	29	13	12	22	39	109	60	66	77	540
Ouagadougou(MACO)*	895	503	400	468	498	562	988	972	668	59
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	13	54	195	66
Ouahigouya*	103	58	33	39	76	48	65	61	65	31
Tenkodogo	111	115	73	65	239	218	206	174	127	22
Tougan	31	56	39	30	32	27	30	34	39	24
Yako	-	-	10	4	9	23	30	15	26	227
Ziniaré	-	-	31	43	54	47	54	64	63	154

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>82</b>	<b>170</b>	<b>262</b>	<b>67</b>	<b>47</b>	<b>75</b>	<b>109</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>0</b>
Banfora	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bogandé	9	7	8	0	7	0	2	0	0	0
Boromo	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
Dédougou	0	0	0	0	1	1	11	0	0	0
Diapaga	3	18	7	12	2	5	0	3	0	0
Diébougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	3	0	1	2	1	0	0	0	9	0
Dori	0	2	3	5	1	2	2	0	0	0
Fada N'gourma	4	3	14	7	4	11	2	0	0	0
Gaoua	10	4	0	5	0	2	0	0	0	0
Kaya	0	0	3	0	3	5	8	0	0	0
Kongoussi	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0
Koudougou	0	7	0	2	0	0	0	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0
Léo	0	0	11	9	2	2	0	0	0	0
Manga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nouna	2	3	0	1	1	0	0	0	0	0
Orodara	5	0	0	0	1	11	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)**	29	106	210	15	20	30	27	0	0	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	9	2	0
Ouahigouya**	0	2	4	0	2	0	4	1	0	0
Tenkodogo	5	0	0	4	0	2	53	1	0	0
Tougan	0	0	1	1	0	1	0	3	0	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ziniaré	11	17	0	3	0	2	0	0	0	0

Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>11077</b>	<b>10122</b>	<b>8 257</b>	<b>8 876</b>	<b>10008</b>	<b>10335</b>	<b>9 601</b>	<b>7 998</b>	<b>8 653</b>	<b>7 025</b>
Banfora	354	335	303	312	335	285	269	283	287	189
Baporo*	nd	86	59	76	58	49	71	44	0	50
Bobo-Dioulasso	957	926	672	640	913	669	647	720	646	614
Bogandé	358	292	310	375	347	390	361	170	110	87
Boromo	441	348	298	298	313	339	260	290	310	259
Dédougou	355	293	227	286	283	272	209	241	240	222
Diapaga	182	241	251	263	232	193	247	179	152	145
Diébougou	-	0	173	163	197	223	192	169	209	177
Djibo	173	159	199	163	183	160	136	186	374	374
Dori	400	298	244	280	276	371	368	207	278	185
Fada N'gourma	635	533	465	502	414	424	645	404	379	222
Gaoua	444	363	225	241	199	236	283	243	313	253
Kaya	506	431	366	396	503	590	442	262	220	198
Kongoussi	197	155	114	136	121	125	115	122	81	60
Koudougou	585	545	292	343	464	426	399	369	451	397
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	2	164	120
Léo	315	235	244	291	340	275	208	101	118	125
Manga	402	296	271	355	389	386	322	176	161	109
Nouna	64	118	107	113	205	161	124	128	94	108
Orodara	117	119	92	133	151	264	147	125	167	150
Ouagadougou(MACO)**	3 054	2 974	2 264	2 173	2 516	2 768	2 573	2 393	2 691	1918
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	246	20	96	163	393
Ouahigouya**	495	378	273	221	311	401	375	256	349	248
Tenkodogo	853	793	450	695	863	672	688	457	290	124
Tougan	190	204	185	192	154	157	144	117	161	107
Yako	-	-	52	47	59	70	169	96	79	58
Ziniaré	-	-	121	182	182	183	187	162	166	133

\* Tous les entrées de Baporo sont des transfèments entrant. \*\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.9 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>48</b>	<b>88</b>	<b>112</b>	<b>147</b>	<b>156</b>	<b>146</b>	<b>122</b>	<b>75</b>	<b>99</b>	<b>70</b>
Banfora	1	2	2	4	8	8	5	3	3	1
Baporo	0	8	10	18	25	27	29	9	15	21
Bobo-Dioulasso	1	4	7	11	15	7	6	2	19	9
Bogandé	0	4	0	6	6	6	6	3	3	0
Boromo	5	1	8	2	4	4	3	2	1	3
Dédougou	4	0	4	6	8	2	6	6	10	8
Diapaga	2	0	2	4	8	3	1	1	0	2
Diébougou	-	0	4	5	2	1	2	5	1	0
Djibo	0	2	2	9	5	4	2	5	3	3
Dori	1	0	5	5	3	3	1	1	1	3
Fada N'gourma	0	0	5	15	2	5	4	1	1	1
Gaoua	5	1	7	3	3	4	5	0	0	1
Kaya	1	30	4	4	9	6	4	8	5	1
Kongoussi	0	1	0	1	0	1	0	0	2	0
Koudougou	12	0	7	6	2	10	14	1	3	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Léo	1	0	4	6	5	1	3	0	1	0
Manga	0	3	3	7	11	18	2	9	5	3
Nouna	2	0	2	1	7	4	7	1	7	2
Orodara	0	3	4	4	1	1	0	0	2	2
Ouagadougou (MACO)*	7	16	16	6	9	7	3	7	5	3
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	1	1	0	0	0
Ouahigouya*	0	0	6	3	2	2	2	1	1	0
Tenkodogo	0	13	4	13	8	16	10	3	2	0
Tougan	6	0	4	3	8	2	0	1	4	2
Yako	-	-	2	1	4	2	5	6	4	2
Ziniaré	-	-	0	4	1	1	1	0	1	1

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.10 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>62</b>	<b>119</b>	<b>79</b>	<b>47</b>	<b>68</b>	<b>73</b>	<b>76</b>	<b>54</b>	<b>38</b>	<b>50</b>
Banfora	1	0	0	3	4	2	1	2	1	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	7	1	5	1	6	5	4	3	3	2
Bogandé	1	5	1	1	0	2	5	1	0	1
Boromo	2	5	6	2	3	0	4	5	0	3
Dédougou	2	0	1	1	1	3	4	1	2	2
Diapaga	0	1	4	2	1	2	3	1	4	3
Diébougou	-	-	0	1	0	0	1	1	0	2
Djibo	1	3	2	1	1	1	4	5	8	8
Dori	4	3	15	3	5	7	9	3	2	0
Fada N'gourma	4	24	13	12	19	14	7	5	1	1
Gaoua	7	4	2	1	0	1	4	1	1	3
Kaya	3	1	0	0	1	2	1	2	0	0
Kongoussi	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0
Koudougou	9	1	1	5	0	0	1	0	1	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	1
Léo	1	5	7	3	0	2	2	0	0	3
Manga	5	4	1	1	3	5	3	1	3	3
Nouna	0	3	0	1	0	0	1	0	0	0
Orodara	1	0	0	0	1	0	1	2	1	1
Ouagadougou(MACO)*	10	43	13	6	11	17	8	15	8	13
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	1	2	0	3	0
Ouahigouya*	2	12	2	0	0	0	4	0	0	3
Tenkodogo	1	3	5	1	8	8	2	1	0	0
Tougan	0	1	0	1	1	0	1	3	0	0
Yako	-	-	0	0	2	0	2	1	0	1
Ziniaré	-	-	1	1	1	1	1	0	0	0

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

## V.2 Caractéristiques des prévenus

---

### **Concepts**

**Prévenu** : Personne mise en cause dans une affaire et contre qui un mandat a été décerné pour être détenue en vue de la manifestation de la vérité.

### **Infractions :**

#### **Crimes et délits contre les particuliers**

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Coups et blessures volontaires** : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

#### **Homicides volontaires, empoisonnements:**

**Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

**Empoisonnement** : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.11 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble des prévenus</b>	<b>1 000</b>	<b>689</b>	<b>522</b>	<b>615</b>	<b>777</b>	<b>969</b>	<b>1 455</b>	<b>1 318</b>	<b>788</b>	<b>994</b>
<b>Répartition selon le sexe</b>										
Hommes	962	675	517	607	771	950	1 430	1289	765	966
Femmes	38	14	5	8	6	19	25	29	23	28
<b>Répartition selon l'âge</b>										
Moins de 18 ans	49	37	38	54	53	84	122	97	67	78
18 ans à moins de 21 ans	137	105	58	82	100	161	193	155	75	110
21 ans à moins de 25 ans	208	126	109	108	138	161	252	256	133	165
25 ans à moins de 30 ans	266	157	120	128	167	207	313	260	173	212
30 ans à moins de 40 ans	244	171	141	144	222	248	376	361	236	287
40 ans et plus	96	93	56	99	97	108	199	189	104	142
<b>Répartition selon la nature de l'infraction</b>										
Crimes et délits contre les biens	763	518	407	433	518	634	1 069	920	460	649
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	687	459	355	381	458	568	937	745	371	520
<i>Abus de confiance</i>	62	45	34	22	49	43	101	67	31	72
<i>Destructions, dégradations, dommages</i>	9	10	13	24	4	8	23	22	11	10
Crimes et délits contre les particuliers	91	92	68	112	160	177	184	176	131	171
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	45	44	30	49	52	70	56	99	57	45
<i>Vols aggravés</i>	2	12	14	34	54	43	66	7	8	10
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	109	59	28	37	53	81	98	161	141	118
Dont										
<i>Stupéfiants</i>	70	30	12	11	29	48	61	121	106	85
<i>Mutilations génitales féminines</i>	17	7	0	1	3	9	2	0	2	9
<i>Enlèvement d'enfant</i>	3	8	9	10	11	15	7	12	12	5
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	9	12	5	8	4	9	20	4	13	2
Crimes et délits contre la chose publique	31	17	17	28	27	52	87	39	52	38
Dont										
<i>Faux et usage de faux</i>	20	9	7	4	15	20	26	25	32	14
<i>Evasion</i>	5	2	1	1	3	9	4	3	1	0
Infractions en matière d'armes et de munitions	6	3	2	5	19	26	17	12	4	17
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	1	0	1
<b>Répartition selon la durée de détention préventive</b>										
Moins de 1 mois	323	390	310	324	497	458	655	439	431	11
De 1 mois à moins de 2 mois*	306	163	106	172	134	158	109	362	142	1
De 2 mois à moins de 3 mois	198	67	49	41	52	169	358	234	66	321
De 3 mois à moins de 6 mois	140	61	45	28	53	89	243	162	99	393
De 6 mois à moins de 12 mois	27	6	8	28	25	68	76	76	42	238
12 mois et plus	6	2	4	22	16	27	14	45	8	30

\*Les données de 2008 à 2011 prennent en compte l'intervalle [Moins de 3 mois]

## **Infractions :**

### **Crimes et délits contre les biens**

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Destructions, dégradations, dommages** : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

### **Crimes et délits contre la chose publique**

**Association de malfaiteurs** : Association ou entente quels que soient la durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

### **Infractions en matière d'armes et munitions**

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.12 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 000</b>	<b>689</b>	<b>522</b>	<b>615</b>	<b>777</b>	<b>969</b>	<b>1 455</b>	<b>1 318</b>	<b>788</b>	<b>994</b>
Banfora	6	10	12	13	34	27	14	56	32	26
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	55	87	53	44	35	120	178	235	93	100
Bogandé	6	6	11	29	20	54	45	16	8	2
Boromo	3	21	15	12	12	6	21	40	16	30
Dédougou	15	18	19	17	22	10	20	16	18	35
Diapaga	21	17	14	27	46	48	33	19	25	26
Diébougou	-	0	15	8	12	9	15	8	3	8
Djibo	3	2	11	22	13	14	13	11	3	3
Dori	17	13	15	9	25	35	52	33	15	41
Fada N'gourma	37	53	45	47	35	48	47	58	33	15
Gaoua	23	6	14	10	9	9	17	13	29	38
Kaya	21	29	22	13	32	27	56	29	16	23
Kongoussi	6	6	2	6	11	7	17	22	7	8
Koudougou	51	35	28	15	24	30	80	11	28	23
Koupéla								1	1	0
Léo	17	13	26	7	28	29	6	3	4	5
Manga	13	6	4	22	23	24	26	10	7	9
Nouna	2	16	4	4	8	17	15	13	11	4
Orodara	18	6	3	4	17	47	12	9	15	30
Ouagadougou (MACO)*	604	284	170	256	262	289	654	594	299	494
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	13	3	0	0
Ouahigouya*	39	9	6	13	37	20	35	36	35	29
Tenkodogo	33	35	21	20	45	73	44	54	42	25
Tougan	10	17	5	7	8	10	14	9	6	5
Yako	-	-	3	0	3	8	12	3	11	8
Ziniaré	-	-	4	10	16	8	16	16	31	7

Tableau V.13 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>49</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>54</b>	<b>53</b>	<b>102</b>	<b>122</b>	<b>97</b>	<b>67</b>	<b>78</b>
Banfora	0	0	0	0	1	4	2	1	0	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	6	7	9	7	6	24	11	13	4	14
Bogandé	1	0	0	2	2	1	6	1	0	0
Boromo	1	0	0	0	0	0	1	1	1	2
Dédougou	2	1	0	3	1	0	2	0	0	2
Diapaga	1	2	3	1	0	2	1	0	0	1
Diébougou	-	0	1	1	1	1	0	0	0	5
Djibo	0	0	2	3	0	3	2	0	0	0
Dori	0	0	0	1	1	1	2	0	0	3
Fada N'gourma	3	4	1	7	0	4	4	10	0	2
Gaoua	0	1	0	0	0	2	1	1	0	0
Kaya	0	2	3	0	5	10	5	9	4	3
Kongoussi	0	0	0	0	1	0	3	0	0	3
Koudougou	4	5	4	3	3	3	12	1	1	3
Koupéla								0	1	0
Léo	0	2	0	2	0	0	0	0	1	1
Manga	2	0	1	2	2	1	4	6	0	1
Nouna	0	0	2	0	1	0	0	3	0	1
Orodara	1	0	1	2	4	11	0	2	4	5
Ouagadougou (MACO)*	20	7	6	15	13	28	57	36	40	22
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	6	0	2	3	3	2	3	4	4	6
Tenkodogo	2	5	1	2	3	2	6	8	2	0
Tougan	0	1	0	0	1	0	0	1	1	0
Yako	-	-	2	0	0	1	0	0	2	0
Ziniaré	-	-	0	0	5	2	0	0	2	1

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.14 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>394</b>	<b>278</b>	<b>205</b>	<b>244</b>	<b>291</b>	<b>406</b>	<b>567</b>	<b>508</b>	<b>275</b>	<b>353</b>
Banfora	3	2	2	6	6	11	7	28	10	12
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	20	35	24	19	14	72	49	89	22	46
Bogandé	1	2	7	16	6	26	21	12	3	1
Boromo	2	20	9	3	6	0	3	11	6	10
Dédougou	8	4	7	10	11	5	6	4	3	17
Diapaga	6	5	9	8	20	17	13	4	7	8
Diébougou	-	0	5	3	3	3	4	4	0	5
Djibo	1	2	5	5	1	4	5	5	1	1
Dori	2	2	2	3	17	11	24	11	3	21
Fada N'gourma	18	31	18	30	11	20	18	30	13	6
Gaoua	7	3	4	1	0	6	7	5	6	10
Kaya	14	13	15	8	13	15	30	13	5	7
Kongoussi	1	4	1	4	5	4	9	1	3	4
Koudougou	30	21	17	9	10	9	38	3	10	7
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	1	0
Léo	4	5	10	2	11	9	5	0	2	3
Manga	4	4	1	10	7	12	12	6	1	2
Nouna	0	7	2	0	1	3	3	4	2	2
Orodara	4	1	2	3	8	25	4	7	9	10
Ouagadougou (MACO)*	232	92	50	85	104	110	264	224	105	159
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	1	0	0	0
Ouahigouya*	19	4	4	6	4	5	15	14	17	9
Tenkodogo	15	16	6	8	21	28	14	23	25	6
Tougan	3	5	1	0	3	1	6	3	3	3
Yako	-	-	3	0	0	5	5	0	8	1
Ziniaré	-	-	1	5	9	5	4	7	10	3

Tableau V.15 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>323</b>	<b>390</b>	<b>310</b>	<b>111</b>	<b>497</b>	<b>458</b>	<b>655</b>	<b>439</b>	<b>431</b>	<b>11</b>
Banfora	6	10	2	2	24	20	13	8	21	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	43	34	32	12	24	0	97	4	30	0
Bogandé	6	4	10	13	8	25	30	6	4	0
Boromo	1	19	11	2	11	6	16	29	12	0
Dédougou	13	0	14	1	17	10	10	10	14	0
Diapaga	7	1	6	3	6	8	25	6	16	0
Diébougou	-	0	12	2	10	7	10	8	2	0
Djibo	3	2	0	1	8	10	11	7	1	1
Dori	6	4	9	1	16	26	32	12	13	0
Fada N'gourma	21	26	18	9	14	29	19	20	22	0
Gaoua	20	6	12	1	3	8	11	11	15	2
Kaya	19	27	15	3	23	18	18	16	6	0
Kongoussi	6	6	1	0	11	6	8	12	2	0
Koudougou	37	28	21	7	9	25	33	8	19	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Léo	10	2	9	2	20	8	1	3	2	0
Manga	13	4	2	3	19	7	16	9	6	0
Nouna	0	5	0	1	2	9	14	10	9	0
Orodara	1	0	2	0	5	3	2	3	5	0
Ouagadougou (MACO)*	60	179	111	35	172	164	217	207	159	0
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	13	1	0	0
Ouahigouya*	21	2	2	4	35	17	28	14	30	8
Tenkodogo	21	22	19	6	40	34	10	14	23	0
Tougan	9	9	0	1	7	6	7	5	5	0
Yako	-	-	0	0	3	6	9	0	7	0
Ziniaré	-	-	2	2	10	6	5	15	8	0

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.16 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>763</b>	<b>518</b>	<b>407</b>	<b>433</b>	<b>518</b>	<b>634</b>	<b>1 069</b>	<b>920</b>	<b>460</b>	<b>649</b>
Banfara	6	5	11	11	21	15	12	46	25	14
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	37	69	45	38	28	93	145	198	69	73
Bogandé	5	2	8	24	8	35	27	0	0	0
Boromo	2	12	13	4	10	4	11	26	14	16
Dédougou	13	12	13	15	12	8	20	8	8	26
Diapaga	14	9	9	14	31	22	7	16	10	13
Diébougou	-	0	9	4	10	3	11	4	3	6
Djibo	2	1	9	11	5	9	9	6	1	1
Dori	14	10	11	2	23	24	32	10	9	34
Fada N'gourma	29	43	29	36	16	22	19	44	20	8
Gaoua	18	4	13	9	4	6	15	12	20	27
Kaya	19	24	7	8	17	14	43	22	6	10
Kongoussi	4	4	1	4	9	6	15	10	5	2
Koudougou	45	30	22	12	19	25	68	6	21	16
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	1	0
Léo	16	11	19	4	14	11	1	0	2	0
Manga	11	6	3	16	20	21	18	10	2	4
Nouna	1	3	4	2	6	13	14	5	4	4
Orodara	2	4	2	3	12	17	6	6	6	17
Ouagadougou (MACO)	465	221	144	180	200	209	502	433	163	328
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	2	0	0
Ouahigouya	30	7	5	8	4	12	28	25	24	24
Tenkodogo	24	27	19	15	32	42	33	26	20	15
Tougan	6	14	5	6	2	9	10	3	5	2
Yako	-	-	3	0	2	7	10	1	6	3
Ziniaré	-	-	3	7	13	7	13	1	16	6

Les données de 2008 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>91</b>	<b>92</b>	<b>68</b>	<b>112</b>	<b>160</b>	<b>177</b>	<b>184</b>	<b>176</b>	<b>131</b>	<b>171</b>
Banfara	0	5	0	1	4	1	0	6	2	6
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	12	10	6	2	3	6	10	21	16	16
Bogandé	1	4	0	2	1	4	2	11	5	1
Boromo	0	3	1	7	2	2	3	7	1	12
Dédougou	2	5	3	1	4	2	0	4	5	5
Diapaga	5	7	5	5	12	22	23	2	7	3
Diébougou	-	0	6	4	1	2	4	0	0	0
Djibo	1	1	2	4	3	3	4	4	2	2
Dori	0	3	4	7	1	11	18	20	4	4
Fada N'gourma	6	7	8	4	12	13	7	5	11	4
Gaoua	3	2	1	1	5	3	2	1	6	5
Kaya	1	4	11	2	11	5	8	6	2	3
Kongoussi	2	2	1	1	2	1	1	7	1	3
Koudougou	4	4	6	1	2	5	9	2	6	7
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	0	0
Léo	1	2	1	2	11	16	5	1	2	3
Manga	1	0	1	5	2	2	1	0	1	4
Nouna	1	5	0	1	1	2	1	8	2	0
Orodara	1	0	0	1	2	29	5	3	7	13
Ouagadougou (MACO)	39	20	9	54	38	26	66	44	24	65
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya	7	1	0	2	33	5	6	11	10	1
Tenkodogo	4	7	2	1	8	16	3	6	6	6
Tougan	0	0	0	1	0	0	2	5	0	3
Yako	-	-	0	0	1	0	2	1	4	4
Ziniaré	-	-	1	3	1	1	2	0	7	1

Les données de 2008 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>109</b>	<b>59</b>	<b>28</b>	<b>37</b>	<b>53</b>	<b>81</b>	<b>98</b>	<b>161</b>	<b>141</b>	<b>118</b>
Banfora	0	0	1	1	3	8	2	2	2	4
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	4	7	0	4	1	14	20	9	1	8
Bogandé	0	0	3	2	1	8	6	5	1	1
Boromo	1	6	0	1	0	0	6	6	1	0
Dédougou	0	0	3	0	5	0	0	2	5	4
Diapaga	0	1	0	1	3	0	3	1	7	4
Diébougou	-	0	0	0	1	4	0	4	0	2
Djibo	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0
Dori	0	0	0	0	0	0	2	1	2	2
Fada N'gourma	2	1	5	3	5	6	1	8	2	2
Gaoua	2	0	0	0	0	0	0	0	2	5
Kaya	1	1	1	2	2	6	4	0	6	7
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	5	0	0
Koudougou	1	1	0	1	1	0	1	2	1	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Léo	0	0	4	0	1	1	0	1	0	2
Manga	1	0	0	0	1	0	2	0	3	1
Nouna	0	8	0	1	0	0	0	0	3	0
Orodara	15	0	0	0	3	1	1	0	1	0
Ouagadougou (MACO)*	72	31	10	19	19	27	48	88	87	69
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	2	1	1	1	0	1	0	0	1	4
Tenkodogo	5	0	0	1	1	3	0	12	13	2
Tougan	3	2	0	0	4	0	0	0	1	0
Yako	-	-	0	0	0	0	0	0	0	1
Ziniaré	-	-	0	0	2	0	1	15	2	0

Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>31</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>52</b>	<b>98</b>	<b>39</b>	<b>52</b>	<b>38</b>
Banfora	0	0	0	0	4	3	2	2	3	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	1	1	0	3	8	20	4	7	0
Bogandé	0	0	0	0	0	2	6	0	0	0
Boromo	0	0	1	0	0	0	6	0	0	2
Dédougou	0	1	0	1	0	0	0	1	0	0
Diapaga	2	0	0	7	0	2	3	0	1	6
Diébougou	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibo	0	0	0	6	5	0	0	0	0	0
Dori	3	0	0	0	0	0	2	1	0	0
Fada N'gourma	0	0	3	4	0	7	1	0	0	1
Gaoua	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Kaya	0	0	3	1	2	2	4	1	2	2
Kongoussi	0	0	0	0	0	0	1	0	1	3
Koudougou	1	0	0	1	2	0	1	0	0	0
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Léo	0	0	1	1	2	1	0	1	0	0
Manga	0	0	0	0	0	1	2	0	1	0
Nouna	0	0	0	0	1	2	0	0	2	0
Orodara	0	2	1	0	0	0	1	0	1	0
Ouagadougou (MACO)*	22	12	7	3	2	11	48	19	24	19
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0
Tenkodogo	0	1	0	3	4	10	0	10	3	2
Tougan	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
Yako	-	-	0	0	0	1	0	0	0	0
Ziniaré	-	-	0	0	0	0	1	0	6	0

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

## V.3 Caractéristiques des inculpés

---

### Concepts

**Inculpé** : Personne sur laquelle le juge d'instruction a décidé de porter ses investigations et contre laquelle il existe des indices graves ou concordants qui rendent vraisemblable qu'elle ait pu participer, comme auteur ou comme complice, à la réalisation d'un crime ou d'un délit.

**Durée de détention préventive** : Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

### Infractions :

#### Crimes et délits contre les particuliers

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Coups et blessures volontaires** : Fait de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Homicides volontaires, empoisonnements :**

**Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

**Empoisonnement** : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.20 : Effectifs des inculpés, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble des inculpés</b>	<b>1 328</b>	<b>1 160</b>	<b>1 096</b>	<b>1 069</b>	<b>1 408</b>	<b>1 609</b>	<b>1 787</b>	<b>1 883</b>	<b>1 893</b>	<b>1 872</b>
<b>Répartition selon le sexe</b>										
Hommes	1 284	1 116	1 066	1 039	1 369	1 557	1 734	1 824	1 829	1 804
Femmes	44	44	30	30	39	52	53	59	64	68
<b>Répartition selon l'âge</b>										
moins de 18 ans	40	14	24	24	38	47	63	47	27	17
18 ans à moins de 21 ans	112	97	87	71	91	126	132	82	82	85
21 ans à moins de 25 ans	242	185	177	158	175	187	199	215	213	182
25 ans à moins de 30 ans	329	266	246	218	280	326	395	386	368	307
30 ans à moins de 40 ans	378	374	363	384	476	573	568	650	640	655
40 ans et plus	227	224	199	214	348	350	430	503	563	626
<b>Répartition selon la catégorie et la nature de l'infraction</b>										
Crimes et délits contre les particuliers	843	837	759	787	1 066	1 081	1 210	1 148	1 150	896
Dont										
<i>Vols aggravés</i>	223	164	115	146	118	133	177	111	99	92
<i>Viols</i>	199	188	137	149	182	176	226	195	84	19
<i>Coups mortels</i>	99	119	109	133	126	165	169	178	212	162
<i>Homicides volontaires, Assassinats</i>	285	328	325	320	562	498	518	514	650	534
<i>Coups et blessures volontaires</i>	24	32	35	27	31	31	77	107	55	38
Crimes et délits contre les biens	142	102	121	72	79	131	133	283	184	160
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, Escroquerie</i>	90	67	69	47	52	69	62	71	75	64
<i>Destructions, dégradations, Dommages</i>	31	27	45	8	6	23	36	88	28	31
<i>Abus de confiance</i>	12	7	7	17	19	24	25	15	8	14
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	43	39	34	29	42	44	58	48	66	60
Crimes et délits contre la chose publique	291	167	156	175	125	213	274	185	228	163
Dont										
<i>Associations de malfaiteurs</i>	196	110	115	100	51	121	160	131	115	79
<i>Faux et usage de faux</i>	82	41	29	45	52	47	79	91	91	47
Infractions en matière d'armes et de munitions	9	10	26	6	59	134	100	68	62	48
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	58	202	549
<b>Répartition selon la durée de la détention préventive</b>										
Moins de 3 mois	249	173	227	229	264	236	192	205	181	129
3 mois à moins de 6 mois	167	127	167	136	214	197	264	227	206	319
6 mois à moins de 12 mois	362	276	178	219	442	415	331	275	404	357
1 an à moins de 2 ans	309	327	225	206	252	461	545	516	418	439
2 ans à moins de 3 ans	133	143	151	118	87	145	253	324	253	212
3 ans à moins de 4 ans	62	67	74	74	68	53	85	177	213	163
4 ans et plus	46	47	74	87	81	102	117	159	218	253

## **Infractions :**

### **Crimes et délits contre les biens**

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Destructions, dégradations, dommages** : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

### **Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs**

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

### **Crimes et délits contre la chose publique**

**Association de malfaiteurs** : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

### **Infractions en matière d'armes et munitions**

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.21 : Ensemble des inculpés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 328</b>	<b>1 160</b>	<b>1 096</b>	<b>1 069</b>	<b>1 408</b>	<b>1 609</b>	<b>1 787</b>	<b>1 883</b>	<b>1 893</b>	<b>1 872</b>
Banfora	43	38	29	51	39	52	126	117	93	48
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	162	122	97	102	115	137	158	153	140	127
Bogandé	89	56	48	59	84	184	185	180	173	152
Boromo	50	41	61	39	44	51	48	43	37	33
Dédougou	41	29	33	32	49	46	38	66	38	29
Diapaga	20	22	25	43	68	67	73	102	114	82
Diébougou	-	0	26	17	23	37	32	44	50	52
Djibo	23	23	15	21	27	31	38	59	34	34
Dori	27	15	28	15	25	39	36	27	23	40
Fada N'gourma	122	142	130	75	54	47	70	92	103	112
Gaoua	64	74	36	35	28	37	54	39	44	58
Kaya	86	61	41	38	54	79	76	62	39	15
Kongoussi	26	25	15	17	15	28	24	21	6	5
Koudougou	48	62	53	56	74	41	46	60	50	38
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	19	28
Léo	22	16	14	34	50	62	56	58	50	23
Manga	39	45	40	61	72	64	58	23	37	17
Nouna	12	14	23	13	30	28	23	20	22	18
Orodara	11	7	9	18	22	62	48	57	62	42
Ouagadougou (MACO)	280	202	230	212	236	273	334	378	369	248
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	51	195	540
Ouahigouya	64	47	23	26	37	28	30	25	30	30
Tenkodogo	78	80	52	45	194	145	162	120	85	41
Tougan	21	39	34	23	24	17	16	25	33	26
Yako	-	-	7	4	6	15	18	12	15	14
Ziniaré	-	-	27	33	38	39	38	48	32	20

Les données de 2008 à 2010 de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.22 : Inculpés mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>40</b>	<b>14</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>38</b>	<b>47</b>	<b>63</b>	<b>46</b>	<b>27</b>	<b>17</b>
Banfora	0	1	2	3	1	1	8	5	4	0
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	8	1	0	6	5	2	7	2	0	4
Bogandé	2	0	0	1	2	7	7	3	4	1
Boromo	6	0	0	0	0	2	1	0	1	0
Dédougou	1	0	1	4	7	2	1	2	2	0
Diapaga	0	0	0	1	2	1	3	3	1	0
Diébougou	0	0	0	0	2	1	0	2	1	0
Djibo	2	2	1	0	1	1	2	4	1	1
Dori	1	1	2	0	0	1	2	0	0	4
Fada	0	1	2	0	0	2	2	4	2	2
Gaoua	3	1	4	1	0	2	2	0	0	0
Kaya	6	0	0	0	1	8	5	0	0	0
Kongoussi	1	2	0	0	0	2	2	0	0	0
Koudougou	0	0	2	1	0	0	2	1	0	0
Koupéla	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Léo	0	0	1	0	1	1	1	1	1	0
Manga	1	1	1	1	0	1	0	0	0	0
Nouna	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0
Orodara	0	0	0	0	1	3	3	4	1	1
Ouagadougou (MACO)	3	0	3	2	5	5	7	4	3	4
Ouagadougou (PHS)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouahigouya	2	0	1	0	3	2	1	0	0	0
Tenkodogo	3	3	3	4	3	3	6	8	2	0
Tougan	1	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Yako	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Ziniaré	0	0	0	0	1	0	1	3	1	0

Tableau V.23 : Inculpés de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>394</b>	<b>296</b>	<b>286</b>	<b>253</b>	<b>304</b>	<b>360</b>	<b>394</b>	<b>344</b>	<b>322</b>	<b>284</b>
Banfora	9	8	9	19	11	14	33	22	18	12
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	58	28	18	21	29	25	24	16	12	26
Bogandé	23	17	13	9	12	45	45	33	29	26
Boromo	18	11	12	8	4	5	13	6	6	5
Dédougou	7	8	10	8	13	18	15	12	7	3
Diapaga	6	4	3	7	13	15	19	23	20	14
Diébougou	-	-	2	2	8	5	1	7	10	8
Djibo	12	13	8	11	13	15	18	23	17	17
Dori	8	4	3	4	10	10	13	4	9	14
Fada N'gourma	34	29	32	17	7	9	14	15	18	22
Gaoua	8	19	10	9	3	8	10	5	5	15
Kaya	32	17	11	7	13	21	20	9	5	0
Kongoussi	9	4	2	4	6	11	8	6	2	0
Koudougou	16	11	16	11	15	11	14	14	4	5
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	4	4
Léo	9	10	6	8	10	12	8	8	6	6
Manga	12	7	13	27	14	10	6	1	6	2
Nouna	6	5	16	1	17	10	4	5	2	3
Orodara	1	1	2	5	5	24	29	29	19	10
Ouagadougou (MACO)*	69	47	49	36	37	47	50	52	57	37
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	2	14	36
Ouahigouya*	21	17	11	10	7	8	6	2	8	3
Tenkodogo	31	24	19	16	42	30	34	31	25	6
Tougan	5	12	13	5	5	2	1	4	5	3
Yako	-	-	1	0	2	1	1	3	5	2
Ziniaré	-	-	7	8	8	4	8	12	9	5

Tableau V.24 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>843</b>	<b>837</b>	<b>759</b>	<b>787</b>	<b>1 066</b>	<b>1 081</b>	<b>1 210</b>	<b>1 149</b>	<b>1 150</b>	<b>896</b>
Banfora	29	25	24	37	35	45	123	92	82	41
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	101	83	84	86	91	103	112	108	92	81
Bogandé	48	24	19	44	28	57	58	62	66	59
Boromo	46	40	39	34	48	37	42	36	28	27
Dédougou	34	27	27	29	48	41	36	37	38	29
Diapaga	20	19	21	27	65	61	68	63	68	46
Diébougou	-	0	18	13	22	32	30	39	45	47
Djibo	22	23	15	21	24	30	37	47	31	31
Dori	23	10	19	11	23	39	36	27	18	24
Fada N'gourma	68	106	94	55	46	35	42	57	84	93
Gaoua	47	65	28	33	27	30	32	33	37	43
Kaya	60	37	27	31	48	53	66	59	35	13
Kongoussi	14	16	11	14	14	16	14	14	6	5
Koudougou	39	47	35	39	48	30	34	43	41	28
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	1	13	16
Léo	18	14	9	24	26	44	44	47	32	22
Manga	17	23	29	46	59	39	46	21	32	16
Nouna	12	13	22	13	26	22	19	19	17	10
Orodara	3	7	7	12	14	36	43	46	50	27
Ouagadougou (MACO)*	134	111	104	111	141	166	196	171	186	131
Ouagadougou (PHS)*	-	-	-	-	-	0	0	0	0	1
Ouahigouya*	39	38	20	25	34	25	23	23	29	23
Tenkodogo	51	72	43	34	141	88	52	45	60	25
Tougan	18	37	34	23	23	16	14	19	28	25
Yako	-	-	7	3	6	7	11	9	10	11
Ziniaré	-	-	23	22	29	29	32	31	22	22

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.25 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>142</b>	<b>102</b>	<b>121</b>	<b>72</b>	<b>79</b>	<b>131</b>	<b>133</b>	<b>283</b>	<b>184</b>	<b>160</b>
Banfora	6	4	1	0	1	0	2	2	7	2
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	17	7	3	3	3	11	11	20	18	31
Bogandé	9	1	1	1	1	6	6	43	6	7
Boromo	3	0	8	1	1	7	2	4	2	0
Dédougou	1	0	0	0	1	1	0	27	0	0
Diapaga	0	0	1	2	1	0	1	17	20	6
Diébougou	-	0	7	2	1	4	0	2	4	2
Djibo	1	0	0	0	0	1	0	2	2	2
Dori	2	2	1	0	0	0	0	0	4	10
Fada N'gourma	7	21	10	5	2	1	5	29	8	2
Gaoua	0	0	0	0	0	3	6	0	0	8
Kaya	4	11	7	2	0	14	5	3	3	2
Kongoussi	12	4	2	0	1	1	0	7	0	0
Koudougou	6	6	7	2	13	4	7	8	1	5
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	2	8
Léo	1	0	3	0	7	9	9	9	15	0
Manga	18	13	6	11	4	5	4	0	3	1
Nouna	0	0	0	0	1	1	0	0	4	7
Orodara	6	0	1	2	0	2	1	2	0	5
Ouagadougou (MACO)*	37	31	63	35	32	50	50	85	74	53
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	1	2	0	1	2	1	4	1	0	2
Tenkodogo	11	0	0	3	3	5	16	5	1	1
Tougan	0	0	0	0	0	0	0	2	2	1
Yako	-	-	0	0	0	0	1	1	1	3
Ziniaré	-	-	0	2	5	5	3	14	7	2

Tableau V.26 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>291</b>	<b>167</b>	<b>156</b>	<b>175</b>	<b>125</b>	<b>213</b>	<b>274</b>	<b>274</b>	<b>228</b>	<b>163</b>
Banfora	8	8	2	13	2	6	0	23	2	3
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	36	26	3	11	17	19	31	21	27	11
Bogandé	29	28	20	8	2	8	31	25	40	39
Boromo	0	0	5	3	4	2	2	2	0	0
Dédougou	5	2	6	3	0	1	2	2	0	0
Diapaga	0	0	2	14	0	6	0	19	26	27
Diébougou	0	0	1	1	0	1	2	2	0	2
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	9	0	0
Dori	1	3	8	4	2	0	0	0	1	6
Fada N'gourma	39	8	21	14	4	10	17	5	1	2
Gaoua	16	4	5	0	0	1	10	2	3	1
Kaya	18	11	7	5	5	8	5	0	1	0
Kongoussi	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Koudougou	1	7	6	15	11	5	4	6	7	4
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	2	1
Léo	3	2	2	10	13	4	2	1	0	0
Manga	3	4	1	4	2	16	8	2	1	0
Nouna	0	1	1	0	2	0	4	1	1	1
Orodara	2	0	1	3	6	22	1	2	5	2
Ouagadougou (MACO)*	95	50	53	56	51	46	67	89	81	44
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	1	3	4
Ouahigouya*	16	5	0	0	1	0	3	0	0	1
Tenkodogo	16	6	8	6	2	47	81	59	22	15
Tougan	3	2	0	0	0	0	0	0	1	0
Yako	-	-	0	1	0	7	4	1	1	0
Ziniaré	-	-	4	3	1	4	0	2	3	0

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.27 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>241</b>	<b>257</b>	<b>299</b>	<b>279</b>	<b>236</b>	<b>300</b>	<b>455</b>	<b>660</b>	<b>684</b>	<b>628</b>
Banfora	1	3	6	6	9	12	19	13	48	19
Baporo	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	65	59	53	53	46	47	83	96	82	67
Bogandé	23	23	31	16	3	19	33	105	139	125
Boromo	14	15	10	11	14	16	21	17	15	14
Dédougou	6	6	3	6	7	9	9	13	13	12
Diapaga	1	3	10	6	7	6	30	33	49	56
Diébougou	-	0	2	3	4	5	7	16	20	30
Djibo	4	4	2	4	5	6	15	16	11	11
Dori	0	3	0	2	6	0	4	16	5	5
Fada N'gourma	23	29	50	41	15	11	6	10	28	41
Gaoua	25	18	10	9	9	14	8	7	10	3
Kaya	24	23	23	18	18	18	20	39	28	11
Kongoussi	3	5	5	4	2	3	8	1	2	1
Koudougou	8	8	8	16	12	13	11	15	17	11
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	0	4
Léo	0	1	6	2	3	21	28	36	22	5
Manga	4	6	8	12	5	25	20	6	7	9
Nouna	1	6	3	2	4	3	7	12	15	9
Orodara	0	0	0	1	1	7	3	27	27	13
Ouagadougou (MACO)*	29	28	37	38	39	32	70	116	111	104
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	1	2	40
Ouahigouya*	5	9	5	5	6	5	7	8	8	5
Tenkodogo	4	5	10	2	0	7	31	39	2	8
Tougan	1	3	12	11	7	5	5	7	5	14
Yako	-	-	2	1	1	2	1	3	5	3
Ziniaré	-	-	3	10	13	14	9	8	13	8

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

## V.4 Caractéristiques des condamnés

---

### Concepts

**Condamné** : Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine d'emprisonnement ferme a été prononcée.

### Infractions :

#### Crimes et délits contre les particuliers

**Assassinat** : Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Association de malfaiteurs** : Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou les propriétés et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir arrêtée en commun.

**Coups et blessures volontaires** : Faits de faire volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait entraînant une maladie ou une incapacité de travail (de plus de sept jours).

**Coups mortels** : Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

**Homicides et blessures involontaires** : Fait de commettre :

- soit par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements involontairement un homicide ou d'en être involontairement la cause ;
- soit par maladresse ou par manque de précautions des blessures, coups ou maladies entraînant une incapacité totale de travail personnel (de plus de trois mois).

**Homicides volontaires, empoisonnements et violences :**

**Homicide volontaire** : Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent ici aux meurtres, parricides et infanticides.

**Empoisonnement** : Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Violences** : Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité des personnes.

**Viol** : Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Vol aggravé** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui avec effraction, violence ou à main armée.

Tableau V.28 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble des condamnés</b>	<b>2 990</b>	<b>3 179</b>	<b>3 159</b>	<b>3 284</b>	<b>3 744</b>	<b>4 174</b>	<b>4 193</b>	<b>4 452</b>	<b>5 148</b>	<b>4 946</b>
<b>Répartition selon le sexe</b>										
Hommes	2 926	3 137	3 126	3 258	3 690	4 129	4 158	4 409	5 074	4 857
Femmes	64	42	33	26	54	45	35	43	74	89
<b>Répartition selon l'âge</b>										
moins de 18 ans	94	59	47	50	62	107	53	87	118	61
18 ans à moins de 21 ans	389	379	347	318	348	406	455	495	453	398
21 ans à moins de 25 ans	591	608	649	573	648	827	839	817	931	921
25 ans à moins de 30 ans	769	843	831	889	982	991	1 064	1 117	1 137	1 178
30 ans à moins de 40 ans	779	902	891	996	1 158	1 267	1 238	1 316	1 737	1 585
40 ans et plus	368	388	394	458	546	576	544	620	772	803
<b>Répartition selon la nature de l'infraction</b>										
Crimes et délits contre les biens	2 307	2 450	2 417	2 458	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710	3 326
Dont										
<i>Vols, recels, extorsion, escroquerie</i>	2 137	2 303	2 266	2 280	2 461	2 702	2 728	2 754	2 922	2 520
<i>Abus de confiance</i>	119	113	103	103	150	163	176	170	188	166
<i>Destruction, dégradation, dommages</i>	28	13	30	52	28	29	25	29	72	32
Crimes et délits contre les particuliers	238	314	336	454	557	565	548	418	591	742
Dont										
<i>Coups et blessures volontaires</i>	108	106	113	119	135	161	117	135	170	150
<i>Vols aggravés</i>	42	100	104	202	263	266	301	113	128	96
<i>Homicides volontaires</i>	37	37	44	55	47	38	31	47	52	80
<i>Assassinats</i>	8	12	13	14	9	13	4	36	155	303
<i>Viols</i>										
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	313	259	213	204	332	353	347	364	531	529
Dont										
<i>Stupéfiants</i>	204	161	125	116	198	243	237	266	379	408
<i>Mutilations génitales féminines</i>	42	20	16	13	33	22	19	16	28	45
<i>Attentats aux bonnes mœurs</i>	48	56	49	60	62	72	60	41	41	31
Crimes et délits contre la chose publique	110	123	148	136	137	289	314	172	247	282
dont										
<i>Association de malfaiteurs</i>	7	8	32	41	15	112	166	39	63	129
<i>Faux et usage de faux</i>	38	46	50	46	61	75	54	43	76	77
Infractions en matière d'armes et de munitions	22	33	45	32	56	44	32	48	68	67
Terrorisme	-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
<b>Répartition selon la durée de la peine prononcée</b>										
Moins de 3 mois	49	9	8	28	42	47	17	5	7	0
3 mois à moins de 6 mois	222	149	89	76	141	96	69	41	27	26
6 mois à moins de 12 mois	529	465	399	338	374	374	310	322	286	147
1 an à moins de 2 ans	1 140	1 027	905	1 001	1 099	1 224	1 197	1 230	1 357	1 219
2 ans à moins de 3 ans	483	579	601	552	622	814	873	793	900	942
3 ans à moins de 5 ans	361	529	611	613	693	759	817	910	1 212	1 097
5 ans à moins de 10 ans	144	313	397	468	522	560	521	689	828	898
10 ans à 20 ans	49	72	102	136	172	211	279	318	360	464
Plus de 20 ans	1	17	24	47	47	63	78	110	131	96
Perpétuité	6	12	13	14	21	16	21	22	27	45
Peine de mort	6	7	10	11	11	10	11	12	13	12

## **Infractions :**

### **Crimes et délits contre les biens**

**Abus de confiance** : Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

### **Vols, extorsion, recel, escroqueries :**

**Vol** : Soustraction frauduleuse d'une chose appartenant à autrui.

**Extorsion** : Fait d'user de force, violence ou contrainte pour extorquer la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Recel** : Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Escroquerie** : Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Destructions, dégradations, dommages** : Faits de détruire volontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

### **Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs**

**Attentat aux mœurs** : Infractions telles que l'outrage public à la pudeur et l'attentat à la pudeur.

**Mutilations génitales féminines** : Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Stupéfiants** : Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

### **Crimes et délits contre la chose publique**

#### **Faux et usage de faux :**

**Faux en écriture** : Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Usage de faux** : Utilisation en connaissance de cause d'un écrit falsifié en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

### **Infractions en matière d'armes et munitions**

Fabrication, exportation, importation, détention, cession vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

Tableau V.29 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>2 990</b>	<b>3 179</b>	<b>3 159</b>	<b>3 284</b>	<b>3 744</b>	<b>4 174</b>	<b>4 193</b>	<b>4 452</b>	<b>5 148</b>	<b>4 946</b>
Banfora	130	146	144	147	177	169	166	156	176	171
Baporo	24	43	48	39	34	16	32	28	17	15
Bobo-Dioulasso	296	343	337	331	421	347	320	358	479	493
Bogandé	79	67	58	40	65	95	110	92	94	100
Boromo	95	86	68	94	143	196	166	170	200	175
Dédougou	155	133	105	127	99	132	105	112	127	158
Diapaga	47	48	52	38	42	74	88	95	126	119
Diébougou	-	0	31	54	65	85	82	92	142	134
Djibo	54	72	78	70	69	57	68	101	110	110
Dori	117	114	95	103	110	118	122	101	80	57
Fada N'gourma	162	135	139	186	155	162	216	193	220	180
Gaoua	134	101	65	85	81	78	78	124	155	144
Kaya	175	155	158	161	220	242	225	176	147	123
Kongoussi	58	55	57	43	42	49	53	68	53	55
Koudougou	107	135	121	119	125	153	162	227	200	197
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	64	78
Léo	97	97	74	75	65	76	103	93	70	74
Manga	135	125	115	151	141	153	181	169	118	90
Nouna	17	24	27	23	32	49	34	76	72	94
Orodara	15	23	34	50	31	43	31	67	66	64
Ouagadougou (MACO)*	670	931	926	956	1 103	1 146	1 163	1 173	1 661	1 622
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	231	185	177	156	127
Ouahigouya*	171	112	76	72	113	158	149	160	183	178
Tenkodogo	199	177	220	174	282	215	122	191	173	151
Tougan	53	57	42	46	36	27	58	71	88	83
Yako	-	-	38	41	48	38	93	87	65	42
Ziniaré	-	-	51	59	45	65	81	95	106	112

Tableau V.30 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>94</b>	<b>59</b>	<b>47</b>	<b>50</b>	<b>62</b>	<b>107</b>	<b>53</b>	<b>87</b>	<b>118</b>	<b>61</b>
Banfora	0	0	1	0	1	2	0	3	4	2
Baporo	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	5	3	3	2	5	1	4	11	1	2
Bogandé	1	2	0	0	1	0	0	2	0	1
Boromo	7	0	0	1	3	10	1	8	6	2
Dédougou	3	0	0	1	3	0	5	0	0	1
Diapaga	1	1	0	0	0	0	0	0	0	3
Diébougou	-	0	0	3	3	4	0	1	2	2
Djibo	0	0	3	0	0	0	0	1	0	0
Dori	2	0	1	3	1	5	1	0	0	1
Fada N'gourma	10	7	4	5	6	4	0	4	2	4
Gaoua	1	1	2	1	0	1	1	1	0	1
Kaya	11	4	6	5	3	5	1	5	0	0
Kongoussi	2	0	2	1	1	2	0	0	0	0
Koudougou	2	3	2	2	3	8	3	7	2	1
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	3	4
Léo	1	1	5	3	1	1	1	0	1	0
Manga	5	3	1	3	2	2	3	5	4	2
Nouna	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Orodara	1	2	1	1	0	3	0	0	2	1
Ouagadougou (MACO)*	21	26	11	11	18	40	19	20	79	22
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	0	0	0	0
Ouahigouya*	3	0	2	0	2	6	1	10	8	7
Tenkodogo	17	4	1	5	6	8	4	2	0	1
Tougan	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0
Yako	-	-	0	2	3	1	3	2	1	1
Ziniaré	-	-	2	0	0	2	5	5	3	3

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.31 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 074</b>	<b>1 046</b>	<b>1 043</b>	<b>941</b>	<b>1 058</b>	<b>1 340</b>	<b>1 347</b>	<b>1 399</b>	<b>1 502</b>	<b>1 380</b>
Banfora	40	42	46	36	49	53	57	63	45	42
Baporo	7	12	21	11	10	2	7	4	2	4
Bobo-Dioulasso	82	95	120	77	113	104	81	94	111	120
Bogandé	26	23	13	12	19	29	34	22	30	22
Boromo	53	24	22	25	39	84	53	60	51	53
Dédougou	48	27	30	26	23	39	40	37	43	40
Diapaga	19	19	20	13	10	24	27	33	30	27
Diébougou	-	0	8	18	29	34	28	27	46	36
Djibo	22	28	41	22	18	21	33	49	55	55
Dori	38	39	42	29	31	35	30	26	16	14
Fada N'gourma	76	49	36	65	39	51	80	64	68	67
Gaoua	35	25	23	26	22	14	26	40	47	43
Kaya	74	54	47	46	67	87	74	44	40	23
Kongoussi	18	18	22	17	18	17	14	17	10	15
Koudougou	45	51	45	49	44	53	61	78	65	68
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	15	22
Léo	41	36	33	27	23	32	32	31	18	22
Manga	39	40	40	44	47	52	56	40	31	19
Nouna	5	6	8	5	9	15	5	14	5	13
Orodara	5	7	5	6	9	15	7	16	17	23
Ouagadougou (MACO)*	256	319	268	251	306	332	382	397	553	496
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	52	42	39	14	10
Ouahigouya*	51	28	27	26	8	62	62	65	72	59
Tenkodogo	83	71	79	64	81	84	43	63	56	33
Tougan	11	33	10	10	11	13	21	21	21	23
Yako	-	-	15	17	16	13	30	26	17	11
Ziniaré	-	-	22	19	17	23	22	29	24	20

Tableau V.32 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>2 137</b>	<b>2 303</b>	<b>2 266</b>	<b>2 280</b>	<b>2 461</b>	<b>2 702</b>	<b>2 728</b>	<b>2 754</b>	<b>2 922</b>	<b>2 520</b>
Banfora	113	122	119	104	124	122	125	93	128	107
Baporo	21	33	37	33	29	15	27	23	13	14
Bobo-Dioulasso	203	223	217	202	262	201	208	236	315	300
Bogandé	63	45	39	16	42	73	75	36	29	29
Boromo	63	53	40	62	97	128	127	124	132	100
Dédougou	119	102	76	80	75	99	76	82	93	101
Diapaga	39	23	23	25	21	36	59	38	56	40
Diébougou	-	0	23	41	48	58	64	61	82	70
Djibo	40	52	46	47	55	45	60	84	85	85
Dori	90	85	56	64	70	74	89	78	48	35
Fada N'gourma	139	101	102	121	103	87	103	78	73	66
Gaoua	97	72	43	40	39	53	48	83	87	66
Kaya	144	120	124	129	169	175	156	119	88	62
Kongoussi	42	47	43	29	28	34	43	45	35	28
Koudougou	79	107	94	96	97	116	130	171	147	135
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	27	28
Léo	80	78	63	58	47	55	61	51	28	15
Manga	102	89	89	123	107	106	121	103	73	43
Nouna	12	19	23	18	21	27	26	63	55	50
Orodara	5	14	31	31	19	27	22	48	38	29
Ouagadougou (MACO)*	426	665	663	673	660	691	722	734	936	775
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	141	74	47	27	18
Ouahigouya*	100	81	54	47	98	106	113	116	122	138
Tenkodogo	126	126	148	126	163	138	73	102	78	75
Tougan	34	46	35	35	20	20	34	48	55	61
Yako	-	-	37	36	37	31	55	54	38	15
Ziniaré	-	-	41	44	30	44	37	37	34	35

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.33 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>2 307</b>	<b>2 450</b>	<b>2 417</b>	<b>2 458</b>	<b>2 662</b>	<b>2 923</b>	<b>2 952</b>	<b>3 447</b>	<b>3 710</b>	<b>3 326</b>
Banfora	118	129	123	119	133	133	136	122	139	128
Baporo	22	39	40	36	30	15	30	24	13	14
Bobo-Dioulasso	231	230	226	217	280	220	239	265	355	343
Bogandé	66	47	42	16	44	76	76	60	34	31
Boromo	75	67	44	70	102	147	132	138	140	109
Dédougou	123	106	81	104	78	104	79	86	98	103
Diapaga	39	28	32	29	22	38	67	68	84	49
Diébougou	-	-	23	42	53	65	67	72	98	83
Djibo	43	55	51	50	62	47	61	89	92	92
Dori	96	91	61	71	73	84	92	81	51	45
Fada N'gourma	143	102	111	135	107	93	116	173	181	150
Gaoua	106	75	47	42	47	61	53	99	93	88
Kaya	153	131	128	132	174	180	160	122	103	68
Kongoussi	51	48	44	31	30	35	44	48	44	33
Koudougou	87	113	102	104	106	123	139	182	165	149
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	34	45
Léo	82	86	66	60	49	56	65	69	51	43
Manga	113	97	95	130	116	113	131	125	91	54
Nouna	13	20	23	18	23	27	26	63	57	56
Orodara	8	18	33	43	26	28	25	52	54	40
Ouagadougou (MACO)*	448	695	712	701	732	770	797	940	1 209	1183
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	143	75	127	87	18
Ouahigouya*	106	84	58	49	100	115	120	131	144	151
Tenkodogo	150	136	161	137	182	152	86	112	97	83
Tougan	34	53	36	39	23	20	38	58	73	64
Yako	-	-	37	37	39	31	61	78	59	33
Ziniaré	-	-	41	46	31	47	37	63	64	71

Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>238</b>	<b>314</b>	<b>336</b>	<b>454</b>	<b>557</b>	<b>565</b>	<b>548</b>	<b>418</b>	<b>591</b>	<b>742</b>
Banfora	3	9	7	5	16	15	8	15	14	16
Baporo	0	3	2	2	1	0	1	0	3	0
Bobo-Dioulasso	32	62	69	78	99	73	32	56	75	103
Bogandé	12	17	3	18	6	4	8	14	33	35
Boromo	9	12	8	14	19	21	14	15	37	46
Dédougou	21	19	18	16	18	20	18	21	27	40
Diapaga	6	14	16	3	10	21	14	7	13	27
Diébougou	-	0	3	8	7	10	6	10	16	24
Djibo	7	13	24	13	7	6	6	10	12	12
Dori	9	13	22	14	31	18	22	16	23	8
Fada N'gourma	5	13	11	22	9	35	40	7	11	17
Gaoua	18	16	14	39	20	10	10	6	14	25
Kaya	6	7	8	16	27	37	43	45	35	42
Kongoussi	2	4	5	4	6	9	5	16	8	17
Koudougou	11	10	9	14	7	19	14	11	13	28
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	20	22
Léo	5	1	3	4	6	6	29	9	10	11
Manga	5	11	8	9	15	15	9	14	9	13
Nouna	3	0	3	4	4	4	4	9	10	30
Orodara	3	3	0	3	2	7	3	6	7	21
Ouagadougou (MACO)*	41	53	61	142	174	133	158	56	103	112
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	17	24	28	37	33
Ouahigouya*	11	14	14	11	9	31	12	9	21	18
Tenkodogo	16	19	16	7	50	34	9	13	17	9
Tougan	13	1	5	0	5	5	15	7	11	17
Yako	-	-	0	0	0	1	5	2	2	2
Ziniaré	-	-	7	8	9	14	39	16	10	14

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>313</b>	<b>259</b>	<b>213</b>	<b>204</b>	<b>332</b>	<b>353</b>	<b>347</b>	<b>364</b>	<b>531</b>	<b>529</b>
Banfora	5	7	6	20	15	9	11	9	10	11
Baporo	2	1	5	1	2	0	1	4	1	1
Bobo-Dioulasso	17	37	24	23	26	28	40	29	33	31
Bogandé	0	3	0	1	0	0	1	6	10	10
Boromo	7	4	7	3	15	16	13	13	11	6
Dédougou	9	7	5	7	2	6	5	3	1	9
Diapaga	2	5	3	1	5	8	7	13	20	13
Diébougou	-	0	3	2	4	9	9	6	24	21
Djibo	3	4	2	3	0	2	0	2	4	4
Dori	8	5	11	8	6	12	4	3	2	2
Fada N'gourma	8	14	13	6	25	8	8	8	11	8
Gaoua	7	7	1	3	10	1	6	9	23	21
Kaya	9	11	16	9	11	16	11	7	6	7
Kongoussi	4	1	5	4	3	2	2	4	1	2
Koudougou	4	5	2	0	4	1	2	6	2	5
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	2	7
Léo	9	4	3	8	9	11	5	11	6	16
Manga	11	11	4	5	7	19	16	12	11	17
Nouna	0	4	0	0	2	0	1	2	4	7
Orodara	3	2	0	3	1	2	1	3	5	3
Ouagadougou (MACO)*	140	105	90	74	137	160	140	141	260	251
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	23	20	15	9	3
Ouahigouya*	39	9	2	3	2	11	15	7	8	9
Tenkodogo	24	13	10	10	29	6	17	33	36	44
Tougan	2	0	1	5	5	1	3	3	1	0
Yako	-	-	0	3	8	1	5	4	2	5
Ziniaré	-	-	0	2	4	1	4	11	28	16

Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>110</b>	<b>123</b>	<b>148</b>	<b>136</b>	<b>137</b>	<b>289</b>	<b>314</b>	<b>172</b>	<b>247</b>	<b>282</b>
Banfora	4	1	7	2	10	12	11	10	8	11
Baporo	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	14	14	12	13	16	26	9	3	12	10
Bogandé	0	0	2	5	3	2	12	1	10	8
Boromo	3	3	9	7	6	8	6	3	10	13
Dédougou	2	1	1	0	1	2	3	2	1	4
Diapaga	0	1	1	5	4	6	0	6	9	30
Diébougou	-	-	1	2	1	0	0	4	3	5
Djibo	1	0	1	4	0	2	1	0	0	0
Dori	4	5	1	10	0	4	4	1	4	1
Fada N'gourma	3	2	3	3	8	26	52	3	17	5
Gaoua	3	2	2	1	4	3	9	9	25	10
Kaya	7	6	6	4	4	7	9	2	2	4
Kongoussi	1	2	3	1	0	1	0	0	0	3
Koudougou	5	4	4	1	3	6	7	25	8	6
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	6	4
Léo	1	3	1	2	1	3	3	1	2	1
Manga	5	4	7	7	3	4	22	18	7	6
Nouna	0	0	1	0	2	17	3	1	0	1
Orodara	1	0	1	0	2	6	2	6	0	0
Ouagadougou (MACO)*	29	60	52	39	50	75	66	28	78	63
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	48	62	3	6	68
Ouahigouya*	15	5	2	5	2	1	2	10	10	0
Tenkodogo	8	8	29	20	14	23	10	31	22	15
Tougan	4	2	0	2	2	0	1	2	2	2
Yako	-	-	0	0	0	3	20	1	2	2
Ziniaré	-	-	2	3	1	3	0	2	3	10

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

Tableau V.37 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>22</b>	<b>33</b>	<b>45</b>	<b>32</b>	<b>56</b>	<b>44</b>	<b>32</b>	<b>48</b>	<b>68</b>	<b>67</b>
Banfora	0	0	1	1	3	0	0	0	5	5
Baporo	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Bobo-Dioulasso	2	0	6	0	0	0	0	5	4	6
Bogandé	1	0	11	0	12	13	13	11	7	16
Boromo	1	0	0	0	1	4	1	1	2	1
Dédougou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Diapaga	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0
Diébougou	-	-	1	0	0	1	0	0	1	1
Djibo	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Dori	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Fada N'gourma	3	4	1	20	6	0	0	2	0	0
Gaoua	0	1	1	0	0	3	0	1	0	0
Kaya	0	0	0	0	4	2	2	0	1	2
Kongoussi	0	0	0	3	3	2	2	0	0	0
Koudougou	0	3	4	0	5	4	0	3	12	9
Koupéla								0	1	0
Léo	0	3	1	1	0	0	1	3	1	3
Manga	1	2	1	0	0	2	3	0	0	0
Nouna	1	0	0	1	1	1	0	1	1	0
Orodara	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
Ouagadougou (MACO)*	12	18	11	0	10	8	2	5	11	13
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	0	4	4	17	5
Ouahigouya*	0	0	0	4	0	0	0	3	0	0
Tenkodogo	1	1	4	0	7	0	0	2	1	0
Tougan	0	1	0	0	1	1	1	1	1	0
Yako	-	-	1	1	1	2	2	2	0	0
Ziniaré	-	-	1	0	0	0	1	3	1	1

Tableau V.38 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Ensemble</b>	<b>1 050</b>	<b>1 529</b>	<b>1 758</b>	<b>1 841</b>	<b>2 088</b>	<b>2 403</b>	<b>2 600</b>	<b>2 816</b>	<b>3 471</b>	<b>3 554</b>
Banfora	62	88	112	112	135	123	62	75	117	111
Baporo	15	28	25	21	10	11	20	18	11	13
Bobo-Dioulasso	112	143	157	183	239	244	170	223	311	374
Bogandé	21	19	20	20	26	55	67	58	53	70
Boromo	28	26	23	40	80	64	92	95	116	130
Dédougou	88	84	77	68	56	67	79	83	93	123
Diapaga	13	19	21	20	32	44	47	77	88	90
Diébougou	-	0	18	26	30	40	48	50	91	87
Djibo	15	24	34	36	47	31	36	55	72	72
Dori	66	46	66	69	67	64	77	62	46	46
Fada N'gourma	55	46	49	86	79	115	123	141	156	143
Gaoua	40	42	31	35	51	48	60	82	124	113
Kaya	59	76	99	93	117	147	152	124	110	102
Kongoussi	25	34	29	23	17	0	34	41	46	44
Koudougou	33	55	67	69	17	18	91	92	103	115
Koupéla	-	-	-	-	-	-	-	0	45	62
Léo	36	36	37	34	33	33	71	63	50	55
Manga	8	74	73	99	88	95	130	123	88	75
Nouna	0	4	12	9	7	19	26	38	44	67
Orodara	2	2	8	19	5	15	20	20	28	45
Ouagadougou (MACO)*	265	542	578	599	692	692	718	785	1150	1 132
Ouagadougou (PHS)	-	-	-	-	-	66	177	155	156	127
Ouahigouya*	52	46	33	39	33	194	71	70	92	114
Tenkodogo	32	80	119	79	150	140	51	108	97	98
Tougan	23	15	24	28	27	21	45	50	62	50
Yako	-	-	25	22	25	28	77	69	55	32
Ziniaré	-	-	21	12	25	29	56	59	67	64

\*Avant 2011, les données de Ziniaré et Yako sont incluses respectivement à Ouagadougou et Ouahigouya

## V.5 Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi des services sociaux des MAC

Tableau V.39 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe

sexe	2016			2017			2018		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Nombre concerné	16	452	<b>468</b>	10	356	<b>366</b>	8	315	<b>323</b>
<i>dont enquête clôturée</i>	15	415	<b>430</b>	9	341	<b>350</b>	7	278	<b>285</b>

Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe

	2016			2017			2018		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Nombre enquêtes clôturées	15	410	<b>425</b>	9	338	<b>347</b>	7	276	<b>283</b>
Nombre d'enquêtes clôturées avec durée indeter*	0	5	<b>5</b>	0	3	<b>3</b>	0	2	<b>2</b>
Durée moyenne (en jour)	14	18	<b>18</b>	12	15	<b>15</b>	16	19	<b>19</b>

\*indeter: indéterminée, ces valeurs ne sont pas pris en compte lors des calculs des durées moyennes

Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours

	2016			2017			2018		
	F	M	T	F	M	T	F	M	T
Inférieur à 15 jours	11	254	<b>265</b>	6	238	<b>244</b>	4	151	<b>155</b>
Supérieur à 15 jours	4	156	<b>160</b>	3	100	<b>103</b>	3	125	<b>128</b>
<b>Ensemble</b>	<b>15</b>	<b>410</b>	<b>425</b>	<b>9</b>	<b>338</b>	<b>347</b>	<b>7</b>	<b>276</b>	<b>283</b>

Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le service social

Service social	2016		2017		2018	
	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)	Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)
Banfara	16	17	24	12	19	9
Bobo-dioulasso	36	26	44	17	38	26
Bogandé	13	20	3	11	5	17
Boromo	23	15	12	18	8	13
Diapaga	5	39	1	8	5	12
Diébougou	5	13	8	11	22	10
Djibo	13	18	14	12	ND	ND
Dori	30	14	14	17	24	29
Fada n'gourma	25	27	16	27	7	28
Gaoua	17	15	6	15	8	10
Kaya	20	14	6	25	6	18
Kongoussi	6	11	6	13	7	18
Koudougou	37	21	36	10	32	22
Léo	1	12	11	8	6	17
Ouagadougou (MACO)	99	16	54	10	32	20
Manga	12	9	8	11	2	8
Nouna	2	11	2	18	3	8
Orodara	5	28	13	14	1	15
Ouahigouya	25	18	31	23	23	16
Tenkodogo	15	14	14	20	13	26
Dédougou	8	13	3	31	2	8
Tougan	4	6	8	17	7	16
Yako	6	12	10	13	7	22
Ziniaré	2	14	3	9	6	20
<b>Ensemble</b>	<b>425</b>	<b>18</b>	<b>347</b>	<b>15</b>	<b>283</b>	<b>19</b>

Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2018 selon l'infraction

INFRACTION		Nombre d'enquêtes	Durée Moyenne (en jour)
<b>Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs</b>	Attentat aux mœurs	2	39
	Stupéfiants	3	15
<b>Crimes et délits contre les biens</b>	Destructions, dégradations, dommages	3	12
	Grand banditisme	3	13
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	191	18
<b>Crimes et délits contre les particuliers</b>	Autres crimes et délits contre les particuliers	8	31
	Coups et blessures volontaires	23	24
	Homicides et blessures involontaires	1	15
	Homicides volontaires (meurtres, Assassinats, parricides, infanticides), empoisonnements	4	13
	Viol	17	20
	Vols aggravés	25	26
<b>Infractions en matière d'armes et munitions</b>	Infractions en matière d'armes et munitions	1	7
<b>Indéterminé</b>	Indéterminé	2	21
<b>Total général</b>		<b>283</b>	<b>19</b>

Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2018 selon le service social et la durée

Service social	Inférieur à 15 jours	Supérieur à 15 jours	Ensemble
Banfora	17	2	19
Bobo-dioulasso	16	22	38
Bogandé	1	4	5
Boromo	6	2	8
Diapaga	5	0	5
Diébougou	21	1	22
Djibo	ND	ND	ND
Dori	6	18	24
Fada n'gourma	1	6	7
Gaoua	6	2	8
Kaya	3	3	6
Kongoussi	4	3	7
Koudougou	16	16	32
Léo	3	3	6
Ouagadougou (MACO)	14	18	32
Manga	2	0	2
Nouna	3	0	3
Orodara	0	1	1
Ouahigouya	16	7	23
Tenkodogo	6	7	13
Dédougou (TGI)	2	0	2
Tougan	3	4	7
Yako	1	6	7
Ziniaré	3	3	6
<b>Ensemble</b>	<b>155</b>	<b>128</b>	<b>283</b>

Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2018 par infractions et selon la durée

INFRACTION		Nombre d'enquêtes clôturées dans un délai	
		Inférieur à 15 jours	Supérieur à 15 jours
<b>Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs</b>	Attentat aux mœurs	0	2
	Stupéfiants	2	1
<b>Crimes et délits contre les biens</b>	Destructions, dégradations, dommages	3	0
	Grand banditisme	2	1
	Vols, extorsion, recel, escroqueries	115	76
<b>Crimes et délits contre les particuliers</b>	Autres crimes et délits contre les particuliers	1	7
	Coups et blessures volontaires	6	17
	Homicides et blessures involontaires	0	1
	Homicides volontaires (meurtres, Assassinats, parricides, infanticides), empoisonnements	4	0
	Viol	10	7
	Vols aggravés	10	15
<b>Infractions en matière d'armes et munitions</b>	Infractions en matière d'armes et munitions	1	0
<b>Indéterminé</b>	Indéterminé	1	1
<b>Total général</b>		<b>115</b>	<b>128</b>

## V.6 Activités des centres de réinsertion sociale

### Données globales des centres de réinsertion sociale

Tableau V.46 : Personnel et capacités d'accueil des centres de réinsertion social\* en 2017

	Personnel		
	F	H	T
Gardes de sécurité pénitentiaire	11	18	29
<i>Dont</i>	0	6	6
Travailleurs sociaux	12	42	54
<i>Dont</i>	5	32	37
Encadreurs	17	24	41
Personnel d'appui	6	21	27
Autre personnel	1	7	16
<b>Ensemble</b>	<b>47</b>	<b>112</b>	<b>167</b>

	F	G	T
Capacité d'accueil	36	552	588
Effectif réel au 31 Décembre	14	420	434
<i>Taux d'occupation au 31/12</i>	<i>38,9</i>	<i>76,1</i>	<i>73,8</i>

Tableau V.47 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion sociale et leur capacité d'accueil en 2017

Type d'atelier	Nombre	Capacité d'accueil
Maçonnerie	3	65
Mécanique auto	5	65
Menuiserie bois	5	75
Menuiserie métallique	5	80
Electricité bâtiment	5	80
Couture	4	50
Autre	9	60
<b>Ensemble</b>	<b>36</b>	<b>475</b>

## Mineurs en conflit avec la loi

Tableau V.48 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par sexe et selon l'année d'entrée.

Sexe	2014	2015	2016	2017	2018	Total
F	0	3	4	1	6	14
M	2	19	22	84	50	177
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>85</b>	<b>56</b>	<b>191</b>

Tableau V.49 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée.

Juridiction de provenance	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Banfora	0	2	0	2	3	7
Bobo-dioulasso	0	2	1	8	3	14
Boromo	0	0	0	2	5	7
Dedougou	0	0	2	1	0	3
Diapaga	0	0	0	1	0	1
Diebougou	0	1	2	4	4	11
Djibo	0	0	2	1	1	4
Dori	0	3	1	7	2	13
Fada n'gourma	0	0	1	1	2	4
Gaoua	0	3	0	0	0	3
Kaya	0	1	0	2	3	6
Koudougou	0	0	1	10	6	17
Koupela	0	0	0	1	0	1
Leo	0	3	0	2	2	7
Nouna	0	0	1	0	0	1
Orodara	0	2	1	5	0	8
Ouagadougou	2	4	9	29	18	62
Ouahigouya	0	0	0	1	0	1
Tenkodogo	0	0	2	5	6	13
Tougan	0	0	1	0	0	1
Yako	0	0	2	0	0	2
Ziniare	0	1	0	3	1	5
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>85</b>	<b>56</b>	<b>191</b>

Tableau V.50 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par âge et selon l'année d'entrée.

Age	2014	2015	2016	2017	2018	Total
12	0	0	0	2	1	3
13	0	0	0	0	4	4
14	0	0	0	8	4	12
15	0	0	2	9	14	25
16	0	1	4	14	12	31
17	2	2	3	25	12	44
18	0	6	6	16	7	35
19	0	7	8	7	1	23
20	0	3	1	2	0	6
21	0	2	0	2	0	4
Indéterminé	0	1	2	0	1	4
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>85</b>	<b>56</b>	<b>191</b>

Tableau V.51 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée.

Cycle d'éducation	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Primaire	2	7	16	34	22	81
Post Primaire	0	2	5	18	18	43
Secondaire	0	0	0	1	0	1
Coranique	0	0	1	2	3	6
Sans niveau	0	13	4	30	9	56
Nd	0	0	0	0	4	4
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	<b>85</b>	<b>56</b>	<b>191</b>

Tableau V.52 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12

Cycle d'éducation	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)
Primaire	38	584	676
Post Primaire	27	458	566
Secondaire	1	400	-
Coranique	5	297	778
Sans niveau	29	620	1110
Nd	1	250	329
<b>Total général</b>	<b>101</b>	<b>541</b>	<b>660</b>

Tableau V.53 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi sorties des centres de réinsertions sociale selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective

Motif de sortie	Nombre	Durée moyenne effective (en jours)	Durée moyenne prévue (en jours)
Fugue	35	96	435
Fin de placement	25	579	403
Abandon	3	-	968
Référencement	2	-	1056
Décès	1	779	-
Réincarcération	1	-	540
Remise au juge	1	930	1440
Autre	3	257	208
Nd	19	781	1250
<b>Total</b>	<b>90</b>	<b>468</b>	<b>541</b>

# Les chiffres clés de la justice (1/2)

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Juridictions de l'ordre judiciaire</b>										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3
Tribunaux de grande instance	23	24	24	24	24	24	24	25	25	25
Tribunaux d'instance	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Juges des enfants	2	2	2	2	2	7	7	7	7	7
Tribunaux pour enfants	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	19	19	19	19	19	19
<b>Juridictions de l'ordre administratif</b>										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	23	24	24	24	24	24	24	25	25	25
<b>Établissements pénitentiaires</b>										
Maisons d'arrêt et de correction	23	24	24	24	24	25	25	26	26	26
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Moyens</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	7 167	8 931	8 204	11 534	15 307	13 619	17 086	19 136	29 115	31 275
Effectifs des magistrats au Ministère	361	369	391	415	409	428	449	480	508	505
Effectif du personnel greffier au Ministère	301	300	352	343	340	372	414	419	430	460
<b>Activités des juridictions de l'ordre judiciaire</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Cour de Cassation</b>										
Affaires nouvelles	183	158	169	206	236	225	167	231	263	280
Décisions rendues	145	122	112	159	152	138	108	161	184	213
Décision rédigées	117	100	108	130	125	105	117	106	157	162
Conclusions rendues par le parquet général	113	76	133	137	128	96	57	179	243	228
<b>Cours d'appel</b>										
Affaires nouvelles	1 275	997	890	1 107	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245	2 386
Décisions rendues	863	944	876	1 183	1 233	1 347	871	1 372	1 707	1 992
Décision rédigées	717	588	543	910	983	851	846	1 096	1 153	1 614
Affaires nouvelles pénales	593	371	530	585	634	434	639	492	821	1 236
Décisions des chambres d'accusation	188	260	153	168	205	222	110	399	562	1 274
Décisions des chambres criminelles	414	201	167	123	99	54	39	52	35	199
<b>Tribunaux de grande instance</b>										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	5 153	6 494	6 747	6 838	9 154	9 628	9 214	12 901	13 319	17 259
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales (hors radiation)	4 567	5 220	5 741	5 718	7 869	8 293	7 036	10 082	11 470	15 172
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours	2mois 18 jours	3 mois 9 jours	2 mois 21 jours	2 mois 7 jours	2mois	1 mois 21 jours
Stock des affaires civiles										17 321
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	10 568	10 696	8 771	10 186	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690	8 815
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 950	6 686	5 755	6 414	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732	5 293
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	1 mois 20 jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1 mois 19 jours	1 mois 16 jours	1 mois 23 jours	1 mois 21 jours	3 mois 6 jours	2 mois 20 jours	2 mois 02 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	14 mois	11 mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours	13 mois 16 jours	10 mois 12jours	10 mois 12 jours	12 mois 29 jours	14 mois	12 mois 13 jours
Stock des affaires correctionnelles										6 448
Affaires nouvelles en instruction	1 109	900	754	893	1 000	1 123	936	875	974	805
Affaires en Instruction terminées	801	438	934	690	442	291	363	417	1 298	1 084
Affaires en cours d'instruction	7 210	7 586	7 401	7 657	7 830	8 92	8 88	9 172	8 043	8 068
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	3ans	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans	3ans	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans	4 ans 1 mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction	4 ans	3 ans 9 mois	4 ans	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois	4 ans 2 mois
<b>Tribunaux d'instance</b>										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	241	278	322	436	399	158	226	316	465	614
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	186	229	261	259	311	343	144	348	385	478
Décision rédigées	238	362	227	163	182	319	129	233	290	
Temps moyen pour rendre une décision			2 mois 11 jrs	1 mois 12 jrs	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jours	3 mois 1 jour	2mois	2 mois

## Les chiffres clés de la justice (2/2)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Juges des enfants</b>										
Affaires nouvelles (mineurs en conflit avec la loi)	98	89	72	73	103	202	257	298	324	241
Décisions rendues (mineurs en conflit avec la loi)	99	73	59	47	97	191	263	286	308	221
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	7	11	11	56	24	16	28	10	39	105
Décisions rendues (mineurs en danger)	230	32	18	96	23	13	31	13	37	184
<b>Tribunaux pour enfants</b>										
Affaires nouvelles	1	15	9	5	8	1	1	17	18	13
Affaires terminées	5	0	12	1	14	2	4	4	5	3
<b>Tribunaux de commerce</b>										
Affaires nouvelles (hors référés)	-	-	339	336	356	426	451	468	499	551
Décisions rendues (hors référés)	-	-	319	282	311	297	372	444	409	453
Décisions rédigées (hors référés)	-	-	199	277	302	283	372	442	423	454
<b>Temps moyen pour une décision commerciale</b>			9 mois 6 jours	8 mois 2 jours	7 mois 20 jours	6 mois 24 jours	7 mois 3 jours	6 mois 27 jours	6 mois 27 jours	7 mois 02 jours
<b>Tribunaux du travail</b>										
Affaires nouvelles	710	739	756	1 104	996	977	1 225	1 241	786	1 460
Décisions rendues	496	681	618	742	975	817	874	1 080	1 189	1 097
Décision rédigées	470	527	471	554	852	796	629	805	905	878
Temps moyen pour rendre une décision	-	-	1an 3 mois	1 an 3 mois	1 an	1 an 7 mois	1 an 3 mois	1 an 2 mois	1 an 2mois	1 an 2mois
<b>Activités des juridictions de l'ordre administratif</b>										
<b>Cour des comptes</b>										
Comptes de gestion reçus	247	234	399	344	318	235	202	294	290	240
Arrêts provisoires et définitifs rendus	155	54	139	0	62	95	1	46	8	3
Contrôles de gestion effectués	11	3	8	5	7	11	11	39	27	17
<b>Conseil d'État</b>										
Affaires nouvelles	79	87	94	172	103	120	149	277	137	299
Affaires jugées	64	27	57	126	45	42	36	175	66	88
Décision rédigées	57	25	47	80	26	28	39	89	55	139
<b>Tribunaux administratifs</b>										
Affaires nouvelles	216	184	194	434	314	309	330	874	584	740
Décisions rendues	126	193	127	317	258	188	255	687	428	615
Décision rédigées	124	146	87	246	156	108	156	494	382	524
Temps moyens pour rendre une décision	-	-	1an 4 mois	1 an 4 mois	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 10 mois	1an 7mois	1an 7mois
<b>Etablissements pénitentiaires</b>										
Ensemble de détenus au 31 décembre	5 400	5 198	5 039	5 035	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840	7 812
Nombre d'inculpés au 31 décembre	1 328	1 160	1 096	1 069	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893	1 872
Nombre de prévenus au 31 décembre	1 000	689	522	615	777	969	1 455	1 318	788	994
Nombre d'OMD	82	170	262	67	47	75	109	17	11	0
Nombre de condamnés au 31 décembre	2 994	3 179	3 159	3 284	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148	4 946
Taux d'occupation (100%)	172,0	159,4	154,5	143,9	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3	189,6

## Liste des tableaux

Tableau II.1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels .....	26
Tableau II.2 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires en 2018 par localité .....	26
Tableau II.3 : Nombre de tribunaux et d'établissements pénitentiaires par ressort de cour d'appel .....	28
Tableau II.4 : Montants des allocations budgétaires (en millions de FCFA) .....	30
Tableau II.5 : Montants des consommations budgétaires des dépenses (en millions de FCFA) .....	30
Tableau II.6 : Dotation budgétaires par programme .....	30
Tableau II.8 : Situation des crédits délégués par juridiction (en milliers de FCFA) .....	31
Tableau II.9 : Situation des crédits délégués par tribunaux de grande instance (en milliers de FCFA) .....	32
Tableau II.10 : Situation des crédits délégués par établissement pénitentiaire (en milliers de FCFA) .....	32
Tableau II.11 : Personnel du MJDHPC par sexe et par corps .....	34
Tableau II.12 : Magistrats par sexe, par ancienneté et par position .....	35
Tableau II.13 : Magistrats par type de juridiction .....	35
Tableau II.14 : Magistrats par juridiction .....	36
Tableau II.15 : Personnel du corps des greffiers par sexe .....	38
Tableau II.16 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction .....	38
Tableau II.17 : Greffiers en chef par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite) : .....	39
Tableau II.18 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction .....	41
Tableau II.19 : Greffiers par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite) .....	42
Tableau II.20 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction .....	44
Tableau II.21 : Secrétaires des greffes et parquets par sexe, par ancienneté, par position et par type de juridiction (suite) .....	45
Tableau II.22 : Personnel de sécurité pénitentiaire par sexe .....	47
Tableau II.23 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention .....	47
Tableau II.24 : Inspecteurs de sécurité pénitentiaire, selon l'année par sexe et l'ancienneté et par position au 31 décembre .....	49
Tableau II.25 : Contrôleurs de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre .....	50
Tableau II.26 : Assistants de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31/12 .....	51
Tableau II.27 : Agents de sécurité pénitentiaire selon l'année par sexe, par ancienneté et par position au 31 décembre .....	52
Tableau II.28 : Personnel des droits humains par sexe et par position .....	53
Tableau II.29 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon par sexe .....	54
Tableau II.30 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la profession par sexe .....	54
Tableau II.31 : Huissiers de justice et avocats par sexe, par ancienneté et par position .....	56
Tableau II.32 : Notaires par sexe, par ancienneté et par position .....	56
Tableau III.1 : Activités du siège de la Cour de cassation .....	60
Tableau III.2 : Nombre d'affaires jugées selon la durée de procédure par chambre de la Cour de cassation .....	60
Tableau III.3 : Affaires nouvelles du parquet général de la Cour de cassation .....	61
Tableau III.4 : Conclusions rendues par le parquet général de la Cour de cassation .....	61
Tableau III.6 : Ensemble des affaires nouvelles par Cour d'appel .....	65
Tableau III.7 : Affaires nouvelles en provenance des tribunaux de grande instance par Cour d'appel .....	65
Tableau III.8 : Ensemble des décisions rendues par Cour d'appel (y compris les radiations) .....	65
Tableau III.9 : Décisions rendues sur le fond par Cour d'appel .....	65
Tableau III.10 : Décisions du 1er Président par Cour d'appel .....	65
Tableau III.11 : Décisions rédigées par Cour d'appel .....	65
Tableau III.12 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel .....	66
Tableau III.13 : Affaires nouvelles pénales des cours d'appel selon leur origine .....	66
Tableau III.14 : Ensemble des affaires pénales nouvelles par Cour d'appel .....	66
Tableau III.15 : Affaires criminelles nouvelles par Cour d'appel .....	66
Tableau III.16 : Destination des affaires des parquets généraux dans les chambres .....	66
Tableau III.17 : Nature des décisions rendues par les chambres d'accusation .....	66
Tableau III.18 : Décisions rendues par chambre d'accusation .....	67
Tableau III.19 : Type de décisions rendues par les chambres criminelles .....	67
Tableau III.20 : Décisions rendues par chambre criminelle .....	67
Tableau III.21 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure .....	67
Tableau III.22 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale de l'ensemble des tribunaux de grande instance .....	69
Tableau III.23 : Ensemble des affaires nouvelles civiles et commerciales par tribunal de grande instance (hors référés) .....	69
Tableau III.24 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de grande instance .....	71
Tableau III.25 : Ensemble d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal de grande instance .....	71
Tableau III.26 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par l'ensemble des tribunaux de grande instance .....	73
Tableau III.27 : Décisions civiles et commerciales rendues par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, jonctions, ordonnances et injonctions de payer et y compris les radiations) .....	74
Tableau III.28 : Décisions civiles et commerciales rendues sur le fond par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	74
Tableau III.29 : Décisions des affaires civiles et commerciales rédigées par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	75
Tableau III.30 : Ordonnances rendues par tribunal de grande instance .....	75
Tableau III.31 : Décisions rendues en matière civile ou commerciale par année selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	77

Tableau III.32 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) .....	77
Tableau III.33 : Décisions rendues en matière civile et commerciale par année selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) (suite) .....	78
Tableau III.34 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire .....	81
Tableau III.35 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil .....	81
Tableau III.36 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil .....	83
Tableau III.37 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil .....	83
Tableau III.38 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par l'ensemble des parquets civils selon la nature de l'affaire .....	84
Tableau III.39 : Affaires nouvelles et conclusions rendues par parquet civil .....	84
Tableau III.40 : Affaires nouvelles selon leur nature, enregistrées par parquet civil .....	86
Tableau III.41 : Conclusions rendues selon la nature des affaires par parquet civil .....	86
Tableau III.42 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets de l'ensemble des tribunaux de grande instance .....	88
Tableau III.43 : Ensemble des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets par tribunal de grande instance .....	90
Tableau III.44 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les particuliers par TGI .....	90
Tableau III.45 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance .....	92
Tableau III.46 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour vols, recels, extorsions et escroqueries par Tribunal de grande instance .....	92
Tableau III.47 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance .....	94
Tableau III.48 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets pour crimes et délits contre la chose publique par TGI .....	94
Tableau III.49 : Ensemble des affaires traitées et orientées par les parquets des tribunaux de grande instance .....	96
Tableau III.50 : Affaires traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance .....	96
Tableau III.51 : Affaires de flagrants délits, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance .....	97
Tableau III.52 : Affaires de citations directes, traitées et orientées dans les chambres correctionnelles par les parquets par tribunal de grande instance .....	97
Tableau III.53 : Affaires traitées et renvoyées en instruction par les parquets par tribunal de grande instance .....	98
Tableau III.54 : Affaires traitées et classées sans suite par les parquets par tribunal de grande instance .....	98
Tableau III.55 : Mineurs concernés par les activités des parquets .....	100
Tableau III.56 : Mineurs impliqués dans les activités des parquets par Tribunal de grande instance .....	100
Tableau III.57 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance .....	102
Tableau III.58 : Ensemble des jugements rendus par la chambre correctionnelle des tribunaux de grande instance .....	104
Tableau III.59 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits par tribunal de grande instance .....	104
Tableau III.60 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes par tribunal de grande instance .....	106
Tableau III.61 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant contradictoirement par tribunal de grande instance .....	106
Tableau III.62 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle statuant par défaut par tribunal de grande instance .....	107
Tableau III.63 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les particuliers par tribunal de grande instance .....	107
Tableau III.64 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre les biens par tribunal de grande instance .....	108
Tableau III.65 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs par tribunal de grande instance .....	108
Tableau III.66 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure .....	109
Tableau III.67 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure .....	109
Tableau III.68 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance .....	109
Tableau III.69 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de flagrants délits selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite) .....	110
Tableau III.70 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance .....	110
Tableau III.71 : Jugements rendus par la chambre correctionnelle dans les affaires de citations directes selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite) .....	111
Tableau III.73 : Affaires nouvelles en instruction dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance .....	113
Tableau III.74 : Affaires nouvelles criminelles et correctionnelles en instruction par tribunal de grande instance .....	113
Tableau III.75 : Affaires dont l'instruction est terminée dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance .....	115
Tableau III.76 : Affaires dont l'instruction est terminée par tribunal de grande instance .....	115
Tableau III.77 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre dans l'ensemble des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance .....	117

Tableau III.78 : Affaires en cours d'instruction au 31 décembre par tribunal de grande instance.....	117
Tableau III.79 : Inculpés libérés au cours de l'année et leur durée de détention provisoire.....	119
Tableau III.80 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance .....	119
Tableau III.81 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est inférieure à 6 mois par tribunal de grande instance.....	120
Tableau III.82 : Inculpés libérés dans la procédure d'instruction par tribunal de grande instance dont la durée de détention provisoire est de moins 12 mois .....	120
Tableau III.83 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire est égale ou supérieure à 12 mois par tribunal de grande instance.....	121
Tableau III.84 : Inculpés libérés au cours de l'année dans la procédure d'instruction dont la durée de détention provisoire a été égale ou supérieure à 24 mois par tribunal de grande instance.....	121
Tableau III.85 : Nombre d'affaires dans les cabinets d'instruction selon la durée de la procédure.....	122
Tableau III.86 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance.....	122
Tableau III.87 : Nombre d'affaires dont l'instruction est terminée et la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite).....	123
Tableau III.88 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure TGI.....	123
Tableau III.89 : Nombre d'affaires en cours d'instruction au 31 décembre selon la durée de la procédure par TGI (suite).....	124
Tableau III.90 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre et durée de la procédure par TGI .....	124
Tableau III.91 : Nombre d'affaires contre X en cours d'instruction au 31 décembre 2014 selon la durée de la procédure par tribunal de grande instance (suite).....	125
Tableau III.92 : Activités du greffe des tribunaux de grande instance .....	127
Tableau III.93 : Bulletins de casier judiciaire n°3 délivrés par tribunal de grande instance.....	127
Tableau III.94 : Certificats de nationalité délivrés par tribunal de grande instance.....	129
Tableau III.95 : Ensemble des immatriculations au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	129
Tableau III.96 : Immatriculations des personnes physiques au Registre du commerce et du crédit mobilier par TGI.....	131
Tableau III.97 : Immatriculations des personnes morales au Registre du commerce et du crédit mobilier par tribunal de grande instance.....	131
Tableau III.98 : Activités commerciales de l'ensemble des tribunaux de commerce.....	133
Tableau III.99 : Ensemble des décisions commerciales rendues par type .....	133
Tableau III.100 : Répartition des décisions des tribunaux de commerce (hors injonctions de payer et ordonnances).....	133
Tableau III.101 : Référé des tribunaux de commerce .....	133
Tableau III.102 : Ensemble des décisions de référés rendues par type.....	135
Tableau III.103 : Répartition des décisions de référés rendues des référés par tribunal de commerce.....	135
Tableau III.104 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce.....	135
Tableau III.105 : Ensemble de nouvelles requêtes d'ordonnances par tribunal de commerce et par type.....	135
Tableau III.106 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce.....	135
Tableau III.107 : Ensemble des ordonnances rendues par tribunal de commerce.....	135
Tableau III.108 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes des tribunaux de commerce.....	136
Tableau III.109 : Activités relatives aux actes délivrés par les greffes par tribunal de commerce.....	136
Tableau III.110 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	136
Tableau III.111 : Décisions rendues selon la durée de la procédure (hors avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	137
Tableau III.112 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer).....	137
Tableau III.113 : Temps mis pour la rédaction des jugements commerciaux rendus (hors référés, avant dire droit, ordonnances et injonctions de payer) par TC.....	137
Tableau III.114 : Activités de l'ensemble des tribunaux d'instance (hors contraventions).....	139
Tableau III.115 : Affaires nouvelles en matière civile et commerciale par tribunal d'instance .....	141
Tableau III.116 : Affaires nouvelles d'injonctions de payer par tribunal d'instance.....	141
Tableau III.117 : Décisions rendues sur le fond (hors avant dire droit et injonctions de payer) par tribunal d'instance.....	141
Tableau III.118 : Jugements rédigés par tribunal d'instance (hors injonctions de payer) .....	141
Tableau III.119 : Décisions rendues selon la durée de la procédure des tribunaux d'instance .....	141
Tableau III.120 : Activités des tribunaux de simple police.....	141
Tableau III.121 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en conflit avec la loi.....	143
Tableau III.122 : Activités de l'ensemble des juges des enfants relatives aux mineurs en danger.....	143
Tableau III.123 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants.....	143
Tableau III.124 : Décisions rendues relatives aux mineurs en conflit avec la loi par juge des enfants .....	143
Tableau III.125 : Affaires nouvelles relatives aux mineurs en danger par juge des enfants .....	144
Tableau III.126 : Décisions rendues relatives aux mineurs en danger par juge des enfants .....	144
Tableau III.127 : Activités des tribunaux pour enfants .....	146
Tableau III.128 : Affaires nouvelles par tribunal pour enfants.....	146
Tableau III.129 : Décisions rendues par tribunal pour enfants .....	146
Tableau III.130 : Activités de l'ensemble des tribunaux du travail.....	148
Tableau III.131 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal du travail.....	150
Tableau III.132 : Affaires nouvelles de rupture de contrat de travail par tribunal du travail.....	150
Tableau III.133 : Affaires nouvelles de non-paiement de salaires par tribunal du travail.....	150

Tableau III.134 : Décisions rendues par tribunal du travail (y compris les référés, hors radiations).....	150
Tableau III.135 : Décisions rendues sur le fond par tribunal du travail.....	150
Tableau III.136 : Décisions rédigées par tribunal du travail.....	150
Tableau IV.1 : Activités de contrôle juridictionnel de la Cour des comptes.....	153
Tableau IV.2 : Activités de contrôle de gestion de la Cour des comptes.....	153
Tableau IV.3 : Avis rendus et rapports rédigés par la Cour des comptes.....	153
Tableau IV.4 : Activités du siège du Conseil d'Etat.....	156
Tableau IV.5 : Nombre de décisions rendues selon la durée de la procédure en 2018.....	158
Tableau IV.6 : Affaires nouvelles enregistrées par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	158
Tableau IV.7 : Conclusions rendues par le Commissaire du gouvernement du Conseil d'Etat.....	158
Tableau IV.8 : Activités de l'ensemble des tribunaux administratifs.....	160
Tableau IV.9 : Ensemble des affaires nouvelles par tribunal administratif.....	162
Tableau IV.10 : Affaires nouvelles de contentieux foncier par tribunal administratif.....	162
Tableau IV.11 : Ensemble des décisions rendues par tribunal administratif.....	163
Tableau IV.12 : Décisions rendues sur le fond par tribunal administratif.....	163
Tableau IV.13 : Décisions rendues contradictoirement par tribunal administratif.....	164
Tableau IV.14 : Activités des commissariats du gouvernement des tribunaux administratifs.....	164
Tableau IV.15 : Affaires nouvelles par commissariat du gouvernement.....	165
Tableau IV.16 : Conclusions rendues par commissariat du gouvernement.....	165
Tableau V.1 : Population carcérale de l'ensemble des établissements pénitentiaires par statut au 31 décembre.....	168
Tableau V.2 : Taux d'occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre.....	168
Tableau V.3 : Nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge.....	168
Tableau V.4 : Autres mouvements, évènements.....	168
Tableau V.5 : Ensemble des personnes détenues au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	169
Tableau V.6 : Personnes en attente de jugement au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	169
Tableau V.7 : Personnes sous OMD au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	170
Tableau V.8 : Incarcérations (entrées) au cours de l'année par établissement pénitentiaire.....	170
Tableau V.9 : Détenus évadés au cours de l'année par établissement pénitentiaire.....	171
Tableau V.10 : Détenus décédés au cours de l'année par établissement pénitentiaire.....	171
Tableau V.11 : Effectifs des prévenus détenus dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de détention préventive.....	173
Tableau V.12 : Ensemble des prévenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	175
Tableau V.13 : Prévenus mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	175
Tableau V.14 : Prévenus de moins de 25 ans au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	176
Tableau V.15 : Prévenus dont la durée de détention est de moins de 30 jours au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	176
Tableau V.16 : Prévenus de crimes et délits contre les biens au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	177
Tableau V.17 : Prévenus de crimes et délits contre les particuliers au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	177
Tableau V.18 : Prévenus de crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	178
Tableau V.19 : Prévenus de crimes et délits contre la chose publique au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	178
Tableau V.20 : Effectifs des inculpés, dans l'ensemble des établissements pénitentiaires au 31/12 selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la détention préventive.....	180
Tableau V.21 : Ensemble des inculpés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	182
Tableau V.22 : Inculpés mineurs au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	182
Tableau V.23 : Inculpés de moins de 25 ans, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	183
Tableau V.24 : Inculpés pour crimes et délits contre des particuliers, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	183
Tableau V.25 : Inculpés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	184
Tableau V.26 : Inculpés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	184
Tableau V.27 : Inculpés dont la durée de détention est supérieure ou égale à 2 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	185
Tableau V.28 : Effectifs des condamnés dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infractions et la durée de la peine prononcée.....	187
Tableau V.29 : Condamnés, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	189
Tableau V.30 : Mineurs, condamnés au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	189
Tableau V.31 : Condamnés de moins de 25 ans, détenus au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	190
Tableau V.32 : Condamnés pour vol, extorsion, recel, escroquerie, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	190
Tableau V.33 : Condamnés pour crimes et délits contre les biens, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	191
Tableau V.34 : Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers, détenus au 31 décembre par EP.....	191
Tableau V.35 : Condamnés pour crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	192
Tableau V.36 : Condamnés pour crimes et délits contre la chose publique, au 31 décembre par établissement pénitentiaire.....	192
Tableau V.37 : Condamnés pour infraction en matière d'armes et de munitions, au 31 décembre par EP.....	193
Tableau V.38 : Condamnés dont la durée de la peine est supérieure ou égale à 2 ans, au 31 décembre par EP.....	193
Tableau V.39 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi menées et clôturées par année et selon le sexe.....	194
Tableau V.40 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le sexe.....	194
Tableau V.41 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées par année et selon le délai de 15 jours.....	194

Tableau V.42 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes par année et selon le service social.....	194
Tableau V.43 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées et durées moyennes en 2018 selon l'infraction.....	195
Tableau V.44 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2018 selon le service social et la durée..	195
Tableau V.45 : Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées en 2018 par infractions et selon la durée.....	196
Tableau V.46 : Personnel et capacités d'accueil des centres de réinsertion social* en 2017.....	197
Tableau V.47 : Nombre d'ateliers disponibles dans les centres de réinsertion social et leur capacité d'accueil en 2017 .....	197
Tableau V.48 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par sexe et selon l'année d'entrée. ....	198
Tableau V.49 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par juridiction de provenance et selon l'année d'entrée. ....	198
Tableau V.50 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par âge et selon l'année d'entrée. ....	199
Tableau V.51 : Effectif des mineurs en conflit avec la loi constaté en 2018 par niveau d'instruction et selon l'année d'entrée. ....	199
Tableau V.52 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi présents dans les centres de réinsertion sociale au 31/12 .....	199
Tableau V.53 : Nombre de mineurs en conflit avec la loi sorties des centres de réinsertions sociale selon le motif de sortie, la durée moyenne prévue et la durée moyenne effective .....	199